

Londres prépare un aménagement du régime carcéral en Irlande du Nord

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 70 pes. ; États-Unis, 40 c. ; France, 40 fr. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 500 L. ; Liban, 225 P. ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 4,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Royaume-Uni, 250 F CFA ; Suède, 4,50 kr. ; Suisse, 1,50 F. ; Tchécoslovaquie, 20 s. ; Yémen, 250 r.

Tarif des abonnements page 40
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. Paris 46 60 57 72
Tél. : 246-72-23

Après le réajustement des monnaies européennes

M. Delors va proposer des mesures de rigueur et de solidarité et décide de bloquer certains prix

- Plan de redressement de la Sécurité sociale
- Réduction des dépenses budgétaires

Le soutien allemand

Outre le désordre que suscite en Europe la politique monétaire suivie par les États-Unis, il est évident que le franc ne pouvait garder impunément la même relation de change avec le mark, alors que l'inflation en France court au moins deux fois plus vite qu'en Allemagne fédérale. Les exportations françaises vers la R.F.A. — en particulier, celles d'automobiles — s'effondraient et il devenait nécessaire d'arrêter ce processus, de rétablir la compétitivité.

L'opération — et c'est un bon signe — s'est déroulée sans problème. Les Allemands y ont beaucoup aidé en acceptant, d'entrée de jeu, une réévaluation substantielle du mark. La détermination dont a fait preuve dimanche M. Matthöfer, le ministre fédéral des finances, à assurer l'opération, a été un élément de confiance que nous ne devons pas sous-estimer. Les Italiens à l'égard du montage souhaité par Paris. Cet appui allemand, qui, au vu de certaines déclarations faites récemment entre-Rhin, n'allait pas forcément de soi, peut être interprété comme un rappel de la confiance de M. Schmidt dans les vertus du système monétaire européen, dont il a été, avec M. Giscard d'Estaing, le co-auteur. Il peut également attester de son désir de continuer à jouer activement le jeu avec les Français.

Il s'agit d'une donnée d'autant plus réconfortante que, pour de multiples raisons (difficultés politiques et économiques en R.F.A., inquiétude du gouvernement fédéral à l'égard des intentions du gouvernement français en particulier de sa capacité à ne pas prendre de mesures protectionnistes intra-communautaires), on était en droit de redouter un étiolement de la coopération franco-allemande. Or les deux pays, plus que n'importe quels autres, ont des intérêts communs très importants en Europe.

An cours des dernières années, l'action conjuguée de la France et de l'Allemagne fédérale a contribué à consolider la Communauté. Toutefois, le pacte non écrit franco-allemand, après le changement de pouvoir en France, doit sans doute être redéfini. Les Allemands viennent d'agir dans ce sens. Au tour des Français de faire le nécessaire pour restaurer une crédibilité qui, à tort ou à raison, n'est pas intacte. C'est ce qu'a compris M. Delors, en insistant sur sa volonté de lutter contre l'inflation.

Pourtant ce discours témoigne du choix devant lequel se trouve placé le gouvernement. S'il veut agir totalement libre en France, sans se soucier d'entreprendre, le cas échéant, l'inverse de ce que font les voisins, il lui faut comprendre que leur concours ne lui sera plus assuré. Si au contraire — comme cela semble être pour l'instant le cas — il souhaite donner la priorité à une action européenne concertée, il lui faut conserver un minimum de ligne commune avec ses partenaires et admettre que l'action solidaire implique pour la France, comme pour les autres, la perte d'une certaine liberté de manœuvre.

Il ne s'agit pas de renoncer au changement, mais de faire une politique qui, sans être semblable, demeure compatible avec celle des partenaires.

Les ministres des finances des Dix réunis le 4 octobre à Bruxelles ont procédé à un réajustement des taux-pivots au sein du Système monétaire européen (S.M.E.) : le mark et le florin ont été réévalués de 5,5 % ; le franc français et la lire ont été dévalués de 3 %. La valeur du franc belge, de la couronne danoise et de la livre irlandaise n'a pas été modifiée.

A l'ouverture des marchés des changes, le lundi 5 octobre au matin, le mark s'est montré très vigoureux par rapport au dollar, qui a baissé de plus de 2 % à

2,24 deutschemarks contre 2,20 deutschemarks à la veille du week-end.

La Bourse de Paris a accueilli avec indifférence le changement des parités, alors qu'en 1969 les cours avaient monté de 10 % en moyenne.

M. Delors a annoncé son intention de proposer mercredi au conseil des ministres une série de mesures économiques, dont le principal objectif sera de ramener le rythme de progression de l'inflation à 10 % en 1982. Parmi ces mesures, figurent notamment un plan de financement du

déficit de la Sécurité sociale et un gel de certaines dépenses publiques.

Dès lundi, M. Delors décidait que les prix des services et de certains produits alimentaires seraient bloqués à leur niveau du 3 octobre.

M. Jacques Chirac a estimé, lundi après-midi, au cours d'une conférence de presse, que « les choix du gouvernement socialiste isolent la France ».

M. Valéry Giscard d'Estaing, pour sa part, a fait savoir qu'il remettrait à la presse, mardi 6 octobre, une « déclaration sur la dévaluation du franc ».

Pour combien de temps ?

C'est donc fait ! L'inévitable n'a pu être évité, et la lampe « réajustement » du système monétaire européen, que la plupart des observateurs prédisaient pour l'automne, a fini par s'effectuer. Comme prévu, également, l'Allemagne fédérale, notre premier fournisseur et notre premier client, a vu sa monnaie assez sensiblement revalorisée, et le franc français s'en est trouvé dévalorisé d'autant. Que les deux pays aient fait chacun un pas vers l'autre, peu importe : le résultat est là.

Naturellement, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, on se renvoie la balle. Il fallait « apurer le passé », « remettre les compteurs à zéro », et « lever l'hypothèque », assure-t-on au gouvernement. « Le franc baisse pavillon », c'est une « défaite », un « constat d'échec » et une « sanction », rétorque-t-on dans l'opposition.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 41.)

Gagner la confiance

En dévaluant le franc par rapport à la monnaie allemande — puisque tel est l'essentiel de l'opération annoncée dimanche 4 octobre — le gouvernement de M. Mauroy amorce une nouvelle politique économique dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle sera difficile à mettre au point et à appliquer.

La nouvelle équipe ou, pour mieux dire, depuis l'été, une « politique

entière axée sur la relance de l'économie par les dépenses publiques, la consommation et l'investissement. Or, une dévaluation, pour être réussie, doit être accompagnée d'un ensemble de mesures de rigueur qui la rendent crédible.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 40.)

La bataille psychologique

L'histoire de la V^e République est jalonnée de plusieurs dévaluations et autres réajustements monétaires. Ni le général de Gaulle en 1958, ni Georges Pompidou en 1969 n'ont pu échapper à cette remise des compteurs à zéro. Per le suite, les sortites du « serpent européen » ont montré qu'il convenait à chaque fois de faire le constat d'une politique passée. On tire un trait pour repartir de l'éventuel, autant que l'on se pouvait, une nouvelle politique.

En somme, M. François Mitterrand ne fait pas autre chose que ce que durent faire en leur temps deux de ses prédécesseurs. On savait que, d'une manière ou d'une autre, la décision prise dimanche à Bruxelles était inéluctable, quels qu'aient été les résultats de l'élection présidentielle. Mais le problème n'est plus dans la justification du passé. Il est dans l'avenir immédiat. Le plus difficile reste à faire, surtout si l'on admet que l'abaissement de la parité du franc est relativement faible pour provoquer un choc sur les marchés extérieurs. Nul n'ignore qu'il faudrait en même temps restreindre un certain temps la demande intérieure afin qu'elle n'absorbe pas ce qui devrait être destiné à l'exportation.

Cela ne peut se faire sans un appel à la rigueur et cadre mal avec la politique de relance inscrite dans le budget de 1982. Autant que la bataille du franc, le gouvernement de M. Mauroy est donc appelé à gagner la bataille psychologique. Chacun perçoit que les années à venir seront difficiles.

Crise économique et solidarité : le pouvoir d'achat ne pourra pas être maintenu pour de nombreuses couches de la population. Les Français, dans leur majorité, s'y attendent. Encore faut-il le dire, encore faut-il l'expliquer.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

CHUT !

Les Français qui dorment sur leur tas d'or ont été réveillés en sursaut par la levée de l'anonymat sur les transactions : c'est un droit de justice, M. Fabius.

On annonce déjà la création, quelque part en France, d'une association des anonymes inquiets. Ils se réuniront un jour, dans un lieu tenu secret, pour être un président invisible, publier un journal clandestin et organiser de discrètes manifestations.

BRUNO FRAPPAT.

UN ENTRETIEN AVEC M. PIERRE MAUROY

« Il fallait remettre les compteurs à zéro »

M. Pierre Mauroy donnera à tous les préfets, qui sont convoqués mardi 5 octobre au ministère de l'Intérieur, les directives du gouvernement relatives à la mise en œuvre de son

plan pour l'amélioration de la situation de l'emploi. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Mauroy expose les raisons qui ont conduit le gouvernement à dévaluer le franc.

220.000 emplois créés ou libérés avant la fin de 1982

« Pourquoi votre gouvernement a-t-il attendu quatre mois avant de réajuster la parité du franc ? »

« Comme vous le savez, les accords instituant le système monétaire européen ont prévu la possibilité d'ajustements périodiques des parités pour tenir compte de l'évolution des situations économiques des différents pays européens. De tels ajustements sont intervenus à plusieurs reprises dans le passé, notamment en septembre 1978, où le deutschemark avait été réévalué par rapport au franc. »

« Depuis cette date, l'économie de la France et celle de l'Allemagne n'ont pas évolué de manière identique, notamment en ce qui concerne l'inflation : la hausse des prix a été deux fois plus élevée en France qu'en Allemagne pendant toute la période où M. Barre était chef du gouvernement. »

« C'est la raison pour laquelle, dès le début de l'année 1981, de vives pressions, accentuées par l'évolution désordonnée du dollar, se sont exercées sur le franc. Les pertes de devises ont atteint un montant très important entre le 15 février et le 21 mai 1981, dans la période qui a précédé l'élection présidentielle. »

« Lorsque le nouveau gouverne-

ÉGYPTE : le grand défi du rais

Depuis le début de septembre, le président Sadate a fait arrêter en Égypte près de mille cinq cents personnes, lançant notamment à cette occasion un défi sans précédent à l'opposition intégriste. M. Fouad Serageldine, président du parti néo-Wafd (nationaliste dissous en 1953), et M. Omar El Teimsani, guide suprême de la confrérie des Frères musulmans, ont comparu, samedi 3 octobre, devant le procureur général, dans le cadre de l'enquête sur les incidents confessionnels en Égypte. Dix-sept autres personnes ont été également interrogées, dimanche.

Nous commençons en page 5 la publication de trois articles de Jean-Pierre Péronnel-Eugot, exilé du Caire où il a été huit ans correspondant du « Monde », sur les facteurs intérieurs et extérieurs qui ont incité le rais à frapper aussi durement l'opposition.



Histoire mondiale de l'éducation.

Des origines à nos jours.

Publiée sous la direction de Gaston Mialaret, Jean Vial et divers auteurs.

En quatre volumes reliés avec 64 planches hors texte, l'histoire de l'éducation durant cinq millénaires et dans cinq continents.

Tome 1 : Des origines à 1515. Tome 2 : De 1515 à 1815. A paraître fin octobre. Tome 3 : De 1815 à 1945. Tome 4 : De 1945 à nos jours.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA PRÉPARATION DU PROCHAIN CONGRÈS DE LA C.E.T. S'ANNONCE TENDUE, par Jeanine ROY

INCIDENTS A PARIS ET A GOLFECH AU COURS DES MANIFESTATIONS ANTINUCLÉAIRES

DE TITTIEN AU GRECO AU PALAIS DES DOGES

Maniérisme ou non

Dans le peels duel rouge et noir, bethu par le mer et par le foule, les grandes expositions de peinture ont, on s'en doute, beaucoup de classe. Admirablement présentées sur des fonds de tissu gris ou rouge, au rapport avec le tonalité des œuvres, elles valorisent intensément leur objet, confèrent aux brillantes expositions, dont Venise ne manque pas, elles tendent à être artificielles. Il s'agit de la pratique italienne, d'œuvre des artistes non de corner, et encore moins de traiter des problèmes. Aussi le titre même de l'exposition de cet automne a-t-il surpris et intrigué. Il semblait convenu que, comme la baroque, art des formes généreuses, le maniérisme, art des formes tortueuses ou sophistiquées,

s'est erré devant la legume. Pour quoi diable, s'est demandé l'Italie entière, prendre ce bête artificiel et trompeur pour la « cinquième » ?

Rodolfo Pallucchini a donc donné ses raisons et abattu ses cartes. D'abord l'état du savoir : comment négliger des épisodes comme l'appel adressé en 1540 aux décorateurs florentins Salviati et Vasari, ou la vogue soudaine des gravures d'Andrea Schiavone qui, vers 1555, fait connaître les figures ébriées et élastiques du Parmesan ?

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 18.)

Le Monde

DÉFENSE

idées

L'impression d'inachevé

Le premier ministre a défini le 14 septembre, devant l'Institut des hautes études de la défense nationale, une politique de défense qui laisse à Jean Combasteil (P.C.F.) une impression d'inachevé. Loïc Bouvard (U.D.F.) y retrouve des réminiscences gaullistes et même giscardiennes, tandis qu'Yves Lancien (R.P.R.) reproche à M. Mauroy de ne pas avoir dit l'essentiel, à savoir que la France, ne pouvant tout faire, se trouve devant des choix.

DECLARATIONS, discours, écrits se sont succédés ces derniers jours, portant ainsi les problèmes de défense sur le devant de la scène politique.

Dans cet ensemble de prises de position, l'allocation du premier ministre prononcée à l'I.H.E.D.N. (Institut des hautes études de défense nationale) occupe, bien entendu, une place particulière et mérite attention dans la mesure où elle peut contenir des indications sur la politique que compte conduire le gouvernement en matière de défense.

En effet, si l'on connaît les dispositions concrètes prises par le gouvernement dans les domaines économiques ou sociaux, à travers les débats de l'Assemblée nationale, la politique de défense reste encore à préciser. Pourtant, il est significatif, et à bien des titres nouveau, de trouver, dans l'allocation du premier ministre à

par JEAN COMBASTEIL (*) l'I.H.E.D.N., des thèmes mis en avant dans son discours de politique générale prononcé devant le Parlement.

Certes, l'Institut ne constitue pas un lieu de décision mais bien plutôt de réflexion susceptible d'éclairer les milieux politiques dans leur effort de mise en place d'une politique de défense. Aussi le discours ne contient-il que des axes de recherches et non l'annonce de grandes lignes d'action qu'il appartient au gouvernement et au Parlement de définir. On peut, dès lors, accepter l'impression d'inachevé de certaines idées contenues dans l'allocation de M. Pierre Mauroy. C'est, en effet, un domaine qui demande réflexion, et c'est certainement une preuve de sérieux que d'y conduire les changements nécessaires avec prudence et mesure.

Une approche nouvelle

Pourtant, les communistes se réjouissent de trouver dans ce discours une approche nouvelle des fondements de la défense nationale, présentée comme une notion globale s'inscrivant dans l'action générale du gouvernement.

L'indépendance de la France ne se protège pas effectivement à l'aide des seuls moyens militaires.

Lutter contre le chômage, restaurer l'économie du pays, ce sont certainement des axes d'effort qui

peuvent, comme l'indique le premier ministre, créer un « esprit de défense » mais qui, aussi, plus généralement, donneront à la France les moyens de son indépendance.

Il est sain pour notre pays que les problèmes de défense ne deviennent pas l'apanage d'un cercle d'initiés et puissent être pris en compte par la nation tout entière et par les travailleurs en particulier. C'est, selon nous, une

façon de valoriser et de vivifier la politique et les moyens proprement militaires que la France peut se donner.

L'armée même devient, de ce fait, une prolongation de la nation, et nul ne s'étonnera de nous voir applaudir à la mise en valeur de la conscription. Modifier le contenu du service militaire, faire en sorte qu'il soit accepté et non difficilement subi par notre jeunesse constitue un axe d'effort urgent à entreprendre, et il faut souhaiter que le prochain budget de la défense prenne en compte cette exigence.

En matière de stratégie, le premier ministre évoque un certain nombre de principes bien connus qui peuvent être interprétés comme un retour à la doctrine classique de la dissuasion nucléaire. Néanmoins, certains concepts liés à la révision de cette doctrine, sous l'impulsion de l'ancien président de la République, semblent apparaître en filigrane et nécessiteraient un large débat que le premier ministre paraît avoir voulu ouvrir. Il est évident que le gouvernement et, bien entendu, le Parlement devront se saisir de ce problème capital. On ne peut ignorer des thèmes comme ceux de la « sauvegarde de l'indépendance », ou de la « bataille de l'avenir », pas plus qu'il n'est probable de refuser d'examiner les conséquences d'une évolution atlantique de la politique de défense mise en œuvre sous le précédent septennat.

Débat ouvert

En ce domaine, les positions des communistes sont connues.

Une fois la stratégie générale clairement définie, il conviendra, à travers la loi de programmation annuelle, de veiller à la maintenance quantitative et qualitative de nos moyens militaires, avec, bien sûr, le souci constant d'agir pour la fin de la course aux armements et pour un désarmement simultané et négocié. La France se doit de jouer, en ce domaine, un rôle actif et progressiste confirmé aux grandes options de la gauche française.

L'action engagée par le parti communiste français contre la décision américaine de mise en fabrication de l'arme nucléaire va, pensons-nous, dans ce sens, car une telle décision tend à ne faire de l'Europe qu'un barreau de l'échelle de la violence.

* Député communiste de la Corrèze, vice-président de la commission de la défense nationale.

lance » pour reprendre une expression du premier ministre. Le souci de l'indépendance nationale suppose, enfin, que soient préservées et développées nos capacités industrielles en ce domaine. Les programmes nationaux pour l'industrie, les programmes de recherche, les programmes de développement, tout en excluant les pays qui traitent par trop à l'encontre des droits de l'homme (alors, l'exclusion devrait jouer dans bien des cas), affirment, dans son discours, l'importance, la nécessité de ces ventes, ne serait-ce que pour garantir l'excellence de notre armement et rentabiliser les coûts de recherche. Autre vérité révélée.

Mais il faut en venir au concept même de la défense pour s'apercevoir combien les socialistes mettent leurs pas dans ceux des gaullistes et des giscardiens.

La discussion nucléaire reste la gardienne de notre indépendance. M. Mauroy l'affirme sans ambiguës, et c'est vers le sous-marin nucléaire lance-missiles que vont ses préfé-

GAULLISTE ET GISCARDIEN !

par LOIC BOUVARD (*)

LA défense ! Que voilà donc un domaine où la continuité, et combien il est plaisant, aux deux sens du terme, d'entendre M. Mauroy faire, en quelque sorte, l'apologie du système et des moyens de défense dont il a hérité. Certes, M. Mauroy a parcouru son discours de quelques incantations à la société « solidaire » que son parti prétend construire. Politique oblige ! Et nous ne lui chercherons pas noise. Mais la défense est un sujet trop important pour que l'on puisse y réaliser, lorsqu'on a la possibilité, les innovations relevant de théories ou de principes concoctés dans l'opposition.

Que n'avons-nous entendu, de la part de nos collègues de l'opposition socialiste d'hier, sur les dangers de l'arme nucléaire, l'horreur des ventes d'armes à l'étranger, l'intégration trop poussée de l'armée française dans celles du pacte atlantique, le caractère suspect de notre force d'intervention et sur les vertus du service militaire à six mois ? En attendant M. Mauroy parier de

la défense de la France, on cherchait, en vain, une orientation fondamentale différente de celles que nous connaissions sous le septennat précédent. Est-ce à dire que nos gouvernements ont perdu la mémoire ? Non pas ; ils ont tout simplement pris pied dans la mesure de ce qu'il convenait de conserver et même de continuer en l'occurrence : pratiquement la totalité de la politique antérieure de défense.

Il y eut, certes, quelques tergiversations, quelques hésitations, quelques bavures ; l'une des premières décisions de M. Henni ne fut-elle pas de suspendre les expériences nucléaires souterraines de Mururoa ? C'était en juin. Pour avoir visité moi-même ces installations en mars, en qualité de rapporteur d'un des budgets militaires, j'étais proprement étourdi par cette nouvelle. Mais la réflexion ne dura que quarante-huit heures à la décision fut, heureusement, rapportée. De même, on nous promettait des coupes claires dans la durée du service militaire, et voilà qu'il restera à douze mois.

Vérité révélée

Bien sûr, la justification est économique — ce qui n'est pas faux — mais, en fait, nos gouvernements socialistes ont compris quel affaiblissement la réduction du service militaire allait entraîner pour notre défense ; ils ont compris aussi l'urgence nécessaire, du point de vue politique, de maintenir une armée populaire dans une démocratie comme la nôtre, afin de ne pas avoir à recourir à une armée de professionnels, ainsi que nous l'avons toujours affirmé. Et que dire des ventes d'armes ! Que n'aurait-on vu en fait de moralisation ! Le président Mitterrand ne demandait-il pas que l'on désarme les Mirage-2000 qu'il s'apprêtait à passer en revue au Salon de l'aviation, au Bourget, en juillet dernier ? Mais, très vite, on en est revenu à une conception plus réaliste des choses. Economie oblige ! Et le premier ministre, tout en excluant les pays qui traitent par trop à l'encontre des droits de l'homme (alors, l'exclusion devrait jouer dans bien des cas), affirmait, dans son discours, l'importance, la nécessité de ces ventes, ne serait-ce que pour garantir l'excellence de notre armement et rentabiliser les coûts de recherche. Autre vérité révélée.

Mais il faut en venir au concept même de la défense pour s'apercevoir combien les socialistes mettent leurs pas dans ceux des gaullistes et des giscardiens.

La discussion nucléaire reste la gardienne de notre indépendance. M. Mauroy l'affirme sans ambiguës, et c'est vers le sous-marin nucléaire lance-missiles que vont ses préfé-

rences, comme étaient celles de M. Bourges. La construction d'un septième sous-marin lanceur d'engins vient d'être annoncée par le président de la République, et le premier ministre insistera, à juste titre, sur l'importance prochaine des missiles à têtes multiples M-4. S'y ajoutent les composantes aériennes et terrestres. Le premier ministre annonce le remplacement des avions porteurs de l'arme nucléaire, ce qui ne peut que réjouir le rapporteur du budget de l'armée de l'air. Toutefois, pour les vecteurs terrestres, il omet de mentionner leur nécessaire mobilité à venir.

Mais il y a plus, et plus précis. Le premier ministre explique très pertinemment que, pour une puissance moyenne comme la nôtre, la dissuasion nucléaire implique l'ensemble des moyens classiques et nucléaires, notamment les armes tactiques. Il se sert de cette argumentation pour justifier que la France continue les études sur la bombe à neutrons commencées depuis longtemps. Là aussi, combien de socialistes ne vont-ils pas sauter ! Et pourtant la bombe à neutrons enrichie, c'est certain, le pénopile de nos armes : il serait absurde de s'en priver quand on connaît la gravité de la menace quantitative — classique et nucléaire — que l'Union soviétique fait peser sur nous. Cette arme est, hélas, nécessaire pour préserver le paix et assurer l'indépendance de l'Europe.

On débouche ici sur le concept d'environnement et d'engagement. M. Mauroy n'hésite pas à dire que la France ne saurait limiter son engagement à la défense d'un sanctuaire et que l'agression contre notre pays peut commencer bien au-delà de nos propres frontières. C'est évident, et je me réjouis de l'entendre appeler de ses vœux un « aspect de défense militaire », ce que nous autres du C.O.S. avons toujours réclamé.

La solidarité avec nos alliés occidentaux et tout spécialement européens doit être totale, et l'on sait que le nouveau président de la République se prononce plus ouvertement que l'ancien en faveur de l'alliance atlantique et qu'il dénonce avec plus de force encore la menace venue de l'Est. Mais ce n'est en fait qu'une différence de degré, car le caractère autonome indépendant de notre défense est, aujourd'hui, aussi clairement exprimé qu'il l'était précédemment.

Enfin, cette mobilité de la défense s'entend aussi de nos lignes de communications et de la prise en compte de nos intérêts sur des territoires parfois lointains. Ce qui justifie, pour le premier ministre, la modernisation et le renforcement de notre force d'intervention, déjà en bonne voie et que j'ai réclamée année après année.

Ah ! si l'ensemble de l'économie pouvait être traité par les socialistes comme l'est la défense ! Ce discours, sans aucun doute largement inspiré par les conceptions de M. Henni — dont il convient de saluer le mérite qu'il a eu pour faire accepter, par son parti, d'abord, et par le gouvernement actuel, ensuite, le primauté de l'arme nucléaire et la nécessité de maintenir du service militaire à douze mois — me paraît être le meilleur tribut rendu par le nouveau pouvoir à l'ancien. Quel hommage à la justesse de la politique de défense du président Valéry Giscard d'Estaing, soutenue pendant près de six ans par le ministre de M. Yvon Bourges !

* Député U.D.F. (C.D.S.) du Morbihan, rapporteur du budget de l'armée de l'air.

apprenez les langues par téléphone

avec TELELANGUE SYSTEM

Un cours particulier de langue, sans vous déplacer, à l'heure de votre choix.

des performances pédagogiques évidentes :

- 1 cours particulier de 20 mn tous les jours avec un professeur spécialement formé enseignant sa langue maternelle.
- des supports écrits adaptés à votre niveau, à vos besoins, à votre secteur d'activité.
- le téléphone favorisant la concentration ; la mémorisation et la vitesse d'acquisition sont accrues.
- vous comprendrez sans peine radio, télévision, discussion de groupes...

+ de 200 sociétés nous ont déjà fait confiance

Langues enseignées : Allemand - Anglais - Arabe - Brésilien - Espagnol - Français - Hébreu - Italien - Néerlandais - Japonais - Russe - Américain.

Envoyez nous la demande d'information ci-dessous à : TELELANGUE SYSTEM Tour Arago - 5, rue Bellini - 92800 PUTEAUX - La Défense - Tél. 774.72.14.

ENCORE PLUS SIMPLE. APPELEZ NOUS : 774.72.14

Je désire, sans aucun engagement de ma part, recevoir exemplaire(s) de votre brochure d'information.

Nom Prénom
 Fonction Société
 Adresse
 Tél.

FAIRE DES CHOIX

par YVES LANCIE (*)

REGARDONS les réalités en face : tout n'est pas possible à la fois pour un pays comme la France, qui ne peut se comparer aux deux super-grands ni en termes de puissance ni en termes de responsabilité.

Il se trouve pourtant que nous disposons d'outils sérieux pour tenir notre rang en Europe et dans le monde : notre position géographique et nos liens historiques, bien sûr ; mais aussi nos ressources humaines, financières et technologiques, sans compter l'incomparable avantage de disposer d'une liberté d'action et de décision dans le cadre de nos alliances.

L'essentiel est que l'on mesure exactement ce qui est vital et ce qui l'est moins, que l'on prenne conscience que l'on s'essouffera toujours à tout vouloir mener de front, et plus encore dans la situation économique actuelle.

La réalité, c'est que les objectifs de la quatrième loi de programmation (1976-1982), pourtant déjà bien insuffisants au regard des besoins actuels ne seront pas atteints, tant s'en faut ! Suivant les cas, on peut parler d'un retard d'un à deux ans.

A quoi bon, dès lors, aligner sur le papier un nombre relativement important d'unités — c'est surtout vrai pour le corps de bataille — si l'on n'a pas la capacité de les équiper, de les entraîner, pour atteindre le seuil de compétitivité ?

Qu'on ne nous fasse pas, comme en 1939, le coup des prototypes ! Toutes les unités doivent être pourvues d'un équipement moderne et adapté, qu'il faut renouveler à temps pour ne pas être surclassé.

Aussi bien, nous n'y parviendrons qu'en limitant très strictement le volume de notre corps de bataille, seule façon, par ailleurs, de dégager les moyens financiers nécessaires à la valorisation des autres composantes de notre outil de défense.

Mais un tel choix s'impose aussi pour des considérations tactiques. Que demander d'autre, en effet, à notre corps de bataille que de permettre l'engagement de notre arme nucléaire tactique, ultime avertissement avant l'entrée en jeu de notre force de dissuasion stratégique ?

Cessons donc, une fois pour toutes, de courir après la « bataille de l'avenir », rêve insensé du précédent septennat et attente à la notion même de dissuasion.

La France est en Europe et y dispose, seule, de moyens dont la mise en œuvre ne soit pas sujette à caution : force de dissuasion et force d'intervention extérieure. Et c'est là sa meilleure contribution à la sécurité européenne.

Mais, encore une fois, faut-il qu'elle décide d'aller jusqu'au bout de ses choix :

1) **Crédibiliser au maximum notre force de dissuasion**, c'est-à-dire disposer :
 — d'abord, de neuf sous-marins nucléaires lance-engins dotés de missiles M4 portant au moins à 5 000 km, assurés d'une fiabilité à toute épreuve en matière de transmissions et couverts par satellites d'observation ;
 — ensuite, de Mirage-4000 pour

* Député R.P.R. de Paris, membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.

remplacer les Mirage-IV ;
 — enfin, de lanceurs Hades munis — pourquoi pas ? — de bombes à neutrons et de moyens d'acquisition des objectifs, pour remplacer les Pluton ;
 — et, si possible, d'un lanceur mobile (SX).

2) **Accroître la capacité opérationnelle de notre force d'intervention**, c'est-à-dire disposer :
 — d'avions gros porteurs ;
 — de bateaux de transport et de débarquement ;
 — d'une marine de surface modernisée (porte-avions et corvettes).

3) **Mettre en place une véritable infrastructure de défense opérationnelle** (terrestre et aérienne) et celle du territoire, s'appuyant essentiellement sur la gendarmerie et le contingent, et bénéficiant du concours dynamique des réserves.

La conséquence — mais en même temps la condition — de ce remaniement du dispositif, c'est la transformation du service national. Il faut le diversifier, et donc prévoir :

— Pour le corps de bataille et la marine embarquée, des volontaires, à dix-huit ou vingt-quatre mois, y compris féminines.

— Pour les forces d'intervention, la force de dissuasion, les unités aériennes, des soldats professionnels.

— Pour la défense du territoire et le soutien des trois armées, des appelés à quatre ou six mois (avec périodes courtes de rappel tous les deux ans).

L'efficacité y trouvera son compte, mais aussi, par une meilleure motivation du contingent, l'esprit de défense, sans lequel tous les efforts consentis par la nation se révéleraient bien vains.

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTÉ : le grand défi du raïs

1. - Quand on repart de Nasser...

par JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

Le MM. Fouad Serragoddine (nationaliste modéré), Hassanin Heykal (nassérien), Helmi Mourad (socialiste) ou Ismail Sabri Abdallah (marxiste).

Comment faire admettre au Saint-Siège, aux chrétiens du Liban, d'Afrique ou d'Amérique qu'il soit nécessaire, pour briser les extrémismes islamiques, de décréter la rétrogradation du patriarcat d'Alexandrie au fond d'un monastère du désert libyque et de priver une vingtaine d'évêchés ou de paroisses de leurs pasteurs ?

Comment même, en Egypte ou à l'étranger, pourrions-nous expliquer cette soudaine déclaration de guerre du raïs aux Frères musulmans alors que, depuis son accession au pouvoir en 1970, il n'avait cessé - sauf en politique extérieure - de chercher à leur donner satisfaction ?

S'agissant des politiques de l'opposition, M. Sadate les a accusés d'avoir recherché l'appui des Frères musulmans pour abattre le régime. Il est certes notoire, depuis trois ans, que tous les opposants laïques - sauf sans doute les nassériens indépendants, - fascinés par la force populaire drainée derrière les intégristes islamiques, avaient essayé d'approcher ceux-ci, qui, cependant, manifestèrent vite qu'ils ne tireraient pas les marrons du feu pour d'autres. Mais existait-il une seule démocratie au monde - puis-je M. Sadate se réclame de ce système - où les opposants n'essient pas de s'unir pour démolir l'équipe en place ?

« Ils voulaient me renverser par la force ! », tonne le raïs. Cela est possible, de longue date, pour les Frères musulmans, mais ils ne sont classés officiellement parmi les ennemis du régime que depuis le 2 septembre... Comment, enfin, en revanche, que tel groupe socialiste, tel groupe d'anciens ministres aient pu, dès lors que les Frères musulmans les avaient dédaignés, représenter la moindre menace pour le régime ? Sans doute, les règlements de comptes personnels ont, dans ces cas-là, joué un rôle important, le raïs n'ayant jamais pardonné à M. Heykal la réputation dont celui-ci l'accablait au temps de Nasser, ou à M. Serragoddine ses éternelles philippiques contre la révolution de 1952 où le régime du Caire puisa sa légitimité.

Avancée par les opposants laïques, l'hypothèse selon laquelle M. Sadate s'en est pris à eux en raison de leur hostilité aux accords de Camp David ou à la normalisation des rapports avec Israël n'est pas à rejeter, mais elle serait plus convaincante si l'opinion publique dans son ensemble ne continuait pas à se montrer attachée à la paix et indifférente à l'égard de la présence d'Israéliens en Egypte. En outre, il n'est pas exact que toutes les personnes incarcérées soient des « alliés du Front du refus ». Ce n'est pas le cas des amis de M. Serragoddine, ni de l'ancien des fidèles de l'Eglise copte, Chennouda III, qui avait bien interdit à ses ouailles de se rendre en pèlerinage à Jérusalem, mais c'était uniquement pour aller dans le sens de la politique du Caire, hostile à la judaïsation de la partie islamico-chrétienne de la

Ville sainte. Sans doute M. Sadate aurait-il été mieux inspiré en essayant de regrouper toutes les forces menacées, comme lui, par la montée intégriste. Sa fierté semble lui avoir interdit une telle démarche.

La récupération du Sinaï

Il serait étonnant, bien qu'il s'en soit défendu avec colère, que le raïs n'ait pas évoqué la situation intérieure en Egypte, lors des entretiens qu'il a eus successivement l'été dernier avec le président américain, puis avec le premier ministre israélien M. Reagan. « Ne peut-on avoir dit emballé par la perspective de tout ce qui est en jeu », a-t-il dit, « les ennemis des États-Unis qui sont les intégristes islamiques ou les communistes pro-soviétiques », estimant au Caire certains opposants, qui ennobleront que le chef de l'exécutif américain n'a même dû proposer au raïs d'étendre

ensuite son opération de « nettoyage » à la Libye du colonel Kadhafi... On ne peut en tout cas manquer de relever que Washington avait accepté, dès le début d'août, mais sans l'annoncer, de remplacer les experts russes chargés de l'entretien du haut barrage d'Assouan, qui devaient être congédiés un mois et demi plus tard, par mesure de représailles contre les « activités subversives de l'Union soviétique en Egypte ». Quant aux Israéliens, qui savent parfaitement que les quelques milliers de communistes égyptiens ne constituent pas un réel danger pour M. Sadate, ils s'inquiètent, en revanche, depuis deux ans, de voir les extrémistes musulmans travailler à créer en Egypte un courant populaire opposé à la paix. Dès lors, M. Sadate a-t-il craint que ce vers quoi tendent actuellement tous ses efforts extérieurs : la récupération en avril 1982 du dernier tiers du Sinaï, risque d'être remis en question par Israël, sous prétexte que la montée de l'intégrisme égyptien oblige l'État juif à prendre des mesures de sécurité ?

Dans l'immédiat, rassurer les Israéliens, à plus longue échéance, préserver son œuvre de paix : il est certain que le raïs a fait entrer en ligne de compte - à côté d'éléments de politique intérieure - les arguments extérieurs, dans sa décision de changer brusquement d'attitude à l'égard des Frères musulmans et assimilés.

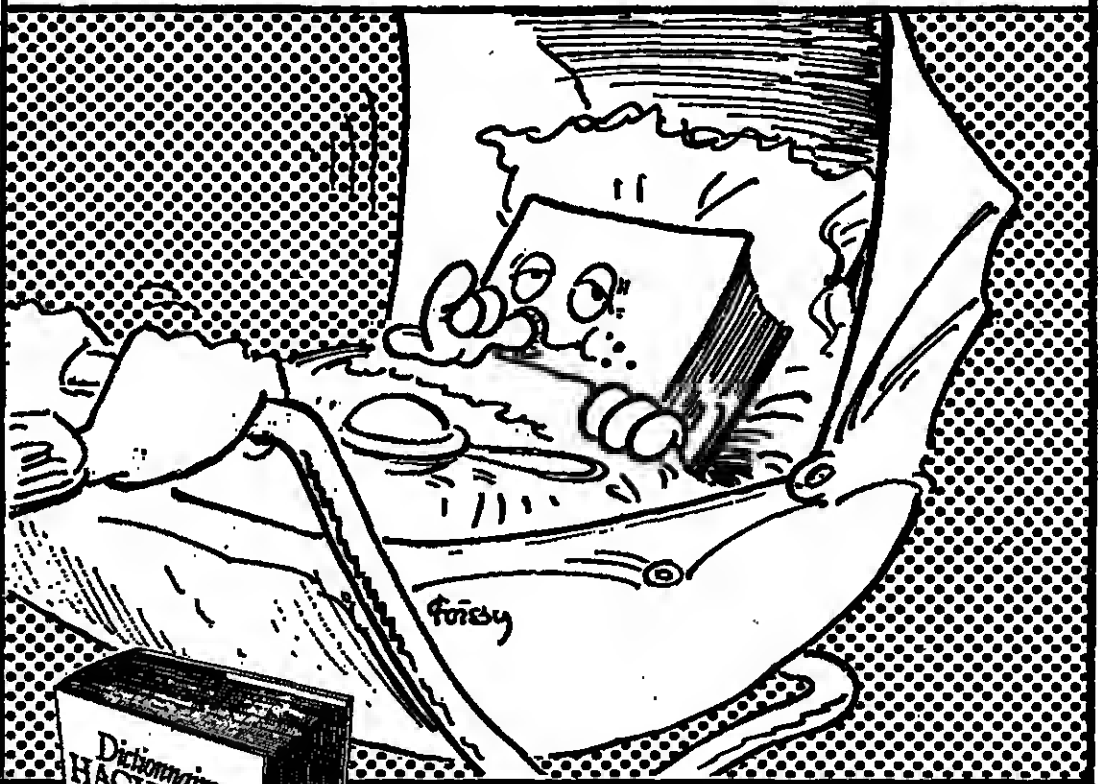
Car c'est bien de cela, et uniquement de cela, qu'il s'agit maintenant : barrer la route du pouvoir à l'extrême droite musulmane. Le président Sadate s'est déjà lancé à lui-même plusieurs défis de taille, notamment ceux de la guerre et de la paix, qu'il a, encore qu'imparfaitement, relevés au bénéfice de son peuple. Mais celui-ci est de loin plus impressionnant et plus aléatoire.

(1) Hassanin Heykal, ancien patron du groupe de presse Al-Ahram, fut le confident de Nasser.

Prochain article :

LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE RAMPANTE

IL NE LUI MANQUE QUE LA PAROLE.



Dictionnaire Hachette de la langue française.

Enfin un dictionnaire vraiment pratique ! Avec 50 000 mots clairement définis, des articles enrichis de phrases-exemples et d'expressions courantes. Enfin un outil de travail vraiment complet ! Avec ses développements encyclopédiques et son précis d'orthographe. Découvrez-le vite, vous allez devenir inséparables.

Pour vivre à l'aise avec les mots.

ESSAYEZ UNE MITSUBISHI ET GAGNEZ LA "SILVER LANCER".

Essayer la Colt, la Lancer, la Galant Turbo Diesel, c'est la possibilité de gagner une chaine Hifi Mitsubishi au extraordinaire "Silver Lancer" Mitsubishi.

C'est aussi découvrir le haut degré d'équipement en série des Mitsubishi : boîte 5 vitesses (ou 2 x 4 vitesses), vitres teintées, pare-brise feuilleté, jantes alliage, intérieur velours, volant réglable en hauteur, autoradio...



ESSAYEZ LES NOUVELLES MITSUBISHI 82 CHEV :

- À Automobiles D. Urvan, 17 rue Gros 75016 Paris. Tél. : 224.83.30
- À Technique Auto, 182 boulevard Péroire 75017 Paris. Tél. : 574.77.32
- À Sonauto, 53/57 rue Marjolin 92300 Levallois-Perret. Tél. : 739.97.43
- À S.A. Garage Cécilia, 115 avenue Gallieni 93140 Bondy. Tél. : 849.64.77
- À Garage Central, 268/272 rue du Général Leclerc 95120 Ermont. Tél. : 959.00.65
- À SCB Pozzi, 102 avenue Michelod Foch 94100 Saint-Maur. Tél. : 885.45.55

Des chameaux traversant le Sahara égyptien rencontrent des lapins s'efforçant à toute allure de la vallée du Nil.

Qu'est-ce qui vous fait courir si vite ?

Le Raïs vient d'ordonner l'arrestation de tous les chameaux.

Mais vous êtes des lapins...

Justement, le temps qui nous le prouve, nous risquons de passer plusieurs années en prison.

Signe des temps, cette vieille nokia (blague politique) datant des vagues d'arrestations massives, sous Nasser, fait une nouvelle carrière en Egypte après le coup du 5 septembre.

Officiellement baptisé « révolution du 5 septembre 1981 », qui a été marqué par l'embaillonnement de plus de quinze cents citoyens de toutes appartenances.

Ceux-ci sont accusés d'avoir tenté d'utiliser les troubles confessionnels (la « sédition religieuse » dans le jargon du régime) comme tremplin pour renverser le président Sadate.

L'Union soviétique ayant été la « complice active » de ceux des « comploteurs » idéologiquement proches d'elle.

La nokia des lapins traduit bien le sentiment général des Egyptiens que le gigantesque coup de filet de début septembre n'a pas ramené que des éléments dangereux pour le second raïs et que le régime de l'arbitraire, dont beaucoup pensaient qu'il était sinon définitivement révoqué, du moins en train de déprimer progressivement depuis la guerre d'octobre 1973, s'étend de nouveau sur le pays.

Les analyses similaires de la presse et des milieux politiques occidentaux (notamment le communisme du parti socialiste français soulignant que « des personnalités (...) qui n'ont aucun rapport avec l'extrémisme religieux se trouvent parmi les quinze cents personnes arrêtées en Egypte ») ont mis littéralement hors de lui M. Sadate.

Sa réaction a été : « Mais ces imbéciles d'Occidentaux n'ont donc pas compris que je me bats pour eux ! Quelle importance peuvent avoir l'arrestation d'un Heykal (1) ou la déchéance du pape copte, si ce sont des moyens nécessaires à la neutralisation de nos ennemis à tous, les Frères musulmans ? ». Le successeur de Nasser, qui se proclame le « restaurateur de la souveraineté de la loi », a été particulièrement ulcéré par la comparaison établie un peu partout entre les méthodes qu'il vient de remettre en honneur et celles de son prédécesseur. Ce parallèle est pourtant assez justifié, à cela près - mais c'est important - que, pour le moment, les frontières restent ouvertes, y compris, en principe, aux membres de l'opposition laïques en liberté. Le respect d'une purge nassérienne constatait, il y a quelques jours : « Ce n'est pas encore la terreur politique des années 60, mais c'est déjà la crainte sourde, la méfiance généralisée qui s'installe entre les gens comme un poison. » Dans toute réunion, professionnelle ou mondaine, chaque Égyptien a recommencé à se demander : « Qui est, ici, l'œil du raïs ? »

Déclaration de guerre

Le chef de l'État égyptien tempête contre l'« incompréhension » des Occidentaux à son égard sans se soucier de leur fournir les clés de sa nouvelle conduite. Comment faire comprendre aux hommes politiques qui, du président Mitterrand au chancelier Kreisky, avaient suivi avec sympathie le retour en Egypte d'un véritable pluralisme parlementaire, du moins d'un embryon de multipartisme, qu'il est brusquement jetés en prison les dirigeants les plus en vue des mouvements ou des courants existants ?

La Sainte Confrérie

Fils d'un horloger du delta du Nil, l'instituteur Hassan El-Banna qui, un peu avant 1930, devait fonder à Ismailia, petite ville coloniale du canal de Suez, l'association des Frères musulmans, naquit en octobre 1906. Il devait mourir, probablement tué par la police secrète, au Caire, en février 1949.

Anti-occidental, et anticomuniste, le fondateur de la Sainte Confrérie ne manifesta de sympathie, en dehors du panislamisme, que pour le fascisme et le nazisme.

La fausse simplicité de son programme, servie par une éloquence « qui retournait les âmes », se résumait en une phrase : « Dieu est notre but, le prophète, Mahomet est notre chef, le Coran est notre Constitution, la guerre sainte est notre moyen, la mort au service de Dieu notre désir suprême. » En outre, le cheikh développait une activité sociale, sous forme de dispensaires, de cours professionnels ou de distributions de repas aux indigents.

Disciplinés et, pour une partie d'entre eux, armés et entraînés, le million de fidèles du cheikh, qui plus est sont admirablement équipés par un service de renseignement particulier, donnèrent à la confrérie une telle puissance qu'après avoir plus ou moins collaboré avec le trône, elle se posait en dangereux rival de celui-ci à la fin de la seconde guerre mondiale. En 1945, les Frères votèrent jusqu'à assassiner le premier ministre, Ahmed Maher, qui déclara la guerre à l'Axe. Trois ans plus tard leur association est dissoute par le gouvernement, dont ils tuent aussitôt le chef, Nokrachi-Pacha. « La mort est un art ! », avait proclamé Hassan El-Banna.

Affaiblie par la disparition de celui-ci en 1949 et par la répression, la confrérie est de nouveau autorisée en 1951, son « rôle patriotique » ayant été « exemplaire » au cours de la première guerre israélo-arabe en 1948. Son guide suprême est alors un juge assez fatot,

Hassan El-Hodabi. Cela n'empêchera pas les affrontements avec les officiers nationalistes, qui, en juillet 1952, se sont emparés du pouvoir. Les Frères saisissent tous les prétextes, pour s'opposer au nouveau régime. Aussi bien le Raïs qui, l'année précédente, avait déjà dissous tous les partis, déclare-t-il illégale la confrérie, en janvier 1954. Neuf mois plus tard, un Frère tente de l'assassiner à Alexandrie. Hassan El-Hodabi est alors condamné aux travaux forcés à perpétuité, tandis que six de ses lieutenants sont exécutés et plusieurs milliers de ses partisans internés, le plus souvent sans jugement.

En 1964, le Raïs, qui e maille à partir avec ses communistes et recherche des appuis, amnistie les intégristes et leur accorde une certaine liberté d'expression. Ils en profitent aussitôt pour reconstituer leurs troupes et attiser le mécontentement populaire contre le régime du Yémen ou le nouvelle bourgeoisie militaire. De Moscou, où il se trouve, en août 1965, Nasser annonce la découverte d'un « complot » islamiste contre lui. Derrière, des milliers de Frères sont arrêtés, trois de leurs chefs étant conduits à la potence en 1966. Une vaste épuration s'ensuit également dans l'armée et la police, déjà noyautés par les extrémistes islamiques.

C'est pour faire de nouveau contrepoise aux progrès des mandistes, alliés cette fois aux nassériens soviétophiles, que le second raïs rendra progressivement à la confrérie, entre 1970 et 1975, ses militants emprisonnés et sa liberté d'action, sans toutefois lui accorder d'existence légale. Cela n'empêchera pas les Frères musulmans, sous la férule de leur nouveau guide suprême, le cheikh Omar Temelani, juriste septuagénaire, de devenir en peu d'années ce qu'ils n'avaient sans doute jamais été depuis leur fondation : la première force d'opposition populaire.

J.-P. P.-H.

TWA vers et à l'intérieur des U.S.A.

WASHINGTON: VOL QUOTIDIEN

Liaison sans escale en 747 SP. Départ de Paris à 11 h 30. 3 020 F*. Ce vol continue sans escale jusqu'à Los Angeles. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

* Tarif loisirs.

ISTH
PRÉPARATION AUX
ÉPREUVES
DROIT - SC ECO

DIPLOMATIE

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES COMORES

M. Ahmed Abdallah est reçu à l'Élysée

M. Ahmed Abdallah, président de la République fédérale islamique des Comores, est reçu, ce lundi 5 octobre, dans l'après-midi, par M. Mitterrand, à l'occasion d'une visite officielle de travail en France au cours de laquelle il rencontrera également MM. Cheysson, ministre des relations extérieures, et Cot, ministre délégué à la coopération et au développement.

L'intérêt français pour l'Océan indien est également souligné par le séjour de M. Penne, conseiller à l'Élysée, aux Seychelles, où il a été reçu, dimanche, par le président François-Albert René. De son côté, après avoir été reçu, le 30 septembre à Paris, par le chef de l'État français, le président Ratsiraka a déclaré, vendredi à Antananarivo, que « le socialisme malgache ne sera plus déstabilisé à partir de la France ».

La question épineuse de Mayotte

« Le problème de Mayotte sera au centre de nos entretiens », a déclaré samedi M. Abdallah avant de quitter Moroni pour Paris. Il considère, en effet, que la question de la rattachement de Mayotte à la République française, depuis 1976 en collectivité territoriale de la République française, sa population ayant choisi de demeurer sous juridiction française, doit réintégrer l'ensemble comorien. Après avoir repris le pouvoir à Ali Soilih, le 13 mai 1978, grâce à un raid mené par Bob Denard et ses mercenaires, M. Abdallah avait d'ailleurs fait adopter une Constitution de type fédéral, offrant à chaque île un certain degré d'autonomie.

Pour Paris, la rétrocession de Mayotte est un principe acquis mais dont ni les modalités ni le calendrier n'ont encore été définis. L'une des principales difficultés demeure l'hostilité des Mahorais à un rattachement pur et simple, surtout sous la houlette de M. Abdallah, locuteur d'une minorité des Anjouanais sur leur île, si réclameront, le cas échéant, de sérieuses garanties. Le deuxième volet du contentieux franco-comorien concerne la personnalité même de M. Abdallah, un personnage haut en couleur, dont M. Mitterrand n'avait pas manqué, dans l'Abéville

et l'architecte, d'aggraver les marchandages électoraux, notamment à l'occasion du scrutin présidentiel de 1974. Même s'il n'est pas le gouvernement, le programme du P.S. donne une idée de la position française. Il estimait avant l'élection de M. Mitterrand que « l'île de Mayotte doit redevenir partie intégrante de l'archipel des Comores, étant entendu que, cette décision est inséparable de l'arrêt de tout appui au régime illégal d'Achmed Abdallah, mis en place par des mercenaires avec la complicité du gouvernement giscardien ».

Pour l'heure, Paris continue de financer le budget d'un archipel géré sans grande rigueur, comme le souligne un rapport assemblé publié le 17 juillet par la Commission européenne du Plan. M. Abdallah, l'un des hommes les plus riches de l'Océan indien, semble conserver une assise politique assez solide chez lui. On soupçonne toutefois, à Paris, que l'encadrement mercenaire de la garde personnelle du président soit plus discrète, que certaines pratiques financières soient davantage combattues, et que soit allégé le sort de détenus politiques sous les verrous depuis le 13 mai 1978.

J.-C. POMONTI

La conférence du Commonwealth demande qu'une action politique rapide relance le dialogue Nord-Sud

Les quarante et un chefs de gouvernement du Commonwealth, réunis à Melbourne pour leur conférence biennale, ont publié, dimanche 4 octobre, un texte, appelé *Déclaration de Melbourne*, soulignant la nécessité d'une action politique rapide pour relancer le dialogue Nord-Sud. Selon cette déclaration, la prochaine réunion de Cancun — à laquelle participent, entre autres, sept pays du Commonwealth, la Grande-Bretagne, le Bangladesh, le Canada, la Guyane, l'Inde, la Nigeria et la Tanzanie — « le choix ne sera pas entre le changement ou pas de changement, mais entre un changement fait à temps, adéquat, programmé et un changement dérivatif, involontaire, imposé par une dépression et un conflit ».

« Nous affirmons, ajoute le texte, que la très importante inégalité de richesses et de chances existant actuellement dans le monde et la pauvreté dans laquelle vivent des millions d'habitants des pays en voie de développement sont les sources fondamentales de tensions d'instabilité dans le monde. (...) Ce qui est en jeu — savoir comment de centaines de millions d'hommes vont vivre ou mourir, les perspectives pour une coopération ou un conflit, et celles pour un progrès économique ou la stagnation — est d'une telle importance vitale, humanitaire, qu'il faut que ce soit un acte d'accusation contre cette génération si une volonté politique et un empressément à trouver un compromis créatif n'intervient pas très vite ».

Ce texte qui doit beaucoup au premier ministre australien, M. Fraser, a été rendu public par M. Ramphal, secrétaire général du Commonwealth. La déclaration britannique a laissé entendre qu'elle avait accepté ce texte sans enthousiasme. Le premier ministre néo-zélandais, M. Muldoon, s'en est, pour sa part, pris à M. Ramphal et a qualifié la déclaration de « série de platitudes ». Il a dénoncé la prise de position de M. Ramphal sur les relations sportives avec l'Afrique du Sud — régies par l'accord de Genève — à la suite de la visite des Springboks en Nouvelle-Zélande. Il a enfin traité le premier ministre du Zimbabwe, M. Mugabe, de « manipulateur de la gauche », plus à l'aise dans la jungle que dans une salle de conférence.

Ces propos montrent que les questions africaines, et en particulier celle de la Namibie, restent au cœur de cette conférence. (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

La volonté d'un peuple

RAPPORT SUR LA RESISTANCE AFGHANE
par Gérard Chailand

RAPPORT SUR LA RESISTANCE AFGHANE
par Gérard Chailand

Dans la même collection dirigée par Gérard Chailand :
• Les batailles de la résistance afghane
• Les batailles de la résistance afghane
• Les batailles de la résistance afghane

Les conditions américaines à la vente d'avions AWACS

Riyad adopte une position conciliante

Riyad (A.F.P.). — L'Arabie Saoudite a adopté, samedi 3 octobre, une position conciliante sur la question des avions-radar AWACS qu'elle désire acheter aux États-Unis, tout en restant ferme sur le fond.

La formulation adoptée par les Saoudiens reste suffisamment vague pour ne pas contredire les propos tenus, jeudi, par M. Haig devant la commission des affaires étrangères du Sénat américain (le Monde du 3 octobre), mais aussi pour pouvoir dire que la souveraineté saoudienne n'est pas affectée par ces conditions. Ce mot n'a d'ailleurs pas été utilisé par le porte-parole de Riyad.

Deux conditions énoncées par M. Haig ne semblent pas faire de difficultés pour Riyad :
1) L'utilisation des AWACS à l'intérieur de l'espace aérien saoudien est clairement acceptée ;
2) Le partage des informations recueillies est accepté sous les termes de « partage des informations concernant la sécurité des deux pays », même si le porte-parole saoudien ne précise pas le caractère « complet et constant » de ce partage, ainsi que l'avait fait M. Haig.

En revanche, le texte saoudien permet deux interprétations contraires en ce qui concerne le principal point litigieux : la présence d'Américains au sol et à bord des avions. Le « refus de toute participation », mentionné dans une déclaration liminaire, peut en effet suggérer que le royaume n'acceptera pas cette présence. Mais il semble que cette formule viserait plutôt à réaffirmer le principe de la souveraineté de Riyad. La présence américaine pourrait, en effet, être acceptée au titre d'un deuxième point, accueillant favorablement « la conservation et la coopération dans le domaine de la sécurité des équipements ».

Enfin, une dernière condition américaine est passée sous silence dans la déclaration saoudienne. « L'autorisation préalable de Washington pour tout transfert

de données à des pays tiers » est une condition que l'Arabie Saoudite a en effet rendue très sensible : l'annonce que les AWACS opéreraient à des leur départ » les trois avions iraniens qui ont été installés pétroliers koweïtiens a été fortement ressentie par tous les États du Golfe. Ceux-ci se sont interrogés sur la précision apportée par M. Haig, selon laquelle le Koweït n'a pas été averti de cette attaque imminente « parce que les AWACS ne font pas encore partie du système de défense saoudien et qu'ils ne sont que de données ».

Depuis, la presse du Golfe s'est abstenue de toute critique, même volée, envers le « grand frère » saoudien, et la presse de ce pays n'a consacré aucun commentaire à cette déclaration, dont elle aurait pu tirer argument.

M. Haig lui-même a estimé que ce raid était un « avertissement du ciel », prouvant l'importance de la livraison des AWACS aux Saoudiens.

AFRIQUE

Algérie

Des heurts entre intégristes musulmans et policiers ont fait un mort à Laghouat

De notre correspondant

Algérie. — Un policier tué, plusieurs autres, ainsi que des manifestants, blessés, une trentaine d'arrestations, tel est le bilan des heurts violents qui ont opposé, le 28 septembre, des intégristes musulmans aux forces de l'ordre à Laghouat, ville des hauts plateaux située à 350 km environ au sud de la capitale.

Rendus furieux par l'arrestation de leur chef, Saïd Sayah, professeur de sciences, déserter du service national, les intégristes s'étaient barricadés dans une mosquée transformée en fort Chahoul d'où ils lançaient par haut-parleur des appels à la guerre sainte contre les autorités. Les tentatives de conciliation entreprises par un membre du Conseil supérieur islamique, après deux jours de siège, ayant échoué, la police donna l'assaut. C'est en procédant à l'arrestation des « meneurs » qu'un policier a été tué d'un coup de poignard. Et Moudjahid ra-

conte longuement l'incident samedi 3 octobre et précise que le groupe de « perturbateurs » s'était assuré depuis déjà « quelques temps » le contrôle de la mosquée après avoir chassé l'imam régulièrement nommé par le ministère des affaires religieuses et l'avoir remplacé par Saïd Sayah.

Réunis jeudi sous la présidence du ministre, M. Chibane, les membres du Conseil supérieur islamique et les cadres du ministère ont dénoncé dans un communiqué « tout comportement non digne d'une fausse compréhension de l'islam utilisé comme moyen pour répandre une fausse croyance, imposer un faux « leadership », susciter des groupes d'extrémistes et violer les lieux saints ». Ils ont demandé aux autorités de « mettre fin à tous les anachorismes dans l'enseignement des mosquées (...) et de respecter les droits de la dignité et le respect soient garantis à ceux qui œuvrent dans le secteur religieux : prédicateurs, imams et muezzins ».

C'est la première fois que la presse rend compte de façon claire d'incidents de ce type, alors que, depuis deux ans, ils se sont multipliés. Ainsi, début septembre, plusieurs membres d'un groupe de jeunes intégristes qui entendaient « moraliser » un quartier populaire d'Alger, le clos Salamier, ont été mis sous les verrous.

D'autres arrestations ont eu lieu, ces derniers mois, à Bel-Abbès et à Oran, mais les incidents les plus violents s'étaient déroulés dans l'ouest d'Algérie, près de la frontière tunisienne, en janvier 1980, lorsque des intégristes avaient incendié un hôtel, détruit des dépôts de spiritueux et s'en étaient pris aux pensionnaires d'une maison close (Le Monde du 18 janvier 1980).

Après avoir observé sur ces événements un motisme total, il semble que les autorités et les organes d'information aient opté pour une autre politique : mobiliser l'opinion contre les menées d'extrémistes ignorants qui tentent de réaliser des desseins suspects à l'opposé de la voie religieuse, de l'intérêt de l'Algérie et de la nation islamique », ainsi que l'écrivait dimanche, El Moudjahid.

DANIEL JUNQUA

NEULLY ET PHARMACIE QUARTIER LATIN

MEDECINE

classe préparatoire

pour combler un an de lost méthodologie et de connaissances
qui assure le succès de tous des examens de concours — entre le 12 octobre 81 et le 12 novembre 81 —
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 722.94.74/75.02.19
enseignement supérieur privé

CEPES

C'EST VRAI
NOS PRIX DÉFIENT ET SURPRENNENT

LOUEZ une 104 ou R. 5 TL 5 portes 18 F T.T.C. par jour	LOUEZ une R. 20 TX ou GOLF GTI 38 F T.T.C. par jour
--	---

+ facturation d'au moins 50 kilomètres par jour
D'autres types de véhicules sont disponibles

EXPRESS-ASSISTANCE
65, rue Lavoisier - 75116 PARIS
Tél. : 504-01-50 (après groupes)

ROLLS-ROYCE - FERRARI - R. 5 TURBO ALPINE - J. 9 militaire

LE PROGRAMME MILITAIRE DE M. REAGAN MENE LES ACCORDS DE LIMITATION DES ARMEMENTS EN VIGUEUR

affirme l'agence Tass

Moscou (A.F.P.). — L'agence Tass a estimé, samedi 3 octobre, que le projet américain de développement du réseau de missiles antimissiles contenu dans le programme de modernisation des forces des États-Unis constituait une menace de violation de l'accord américano-soviétique en la matière. « L'établissement d'un tel système, dont le but est de parvenir à l'invulnérabilité complète des missiles stratégiques offensifs, violerait le traité soviéto-américain sur la limitation du système de défenses antimissiles qui établit des « plafonds » sur le développement de ces engins », écrit Tass (1).

Evocant le contrôle sur les armements, Tass souligne que « l'ampleur de ce programme militaire gigantesque met en doute la sincérité des promesses de l'administration américaine sur son désir de pourparlers sérieux sur ce sujet ». Reagan lui-même, poursuit l'agence, a déclaré que le nouveau système avait l'intention de mener de tels pourparlers en position de force, ce qui n'est absolument aucune perspective, car l'U.R.S.S. ne l'admettra jamais. Ces pourparlers doivent commencer le 30 novembre, à Genève.

La Pravda écrit de son côté : « Washington a franchi une nouvelle étape dans le cours aux armements. Ceci peut entraîner un accroissement de la tension internationale. » Le quotidien note également que la présentation du plan Reagan coïncide avec la publication d'un rapport, « inspiré par le Pentagone et la C.I.A. », sur la puissance militaire soviétique. Il s'agit, d'après le journal soviétique, d'un « faux » destiné à justifier la modernisation de l'arsenal américain et à convaincre les Européens d'accepter de nouvelles dépenses militaires.

Les experts qualifie aussi de « mensonger » le document du Pentagone sur la puissance militaire soviétique.

(1) Ce traité fait partie des accords SALT-1 signés par le président Nixon à Moscou le 28 mai 1972. Il limite à deux, chiffre ramené à un par la suite, le nombre de sites de lancement de missiles anti-missiles dans chaque État.

PARTIEZ VERS BANGKOK AVEC DE JAUN AVANT-COULI DU PARADIS

Embarquez sur notre Astor à Paris (tous les vendredis et dimanches) et arrivez à Bangkok le lendemain matin. Vous serez accueillis par un chauffeur privé qui vous conduira à votre hôtel de 5 étoiles. Vous pourrez profiter de la vue sur le fleuve Chao Phraya et des temples de la ville. Vous serez servi par des waitresses habillées en courtisanes. Vous pourrez aussi visiter les sites historiques de la ville. Vous serez transférés à l'aéroport pour votre retour à Paris.

ASTOR

Jean-Pierre

SCHMIDT-MITTERAND QUI TIEN L'AUTR

observa

SCIENCES

هكذا من الأصل

AFRIQUE

Dans une interview au *Washington Post*

M. Jean-Pierre Cot demande à la Libye de retirer du Tchad ses troupes avant juillet 1982

La France ne peut « avoir des relations diplomatiques normales avec la Libye aussi longtemps que celle-ci demeure une menace pour certains de nos amis en Afrique et que ses troupes restent au Tchad », a déclaré M. Jean-Pierre Cot dans une interview publiée, vendredi 2 octobre, par le *Washington Post*.

Le ministre de la coopération et du développement a également dit, à propos du Tchad, que Paris aiderait de façon croissante le gouvernement de M. Goukouni Oueddei « à reconstruire le Tchad souverain et unifié », mais s'était, dans le passé, « trop brûlé les doigts » au Tchad pour y dépêcher de nouvelles troupes. La situation actuelle offre une « occasion unique » d'encourager le retrait des troupes libyennes du Tchad, a-t-il estimé, car « Kadhafi veut accueillir le prochain sommet de l'Organisation de l'unité africaine l'année prochaine, ce qui signifie que ses troupes doivent avoir quitté le Tchad à cette époque, sinon il sera évident qu'elles ne s'y maintiennent que comme une force d'occupation ».

M. Cot, qui se trouve à Washington à l'occasion de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, a indiqué que la France ne passerait plus de contrats d'armes avec la Libye, en raison de la « politique agressive » de ce pays. Il a révélé qu'il avait personnellement refusé une rencontre avec le dirigeant libyen tant qu'elle ne pourrait pas avoir lieu dans les locaux de la chancellerie française à Tripoli, mise à sac en février 1980.

A propos de l'intervention des grandes puissances en Afrique, M. Cot a établi un rapprochement entre l'attitude de Washington et celle de Moscou. « Les Soviétiques », a-t-il dit, « essaient de faire payer l'Occident pour les problèmes économiques du tiers-monde, alors qu'ils se contentent de fournir à l'Afrique une aide militaire, tandis que les Allemands de l'Est remplissent des tâches policières. L'attitude américaine commence à ressembler à celle des Soviétiques, le rôle policier des Allemands de l'Est excepté ».

Un pari difficile

Pour la première fois, un membre du gouvernement fixe publiquement une date au colonel Kadhafi pour retirer ses troupes du Tchad : le sommet annuel de l'O.U.A., prévu en juillet 1982 à Tripoli, et à l'occasion duquel le dirigeant libyen accèdera à la présidence pour un an de l'Organisation panafricaine. En outre, les ventes d'armes françaises à la Libye sont désormais clairement liées par M. Cot à l'abandon, par Tripoli, d'une politique jugée « agressive » par Paris. Dans un premier temps, le gouvernement français attend davantage d'empressement, de la part des Libyens, dans la reconstruction de l'ambassade détruite par des manifestants à Tripoli, alors que les travaux ont progressé plus depuis le 19 septembre.

Pour ce qui concerne le « retour » de la France au Tchad, le projet élaboré par M. Guy Fenne,

conseiller à l'Élysée, après sa rencontre à Libreville, début août, avec plusieurs membres du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition du Tchad), dont son président, M. Goukouni Oueddei, a fait son chemin. Les modalités d'application de ce projet ont été définies voici une dizaine de jours à Paris lorsque M. Mitterrand a reçu successivement le président du GUNT et le président Abidjo du Cameroun.

Paris appuie le projet de l'O.U.A. d'intervention au Tchad d'une force de paix formée d'une unité centrale algérienne - de l'ordre du bataillon renforcé - et de contingents, plus symboliques, d'autres États, dont le Sénégal et le Nigeria. Dans un deuxième temps, le Cameroun aurait accepté d'offrir l'hospitalité aux soldats tchadiens susceptibles de former le noyau de la future armée tchadienne unifiée. Les Français seraient également disposés à offrir un soutien logistique à ces deux opérations. M. Cot a d'ailleurs confirmé au *Washington Post* que, tout en refusant d'entraîner des soldats tchadiens, la France était prête à aider le Cameroun à « entraîner des Tchadiens », dans le cadre d'une « aide logistique et financière » à la constitution de la force interafricaine de paix.

Il reste que ce projet se heurte à de sérieux obstacles. Le président Ratsiraka a déjà déclaré à Paris, mardi, qu'« il n'était pas question » que son pays envoie - comme au s'y attendait - un contingent au Tchad. Par ailleurs, le président Abidjo ne semble guère enthousiaste à l'idée d'accueillir sur son territoire des soldats de factions tchadiennes dont la cohabitation, sous la houlette du GUNT, pose déjà de sérieux problèmes. Enfin, le Nigeria a posé, cette semaine, deux conditions à sa participation au sommet panafricain de Tripoli : la « garantie absolue » que tous les États membres de l'O.U.A. - y compris, donc, les deux ennemis jurés du colonel Kadhafi, l'Égypte et le Soudan - y participent et la « pleine coopération » de la Libye en ce qui

concerne notamment le retrait de ses troupes du Tchad. Enfin, rien n'indique, à ce jour, qu'Alger o'apprécie pas une certaine réticence à s'engager dans le guépier tchadien, fût-ce sous le couvert de l'O.U.A.

Parce qu'il faut « aider le Tchad à exister » (le *Monde* daté 20 et 21 septembre) et que la France y conserve des « responsabilités historiques », Paris souhaiterait que la force interafricaine soit constituée dans les « deux ou trois mois qui viennent », selon la formule d'une source proche du gouvernement. Autrement dit, elle devrait

être à pied d'œuvre au plus tard début 1982. Ce calendrier semble d'ores et déjà compromis. Plusieurs participants au sommet franco-africain de Paris, notamment le président Bongo du Gabon, qui l'a dit publiquement, mettent en doute la possibilité d'un règlement dans le cadre de l'O.U.A. Certains d'entre eux souhaitent même l'intervention de « casques bleus » de l'ONU.

On peut s'interroger, en outre, sur le jeu de N'Djamena. Les responsables militaires de la dizaine de « tendances » qui forment le

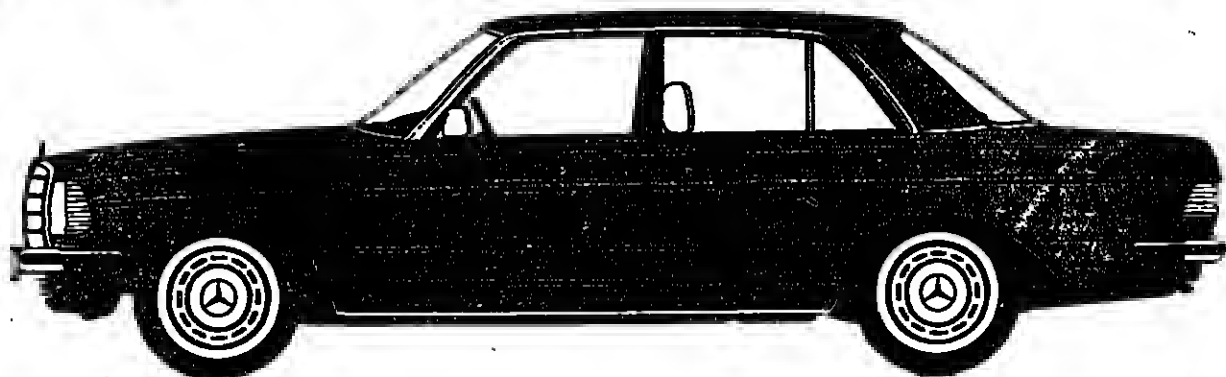
GUNT ont réclaté, cette semaine, l'évacuation par les forces libyennes qui les occupent depuis le retrait français de mars 1981 de la base aérienne et du « Camp du 27 » situés en lisière de la capitale tchadienne. Mais, d'un autre côté, tout en souhaitant disposer d'une « garnison » interafricaine pour assurer l'ordre à N'Djamena et en faciliter la reconstruction, M. Goukouni Oueddei entend s'appuyer, dans l'est du Tchad, sur les forces libyennes pour y contrer ce qu'il qualifie d'« agression soudanaise » et qui n'est, en fait, que la

rébellion des partisans de M. Hissène Habré.

Si louables soient les intentions des Français et si prudente soit leur démarche - qui demeure dans la ligne des résolutions de l'O.U.A. - ne prend-on pas à Paris, faute de moyens, le risque de paralyser un plan de reconstruction et de pacification menacé d'avorter ? M. Cot a décliné l'objectif de cette initiative : contraindre, par une série conjuguée de pressions diplomatiques, le colonel Kadhafi à retirer ses troupes du Tchad.

JEAN-CLAUDE POMONTI

A VOUS POUR UNE SEMAINE.



Mercedes-Benz à la Grande Cascade du Bois de Boulogne du 1^{er} au 11 octobre: en venant essayer le 6 octobre, les Mercedes 82, vous avez une chance de gagner une Mercedes 300 D en prêt pour une semaine.

 Mercedes-Benz
Voici le HP-11C.
Le calculateur pour gagner.

Le HP-11C. Un calculateur scientifique programmable, né de la technologie de pointe Hewlett-Packard.

Ce qui frappe d'abord dans le HP-11C, c'est sa taille: extra-plat, compact, tout en lui est révolutionnaire.

Pour gagner en puissance.

Sa puissance, le HP-11C la tient de Hewlett-Packard. 106 fonctions au service des étudiants et des professions scientifiques et techniques.

Pour gagner du temps et des mémoires, le HP-11C utilise la logique informatique, 4 niveaux de sous-programmes, une mise au point par insertion/suppression de lignes et des mémoires adressables.

Pour gagner en simplicité, dans le cas de longs programmes, le HP-11C réaffecte automatiquement les registres de données aux instructions de programme (jusqu'à 203 lignes).

Pour gagner en efficacité.

Son efficacité, le HP-11C la doit à l'alliance de la technologie et de l'ergonomie: il ne pèse que 112 g, mais tout en lui est pensé pour faciliter son utilisation: inclinaison des touches, lisibilité des cristaux liquides, même en plein soleil.

Enfin, le HP-11C a une mémoire permanente, qui conserve tous vos programmes, même quand le calculateur est éteint; il s'éteint d'ailleurs automatiquement après quelques minutes de non-utilisation.

Venez vite essayer le HP-11C chez les distributeurs Hewlett-Packard.

Pour obtenir la liste des distributeurs, adressez-vous à Hewlett-Packard France, 91947 Les Ulis Cedex. Tél.: (6) 907.78.25.

Le HP-11C peut être utilisé aux concours et aux examens dans les conditions prévues par la circulaire N° 79-318 du 2 octobre 1979.

HEWLETT
PACKARDSCHMIDT-MITTERRAND.
QUI TIENT L'AUTRE ?

Le mark peut-il sauver le franc ? Ce sera la question la plus pressante de la prochaine rencontre de Schmidt et Mitterrand à Larché. Mais elle s'inscrira dans un débat géopolitique encore plus crucial. Un pouvoir socialiste fort avec un franc faible fait face à un pouvoir social-démocrate fragilisé, peu disposé à faire des miracles avec sa monnaie forte. Le grand dossier économique et politique de F. Schlosser et J. Mornand vous fera regarder en face notre avenir d'Européens.

(cette semaine)

SCIENCES PO

2 FORMULES D'ENCADREMENT

1/ REGULIER ANNUEL 15 h par semaine

2/ COURS DU SOIR 6 h par semaine

CENTRE
EPIILON

9, rue Yvon Villarceau

Paris 16 Tél. 500.07.77

réservation obligatoire

de la 1^{re} terminale

Dédiée aux automobilistes épris de qualité.

Dans le monde, combien y a-t-il encore de voitures que l'on essaie individuellement sur la route avant de leur laisser quitter l'usine ?

La nouvelle Fiat Argenta fait partie de ces rares voitures.

Nous la dédions aux automobilistes exigeants. A ceux qui attachent autant d'importance à la finition d'une simple poignée de porte, qu'au bruit caractéristique d'un moteur réglé comme une mécanique de haute précision.

Le "2 litres" Fiat: double arbre à cames en tête, injection Bosch L-Jetronic et allumage transistorisé.

Et dans la version Diesel, un moteur 2500 qui a valu à Fiat, dès ses premières sorties, les honneurs du rallye Londres-Sydney.

L'Argenta vous apporte la sécurité et le confort de sa direction assistée progressive. De sa suspension avec amortisseurs à gaz De Carbon. De ses pneus surbaissés.

Une insonorisation parfaite. La climatisation réglable pour chaque passager.



Et le nombre des équipements standard (glaces athermiques teintées, lave-glaces avant électriques, fermeture électromagnétique des portes, montre chrono, spot de lecture, etc.).

Egalement de série, la boîte 5 vitesses.

La Fiat Argenta : 58 000 F en version 2000 à injection. Et 59 950 F en version 2500 Diesel (prix clés en main au 14.9.1981).

Tant qu'il y aura des automobilistes épris de qualité, il y aura des voitures comme la Fiat Argenta.

FIAT

FIAT ARGENTA.
L'OISEAU D'ARGENT.



هكذا من الأصل

DEVANT LES SECRÉTAIRES DÉPARTEMENTAUX DU R.P.R.

M. Jacques Chirac juge inéluctable l'échec à terme de l'action conduite par les socialistes

M. Jacques Chirac s'est longuement adressé dimanche 4 octobre aux secrétaires départementaux du R.P.R. réunis à Paris pour la première fois à Paris depuis les élections législatives de juin dernier. Au terme d'une analyse très critique de l'action conduite depuis plus de quatre mois par MM. Mitterrand et Mauroy, le maire de la capitale a exprimé sa conviction du caractère « inéluctable » de l'échec, à terme plus ou moins rapproché, de la politique socialiste. Il a ensuite rappelé — comme il l'avait fait à La Baule la semaine dernière devant les militants gaullistes de Loire-Atlantique — que les élections municipales de 1977 avaient amorcé le redressement du P.S. qui devait s'accentuer dans les scrutins suivants.

C'est la raison pour laquelle M. Chirac a alors affirmé que les élections municipales de 1983 devraient constituer un tournant du septennat en faveur de l'opposition d'aujourd'hui. Il a donc demandé aux responsables locaux du R.P.R. de préparer activement cette échéance en adoptant notamment un nouveau comportement à l'égard des autres formations de l'opposition. Il a insisté pour qu'ils se montrent « plus ouverts, plus accueillants, plus coopératifs », pour qu'ils multiplient les contacts avec les partisans de l'ancienne majorité et pour qu'ils privilégient toujours l'union face à « l'adversaire socialo-communiste » au lieu de poursuivre des querelles anciennes.

L'ancien premier ministre a enfin souhaité — si le scrutin proportionnel est instauré pour les élections municipales de 1983 — que chaque formation de l'opposition présente sa propre liste préalable à un accord portant d'une part, sur le nom de l'éventuel maire et, d'autre part, sur un programme au niveau municipal.

Les secrétaires départementaux ont fait état, pour la plupart, d'un afflux d'adhésions nouvelles pendant et depuis les élections du printemps dernier, parmi lesquelles de nombreux jeunes.

L'état-major de la rue de Lille a d'ores et déjà été en partie réorganisé. M. Pons, secrétaire général qui demeure à son poste, sera assisté de quatre secrétaires nationaux : MM. Jacques Charron, ancien préfet de région, chargé des élections ; Jean-François Mancel, député R.P.R. de l'Oise de 1978 à 1981, chargé de l'animation ; Mme Nicole Chouaqui, chargée du travail, et M. Jean-Pierre Delalande, député du Val-d'Oise de 1978 à 1981, chargé des relations extérieures.

Les anciens titulaires de ces fonctions sont désormais chargés de missions précises, notamment au sein du groupe parlementaire, pour renforcer son dynamisme. Ce sera le cas de MM. de Lipkowski, Michel Noir et Jacques Toubon, qui est également nommé

chargé de mission auprès de M. Pons et membre de la commission exécutive qui assiste le secrétaire général. Quant à M. Jean Més, secrétaire général adjoint, il siège désormais à Strasbourg comme député à l'Assemblée parlementaire européenne, où il s'occupera des problèmes économiques européens.

Cinq députés nationaux ont également été nommés : M. Jean Marquin, député de Maine-et-Loire, pour l'action ouvrière et professionnelle, c'est-à-dire l'implantation du R.P.R. dans le monde du travail ; M. André Fanton, ancien ministre, ancien député de Paris, pour les études d'opinion. Conserveront enfin leurs responsabilités, MM. Didier Julia, député de Seine-et-Marne, député aux DOM-TOM, Alain Marié, pour les relations avec les fédérations, et Mme Marie-Antoinette Isnard, pour les relations publiques. M. Pierre Charpy demeure directeur de la Lettre de la Nation, Mme Lorette Germain, chef du service de presse, et M. Michel Caldagues, sénateur de Paris, trésorier du mouvement.

Ainsi, avec la création du Club de l'Union, MM. Aurillac et Juppé, avec le projet d'un mouvement de jeunes, avec le renforcement du groupe parlementaire, avec des changements à la tête du R.P.R., M. Jacques Chirac veut se donner des moyens plus diversifiés pour jouer le rôle nouveau qu'il entend tenir dans l'opposition et qu'il devait préciser dans sa conférence de presse de ce lundi 5 octobre.

ANDRÉ PASSERON.

LES NOUVEAUX NOMMÉS

M. Jacques Charron, né en 1922 en Meurthe-et-Moselle, élu en 1968 dans le corps préfectoral, a été notamment sous-directeur des affaires publiques au ministère de l'Intérieur (1968), directeur de la D.S.T. (1974), préfet de l'Aisne (1975) et préfet de la région Alsace de 1978 à mai 1981.

M. Jean-François Mancel, né en 1948 à Beaurivais, ancien élève de l'ENA, adjoint au maire de Beaurivais (1971-1977), député R.P.R. de la cinquième circonscription de l'Oise (1978-1981).

M. Jean-Pierre Delalande, né en 1945, diplômé de Sciences-Po, licencié

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Six militants indépendantistes sont condamnés à des peines de prison ferme

De notre correspondant

Nouméa. — Après les trois condamnations prononcées le 1^{er} octobre (le Monde du 3 octobre), six autres militants indépendantistes, MM. Jean-Baptiste Chabennet, Anicet Moineira, Arcade Moineira, Louis Machoro, Yves Sochoua et Gilestin Taramon, impliqués dans les nombreux incidents survenus dans la région de Canala, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, ont été condamnés, lundi 5 octobre, à des peines allant d'une semaine à six mois de prison ferme.

L'audience du tribunal, qui statuait sur la procédure des flagrant délit, s'était ouverte, samedi matin, dans une atmosphère très tendue. La plupart des élus indépendantistes, notamment MM. Roch Pidjot, président de l'Union calédonienne (U.C.), député (app. soc.), Eliot Machoro, qui vient de prendre la succession de Pierre Decleiro, assassiné le 10 septembre, au secrétariat général de l'U.C. Nidolish Naisseline, animateur du Parti de libération kanak, Yann Céline Uregei (Front uni de libération kanak) et André Gopéa (Union progressiste mélanésienne), étaient venus au tribunal pour soutenir le caractère politique des débats, alors que le procureur s'employait à dissocier les faits reprochés aux accusés du mouvement de colère provoqué dans le territoire par le meurtre du dirigeant du Front indépendantiste. Après plusieurs incidents, M. Eliot Machoro, principal leader indépendantiste de la région de Canala (le Monde des 29 et 30 septembre) avait pu s'exprimer à la barre pour revendiquer la responsabilité politique des faits reprochés aux accusés du mouvement de colère.

LA PRÉPARATION DE LA RÉFORME DE L'ENA

M. Le Fort, ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives, poursuit la préparation d'une réforme de l'Ecole nationale d'administration (le Monde du 27-28 septembre 1981) et vient de confier à trois personnalités la tâche de préparer des propositions qui doivent aller dans le sens d'une réduction du caractère « élitiste » du recrutement de l'ENA.

Il s'agit de Mme Anne-Marie Bourin, conseiller référendaire à la Cour des comptes, nommé au tour extérieur en 1979, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure et chargée de mission auprès du directeur de l'ENA de 1978 à 1979 après avoir été, depuis 1971, conseiller scientifique du directeur des études ; M. Jean Magnié, directeur du Centre d'études économiques et sociales de la C.G.T., secrétaire du bureau du Conseil économique et social, et M. Jean-François Kester, ancien élève de l'ENA, directeur du département des carrières sociales de l'université de Paris-V.

LE P.C.F. ET « RENCONTRES COMMUNISTES » :

« C'est l'activité de tendance qui est sanctionnée »

écrit M. Malberg

M. Henri Malberg, premier secrétaire de la Fédération communiste de Paris, critique, dans l'Humanité du lundi 5 octobre, la manière dont la presse a rendu compte des sanctions prises par la direction du P.C.F. contre M. Henri Fiszbin et les vingt-neuf autres fondateurs de Rencontres communistes. M. Malberg rappelle que le comité central du P.C.F. avait, le 18 septembre, mis en demeure ces militants de cesser leur « activité fractionnelle », sous peine de se mettre « eux-mêmes hors du parti ». La direction du parti, dit-il, n'a fait que « prendre acte » de leur refus de se soumettre.

M. Malberg affirme que l'exclusion de fait des animateurs de Rencontres communistes ne sanctionne pas leurs désaccords politiques avec la direction du parti, mais leur refus de respecter les règles de fonctionnement du P.C.F. « Il n'y a pas aujourd'hui, il n'y aura pas demain, dans notre parti, de sanction pour désaccords politiques », écrit-il. Et la remarque de Georges Marchais, rapportée ces derniers jours par la presse, selon laquelle il n'y aura pas d'exclusion pour raisons politiques, garde toute sa valeur.

M. Malberg estime que M. Fiszbin (son prédécesseur à la tête de la Fédération de Paris) et les

autres fondateurs de Rencontres communistes cherchent à « imposer un état de fait nouveau dans le parti : l'activité de tendance ». Il écrit : « Comment appeler autrement cette structure que représente Rencontres communistes, avec un appareil permanent, un journal, des listes de membres du parti, des initiatives publiques ? Et l'énorme soutien qu'ils sollicitent et obtiennent des moyens d'information ? (...) Non, vraiment, aucun parti n'accepte de telles pratiques. »

● MM. Bernard André, Paul Bouazis, Dominique Coujard (1), Francis Jacob et Claude Michel, membres du P.C.F., affirment, dans une déclaration, que « si le devenir progressiste de la société passe par l'épanouissement de la liberté, du pluralisme et de la démocratie, ces exigences, sans être directement transposables dans le fonctionnement du parti, ne sauraient, dans leur principe, rester étrangères à sa vie interne. » Ils ajoutent : « Ces préoccupations sont les nôtres, comme elles sont celles des camarades qu'on veut écarter. »

(1) Ancien président du Syndicat de la magistrature.



Vous faites des projets?

nous vous donnons les moyens.

- Laissez vos enfants vous donner des idées. "Si tu plais dessine-moi un papa, une maman, des enfants. Dessine-moi une grande maison, avec des fleurs et un gros chien. Dessine-moi un bateau. Dessine-moi des vacances."
- C'est cela. Dessinez au présent et dessinez au futur. Dessinez un patrimoine et ayez la sagesse de nous en parler. Avec la Caisse d'Epargne Ecureuil, et quelques efforts d'économie, bien des rêves deviennent réalité. Nous avons des services spécialement conçus pour cela.
- Le Livret A Ecureuil. Véritable instrument de l'épargne de base. Avec ses intérêts exonérés d'impôt, une des meilleures rémunérations pour de l'argent restant toujours disponible.
- Le Plan Epargne Logement Ecureuil. Des intérêts et une prime exonérés d'impôt et la possibilité d'obtenir des prêts logement à des taux privilégiés.
- Les SICAV. Un placement Valeurs Mobilières en toute tranquillité — entre autres la SICAV Livret Bourse Investissement — et les avantages fiscaux correspondants.
- Les Bons de l'Ecureuil et leurs intérêts progressifs, des revenus qui s'ajoutent aux revenus.

CAISSE D'EPARGNE

Un entretien avec M. Pierre Mauroy

ALAIN ROLLAT.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Comment peut-on faire des kilomètres pour aller à la poste, durant le transit?

En concevant les aéroports de Genève et Zurich, Swissair savait qu'aucun passager n'apprécierait de devoir errer longtemps avant de pouvoir poster une lettre, acheter une carte postale ou téléphoner à la maison.

Les aéroports de Genève et Zurich sont donc des exemples de tout ce que l'on peut offrir sur un espace restreint. Tout est bien organisé comme dans une petite ville bien conçue. Ainsi, on dispose d'assez de temps pour faire quelques achats tout en se baladant. Pas besoin de se hâter si l'on veut prendre une bonne douche, acheter un journal, aller à la pharmacie, à la banque, si l'on souhaite manger un morceau au restaurant, ou si l'on désire faire un peu de shopping aux boutiques hors-taxes, aux boutiques de souvenirs, de friandises, de mode ou d'horlogerie. Ainsi les 40 à 50 minutes que dure en moyenne votre transit vous paraîtront-elles assez brèves pour vous faire regretter de devoir repartir si vite.

Sur toutes ces choses que Swissair vous offre encore telles que réservations d'hôtels, réseau, tarifs, correspondances, flotte, le service fret, Swissair, votre agence de voyages ou votre transitaire se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.



swissair

Uroy

Les aéroports de Genève et Zurich sont donc des exemples de tout ce que l'on peut offrir sur un espace restreint. Tout est bien organisé comme dans une petite ville bien conçue. Ainsi, on dispose d'assez de temps pour faire quelques achats tout en se baladant. Pas besoin de se hâter si l'on veut prendre une bonne douche, acheter un journal, aller à la pharmacie, à la banque, si l'on souhaite manger un morceau au restaurant, ou si l'on désire faire un peu de shopping aux boutiques hors-taxes, aux boutiques de souvenirs, de friandises, de mode ou d'horlogerie. Ainsi les 40 à 50 minutes que dure en moyenne votre transit vous paraîtront-elles assez brèves pour vous faire regretter de devoir repartir si vite.

ont précipités
à l'état de urée
leurs frais

Les aéroports de Genève et Zurich sont donc des exemples de tout ce que l'on peut offrir sur un espace restreint. Tout est bien organisé comme dans une petite ville bien conçue. Ainsi, on dispose d'assez de temps pour faire quelques achats tout en se baladant. Pas besoin de se hâter si l'on veut prendre une bonne douche, acheter un journal, aller à la pharmacie, à la banque, si l'on souhaite manger un morceau au restaurant, ou si l'on désire faire un peu de shopping aux boutiques hors-taxes, aux boutiques de souvenirs, de friandises, de mode ou d'horlogerie. Ainsi les 40 à 50 minutes que dure en moyenne votre transit vous paraîtront-elles assez brèves pour vous faire regretter de devoir repartir si vite.

comme les privilèges

Les aéroports de Genève et Zurich sont donc des exemples de tout ce que l'on peut offrir sur un espace restreint. Tout est bien organisé comme dans une petite ville bien conçue. Ainsi, on dispose d'assez de temps pour faire quelques achats tout en se baladant. Pas besoin de se hâter si l'on veut prendre une bonne douche, acheter un journal, aller à la pharmacie, à la banque, si l'on souhaite manger un morceau au restaurant, ou si l'on désire faire un peu de shopping aux boutiques hors-taxes, aux boutiques de souvenirs, de friandises, de mode ou d'horlogerie. Ainsi les 40 à 50 minutes que dure en moyenne votre transit vous paraîtront-elles assez brèves pour vous faire regretter de devoir repartir si vite.

ALAIN KOLLE

POLITIQUE

BIBLIOGRAPHIE

En livrant à l'imprimeur les textes en rapport avec les hautes responsabilités qu'il a assumées au service de l'Etat, M. Bernard Chenot ne se doutait sans doute guère que, quelques semaines plus tard, ses *Reflexions sur la cité* prendraient, avec le virage amorcé par la conjoncture politique, un regain d'actualité. Articles, allocutions, communications ont beau être datés, échelonnés de 1945 à 1981, l'auteur dégage toujours de l'événement des considérations qui remontent aux principes et en tirent les leçons. Reste à dire qu'il demeure neutre devant tel bouleversement économique ou social, telle ambiguïté dans l'exécution d'une mesure importante ? Certes non, mais on le voit sans cesse élever le débat, et s'il lui arrive de prendre parti, c'est moins en son nom propre qu'à travers les décisions du Conseil d'Etat.

Ces quarante-sept ans de carrière de M. Bernard Chenot se sont déroulés au sein du Conseil d'Etat, dont il était vice-président lorsqu'il l'a quitté en 1978. Au sein et à l'extérieur, puisque, à de nombreuses reprises, il a été détaché de cette exceptionnelle réserve de grand commis pour exercer des fonctions de premier plan, voire ministérielles (deux fois ministre du

général de Gaulle : de la santé publique, puis de la justice). En juriste donc et en homme d'action, en pragmatiste et en moraliste. Deux ces pages, il analyse les conflits réglés entre le citoyen et la cité, encore qu'il s'agisse pour tâche d'analyser les fondements et les buts d'une institution appelée non seulement à donner les avis sollicités par le gouvernement, mais à créer une jurisprudence aussi novatrice qu'une société en mue perpétuelle.

S'il a réparti ses études en trois secteurs qui regroupent ces «reflets» comme il dit — juridiques, économiques et sociaux, politiques enfin — ses commentaires en réalité se complètent ; et les problèmes, parfois opposés, interfèrent : ceux de la liberté et des libertés, du secteur public et des intérêts privés, de l'individu et des collectivités. Le tout se référant au «contrat social», première pierre de notre République. «Rousseau avait raison...»

Pour ne citer ici qu'un des sujets principalement abordés, celui des nationalisations, redevenu à l'ordre du jour, il est bon de rappeler que M. Bernard Chenot fut secrétaire général des Etablissements nationaux du Nord et du Pas-de-Calais, puis, de 1964 à 1970, président du groupe national

des Assurances générales de France. Il sait de quoi il retourne. Il croyait, il est vrai, le processus engagé d'ailleurs dès 1938 (la S.N.C.F.), clos après 1946. Alors lui succède celui des entreprises mixtes, «mélange artificiel (qui) devrait être, par nature, instable». En ce qui concerne les nationalisations, il soulignait, dès 1946, le caractère dramatique de ce «combat dans lequel l'Etat est engagé avec ses ressources, avec son prestige, avec ses traditions. L'échec d'une nationalisation, ce ne serait pas l'échec d'une équipe de techniciens ni celui d'un parti politique, ce serait l'échec de l'Etat».

Par bonheur, celles dont il désèque les motivations, la mise en place, les structures et aussi les contradictions internes ou conséquences, n'ont pas été ni échec, ni Charbonnages, ni Renault, ni E.D.F., ni C.N.R., etc. Cependant, dix ans plus tard, l'auteur constatait que l'équivoque initiale subsistait. On est allé jusqu'à dire que les sociétés nationales devaient leur succès au fait d'être gérées comme des entreprises privées... Parce qu'elles ne sont pas trop gérées par les exigences de l'intérêt public. «De cette situation assez paradoxale, les sociétés nationales ne sont pas responsables, mais plutôt ces per-

petuelles hésitations du pouvoir qui, elle, au jour le jour, entre l'ébauche d'un nouveau libéralisme et les fantômes d'un dirigisme mort, ne demeure pas moins que la justification économique de l'entreprise d'Etat est devenue bien mince.»

On a fait allusion aux contradictions. L'auteur les passe en revue. La mission sociale, par exemple, des entreprises nationales semble s'être écornée, elles «qui pourraient passer à l'origine pour les ouvrages nées d'une révolution n'ont nullement suivi la ligne d'une abolition progressive du capitalisme, et n'ont même pas bougé à modifier de façon sensible, en leur propre sein, le climat des relations sociales».

Quant à leur statut administratif, il n'est guère mieux défini : «Les responsabilités se diluent dans l'enchevêtrement des procédures : les contrôles sont lourds et gênants, mais ils n'ont pas de suite.» En bref «les nationalisations françaises s'achèvent peu à peu, à travers de multiples contradictions politiques ou administratives, vers la technocratie».

La situation, en effet, est encore rendue plus complexe par le jeu technocratique, M. Bernard Che-

not parle même d'impérialisme technocratique : «Par la création de filiales, puis de filiales de filiales, par les prises de participation ou, parfois, par de simples placements, par la constitution de sociétés à buts d'arrangements concrets avec des entreprises privées françaises ou étrangères, le secteur public envoie des prolongements de ses domaines où l'idée même d'un service public est écorchée.»

Ces quelques remarques, glanées au cœur de textes denses, sont loin d'épuiser le sujet. Elles, au contraire, d'autres, ne devraient pas être lues sans profit par ceux qui veulent, avec trente-cinq ans d'écart, poursuivre l'œuvre entreprise au lendemain de la Libération.

Elles ne sauraient d'ailleurs fournir une image complète d'un ouvrage qui, en dépit de son aspect discontinu, tente de donner une portée philosophique aux réflexions ponctuelles (santé publique, médecine et droit, alcoolisme, prostitution...), sans négliger les problèmes européens d'un homme qui fut également secrétaire général du Conseil économique de 1952 à 1958 et membre du Conseil constitutionnel.

Il s'y emploie, notamment, en recourant aux grands modèles, A

Chateaubriand, dont le roman d'un «enchanteur» éclaire la valeur de penseur politique. A Rousseau, bien entendu, qui lui inspire des formules telles que celle-ci : «Esclaves ou souverain, égal à autrui mais dominé par tous, le citoyen passe (...) d'un pôle à l'autre, selon que l'on considère l'un ou l'autre terme de la relation qui l'unit indissolublement à la société», ou encore : «L'apparente contradiction entre la liberté et le pouvoir est toujours résolue par la dialectique de contrat social.»

On ne reviendra pas ici sur la dernière allocution, prononcée le 1^{er} décembre 1980 sous la Coupole par M. Bernard Chenot, désormais secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, sur «l'institution présidentielle». Elle a eu trop de retentissement, dont le *Monde* s'est fait largement l'écho, pour qu'on l'ait oubliée. En mettant en lumière les dangers, parfois confirmés par les faits, d'un système conduisant au pouvoir personnel, peut-être aura-t-elle exorcisé toute menace.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* *Reflexions sur la cité*, préface de Jacques Fauriol, Emile-Paul éditeur. Environ 65 F.

Les «Reflexions sur la cité» de Bernard Chenot



Directeur d'usine

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, cette société spécialisée dans la production et le montage de biens d'équipement, recherche le Directeur de son usine (250 personnes) située dans le centre de la France. Dépendant du Directeur Industriel de la société, il sera responsable de l'animation de cet établissement industriel et de la réalisation des objectifs de production (qualité, coûts, délais). Il dirigera les ateliers de fabrication, la qualité et la gestion du personnel. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé âgé d'au moins 38 ans, justifiant d'une bonne expérience de l'animation d'une usine et de l'organisation industrielle, acquise de préférence dans le cadre de fabrications de moyenne série faisant appel à l'utilisation de la tôle fine. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle dépendra de l'expérience acquise. Ce poste offre d'intéressantes perspectives d'évolution à un candidat de valeur. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A2117M

Centre

Direction d'agence commerciale

200.000 F

Services et conseil en informatique-Paris. Notre client est une SSCI, filiale d'un groupe bancaire largement implanté, qui outre une équipe d'ingénieurs de haut niveau dispose d'un parc informatique important. Elle a été acquise d'enviables positions sur des réseaux de marchés originaux jusqu'ici peu exploités et connaît un développement remarquable qui l'amène à rechercher un directeur d'agence commerciale à Paris. Après une période de sensibilisation à la clientèle et aux produits traités (classiques, applications spécifiques, clés en main), il sera progressivement chargé d'assurer et d'entretenir les relations avec les partenaires privilégiés, de rechercher de nouveaux clients, d'initier et de négocier les contrats en collaboration avec les ingénieurs de projets. Ce poste comprendrait tout particulièrement à un candidat de formation ingénieur ou scientifique, âgé d'au moins 28 ans, pas nécessairement spécialiste de l'informatique, mais désireux après quelques années passées en milieu bancaire, de mettre en valeur ses qualités de négociateur. Pour ce poste basé à Paris mais nécessitant des déplacements en province, la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 200.000 francs compte tenu de la politique d'intéressement. Ecrire à J.P. FRAY à Croix. Réf. A4558M

Achats de composants électroniques actifs

180.000 F

Nantes - La division d'un très important groupe industriel, spécialisée dans la fabrication d'équipements pour l'Administration, recherche un cadre de haut niveau pour son Service Achats. Sa mission sera d'optimiser les achats de composants électroniques actifs, dont le montant est supérieur à 200 millions de francs. Il assurera techniquement le rôle de chef d'achats opérant dans ce domaine, participera aux négociations importantes et devra faire valoir les contraintes «Achats» aux différents stades de l'élaboration des produits, aussi bien vis-à-vis des fournisseurs que des services techniques de la Division : une parfaite appréhension du marché des composants actifs et de son évolution sera donc la base de son impact et de sa réussite. Ce poste basé à Nantes, intéressera un homme âgé d'au moins 30 ans, ayant des connaissances sérieuses en électronique (acquises soit par une formation d'ingénieur soit par une pratique équivalente) ainsi qu'une expérience professionnelle dans les composants actifs (comme vendeur chez un constructeur ou comme acheteur dans une société fabricant des équipements). La pratique de l'anglais constituera un très solide atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 180.000 francs, sera fonction des compétences offertes. Ecrire à G. MASSON à Nantes. Réf. A1105M

Responsable ordonnancement

150.000 F

Région nord - Fabrication de matériels de transport : Une société industrielle française spécialisée dans le matériel roulant et ayant des réalisations importantes en cours à l'étranger, recherche pour son usine (1.200 personnes) située dans le Nord de la France, un Responsable Ordonnancement. Rejoignant du Directeur Industriel, il assurera un lien permanent entre le commercial, la co-traitance, les études, les achats et la production afin d'optimiser le maître du flux des produits jusqu'à leur sortie usine. A cet effet, il sera responsable de la définition des délais, de l'établissement des plannings ainsi que du contrôle de leur suivi. Ce poste clé en termes de bonne marche de l'usine et de rentabilité, devra servir de tremplin pour un candidat de valeur, accrocheur et dynamique. Il s'adresse à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 28 ans et pouvant justifier d'une expérience réussie de la fonction acquise en milieu industriel. Une certaine ouverture à l'informaticien ainsi que la pratique de l'anglais seraient fortement appréciées. La rémunération annuelle de l'ordre de 150.000 francs sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A2116M

Chefs de produit

Secteur musique

Une société française, membre d'un très important groupe multinational, cherche à renforcer sa structure marketing, en s'adjoignant deux Chefs de produit, l'un pour son Département National, l'autre pour l'International. Rendant compte au Directeur du Marketing et en liaison étroite avec l'Artistique National et le Marketing International au niveau de la maison-mère, ils auront, chacun dans leur domaine, à positionner les produits sur le marché français tant sur le plan de la conception que sous l'aspect publicitaire. Ces deux postes basés à Paris s'adressent à des candidats âgés d'au moins 28 ans, de formation supérieure et pouvant justifier d'une première expérience réussie de Responsable «produit» ou de Chef de publicité acquise dans le secteur LOISIRS (disques, livres...). Un attrait marqué pour la musique de variétés sera déterminant dans le choix des candidats retenus. La pratique courante de l'anglais et une certaine aisance dans les contacts internationaux seront exigées pour le Département International. La rémunération de départ sera fonction du niveau d'expérience acquise. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A2115M

Chef du personnel

140.000 F

Angers - Groupe des Ardennes d'Angers - (2.000 personnes, 520 millions de chiffre d'affaires) recherche suite à un départ en retraite, son Chef du Personnel. Rattaché au Directeur des Relations Humaines, il sera principalement chargé du recrutement et de la formation, tant interne (deux centres de formation) qu'externe, de tout le personnel : ouvriers, employés et agents de maîtrise. Responsable de l'application de la politique sociale et salariale de l'Entreprise (paies, budgets, bilans sociaux...). Il interviendra également dans les relations avec les partenaires sociaux. Ce poste évolutif, comprendrait à un homme de terrain, de potentiel élevé, âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (juridique ou technique), maîtrisant parfaitement les différents aspects de la législation sociale et pouvant justifier d'une expérience minimum de 3 années acquises dans une fonction similaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à D. DELRIEU à Nantes. Réf. A1106M

Jeune cadre juridique

120.000 F

Angers - Groupe des Ardennes d'Angers - effectif : 2.000 personnes ; 520 millions de chiffre d'affaires) recherche, pour succéder à l'actuel titulaire du poste prenant sa retraite, un jeune juriste d'entreprise. Rattaché au Directeur des Relations Humaines, il prendra progressivement en charge la coordination du suivi des dossiers d'assurances et de contentieux (social et commercial), ainsi que la gestion du patrimoine immobilier du groupe. Il interviendra par ailleurs en qualité de conseiller auprès des différentes hiérarchies sur l'aspect juridique de leur fonction. Ce poste, d'adresse à un juriste possédant une formation juridique supérieure (minimum 3^e cycle juriste d'entreprise), âgé de 25 ans au moins, et ayant acquis au cours d'une première expérience en cabinet ou en entreprise, une certaine maîtrise du Droit du Travail et des Sociétés, ainsi qu'une bonne pratique de la gestion des contrats d'assurances, de la domotique et des contentieux. Une grande rigueur et une réelle dimension de gestionnaire sont nécessaires pour un candidat réusissant dans la fonction. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 120.000 francs si l'expérience et la valeur du candidat le justifient. Ecrire à G. MINS à Nantes. Réf. A1107M

Ingénieur de vente

150.000 F

Systèmes de visualisation - MOTOROLA, très important groupe international spécialisé entre autres, dans la fabrication de composants et d'ensembles électroniques, recherche un ingénieur pour développer en France un marché de produits applicatifs. Rattaché à un marketing manager basé en Grande-Bretagne, il sera chargé de visiter les prescripteurs et les utilisateurs potentiels pour leur vendre des systèmes de visualisation intégrant les produits électroniques du groupe. Il analysera les besoins de la clientèle, afin de pouvoir orienter la conception des matériels (réalisés aux USA) et s'appuyera sur les services après-vente de la Société en France. Ce poste, basé à Paris, intéressera un homme âgé d'au moins 30 ans, sensibilisé au produit par une formation d'ingénieur (ou équivalente) et ayant une expérience dans le développement de produits électroniques ou informatiques. La pratique de la langue anglaise est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs (à laquelle s'ajoutera une voiture) sera fonction des compétences offertes. Ecrire à G. MASSON à Paris. Réf. A1104M

Adjoint chef du personnel

130.000 F

Le Mans - Une société française filiale d'un important groupe international (100.000 personnes) spécialisée dans la fabrication de pièces de sécurité destinées à l'industrie automobile, recherche pour une de ses unités de production (1.500 personnes) située près du Mans (72), un adjoint au Chef du Personnel. En liaison étroite avec ce dernier, il aura d'une part à animer une équipe de dix personnes chargées de toute l'administration du personnel (paies, retraites, etc.) d'autre part, à réaliser des études particulières dans une perspective de gestion prévisionnelle. Ce poste devra, à terme, couvrir tous les aspects de la fonction (relations avec représentants du personnel, formation, recrutement, etc.) et permettre ainsi à son titulaire de devenir lui-même Chef du Personnel sous 45 ans. C'est pourquoi, le candidat retenu, homme à fort potentiel âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure et possédant notamment de solides bases en droit du travail, devra justifier d'une expérience concrète de plus de trois ans en entreprise dans une fonction similaire. La rémunération annuelle brute, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction du niveau de compétence du candidat retenu. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client. Prière d'indiquer les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire à Nantes. Réf. B0023M

Aucun enseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

1, rue Duguesclin - 44080 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

502 من الأصل

POLITIQUE

de Bernard Chenev

ÉLU PRÉSIDENT DU M.R.G.

M. Schwartzberg ne dispose pas d'un chèque en blanc

Le congrès extraordinaire du Mouvement des radicaux de gauche, réuni samedi 3 et dimanche 4 octobre à Paris, a élu M. Roger Gérard Schwartzberg à la présidence du parti pour deux ans. Cette élection, qui a été acquiescée à l'unanimité moins quinze abstentions, par un vote sans surprise IM. Roger Gérard Schwartzberg était président par intérim depuis le 9 juillet dernier. Il intervient au terme de débats plus contradictoires qu'il ne le prévoyait la direction du mouvement. Le M.R.G. a réaffirmé solennellement son appartenance à la majorité présidentielle et souligné sa volonté de préserver sa propre originalité et son indépendance.

Dès vendredi 3 octobre, lors de la réunion du comité directeur, une vive discussion avait opposé M. Schwartzberg d'une part, et, d'autre part, MM. François Lancelle, François Massot (respectivement députés de l'Eure et des Alpes de Haute-Provence) et Jean-Claude Bonduelle, secrétaire national, adjoint au maire de Nantes. Le différend portait sur la stratégie du M.R.G. par rapport au parti socialiste et sur la personnalité du successeur de M. Crépeau. Les « contestataires » posaient la question de l'existence autonome du M.R.G. Cette existence, disaient-ils, est devenue difficile à justifier face à un P.S. qui dispose de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale; elle l'est aussi compte tenu de la faible période du M.R.G. dans l'opposition (M. Crépeau n'a obtenu que 221 de ses suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle). Enfin, ajoutaient-ils, l'impossibilité de faire apparaître l'originalité des thèmes des radicaux de gauche par rapport aux options socialistes est devenue patente.

Devant le risque d'élargir les débats à des questions touchant à l'existence même du mouvement, le comité directeur avait alors décidé de ne pas s'exprimer à la tribune du congrès que les personnes mandatées par leur fédération, ce qui aurait eu pour conséquence de limiter une éventuelle contestation.

Une certaine maladresse de M. Schwartzberg, l'impair de l'expression de l'indépendance, n'ont pas permis qu'apparaissent au congrès une unanimité qui eût été, pour une large part, tactique. M. Bonduelle évoquait dans les couloirs du congrès le « constant déclin » du M.R.G. son rôle de « parti d'élite ». « A 200 000 », disait-il, « nous sommes le club d'idées, le club Perspectives et Réalités de la gauche ». Il faut « rejoindre en bloc le parti socialiste ».

Cette tactique n'était pas approuvée par tous ceux qui contestent M. Schwartzberg. M. Jean Girardon, secrétaire national (fédération de la Saône-

et-Loire), estimait, lui, que les radicaux ont plus de chances d'« infléchir les choix du P.S. » de l'extérieur. Mais, comme M. Bonduelle, il ne se privait pas de mettre en cause la personnalité de M. Schwartzberg. Le président par intérim « calque sur le M.R.G. son propre cursus politique », disait l'adjoint au maire de Nantes M. Girardon. « Il a passé la brosse à reluire sur le parti socialiste avant les élections; il n'a pas été ministre. M. Crépeau a utilisé le poil à gratter: il est ministre. Roger Gérard peut essayer autre chose. Il veut nous séduire? Eh bien! séduisons Schwartzberg! »

La préparation de la contre-offensive

En séance plénière, M. Schwartzberg préparait sa contre-offensive. Se présentant comme le garant de l'indépendance du M.R.G., notamment par rapport au parti socialiste, il assurait qu'un courant d'adhésion s'était manifesté depuis la victoire de la gauche, et dénonçait les « néoréalistes », les radicaux « maso » (masochistes), qui ne sont que des radicaux « minis » (ministériels). Il expliquait que la force de la gauche réside dans sa diversité, et dénonçait les « prophètes du renoncement » candidats à l'autotutelle. M. Michel Scaronchelli, secrétaire national, soulignait peu après la démonstration en estimant que « la morale politique et la décence » devraient conduire ceux qui veulent quitter le M.R.G. à remettre leur mandat de député avant leur départ.

Dans les couloirs du congrès, MM. Massot et Lancelle dénonçaient la « provocation » et annonçaient leur intention de répondre.

Dimanche matin, lors du débat de politique générale, M. Massot se déclarait scandalisé par les propos de M. Schwartzberg et dénonçait le « vide » de son discours. À l'inverse, M. Laurent Renaud (fédération de l'Ille-et-Vilaine) stigmatisait les « querriers de la onzième heure » qui seront contraints de rejoindre le parti socialiste « en robe de bure, les pieds nus et la corde au cou » pour « faire allégeance » à leurs « nouveaux maîtres ».

M. Lancelle dénonçait ensuite « le discours idéologique » sur le thème de l'identité radicale. Il rappelait que les députés radicaux de gauche ont été élus « essentiellement sur la cent dixième proposition de M. Mitterrand ».

M. Michel Crépeau soulignait ensuite la situation du M.R.G. ne justifie pas « le doute, la scepticisme et l'abandon ». Il déclarait: « Les portes sont grandes ouvertes! Ce sont ceux qui veulent entrer qui ont le droit de venir. Ils ont le droit de venir avec nous, les radicaux de gauche, pour faire avec nous des réformes entreprises par la gauche; que ceux qui veulent partir partent, s'ils estiment que leur place est ailleurs! »

Après avoir adressé personnellement à MM. Massot et Lancelle pour tenter de les faire revenir sur leur décision, le ministre de l'environnement expliquait que les radicaux de gauche n'ont pas à se plaindre, puisqu'ils ont obtenu satisfaction: d'une part, en étant présents au gouvernement; d'autre part, en modifiant certains thèmes de la gauche (six nationalisations au lieu des neuf prévues par le programme commun). M. Crépeau adjurait les radicaux

de gauche de ne pas être « le bras armé des réformes » mais leur « co-déterminateur », notamment en contribuant au « démantèlement » de la technocratie et des technocraties giscardiennes qui sont encore trop nombreuses à occuper le pouvoir aujourd'hui.

de la dramatisation traditionnelle dans un congrès radical, le débat qui s'est ouvert lors de ces assemblées a permis une certaine clarification. En qualifiant d'« état d'âme personnel » la position de M. Massot et Lancelle, M. Schwartzberg n'a cependant pas répondu à toutes les inquiétudes. La dernière, finalement retirée — de M. Marcel Perrin, président du comité directeur de la fédération du Val-de-Marne, visait à dénoncer l'emprise des radicaux parisiens sur la direction du mouvement et à prôner une plus juste prise en compte du radicalisme historique issu de la province.

Des départs qui ne régent rien ?

En outre, les critiques émises par plusieurs députés sur les propensions démagogiques du P.S. ont été jugées « tristes » par M. Schwartzberg. Dans un passé récent (il avait pris position en faveur de M. Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle), le relatif silence des députés lorsque MM. Massot et Lancelle se sont exprimés, bien que le Mouvement des radicaux de gauche ait pu se définir face à un P.S. tout-puissant, et aussi que... la titularisation du président par intérim résulte surtout de l'absence d'autres candidats crédibles.

Ce choix raisonné en faveur d'une personnalité qui apparaît en effet comme « atypique » par rapport aux précédents, MM. Crépeau et Fabre, n'a pas été une adhésion. Rendue possible par le soutien ostentatoire de M. Crépeau, ce choix a été, pour M. Schwartzberg, cette élection est, pour de nombreux radicaux, un pari: en veillant à son propre avenir, le parti socialiste du M.R.G. devrait sauvegarder celui du parti qui incarne dorénavant.

La position des deux députés « contestataires » s'est toutefois révélée marginale. Tous les députés qui ont pris la parole ont fait valoir la nécessité de conforter l'identité radicale et l'existence du M.R.G. C'est donc sur cette ligne politique que M. Schwartzberg a été élu. Un accord implicite devait éviter que les amis de M. Crépeau quittent le comité directeur. S'il en était besoin, l'élan de sympathie et de fidélité qui a entouré le ministre de l'environnement a permis à M. Schwartzberg de prendre la mesure de la marge de manœuvre dont il dispose. Son efficacité, son sens de l'urgence, ont été reconnus. Son charisme est apparu. Il ne dispose donc pas d'un chèque en blanc.

MM. Crépeau, Lancelle et Bonduelle, suivis peut-être par quelques autres, devraient tirer rapidement les leçons de leur isolement, en rejoignant — sans doute avant le congrès de Valence du P.S. — le parti des socialistes. Leur départ mettrait-ils fin aux « états d'âme »? Apparemment la victoire de la gauche n'a rien changé à cette vieille affaire: les radicaux de gauche n'ont pas encore tout à fait trouvé leur identité.

LAURENT ZECCHINI.

Portrait

Un animal à sang froid

Au sein du Mouvement des radicaux de gauche, M. Roger Gérard Schwartzberg occupe une place à part. Dans une large mesure, il apparaît comme l'anti-Crépeau: l'inverse du militant radical type tel que l'image d'Épinal mais aussi quelques grandes figures du radicalisme ont laissé la trace. C'est un Parisien (même s'il est né à Pau) dans toute l'acception du terme. Homme de médias et de relations publiques, comme l'était M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, analyste de la vie politique, professeur de droit (il vient de la monter), écrivain de talent, M. Schwartzberg est aussi un homme qui sait convaincre et, quand il le veut, vaincre. Par-dessus tout, M. Schwartzberg a réussi à faire prendre sa propre griffe dans le tissu provincial du Mouvement des radicaux de gauche. Chacun — même ses ennemis politiques — s'accorde à reconnaître ses grandes capacités intellectuelles. Toujours attentif aux autres, il écoute surtout... M. Schwartzberg. Il le connaît par cœur et ne résiste pas toujours au plaisir de le citer. Il a des excuses: M. Schwartz-

berg éblouit souvent ceux qui le rencontrent. M. Crépeau dit de lui: « C'est un animal à sang froid ».

Né le 17 avril 1943 à Pau (Pyrénées-Atlantiques), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en droit, agrégé de droit public et de science politique, M. Roger Gérard Schwartzberg a été professeur agrégé à la faculté de droit et des sciences économiques d'Orléans (1968-1969), avant d'être nommé à l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris (1970-1971). Délégué général (1975-1978), puis vice-président (1978) du mouvement des radicaux de gauche, M. Schwartzberg était président par intérim du M.R.G. depuis le 9 juillet dernier. Il a été élu, le 10 juin 1979, représentant à l'Assemblée des Communautés européennes (liste socialiste avec la participation des radicaux de gauche). M. Schwartzberg, qui a publié depuis 1968 de nombreux articles dans le monde, est l'auteur de plusieurs livres, notamment l'autorité de la chose édictée ou la Force juridique des décisions administratives (1969), l'Etat socialiste. Essai sur le système de la chose édictée (1977), la Droite abstruse (1981).

M. Fabius annonce une prochaine réforme de la taxation sur les plus-values et de la taxe d'habitation

Invité à l'émission « Le grand jury R.T.L. — le Monde », le ministre du budget a répondu, dimanche 4 octobre, aux questions d'Alexandre Balout, André Laurens, Serge Marti, Roger Pichure et Jean-Yves Hollinger.

M. Fabius, qui s'exprimait à une heure où les décisions monétaires n'étaient pas encore annoncées, et qui voulait laisser la primauté des explications à M. Delors, a volontairement limité son commentaire sur ce point. Il a simplement souligné « la bonneterie monétaire » qui régit depuis plusieurs mois, conduisant à faire jouer les mécanismes prévus à cet effet au sein du système européen. « L'inflation latente sur le précédent gouvernement est très importante. Il n'est pas possible durablement d'avoir une différence de 100 points entre le taux de l'inflation et le taux du marché. Le leçon est que nous devons mener une action de relance pour l'emploi très vigoureuse qui doit s'accompagner d'une action aussi vigoureuse sur les prix ».

Commentant la récente décision de lever l'anonymat sur l'or, M. Fabius a tenu à en fixer les limites.

« J'insiste: il n'y aura pas d'augmentation de la TVA », a-t-il déclaré. « Je suis contre les traverses administratives, mais je suis pour la justice fiscale. Or que se passe-t-il aujourd'hui? Lorsqu'on demande à quelqu'un quelle est la proportion de la masse considérable d'argent qu'il détient et qu'il répond: « J'en ai de l'or, je l'ai vu », aucune vérification n'est possible. Désormais, à quel point est-ce possible? L'impôt sur les grandes fortunes et qu'il n'y ait pas de déclaration sur ses biens immobiliers ou mobiliers, nous pourrions l'appliquer. Mais, pour cela, nous aurons besoin d'une déclaration, ce n'est pas possible à l'administration et cela ne peut en aucun cas être une justification ».

« C'est un changement important ».

« Pas de textes bricolés »

Interrogé sur le projet de budget 1982 et, notamment, sur la taxation des plus-values, M. Fabius a annoncé une prochaine réforme de cet impôt.

« Je suis quelqu'un de prudent: je ne veux pas me présenter au Parlement — car la fiscalité est une affaire sérieuse — en faisant des textes bricolés, qui ne tiendraient pas d'une manière solide et ferme ».

« Oui, une proposition sera faite sur les plus-values, à la prochaine occasion. Cela se fera dans la collection des textes bricolés, qui ne tiendraient pas d'une manière solide et ferme ».

« Cela me donne l'occasion, puisque je vous ai dit que mon souci était de simplifier les choses, de reconnaître qu'il y a beaucoup d'autres impôts qui ne vont pas: je prendrai comme exemple celui de la taxe d'habitation, ce qu'on appelle « la feuille fame ». Je le reconnais, c'est un système qui ne va pas, il y a des gens qui ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu mais qui le sont à la taxe d'habitation ».

« Vous savez que Gaston Deferre a saisi le Parlement d'une première série de projets de décentralisation. La deuxième série de projets concernera, à la fois, une modification des compétences — pour savoir ce qu'on laisse au niveau central et ce qu'on fait descendre aux niveaux locaux — et une modification des ressources. Il faudra donc que nous nous rapprochions l'un de l'autre pour étudier comment se fera cette modification des ressources locales ».

Limites de l'inflation

Invité à expliquer comment il comptait obtenir une croissance de 3,3 % l'année prochaine et une baisse des prix limitée à 2,9 % avec des dépenses majorées de 21,3 %, M. Fabius expliquait ainsi son raisonnement:

« Nous voulons absolument rompre avec cela et utiliser les dépenses publiques pour assurer de faire repartir la machine économique. C'est la raison pour laquelle nous faisons un effort sans précédent en faveur des hôpitaux, des crèches, des écoles, de la culture, de la recherche, de l'éducation, etc. Par exemple, qui se traduit par une augmentation très forte des dépenses ».

« Mécaniquement, cela veut dire que l'effet de notre budget provoquera une relance supplémentaire de 1 % qui s'ajoutera à l'évolution nationale telle qu'elle résulte de différents éléments — que je peux détailler ici si cela vous intéresse ».

— et qui aurait été de 2,3 %. Au total, nous attendons donc une croissance d'un peu plus de 3 %, supérieure d'un point à la croissance de nos partenaires. On me dira que ce n'est pas beaucoup. Je crois, moi, que c'est déjà beaucoup ».

Abordant le déficit budgétaire 1982, évalué à 95,4 milliards de francs, le ministre prévoit de l'assurer en grande partie par l'emprunt.

« En ce qui concerne l'inflation, nous nous sommes fixés une norme monétaire pour l'année prochaine, celle de faire en sorte que la masse monétaire ne progresse pas trop vite. Nous avons fixé un ordre de grandeur qui, je le reconnais, est ambitieux, puisqu'il est de l'ordre de 13 % ».

« Comment financer le reste? C'est tout le problème du marché financier. Il faut que nous fassions un effort pour mobiliser le bien mobilisable. Il faut que nous fassions en sorte que s'opèrent un certain nombre de placements qui ne soient pas improductifs. Il faut donc — nous sommes à notre sujet initial — que l'Etat puisse mobiliser des emprunts. Cette année, cela se fera sans difficulté. Si l'inflation est raisonnable l'année prochaine, cela devrait aussi se faire sans difficulté ».

« Le problème des smicards »

En ce qui concerne les critiques adressées au projet de budget par le groupe parlementaire communiste, M. Fabius déclare: « Sur les 35 milliards de francs d'impôts que nous créons, l'impôt indirect représente 24 %. Faire moins de 24 % d'impôt indirect, c'est à la question des smicards, j'y suis très attentif. J'en ai discuté avec Pierre Joxe, avec Christian Goux, président, socialiste, de la commission des finances, avec Christian Pichet, rapporteur général, socialiste, de la commission des finances, et je pense que, là, il doit y avoir une possibilité de trouver des textes bricolés, qui ne tiendraient pas d'une manière solide et ferme ».

Le ministre rappelle la mécanique de l'impôt: « Jusqu'à un certain revenu on ne paie rien, mais qu'avec un franc de revenu

supplémentaire on franchit un seuil et, alors, l'augmentation est importante. C'est la mécanique de l'impôt sur le revenu qui veut cela, et toute la question est de savoir si on va pouvoir trouver une autre mécanique qui permette d'atténuer ces seuils, ce qui, au bout de l'année, ferait une augmentation importante. C'est donc une disposition à laquelle je réfléchis avec le groupe socialiste actuellement ».

Après avoir indiqué quelle devait être, à son sens, la mission des militants socialistes (expliquer la politique du gouvernement et exprimer le sentiment populaire à l'égard du gouvernement), M. Fabius a ajouté: « Beaucoup de gens de droite n'ont pas accepté le verdict des élections. Je comprends qu'il soit désagréable lorsque l'on occupe le pouvoir pendant des années et des années de ne plus l'occuper, mais leur désagrément va au-delà, c'est un peu comme si, dans leur esprit, il était naturel pour eux d'occuper en permanence le pouvoir et si nous étions les usurpateurs. Il faut qu'ils se fassent à l'idée que nous sommes un gouvernement régulier, que nous sommes la majorité légitime élue de la France, et pour longtemps. (...) Je crois que cette espérance de volonte de revanche permanente, sans aucune proposition d'ailleurs, car on n'a pas vu la moindre proposition de la part de ces messieurs de droite, elle n'est pas de mise ».

(N.D.L.R. — Alors que les déclarations de M. Monory au Club de la presse à l'Europe 1, ont été reprises dimanche soir — ce qui est normal — par les radios et télévisions, notamment Antenne 2 et TF1, celles de M. Fabius à l'« émission R.T.L. — le Monde » ne l'ont pas été alors qu'elles ne manquaient pas d'intérêt, notamment sur le budget et la croissance. Pourquoi?)

LES SECRETS DE LA FIN D'UN REGNE

LA CHUTE DE LA MAISON GISCARD

Stéphane Denis

les intrigues les erreurs les trahisres

Le Monde

équipement

A PROPOS DE...

La discussion de la loi sur la décentralisation

Grogne chez les cadres de préfecture

Les « cadres A » des préfectures — c'est-à-dire les attachés, les chefs de service, les directeurs — ont-ils été déçus ? Les « chemins de la décentralisation », ainsi qu'ils se définissent eux-mêmes, ont le sentiment d'avoir été purement et simplement oubliés par les rédacteurs du projet de loi sur la décentralisation que l'Assemblée nationale a récemment approuvé.

Le conseil d'administration de l'association, qui rassemble quelque six cents cadres A de préfecture sur un effectif global de trois mille quatre cents, a vivement déploré samedi 3 octobre, à l'occasion d'une réunion extraordinaire organisée à Evry (Seine-et-Marne), pour le circonstance, et en guise de solidarité, l'association nationale des directeurs de préfecture (ANCAP) avait d'ailleurs délégué plusieurs représentants.

« Les préfets et sous-préfets ont obtenu la reconnaissance de leur rôle dans le fonctionnement des nouvelles institutions et le maintien des avantages d'ordre financier qui leur étaient déjà consentis dans les départements. Pour nous, rien de tel ! », constate M. Jean-Louis Montgomer, président de l'ANCAP et fonctionnaire à la préfecture de Rouen. « Par tradition, poursuit-il, nous sommes un milieu discret, discipliné, et nous n'avons donc jamais constitué un groupe de pression digne de ce nom. Alors on nous a oubliés... »

Certes, ces cadres A de préfecture (quel que soit leur momentané, par de sérieuses appréhensions) ne songent nullement à contester la loi. Ce qu'ils veulent éviter, c'est que son application ne s'opère à leurs dépens. A l'avenir, ils seront toujours placés sous l'autorité du préfet, devenu commissaire de la République, mais, pour autant, ils ne pourront être mis à la disposition du président du conseil général ou régional, nouvellement doté du pouvoir exécutif. Comment s'effectuera dans la pratique cette double tutelle ? Personne n'a encore su leur répondre, précisément. On ne sait même pas dans quelles conditions se déroulera la période transitoire qui doit conduire jusqu'au vote global de la loi, insiste M. Jean-Charles Le Duff, secrétaire général de l'ANCAP. « Nous sommes conscients que

nous défendons un point de vue très catégoriel, précise-t-il, mais nous estimons toutefois avoir notre mot à dire. »

Pour l'heure, les faits semblent renforcer les cadres A dans leur détermination. Ainsi, dans nombre de départements et de régions, notamment dans les Alpes, profitant du fait que le ministre de l'Intérieur, recruté — à des tarifs apparemment assez élevés et en grand nombre — un personnel d'encadrement. La seule limite véritable à ces embauches serait d'ordre budgétaire. Or les fonctionnaires craignent de voir ainsi leur échapper des postes auxquels ils auraient pu prétendre, compte tenu de leur activité passée.

Même s'ils ne le disent pas explicitement, il est clair que ces fonctionnaires, qui assument souvent des fonctions de direction, s'attendent que les élus s'occupent d'eux ou tard dans la « décentralisation », ou, pire encore, dans l'organisation politique. « Il y a une espèce d'ambiguïté administrative », se contentent-ils simplement de résumer. En tout cas, ils ont beau jeu de déplorer, par l'intermédiaire de M. Roger Router, vice-président de l'ANCAP, que « le problème du personnel n'est pas résolu dans la réflexion globale » et de réclamer « une véritable médiation entre les agents de l'Etat et ceux du département ».

Dans un communiqué publié au terme de la réunion de samedi, l'ANCAP estime que « l'ensemble des personnels des préfectures doit demeurer vigilant et ne pas se voir imposer des mesures qui n'auraient pas fait l'objet auparavant d'une large consultation incluant une évaluation de leur situation professionnelle ». Un avertissement sans frais, qui démontre sans doute que l'association n'hésitera pas, si nécessaire, à se lancer plus ouvertement dans l'action revendicative.

STÉPHANE BUGAT.

PRÉFECTURE DE MONTPELLIER : LE CONCOURS CONTINUE

On n'arrêtera pas la procédure engagée en vue de la construction d'une nouvelle préfecture du département de l'Hérault et de la région Languedoc-Roussillon (le Monde du 18 septembre).

Le concours, lancé fin 1980 après une étude de la Société d'aménagement du département de l'Hérault, et les diverses étapes qui ont suivi, ont « respecté les règles habituelles régionales et nationales », nous déclare M. Gérard Seumade (P.S.), président du conseil général.

Sur les soixante-quinze dossiers réunis, le jury, au sein duquel étaient notamment représentés les collectivités locales, l'ordre des architectes et les usagers, en a retenu dix-huit pour la première phase.

Cependant, l'ordre des architectes s'est inquiété, estimant que,

compte tenu des nouveaux projets du gouvernement sur la décentralisation, le concours lui paraissant devoir être remis en cause. Quinze équipes sur dix-huit ont refusé de renoncer leur projet dans ces conditions d'incertitude. — (Corresp.)

La fronde des architectes, d'abord soutenue par le conseil national de l'ordre, qui a été extrêmement contre la mauvaise organisation des concours, n'a pas été véritablement suivie sur place puisque trois équipes locales (dont deux états à l'ordre) ont continué à travailler tandis que les « Parisiens » avançaient des arguments de principe.

Est-ce un nouvel épisode de la « guéguerre » des architectes entre Paris et la province ou un argument de plus pour ceux qui dénoncent l'hypocrisie des concours ouverts et demandent qu'on en revienne carrément, dans certains cas, aux concours de gré à gré ? — M. Ch.

ÉNERGIE

De violentes manifestations antinucléaires ont précédé le débat au Palais-Bourbon

Les mouvements antinucléaires ont mis à profit le dernier week-end avant le débat sur l'énergie à l'Assemblée nationale, le 6 octobre, pour tenter de regrouper leurs amis et de se faire entendre. Deux manifestations étaient organisées, l'une à Paris, l'autre à Golfech (Tarn-et-Garonne). Elles ont rassemblé quelques milliers de manifestants.

• Golfech (Tarn-et-Garonne) : nous sommes résolus aux pires extrémités

De notre correspondante

Toulouse. — Les antinucléaires de Golfech ont passé à l'action. Dimanche 4 octobre, au cours d'une des plus importantes manifestations qu'aient connues la région, ils se sont heurtés aux forces de l'ordre.

Vers 14 heures, cinq mille à six mille personnes, selon la coordination des comités antinucléaires, mille personnes, selon E.D.F., se sont mises en marche de Valence-d'Agen vers Golfech (Tarn-et-Garonne). Le cortège, qui devait aboutir sur un terrain proche de la centrale mais appartenant aux écologistes, s'est avancé dans le calme jusqu'à vers 16 heures. Alors qu'ils longeaient le site, certains manifestants ont commencé à briser les clôtures.

Les manifestants ont alors pénétré sur le chantier, où ils ont incendié plusieurs voitures et des baraquements.

C'est alors qu'un escadron de quatre-vingt-cinq gendarmes mobiles, jusque-là invisible, est intervenu pour dégager le site à coups de grenades lacrymogènes. En se retirant, les manifestants ont mis le feu à des bureaux de l'E.D.F. et ont bloqué le nationale 113.

M. Jean-Pierre Silberstein, chef d'aménagement E.D.F. à Golfech, évalue les dégâts à 15 millions de

francs. « Le gros d'égout a été très endommagé, dit-il. Je ne comprends pas une action si peu démocratique alors que le débat à l'Assemblée aura lieu cette semaine. Cette manifestation est d'autant plus incohérente que les travaux sur le site sont gelés depuis le 30 juillet dernier par décision du conseil des ministres. »

Derrière M. Paul Lalou, le maire (sans étiquette) et quelques conseillers municipaux, les écologistes, les membres du P.S.U., les Jeunes Agriculteurs et des gens du pays se sont regroupés pour se révolter :

« Jusqu'ici, on a pris les Mériidiens pour des cons, déclare M. Jacques Peltz, membre de la coordination régionale. Nous avons prôné la non-violence, mais manifestement elle ne pèse pas. A Plogoff, ils se sont battus pour obtenir satisfaction. Ici, au contraire, nous avons fait comme les Bretons. Le mouvement a été spontané. Nous sommes résolus aux pires extrémités et la centrale se fait. On nous a trompés. Nous avons voté à gauche contre le nucléaire. Aujourd'hui, Mitterrand fait le politique de Giscard. Nous n'avons plus qu'un espoir : Paul Quilès, le président de la commission de l'énergie. »

CATHERINE LAURENS.

• Paris : des « casseurs » au ministère... des transports

Organisée conjointement par le P.S.U., la Coordination nationale antinucléaire, le Mouvement d'écologie politique, la Ligue communiste révolutionnaire, l'Union des travailleurs communistes libérateurs et les Comités communistes pour l'autogestion, une manifestation contre le programme nucléaire gouvernemental a rassemblé, le samedi 3 octobre, vers 15 heures, environ trois milliers de participants sur la place de la Bastille, à Paris.

Derrière un large cortège portait la mention « Bûte un programme nucléaire ! Pour un vrai débat démocratique ! ». Le cortège devait se mettre en marche aux alentours de 15 h 30, empruntant successivement la rue Saint-Antoine, la place du Châtelet, le quai de l'Horloge, la rue des Saints-Pères et le boulevard Saint-Germain.

Le défilé aurait dû atteindre l'Assemblée nationale, lieu prévu pour sa dislocation, sans incident, si de deux à trois cents autonomes ne s'étaient mêlés au cortège. Les premiers accrochages se sont produits peu de temps après le départ devant le palais de justice, dont les abords étaient gardés par les forces de l'ordre. Aux cris de « Lâchez nos camarades ! » et « Mitterrand fasciste ! », les manifestants ont lancé divers projectiles sur les policiers, qui ont riposté par des larmes lacrymogènes. Un peu plus tard, une voiture de police allait avoir ses vitres brisées, boulevard Saint-Germain, tandis qu'un gardien de la paix à vélo-moteur était jeté à bas de sa machine.

Ces accrochages devaient conduire les organisateurs de la manifestation à ordonner vers 17 h 30 la dispersion, plus tôt prévu, à hauteur du carrefour boulevard Saint-Germain-rue du Bac. C'est à ce moment qu'un petit groupe d'autonomes allaient forcer les portes du ministère des

transports, au 245 du boulevard Saint-Germain. En quelques instants, le feu fut mis à une voiture stationnée dans la cour, des vitres étaient brisées.

Il a fallu, près d'un quart d'heure pour qu'interviennent deux voitures de sapeurs-pompiers et les forces de l'ordre, pourtant omniprésentes dans le quartier. Les « casseurs » avaient eu largement le temps de disparaître après avoir complaisamment posé pour les photographes.

Le calme revenait peu après, tandis que des patrouilles motocyclistes de gardiens de la paix sillonnaient en tous sens les 6^e et 7^e arrondissements pour dissuader d'éventuels manifestants de se regrouper. — J.-M. D.-S.

[A la direction de la sécurité publique (préfecture de police de Paris), on précise que si un délai d'environ quinze minutes s'est effectivement écoulé entre le début de l'incendie de l'automobile stationnée dans la cour du ministère et la venue sur place des forces de l'ordre, cela tient au fait que l'information concernant ces incidents n'est parvenue au P.C. des opérations que deux minutes après qu'ils eurent débuté.]

● Les achats d'« Espaces pour demain ». L'association Espaces pour demain a vient d'acheter à Saint-Dolay, dans le Morbihan, un site boisé menacé par l'installation durable de canavases. L'association veut ainsi attirer l'attention des pouvoirs publics et des collectivités locales sur le danger du « mitage sordide » des terrains non constructibles par des habitations mobiles ou provisoires qui finissent par s'installer définitivement sans aucun permis de construire. « Espaces pour demain » a déjà acquis ou reçu en donation depuis 1978 quatre terrains situés en Ile-de-France, en Gironde, dans les Côtes-du-Nord et en Dordogne.

Le Monde de la Musique
Télérama

Hugo Wolf, encore en vie pour le moment.

“Pour lire les villes, visitez ce livre.”

Ch. Moore G. Allen
L'architecture sensible
Espace, échelle et forme

Dunod Architecture et Urbanisme:
l'environnement mode d'emploi.

La Fnac fait le point sur la « chaîne audiovisuelle »

Le premier dossier complet sur les téléviseurs d'aujourd'hui pour demain

La Fnac fait le point sur la « chaîne audiovisuelle »

QUAND on achète aujourd'hui un téléviseur, il faut être conscient qu'il est déjà (et sera plus encore demain) le point central d'une véritable chaîne audiovisuelle.

On s'était habitué à lui pour voir France-Gallie en direct, les Dossiers de l'écran ou un Gabin de la bonne époque. Mais ce n'était là que premières armes et galop d'essai.

Déjà, en effet, on peut programmer quand on le souhaite une émission diffusée la veille ou six mois plus tôt. On peut voir tous les films, désormais vendus en cassettes vidéo et bientôt

en vidéodisques. On peut montrer aux amis ce qu'on été ses dernières vacances. On peut jouer aux échecs sans partenaire ou affronter un adversaire à des jeux d'adresse. On peut apprendre la grammaire ou le calcul, s'initier à l'informatique ou s'entraîner à la bonne gestion d'une entreprise. Et aussi bien se voir communiquer la dernière météo ou les derniers cours de la Bourse.

Mais ce n'est là qu'un début. Il est prévisible, et même sûr, que toute une part de notre vie très bientôt s'organiserait autour du téléviseur.

Cela valait de faire le point. Ne serait-ce que pour choisir aujourd'hui un téléviseur capable d'assumer toutes ses fonctions de demain.

C'est l'objet de cette plaquette de 32 pages. Où l'on trouvera (parmi bien d'autres sujets traités) une sélection Fnac de 20 téléviseurs qui, dès maintenant, sont tous conçus pour très bien accepter l'avenir.

4 ans de garantie Fnac pour 20 téléviseurs

هكذا من الأصل

NUMERO SPECIAL PARADOXES

ENGLISH

PEG

A PARIS

Un millier de personnes ont commémoré l'attentat de la rue Copernic

Un millier de personnes environ ont participé, dimanche matin 4 octobre, à une manifestation organisée devant la synagogue de la rue Copernic à Paris (16^e), un an après l'attentat commis le 3 octobre 1980, qui avait provoqué la mort de quatre personnes.

De nombreuses personnalités avaient répondu à l'appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.J.F.) et de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.R.A.). C'est ainsi qu'on notait la présence de M. Robert Badinter, garde des sceaux; Jacques Chirac, maire de Paris; Michel d'Ornano, ancien ministre, député (U.D.F.); Maurice Grimaud, directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur; René Sirat, grand rabbin de France; et son prédécesseur, Jacob Kaplan, Le président de la République, M. François Mitterrand, était représenté par un de ses conseillers, M. Jacques Attali, et par son chef d'état-major, le général Sautinier. Le cardinal Schönburn, président de la conférence épiscopale de France, était représenté par le père Dupuy.

Après un office célébré dans la synagogue et retransmis à l'émission par haut-parleur, M. Lucien Pinel, président de l'Union libérale israélite de France, a exprimé « l'émotion et la tristesse du souvenir » et a appelé la communauté juive à la cohésion et à la solidarité. M. Alain de Rothschild, président du C.R.I.J.F., invitait « à la lutte contre les nostalgiques

des fascismes de droite et de gauche » et contre « les pays qui arment les desperados terroristes ». A rendu hommage à « l'attitude exemplaire du peuple de France à la suite de l'attentat, attitude qui a mis en échec le projet d'isoler les juifs ». Il a également dénoncé « le parti pris de certains hommes politiques qui feignent d'ignorer les menaces mortelles contre l'état d'Israël ».

Après que le père Dupuy eut manifesté « la solidarité des catholiques français », le grand rabbin Sirat a lu un passage d'une prophétie d'Ezéchiel où il est dit notamment « l'esprit souffle sur les assassinés et ils vivront ». M. Pinel, entouré des porte-drapeaux des organisations de résistance et de déportés juifs, a ensuite déposé la plaque à la mémoire des quatre victimes, Jean-Michel Barbe, Philippe Bouillon, Edouard Lopez Fernandez et Aliza Shagrir, tous lors de l'attentat.

Après le kaddish, la prière des morts, rendue par une partie de l'assistance, le public, jusqu'au technicien à distance par un dispositif de sécurité renforcée, était admis à défiler devant la synagogue « pour un moment de réflexion ».

RELIGION

SUR LA PLACE SAINT-PIERRE A ROME Jean-Paul II a présidé sa première grande cérémonie depuis l'attentat du 13 mai

De notre correspondant

Rome. — Un système de sécurité exceptionnel avait été mis en place dimanche 4 octobre, pour la première réapparition en public de Jean-Paul II sur cette place Saint-Pierre où, le 13 mai dernier, il avait été victime d'un attentat. Arrivé en hélicoptère de sa résidence de Castelgandolfo, qu'il devait regagner dans la soirée pour y terminer un séjour qui durera probablement jusqu'à la fin du mois, le pape a célébré une longue messe de près de trois heures au cours de laquelle il a présidé les cérémonies de béatification de trois italiens et de deux français, Alain de Solminihac et Claudine Thévenet (1).

Services d'ordre peu habituels sur la place Saint-Pierre, où s'étaient rassemblés une foule de près de quarante mille personnes. En principe, le pape devant rester assez éloigné de la foule, il n'a pas parcouru la place en voiture ouverte comme il avait coutume de le faire. Une dizaine de « contrôles » avaient été installés autour de la place, filtrant les arrivants quelque peu surpris avec des appareils de détection d'objets en métal. De nombreux policiers en civil, dont des membres des brigades antiterroristes, se trouvaient dans la foule tandis que cinq cents agents en uniforme étaient placés aux points stratégiques de la

place. Des hélicoptères de la police survolaient la place, et les toits des maisons entourant Saint-Pierre avaient été minutieusement inspectés. Bien que ses médecins lui aient déconseillé de participer à une cérémonie aussi longue, alors qu'il est encore en convalescence et que les services de sécurité italiens et ceux du Vatican aient insisté sur « l'impossibilité » dans laquelle ils se trouvaient de garantir absolument sa sécurité, le pape tenait, en réapparaissant place Saint-Pierre, à souligner que les risques d'attentat ne le dissuaderaient en rien de remplir la tâche qu'il s'était fixée et ne troubleraient ses habitudes. A la fin de la messe, il est descendu de l'hélicoptère et s'est avancé dans la foule. Pour lui, comme pour les fidèles, le 13 mai était apparemment oublié.

PHILIPPE PONS.

(1) Alain de Solminihac (1930-1980) était un jeune homme d'origine bretonne, résident de Saint-Augustin quand il fut nommé évêque de Cabourg. Il entreprit la réforme de la liturgie de ce diocèse selon les directives du concile de Trente et dans la ligne spirituelle de saint Vincent de Paul.

Claudine Thévenet (1914-1980), Lyonnaise, a fondé la Congrégation des sœurs de Jésus-Marie, qui compte actuellement deux mille religieuses dans vingt-trois pays.

EDUCATION

UNE JOURNÉE D'ETUDE A MARSEILLE L'informatique à l'école : culture, outil ou discipline ?

De notre correspondant

Marseille. — Placée sous le signe de l'informatique et de la robotique, la cinquante-septième Foire internationale de Marseille — qui a eu lieu du 26 septembre au 2 octobre — a consacré une journée d'étude au thème « Informatique et robotique ». Chargé par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, d'établir, avec M. Yves Le Corre, président de l'université Paris-VII, un bilan des actions menées ces dernières années et de proposer des axes pour le développement de l'informatique dans l'enseignement, M. Claude Pail, président de l'Institut polytechnique de Lorraine et directeur du Centre de recherche en informatique de Nancy, a participé aux débats de cette journée.

Il apparaît que l'opération « Dix mille micros », qui prévoyait, à partir de 1979, l'équipement en micro-ordinateurs, d'ici à 1984, des mille deux cents lycées français, avec une norme de huit par établissement, n'a pas été conduite avec la rigueur nécessaire. Quatre cent seize machines ont été réparties de manière non homogène en 1979-1980 et, en 1980-1981, une deuxième tranche a permis d'équiper cent lycées français de manière homogène. Mais les stages de formation de deux jours, offerts aux enseignants volontaires, sont apparus nettement insuffisants, et il s'agit bien de former autre chose qu'un enseignant « pressé » de l'informatique, mais un enseignant capable de maîtriser l'outil, d'en tirer une réflexion pédagogique et d'établir avec les élèves une relation pédagogique nationale « logicielle » (que l'éducation nationale a baptisée diadectique).

Le ministre de l'éducation nationale a donc « gelé » l'opération et demandé à MM. Pail et Le Corre un bilan et des perspectives. Les premières conclusions de leur rapport ont convaincu M. Savary de combiner l'opération. Il a donc autorisé l'achat de mille deux cents ordinateurs, mais à condition que priorité soit donnée à la formation des enseignants.

Le nouveau plan d'introduction de l'informatique dans l'éducation nationale

ne devra répondre aux questions suivantes : l'informatique est-elle un outil pédagogique ou une science à enseigner ? Comment intégrer à un enseignement et à des programmes déjà lourds ce nouvel outil qui exige une longue préparation ? Il est évident que l'enseignement ne peut se contenter de reprendre les modèles du monde professionnel. Pour M. Claude Pail, l'informatique est à la fois une technique, un phénomène de civilisation, mais aussi une science (donc une discipline à enseigner) en même temps qu'un outil d'enseignement.

La priorité donnée à la formation des professeurs se concrétise d'une double manière. Au premier niveau, chaque fois qu'on équipe un établissement, une formation de quatre-vingt à cent heures sera offerte aux professeurs volontaires. Au deuxième niveau, il s'agira de donner une formation d'un an à ceux qui seront chargés de former les enseignants. Ces deux cent trente formateurs, qui recevront leur propre formation dans onze centres répartis dans toute la France, devront se montrer capables, en outre, d'encadrer la production didactique, une certaine normalisation étant apparue indispensable et l'on veut assurer une diffusion nationale.

On ne se cache donc pas les difficultés que présente l'introduction de ce qui est à la fois un outil et une discipline d'enseignement. Il y a beaucoup à inventer si l'on veut éviter, du côté des élèves, une certaine passivité ou l'acquisition d'un savoir ponctuel et stérotypé. M. Pail a annoncé l'ouverture de douze classes expérimentales au niveau

Le monde de l'éducation sent l'importance du phénomène et ne cherche pas à s'y soustraire. Mais, comme le fait remarquer M. Hélie Bessoloff, professeur à l'université Paris-VII, de nombreuses ambiguïtés persistent. Quelle est la priorité ? L'informatique-culture ? L'informatique-outil ? Ou l'informatique-discipline ?

JEAN CONTRUCCI.

SCIENCES

Le colloque national sur la recherche

LES ASSISES REGIONALES D'ILE-DE-FRANCE SE REUNIRONT LES 19, 20 ET 21 NOVEMBRE

Le colloque national sur la recherche va entrer dans sa phase publique. Les premières assises régionales se réunissent à Dijon les 8 et 9 octobre prochains. Des assises similaires auront lieu dans chaque région en octobre et novembre et des journées nationales clôtureront cette vaste consultation sur la recherche, du 18 au 20 janvier 1982, à Paris.

En raison de son poids dans l'activité de recherche — 60 % de l'ensemble — la région parisienne a été coupée en trois. Les 19, 20 et 21 novembre auront lieu simultanément les assises Ile-de-France Nord à la maison de la culture de Bobigny (Seine-Saint-Denis), les assises Ile-de-France Centre à Sorbonne, les assises Ile-de-France Sud au centre universitaire d'Orsay (Essonne).

Les présidents de ces assises, respectivement MM. Marcel Jozefowicz, professeur à l'université Paris-XIII (Villetaneuse), Jean-Louis Malgouyres, professeur à l'université Paris-VII (Jussieu), et Pierre Noël, sénateur de l'Essonne (P.S.), ont souligné l'originalité de cette démarche de vaste consultation nationale de destin à préparer une loi de programmation de la recherche. Ils ont indiqué que la consultation des chercheurs est déjà bien engagée, celle des industriels et des autres forces vives de la nation, un peu moins.

L'accent américain.

Apprenez l'anglais américain.

Cours d'adultes et d'enfants. Nouveau cycle : 14 septembre.

USA LANGUAGE

1, place de l'Odéon
75006 Paris - 634.1610

JUSTICE

TOUS LES INCULPÉS DU HOLD-UP DE CONDÉ-SUR-ESCAUT ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE ORDONNANCE DE MISE EN LIBERTÉ

Les trois derniers détenus inculpés dans l'affaire du hold-up de Condé-sur-Escaut (Nord), qui rapporta 16 millions de francs en 1979 à ses auteurs, ont bénéficié, samedi 3 octobre, d'une ordonnance de mise en liberté pour « raison médicale ». Ces trois personnes sont : M. Raymond Delgado, trente-deux ans, Floreal Cuadrado, trente-cinq ans, et Werner Wittmann, trente-quatre ans, ressortissant de la République fédérale d'Allemagne. Ces militants libéraux observaient une grève de la faim depuis le début du mois de septembre. En raison de mandats d'arrêt délivrés à leur encontre dans le cadre d'une autre affaire, les trois inculpés demeurent toutefois pour l'instant détenus.

Le 30 septembre, M. Jean-François Sancel, juge d'instruction à Valenciennes, avait ordonné la mise en liberté de MM. José de Miguel-Martin, Franco Pina et Enrico Bianco. Les deux derniers, faisant l'objet d'un « score extra-

ditionnel », l'hôtel ayant demandé leur extradition, sont restés en prison. Le 2 octobre, le magistrat instructeur a mis en liberté Mme Oriane Marchionni, de nationalité italienne.

En trois temps, le tribunal de grande instance de Valenciennes a donc ordonné la mise en liberté des sept inculpés détenus dans l'affaire du hold-up de Condé-sur-Escaut. Ces mises en liberté — théoriques pour cinq d'entre eux — n'ont certes pas le goût ni le poids, d'une amnistie telle que celle votée par l'Assemblée nationale le 4 août. Elles n'apaisent cependant des hommes qui furent enquis de ce que la cour de sûreté de l'Etat, instruisant le dossier depuis de longs mois, n'en soit dessaisie le 24 juillet, à la veille de sa disparition.

On ne peut toutefois négliger que cette suite de décisions judiciaires, dont le prétexte n'est pas la cohésion, est précédée et accompagnée de multiples « actions » de militants libéraux. Rappelons notamment une manifestation animée devant le palais de l'Élysée, l'occupation du restaurant la Tour d'Argent, du « Quotidien de Paris » et de l'émission France-Press. Politiquement raisonnable, la conclusion provisoire apportée à l'affaire de Condé-sur-Escaut — en attendant un éventuel procès — n'est donc pas exempte de contradictions judiciaires. Le premier dans-pas est sans conteste d'avoir voulu, au dernier moment, écarter des militants politiques considérés comme tels, gangsters à leurs heures, du bénéfice de l'amnistie.

UN DOUANIER FRANÇAIS TUE UN MALFAITEUR ALLEMAND

Belfort. — Un ressortissant ouest-allemand, Wolfgang Schramm, trente-sept ans, a été tué, vendredi soir 2 octobre, par un douanier au cours d'un contrôle d'identité, au poste-frontière désaffecté du ponton de Bure-Aux-Bois (Territoire de Belfort). Les deux personnes qui l'accompagnaient, également de nationalité ouest-allemande, Helmut Derks, quarante-cinq ans, et Wolf Schramm, trente-cinq ans, ont été écrouées pour infraction à la législation sur les armes et pour contrebande.

Les trois hommes venaient de Suisse. Ordonnés à un véhicule retrouvé sur un parking de Monbéliard, les occupants établirent que la victime et une autre personne ont séjourné dans cette ville du 21 au 30 septembre. Un important matériel photographique a été découvert dans cette voiture. On ignore ce que venaient faire dans la région les trois hommes fichés à Interpol et connus pour être trois gangsters ayant déjà purgé des peines de prison. L'hypothèse d'un enlèvement apparaît pour l'instant comme la plus plausible. — (Corresp.)

● L'affaire du Palm-Beach. — M. Albert Béraud, directeur adjoint des jeux du Palm Beach de Cannes, a été remis en liberté vendredi 3 octobre. Les deux autres dirigeants de ce casino, MM. Yves de Polix et François Moraglia, restent incarcérés.

ÉTUDIANTS

vos livres moins chers

Demandez notre catalogue rentrée 1981

Médecine □ Sciences □

COOPÉRATIVE UNIVERSITÉ-CLUB

121, boulevard Saint-Michel
75005 Paris

UN DÉTENU FAIT LA GRÈVE DE LA FAIM DEPUIS LE 14 AOÛT

Une nouvelle fois, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Reims a examiné, samedi 3 octobre, une demande de mise en liberté formulée par M. Sylvie et Jean-Benoît Zimmermann, du barreau de Paris, et M. Xavier Colomes, du barreau de Troyes, en faveur de M. Jean-Noël Watin, trente-deux ans, mécanicien-auto et caissier, inculpé de meurtre et écroué depuis octobre 1979. En grève de la faim depuis le 14 août, Watin, qui reçoit chaque jour une alimentation synthétique qui permet une rénutrition progressive, observe aussi une grève de la soif depuis peu. Avant de rendre son arrêt, la chambre d'accusation a chargé un médecin d'une expertise.

Depuis le début de l'instruction, terminée le 17 septembre 1981, les rapports entre la défense et les magistrats, notamment Mme Marie-Pierre Peyron, juge d'instruction à Troyes, ont apparemment été tendus. L'inculpé, pour sa part, a constamment protesté de son innocence, niant avoir « vidé » André Bierre, la victime, de la boîte de nuit La Macivelle, à coups de fusil. M. Watin, qui assumait dans cet établissement la fonction de caissier, déclare simplement avoir fait partir André Bierre, ancien employé de La Manivelle, à coups de manche de pioche après avoir été agressé. Avant de mourir, quelques heures plus tard, à l'hôpital de Troyes, André Bierre avait dit à un enquêteur, en s'exprimant difficilement, car il était atteint notamment de trois balles à l'abdomen : « C'est le caissier, également vider, en tout cas ce gars fait partie de la nouvelle équipe de La Macivelle. C'est un petit, il est brun ou blond ».

DÉFENSE

M. LEMOINE APPROUVE LA RÉORGANISATION DES RÉSERVES ENTREPRISE EN 1976

Les officiers de réserve doivent être, au sein d'une population informée des questions militaires, le lien entre la nation et son armée. C'est ce qu'a déclaré, samedi 3 octobre, M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat à la Défense, devant un millier d'officiers de réserve, réunis au camp de Satory, près de Versailles, en présence du général Jeanmon Lacaze, chef d'état-major des armées, des trois chefs d'état-major des armées de terre, de mer et de l'air.

« Il faut, a dit M. Lemoine, que l'armée d'active puisse se démultiplier et être en mesure de montrer que nous sommes, à tout moment, capables de faire face aux menaces que devront affronter notre pays ».

M. Lemoine a rappelé à ce sujet que la réorganisation de l'appareil militaire, en 1976, avait été entreprise pour mieux répondre au fait que « si la dissuasion est le fondement de notre politique de défense, la complémentarité des forces nucléaires et des forces classiques doit en assurer la crédibilité ». Le secrétaire d'Etat a précisé que sur 60 000 officiers de réserve, 26 000 ont reçu une affectation de défense et que 53 000 sur 242 000 sous-officiers connaissent — dès le temps de paix — leur mission. Sur 2 700 000 Français mobilisables, 245 000 seulement seraient appelés si un conflit survenait.

POUVOIRS

1981

le pouvoir dans l'Église

des pouvoirs	g. de fois
une hiérarchie	h. chaigne
le pape	e. poulat
le vatican	j. gaudemet
lobbys	a. vailet
contrôle	p. valdrini
épiscopats	ph. Laurent / j. gollard
devenir évêque	j. L. harouel
ordres religieux	r. souillard / L. moulin
laïcs	ph. wernier
femmes	m. a. néral / a. daniels
sécurité sociale	L. laot

Publié avec le concours du C.N.R.S.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ENGLISH for BUSINESS

LONDON & PARIS

COURS D'ANGLAIS INTENSIF GENERAL ET COMMERCIAL
COURS SPÉCIAUX - NOËL, PÂQUES ET VACANCES D'ÉTÉ
COURS POUR LES EXAMENS DE CAMBRIDGE
"FIRST" et "PROFICIENCY"
"DATA" STAGES HAUTEMENT SPÉCIALISÉS
Admission au Diplôme d'Études Supérieures Européennes

PEC MAYFAIR INSTITUTE

148 RUE DE CHEVILLY 94200 L'HAY LES ROSES
PARIS 687 3210 TELEX 201388
41 CHARLES STREET MAYFAIR LONDON W1
LONDRES 493 3434 TELEX 287912

P.E.G. CENTRE PRIVÉ DE FORMATION depuis 1952

RESTEZ JOIGNABLES !!!
DÉTOURNEURS D'APPEL

de fabrication française
transposent tous vos appels
immédiatement
dans le monde entier

au prix exceptionnel de

1.100 f. T.T.C. — port

Garantie 1 an pièces et M.O.

TELEPHONIE MODERNE

28, rue Roger Salengro
37000 Tours

phone (47) 64.24.80

telex 750 289 code 84

Materiel non agréé par les P.T.T.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE,
EXPORTATEURS, INVESTISSEURS
Votre siège
à Paris, Londres, Jérusalem
de 130 à 350 F par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 85 bis, rue du Louvre
75002 PARIS
TEL. 206.41.12 +

EXPRESSION EN GROUPE
Durée : 2h30
à 3h00
du 10 au 17 octobre
Pour avoir un programme détaillé
des stages organisés, ou inscrire
des personnes à ces stages, il suffit
d'écrire ou de téléphoner à
CSP
Communication
Structure - Perfectionnement
66 RUE LAFAYETTE 75009
PARIS - Tél. 246.89.99/57.37

SOCIÉTÉ

APRÈS LA PARENTHÈSE DE L'AMNISTIE

Les objecteurs et insoumis déçus par l'attitude du gouvernement

La trêve accordée par la loi d'amnistie à tous les réfractaires à l'armée, insoumis et objecteurs insoumis (1) aura été de courte durée : beaucoup avaient à nouveau reçu des ordres de route pour se présenter avant le 1^{er} octobre aux centres de sélection de l'armée. La plupart ne s'y sont pas rendus et seront donc à nouveau, huit jours après la convocation, considérés comme « en situation irrégulière ».

M. Charles Hernu, ministre de la défense, n'a jamais, pour l'instant, malgré les prérogatives qu'il possède, dispensé aucun réfractaire à l'armée du service militaire. Ses seules interventions ont été pour les objecteurs qui, n'ayant pas obtenu le statut de la commission juridictionnelle (C.J.) attendaient emprisonnement insoumis le résultat de leur recours devant le Conseil d'Etat, instance d'appel de la C.J. Le parti socialiste a toujours demandé, en effet, que de tels recours soient suspendus. Ainsi Patrick Nèrestant a pu, grâce au ministre de la défense, attendre libre la décision du Conseil d'Etat. Sans grand espoir pour tant : en l'état de la jurisprudence, le Conseil confirme les décisions de refus de la commission.

Ainsi, comme en 1974, les seules exemptions accordées seront attribuées pour raisons médicales (essentiellement psychiatriques) à quelques insoumis dont l'armée elle-même ne tient pas à s'embarasser. Ce fut le cas au mois d'août de Patrick Gervasoni, 18 ans, dont le 10-17 août, qui, un peu rapidement, voyait dans cette décision, au lendemain de sa libération, la reconnaissance par le nouveau gouvernement de ses idées — ce qui lui valut immédiatement un communiqué officiel rappelant le motif strictement médical de cette exemption.

Au printemps

Un texte nouveau sur l'objection de conscience devrait être proposé à la session parlementaire de printemps. Il apportera indubitablement dans l'entourage de M. Hernu, trois changements au statut actuel : un assouplissement des conditions d'attribution, qui n'était pas jusqu'à

l'octroi automatique de ce statut ; une réduction de la durée du service civil, qui resterait tout de même supérieure au service ordinaire, et l'élargissement des affectations possibles, qui déchargerait le ministère de l'agriculture de la gestion des objecteurs de conscience. Toutes choses, précise-t-on, qui s'accompliraient d'un « contrôle renforcé » de ce service civil.

Mais d'où le vote de ce texte, aucune mesure transitoire n'est prévue. La loi actuelle, celle d'avant le 10 mai, s'appliquera toujours avec la même rigueur, comme le montre le cas exemplaire de Patrick Natter, incarcéré actuellement à la caserne de Morhange (Moselle). Cet objecteur insoumis ne doit pas être libéré, puisque les faits d'insoumission qui lui sont reprochés sont postérieurs à la loi d'amnistie et qu'il n'a pas exercé, pour l'instant, de recours contre la décision de refus de la commission juridictionnelle. Le juge d'instruction du tribunal des forces armées a pu ainsi lui annoncer que, les « tarifs » n'ayant pas changé, il risquait toujours deux ans de prison.

D'autres déjà ont été condamnés. Dans une lettre ouverte au ministre de la défense, M. D'Ornano, commissaire en chef de la marine, écrit : « La grande machine militaire dont la charge vous est désormais confiée fonctionne. Un de vos T.F.F.A. o condamnés le 23 juin, quelques jours après l'été, à dix-huit mois de prison ferme trois jeunes hommes qui refusaient de porter l'uniforme mais dont, avec une objectivité que leur fait honneur, le commissaire du gouvernement comme le président du tribunal se sont plu à reconnaître la haute moralité, l'esprit pacifique et l'absence de velléité anarchiste. » Seul changement en vue, les

Cette promptitude avec laquelle l'armée les a à nouveau convoqués ne leur permet d'espérer ni exemption de fait du service national, comme le demandaient les militants d'« Avis de recherche », la revue des insoumis, ni examen de leur situation à la lumière d'un texte nouveau sur l'objection de conscience, prévu pour le printemps, comme le souhaitent les objecteurs du mouvement O.P. 20, qui se sont réunis à Paris les 3 et 4 octobre.

peines pourraient être infligées désormais par des tribunaux ordinaires puisque le projet de loi portant suppression des T.F.F.A. devrait être voté, indique-t-on au ministère de la défense, durant cette session parlementaire.

« Pouvoir oblige »

« Pourquoi un gouvernement qui a eu le courage de rendre le Larzac aux paysans, de libérer Muret, de réintégrer le juge Bidault, d'abolir la peine de mort, devient-il aussi étrangement omniscent quand il s'agit d'objecteurs de conscience ? interroge M. Daniel Gaillard, un pasteur qui coordonne le comité de soutien aux objecteurs de conscience du Haut-Rhin et demande la libération de Patrick Natter. Il faut des gens capables de résister à la loi de 1971, il faut en attendant suspendre toutes poursuites contre les objecteurs insoumis malgré eux. Le désarroi gagne les militants de gauche du Haut-Rhin. » Une délégation officielle du parti socialiste de ce département, conduite par M. Jean-Marie Bockel, député, devrait tenter de faire part de ces préoccupations à M. Charles Hernu et à M. Lionel Jospin.

La déception est grande aujourd'hui chez tous les réfractaires à l'armée : « On est à nouveau face aux militaires, on va vers l'offrontement mais désormais à risque découvert », indiquent les militants d'« Avis de recherche » décidés à distribuer devant les casernes leur journal toujours interdit par l'armée. Les membres du mouvement O.P. 20 parlent de « passionné mais réaliste du réfractaire », « il semble bien, disent-ils, que le gouvernement ne s'embarasse plus aujourd'hui des considérations qui l'avaient avancées alors le parti socialiste et préfère se

railler — pouvoir oblige — au principe de répression en vigueur sous le précédent septennat. » Le ton s'est nettement durci chez certains objecteurs qui, comme ceux de Lyon, dénoncent même la démarche jugée par trop réformiste et trop juridique du mouvement O.P. 20.

« La pseudo-amnistie des réfractaires à l'armée, déclarent les objecteurs de Lyon, montre bien la volonté du pouvoir et de l'armée de continuer à nous criminaliser. Face à cela et contrairement à certains O.P. 20, nous pensons que nous n'avons rien à négocier. Pour qu'il y ait négociation il faut qu'il y ait des concessions à faire des deux côtés. Or le gouvernement socialiste s'est clairement prononcé contre l'acceptation de demandes collectives, ce qui reste notre base minimum — des demandes collectives qui, si elles étaient acceptées, supposent que le gouvernement accepte le caractère automatique de l'attribution du statut d'objecteur. »

Le pouvoir n'a certainement pas fait de l'objection de conscience une de ses priorités. Les réfractaires à l'armée en ont aujourd'hui conscience. Reste une incertitude : leur capacité à mobiliser plus des deux cents militants actifs qui forment actuellement la base de mouvement qui, à la fin du septennat précédent, connaissaient une période de déclin évidente.

NICOLAS BEAU.

(1) Sont « insoumis » ceux qui refusent tout service civil ou militaire. Sont « objecteurs-insoumis » ceux qui ont fait la demande du statut d'objecteur et qui s'étant vu opposer un refus par la commission juridictionnelle, ont persisté dans leur refus d'accomplir leur service militaire.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

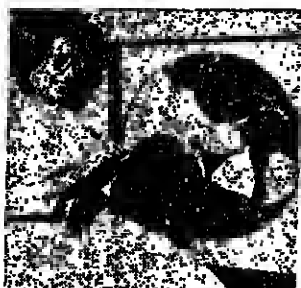
L'EXPERIENCE
Depuis 18 ans, les spécialistes EUROCAP des soins du cheveu ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu manqué.

DES SYMPTOMES
Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu irrité ou tendu, des cheveux gras, secs, cassants, etc. Ce sont là des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS
Pour avoir une belle chevelure, il est important de la soigner. La négligence en ce domaine est une chose qui se paye tôt ou tard. Nos instituts, par des traitements spécifiques, sont en mesure d'agir vite et durablement.

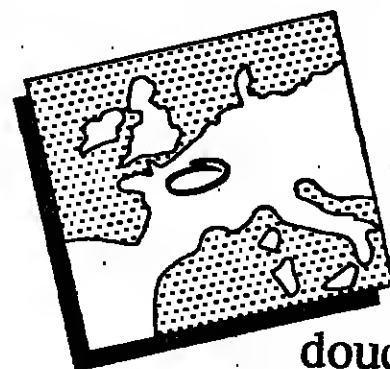
L'AVIS D'UN SPECIALISTE
Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de nos instituts.

EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS. Tél. : 260.38.34, et à BORDEAUX - LILLE - LIMOGES - LYON - MULHOUSE - NANCY - NANTES - REIMS - RENNES - ROUEN - TOULON - TOULOUSE.



sinon jour sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous. UN SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Adressez-vous sans tarder à l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP.

“La Lorraine, j'y crois.”



J'y crois. Acte de foi. Pari engagé avec l'avenir. L'avenir de la Lorraine. C'est-à-dire des Lorrains. La Lorraine. Verte et douce. A découvrir. A vivre.

La Lorraine. Une population jeune, active, déterminée. Un secteur universitaire de très haut niveau. Un appareil exemplaire de formation initiale. Une formation continue active.

La Lorraine 81. Des atouts. Plus, une volonté. Celle des chefs d'entreprise

qui projettent, avancent, progressent, réalisent, réussissent.

Une volonté incarnée dans l'Association pour la Promotion de la Lorraine. Des hommes qui ont décidé de prendre leur avenir en main. Et qui sont bien décidés à aider de toute leur expérience, de tous leurs moyens, ceux qui ont envie avec eux de venir en Lorraine. D'y vivre. D'y entreprendre. D'y réussir.

Association pour la Promotion de la Lorraine.

Les moyens de gagner.

9, place de la Préfecture - 57034 METZ, Cedex



هكذا من الأصل

Maternité et travail

La dévalorisation des certificats médicaux

LANCEL
CONSEIL
Listes de Mariage
PLACE DE L'OPÉRA - PARIS - TÉL. 742.37.29.

COMMUNICATION

LES TÉLÉVISIONS ÉTRANGÈRES FACE AU POUVOIR

Aux États-Unis : d'abord faire du dollar

Si en Grande-Bretagne le seul moyen de pression dont dispose le pouvoir est de refuser le rattachement de la télévision, en Allemagne fédérale les conseils de surveillance des établissements de radio et de télévision sont d'ailleurs des champs de bataille où s'affrontent les partis politiques (« le Monde » des 29 septembre et 1^{er} octobre). Quel est-il aux États-Unis ?

« La télévision commerciale gaspille tout d'argent à faire le pire qu'elle peut se permettre de faire le mieux », nous disait récemment M. Fred Friendly, aujourd'hui professeur de journalisme à l'université de Columbia. Fred Friendly, dans le paysage audiovisuel américain, est une figure. On a pour lui le respect des pionniers et cette admiration teintée d'agacement que suscitent les esprits libres. Il créa, dans les années 50, avec Edward R. Murrow, des émissions comme « See it now » et « CBS reports ». Le reportage que les deux journalistes réalisaient en direct lors du procès d'Anne Lee Moes, accusée d'espionner le Pentagone pendant la période de chasse aux sorcières, est entré dans les annales. Ces images, en leur temps, discréditèrent le maccarthysme.

M. Friendly est encore celui qui, en 1967, publia un livre expliquant la démission du poste de président de CBS-News : la direction de la chaîne avait refusé son idée de retransmettre en direct, l'après-midi, les débats de la commission d'enquête sur le Vietnam. La raison ? Il était exclu de ne pas diffuser « I love Lucy », le feuilleton prévu à cette heure où les « soap operas » font monter les indices d'écoute. La raison, donc : l'argent.

M. Friendly rappelle aussi que CBS, ayant eu connaissance des documents du Pentagone avant que le New York Times ne les publie, avait préféré ne rien faire. Il est sans indulgence, et cependant ne conçoit pas de moins mauvais systèmes. Il croit au pouvoir de la télévision américaine. Comme n'importe quel citoyen de ce pays, il n'imagine même pas que les responsables des chaînes de radio et de télévision soient désignés par le gouvernement et encore moins qu'ils changent quand se renverse la majorité politique. Au pays de la libre entreprise, le système audiovisuel obéit aux seules lois du commerce, du divertissement et du journalisme.

La télévision est une industrie, un business, où toutes chaînes confondues, s'efforcent chaque année d'un chiffre d'affaires de 9 milliards de dollars provenant des recettes de la publicité (1). Networks (réseaux) ou stations locales, les chaînes de télévision sont des sociétés commerciales, elles appartiennent à leurs actionnaires. Pour la plupart cotées en Bourse, elles publient leurs comptes. On mesure à part le cas des chaînes publiques qui fonctionnent, celles-là, sans ressources publicitaires. Il suffit de pénétrer dans les locaux de WETA-TV à Washington, de N.G.B.E. à Boston, ou encore de visiter la plus grosse chaîne publique d'Amérique, WNET (la chaîne n° 13 à New York), dans le non-commercial, les murs sont moins reluisants, les bureaux moins prestigieux, les salaires plus modestes. Mais là aussi, même si les subventions fédérales et les souscriptions auprès du public

constituent la plus grosse part des ressources, on retrouve, sous d'autres formes, l'argent privé. « Cette émission a été produite grâce aux dons d'Essex, de Bell System et de la Corporation for Public Broadcasting ». Voilà ce que l'on peut lire au générique du fameux magazine de la chaîne 13, le MacNeil-Lehrer Report.

La composition des conseils d'administration de ces institutions à but non lucratif que sont les chaînes publiques doit être approuvée par l'État dans lequel est situé l'émission. Le contrôle s'arrête là. Il ne pèse jamais sur le contenu des émissions. Il pour-

rait, hélas ! devenir plus radical si, comme dans tout le secteur culturel, l'administration Reagan continuait à coopérer les crédits accordés aux chaînes publiques. Ces stations étaient déjà menacées par la prolifération des réseaux câblés payants — autre alternative à la télévision commerciale pour laquelle 20 millions de foyers américains ont déjà opté — elles en sont maintenant à licencier des collaborateurs. Donc, c'est vraiment en marge de ce qu'est en réalité la télévision américaine — une télévision de profit — que le « pouvoir » peut agir. Selon qu'il accorde ou non des moyens.

une question. La seconde impose d'accorder un temps d'attente égal aux tendances ou partis minoritaires.

Les mérites et les inconvénients du contrôle de l'« objectivité » font, ces derniers temps, l'objet d'un vaste débat. Les multiples organisations d'usagers sont attachées à la surveillance exercée par la F.C.C. Ainsi, le Comité national des citoyens pour la broadcasting (N.C.B.) lutte à la manière d'un lobby pour que soit garanti l'accès aux antennes des divers courants d'opinion. Le nom de Raif Nader est associé aux actions de ce groupe de pression, dont la force n'a rien à envier à celle des tenants de la « majorité morale » recommandant, et obtenant, la suppression, aux heures d'écoute familiale, des émissions à base de sexe et de violence.

À l'opposé, l'Association nationale des broadcastings (N.A.B.) souhaite la disparition d'une réglementation dont les relents liberticides s'accroissent mal avec l'esprit du premier amendement à la Constitution, instituant la liberté d'expression.

Les cas d'intervention de la F.C.C. au nom de la « fairness doctrine », sont néanmoins très rares. On cite, en « exemple », le droit de réponse obtenu par la firme Kaiser Aluminum, qui, après avoir été mise en cause en avril 1980 dans une émission de la chaîne A.B.C., a pu faire diffuser, six mois plus tard, un document rectificatif d'une durée de quatre minutes.

La « fairness doctrine », érigée en méthode de travail, éveille d'autres critiques : bien souvent, les équipes de télévision recherchent à tout prix un « deuxième point de vue », qui, parfois, n'est pas. Ce réflexe conditionné peut amoindrir la force du reportage ou aboutir à des arguties artificielles.

La règle de l'« equal time », moins interiorisée est sujette, elle, à des interprétations diverses. En temps de campagne électorale, elle est purement et simplement abolie. Le Congrès en vote régulièrement la suspension temporaire (puisque serait impossible de donner le même temps à cent candidats potentiels). Ce qui donne lieu à un contrôle plus strict, c'est le temps de publicité acheté par les candidats, depuis la loi de 1974, bénéficiant de subventions fédérales pour se « positionner » entre telle réclame de shampooing ou de dessert surgelé (le Monde du 15 octobre 1980).

Il est plus aisé de parler du pouvoir par rapport à la télévision que des moyens du pouvoir sur la télévision. Aux États-Unis, les hommes politiques — planifiant leur emploi du temps en fonction des télévisions — s'adaptent aux desiderata des journalistes. Ces derniers ont pour rôle de révéler et non point de retransmettre. Ils sont des associés vivants. On aménage leur confort matériel à l'intérieur de toutes les institutions. Ainsi, la Maison Blanche est reliée directement par câble aux sièges des trois networks : de là, provient près de 40 % de l'information. Le leitmotiv est : « Que ne dire le président ? », et le principe d'aller déjouer ses dires en interviewant les représentants du Congrès qui — séparation des pouvoirs oblige — ont pour coutume de ne pas se taire.

Le seul droit du président est

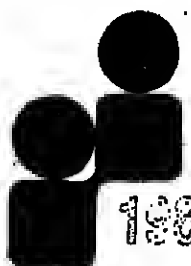
d'apparaître sur les écrans quand il a besoin de s'adresser à la nation (il négocie alors avec un comité des trois networks l'heure et la durée de son intervention). Le président Nixon utilisait beaucoup la télévision. Le président Carter aussi, qui s'arrangeait souvent pour ne donner certaines informations que trop tard dans la journée par rapport aux horaires des journaux télévisés, empêchant ainsi la diffusion immédiate de commentaires. Ronald Reagan, lui, est plus modéré et son administration semble déployer des trésors de bienveillance à l'endroit des journalistes, auxquels elle s'efforce de plaire.

Cependant, « le journaliste en tant qu'individu solitaire n'existe pas dans les chaînes de télévision américaines : l'information confiée à la responsabilité du producteur (le producteur) est un travail collectif. En cas de mécontentement, les responsables politiques ne peuvent viser nommément une personne. Ils se portent à une organisation entière.

Les corps de téléphone ? Les pressions ? Les sollicitations ? Tout cela existe. John Chancellor, présentateur vedette de N.B.C., nous a cité le cas d'une communication où le président Carter entendait lui livrer des informations « off the record ». « Nous nous méfions de pareilles confidences », dit John Chancellor. Il nous revient en preuve de décider si un reportage met ou non en danger la sécurité nationale. Les seuls cas où nous choisissons de faire silence sont ceux où les vies humaines sont en danger. » De Dan Rather, son homologue à CBS, à Pierre Salinger, correspondant de A.B.C. à Paris, tous ont confirmé ce sentiment d'indépendance. Face au gouvernement, et face aussi aux sponsors : « Nous n'avons pas l'habitude de connaître des spots publicitaires qui sont diffusés au cours des journaux », répètent-ils.

Ce qu'ils savent cependant très bien, trop bien, c'est que, avec « les informations » et leur cortège de publicité, toutes les chaînes gagnent des sommes sans cesse croissantes. Aussi ne s'étonnent-elles pas que le temps consacré aux « news » s'allonge de plus en plus. Les budgets autonomes des divisions de l'information avoisinent dans les networks les 200 000 millions de dollars. Dollars à faire fructifier : un point en plus dans les sondages (représentant deux millions trois cent mille foyers supplémentaires) rapporte 7 millions de dollars par an. Alors on soigne la mise en scène des journaux, alors surtout on recrute moins dans la presse écrite que sur le marché de ces reporters dont l'apparence convient aux « dévotion » — répertoriés et analysés — des téléspectateurs. Alors, CBS, aujourd'hui, demande à Walker Cronkite de sortir de temps en temps de sa retraite, pour revenir à l'écran où Dan Rather, malgré son « profil », n'a pas maintenu la performance : plaisir chaque soir à 50 millions de citoyens.

MATHELDE LA BARDONNIE.
FIN



EFFICACITÉ DE L'ENTREPRISE ET GESTION SOCIALE

1982-1985 : ATOUTS, ENJEUX, RISQUES

13 et 14 octobre 1981, Paris, Palais des Congrès

Troisième Symposium de Prospective Économique et Sociale appliquée à l'Entreprise

Cette rencontre constituera l'un des événements de la rentrée économique et sociale face aux incertitudes et aux nouveaux choix stratégiques. Membres du Gouvernement, chefs d'entreprise, syndicalistes, responsables politiques, experts, confronteront leurs analyses, leurs expériences, leurs points de vue sur l'entreprise de demain.

MARDI 13 OCTOBRE

FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX

Jean AUROUX, Ministre du Travail

Jean-Pierre AUDOUR, Président-Directeur Général d'ECOM, Président du Réseau International UNIVAS

Claude BEBEAR, Directeur Général des MUTUELLES UNIES

Gilles BRAC DE LA PERRIÈRE, Président-Directeur Général de la SOCIÉTÉ LYONNAISE de Dépôts et de Crédit Industriel

Jacques PLASSARD, Économiste, Directeur Général de REXECO

METTRE EN PLACE UN PLAN DE PROGRÈS POUR DÉVELOPPER LES HOMMES, L'EFFICACITÉ, LA QUALITÉ ET L'INNOVATION

Trois ateliers se dérouleront simultanément :

Carrefour 1 : Définir des stratégies de performance dans une conjoncture difficile.

Carrefour 2 : La gestion prévisionnelle des emplois dans l'entreprise et dans son environnement.

Carrefour 3 : Développer l'efficacité de l'entreprise au niveau de chacun : comment ?

MERCREDI 14 OCTOBRE

NOUVEAUX POUVOIRS, NOUVEAUX COMPORTEMENTS

Débats animés par Gérard CARREYROU, Rédacteur en Chef d'Europe N° 1

Régionalisation et décentralisation : quelles conséquences ?

Françoise GASPARD (PS), Député-Maire de Dreux

Olivier GUICHARD (RPR), Président du Conseil Régional des Pays de la Loire

Pierre LALUMIÈRE (Ministère de l'Intérieur), Délégué à la Décentralisation

Bernard STASI (CDS), Président du Conseil Régional Champagne-Ardenne

Michel PEZET, Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Positions et orientations des syndicats

André BERGERON, Secrétaire Général de Force Ouvrière

Jean KASPAR, Membre du Bureau National de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Jean MENU, Président de la Confédération Générale des Cadres

Alain OBADIA, Secrétaire Général Adjoint de l'UGICT (CGT)

Assurer la réussite et le devenir des entreprises

Yvon CHOTARD, Vice-Président du Conseil National du Patronat Français (CNPF), Président de la Commission Sociale

DÉVELOPPER LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE, ASSURER LA COHÉRENCE ENTRE CHOIX INDUSTRIELS ET CHOIX HUMAINS

Débats animés par Michel TARDIEU, Directeur de la Rédaction du « Nouvel Économiste »

Georges CHAVANES, Président-Directeur Général de LEROY-SOMER

Michel CROZIER, Directeur du Centre de Sociologie des Organisations (CNRS)

Bernard DENOIX, Directeur Général Adjoint de la Compagnie IBM-France

Olivier DESFORGES, Président-Directeur Général d'OLIVIER DESFORGES

Roger FAUROUX, Président-Directeur Général de la Compagnie de SAINT-GOBAIN

Philippe NOCTURNE, Président-Directeur Général de COLLARD ET TROLLARD, Vice-Président du Centre des Jeunes Dirigeants (CJD)

Conclusion du symposium

Pierre DREYFUS, Ministre de l'Industrie, représentant le Premier Ministre

Renseignements et inscriptions :
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
25, rue François-I^{er} - 75008 Paris - Tél. 723.72.94

Le Monde de la
MUSIQUE
télérama

Les classiques en toc démasqués.

هكذا من الأصل

VOIR

Le Monde ECONOMIE

Le secteur public à l'étranger

Les nationalisations ne s'exportent pas. De l'expérience de six pays étrangers et voisins — l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche et la Suède — qui ont peu ou prou un domaine public, il est néanmoins permis à la France de tirer quelques leçons à l'aube d'une nouvelle donne.

La présentation de ces expériences fait sans doute ressortir davantage les

disparités que les ressemblances, sauf la nécessité pour l'Etat de posséder les moyens mêmes de son existence : l'énergie, les transports et les télécommunications. Le plus souvent c'est l'histoire, et non l'idéologie, qui a imposé sa marque au secteur public : le nazisme pour l'Allemagne fédérale et aussi l'Autriche, le fascisme en Italie, ont laissé un héritage que les démocrates ont dû gérer.

Ailleurs, si la griffe du temps existe aussi, comme en Espagne, c'est plutôt un souci de reconstruction ou de sauvetage qui a présidé à l'élargissement du secteur public. Ce fut le cas en Grande-Bretagne et en Suède. Diversité des origines, diversité également des finalités : le profit contre-Rhin, l'emploi sur les bords du Danube. Dissemblance quant au mode de gestion :

ici rassemblement autour d'un pilote, là autonomie des firmes.

Paradoxe enfin : la nation qui fut le plus longtemps socialiste a aussi été la moins nationalisatrice. Il s'agit de la Suède. De ce panorama bigarré il naît une conclusion à l'évidence manquée : ni panacée ni malédiction, les nationalisations sont ce que la volonté en fait. — M. B.

Du bon usage des multinationales

Evoquant les nationalisations de grandes entreprises que son gouvernement propose, M. François Mitterrand, a affirmé que, si « cela ne se faisait pas, loin d'être nationalisées, ces entreprises seraient rapidement internationalisées », nous-entendu, transformées en multinationales, avec « une division internationale du travail et de la production décidée loin de chez nous, obéissant à des intérêts qui ne sont pas les nôtres ».

Cette préoccupation est, certes, partagée — de près ou de loin — par tous les gouvernements, y compris celui des Etats-Unis, où le Congrès commence à s'alarmer de la multiplication des prises de contrôle d'entreprises par l'étranger. Et pourtant ! La « multinationalisation » n'est-elle pas, en fait, inscrite dans le développement des grandes entreprises, dont elle constitue même une des conditions ?

La règle Renault, donnée en exemple à tout moment par les gouvernements français, n'est-elle pas d'ailleurs de créer de nombreuses filiales à l'étranger pour fabriquer et vendre ses véhicules dans le pays même, faute d'être autorisée à les y exporter ? Celle-ci, en Espagne, par exemple, tient la première place avec 32 % du marché, sans oublier l'Argentine (21 %), la Belgique, etc.

N'oublions pas Elf-Aquitaine, qui vient d'acquiescer une grosse entreprise minière aux Etats-Unis, ni, parmi les nationalisables, PUK et Saint-Gobain - Pont-à-Mousson et leurs puissants intérêts de l'autre côté de l'Atlantique, dont le gouvernement français voudrait sans doute ne pas se défaire. Ces investissements et ces filiales sont, en effet, des moyens de pénétrer les marchés étrangers, d'y développer les techniques françaises.

Les multinationales sont bien souvent indispensables aux pays en voie de développement qui veulent créer une industrie nationale : elles apportent leurs moyens industriels, financiers et souvent commerciaux, lorsqu'il s'agit d'écouler les productions. Ainsi Renault s'est associée avec l'Etat colombien pour fabriquer 70 % des voitures du pays.

Certes, les multinationales sont guidées par le profit, et leurs décisions, parfois brutales, sont souvent mal goûtées des pays hôtes. Mais cela n'empêche pas ces derniers de les cultiver assidûment (qu'on se rappelle les efforts pour attirer en France Ford et le General Motors). Le tout est d'en faire bon usage, et l'expérience montre que cela n'est pas impossible.

FRANÇOIS RENARD.

Les rajustements monétaires de Bruxelles nous contraignent, faute de place, à repousser à demain l'étude mensuelle de Maurice BOMMIENSAIRE sur « Les clés de la conjoncture ».

SUÈDE :

Le pays le plus libéral

LORSQUE la presse suédoise rend compte du vaste programme de nationalisations du gouvernement français, elle s'empresse d'expliquer à ses lecteurs que cette intervention spectaculaire de l'Etat dans le secteur privé — aussi curieuse que cela puisse paraître — n'effraie pas vraiment les Français. Ici, il ne fait aucun doute qu'une telle opération ferait aussitôt voir rouge et serait considérée comme une « révolution », une transition vers un système étatique est-européen.

Au pouvoir de 1932 à 1978, les sociaux-démocrates ont en effet toujours mené une politique très libérale pour favoriser le développement de l'industrie, et la socialisation de la production n'a jamais été un but en soi. Au contraire, on estimait que des firmes privées solides, bien gérées et prospères, étaient la condition de l'amélioration du niveau de vie des Suédois, et que le rôle de l'Etat était de répartir équitablement le « gâteau ».

Durant cette période, les sociaux-démocrates et la centrale ouvrière L.O., forte de deux millions de membres, ont choisi d'autres moyens pour « surveiller », en quelque sorte, la liberté du secteur privé : l'extension progressive du droit de regard et de l'influence des travailleurs sur les décisions de l'entreprise — à tous les niveaux — de la base au sommet — par le biais de la représentation des salariés dans les conseils d'administration, des comités économiques des délégués à la protection du travail, etc., sans jamais remettre en cause toutefois la propriété.

Dernière étape de ce processus : la loi de 1976 sur la participation des employés aux décisions, qui n'a pas donné les résultats espérés par les syndicats. Certes, les employeurs sont tenus de consulter régulièrement les délégués du personnel avant de prendre une décision, mais ils gardent le dernier mot et, dans bien des cas, les nouvelles dispositions, très compliquées, ne font que retarder ces décisions. En ce qui concerne les investissements et leur orientation, les patrons demeurent tout à fait

centralisés se sont vus dans l'obligation de reprendre en main ces branches vitales de l'économie suédoise, bien que cela cadrait mal avec leur idéologie. Il ne faut pas oublier que la préservation de l'emploi est l'objectif déclaré de tous les partis politiques suédois, de droite comme de gauche.

Les grands chantiers navals ont été regroupés dans Svenska Varv qui dépend aujourd'hui directement du ministère de l'Industrie. L'Etat a été généreux : 18 milliards de couronnes (1) depuis 1977 — soit 300 000 couronnes par employé — pour restructurer et reclasser le personnel superflu.

Des professionnels

Deux ans plus tard, l'Etat devenait propriétaire à 50 % de Svenska Staal (société de l'acier suédois), résultat de la fusion de trois grandes entreprises sidérurgiques spécialisées dans la fabrication des aciers commerciaux. Ensuite, les pouvoirs publics se sont engagés dans les secteurs de la confection et du bois, pour éviter avant tout des faillites retentissantes, aux conséquences locales désastreuses.

L'Etat a, ainsi, au fil des années, été amené à jouer le rôle d'intermédiaire et de service de premier secours. Les événements l'ont forcé à nationaliser et l'objectif est maintenant de restructurer ces branches toutes déficitaires. En fait, pour le Suédois moyen, le secteur nationalisé est un peu synonyme de firmes au bord du gouffre et de soutien financier de l'Etat.

Les sociaux-démocrates avaient eux procédé à des nationalisations essentiellement pour trois raisons : la protection des ressources naturelles du pays, comme le minerai de fer de Laponie et les forêts, qui pouvaient être convoitées par des intérêts privés et étrangers ; la préservation de l'emploi, dans le Nord et les régions à faible densité de population ; la nécessité pour le pays de pouvoir à ses propres besoins en cas de crise internationale ou de guerre.

Un an après la création du ministère de l'Industrie, en 1980, une quarantaine d'entreprises industrielles publiques ont été rassemblées dans un holding — Statsforetag — la société des entreprises d'Etat. Trois objectifs principaux lui étaient assignés : rentabilité, efficacité et expansion. Pour les responsables politiques de l'époque, ce groupe, qui devait entretenir avec les firmes privées une concurrence parfaitement loyale, devait aussi devenir une sorte de modèle. Cela n'a pas été le cas, et les entreprises privées sont bien souvent plus dynamiques dans le domaine de l'innovation, de l'introduction de nouvelles formes d'organisation du travail et de la concertation.

Avec un chiffre d'affaires proche de 14 milliards de couronnes en 1980 et quelque quarante-six mille employés, Statsforetag qui se classe aujourd'hui au cinquième rang des groupes industriels suédois ne comprend pas que des « canards boiteux » : ASSI est le premier producteur de bois scies, Kabi-Vitrum est l'un des deux principaux laboratoires pharmaceutiques suédois. Sara est le numéro un scandinave de la restauration et des services qui y sont rattachés. En 1980, les investissements se sont élevés à 2,3 milliards de couronnes et représentaient 13 % du total des investissements industriels suédois.

ALAIN DEBOVE.

(1) une couronne = 1 franc.
(Suite page 26.)

AUTRICHE :

Un puissant instrument d'influence

L'AUTRICHE détiend, de tous les pays de l'O.C.D.E., le secteur étatisé le plus important : il représente plus d'un cinquième du chiffre d'affaires et plus d'un sixième de la main-d'œuvre de l'industrie (quelque 115 000 salariés sur 630 000). Six des dix premières entreprises du pays sont nationalisées et les banques publiques sont majoritaires dans une série de firmes privées. Aussi estime-t-on que, par le biais de participations directes ou indirectes, deux tiers de l'économie nationale se trouvent sous le contrôle de l'Etat.

Cette place prépondérante du secteur d'Etat dans le système autrichien d'économie mixte est une des raisons principales du plein emploi et de la paix sociale. L'esprit de concertation permanente qui marque les relations en ce domaine s'est, au cours des années, répercuté sur le secteur privé et a désarmé les tensions.

Un impératif de l'après-guerre

L'ampleur des nationalisations s'explique beaucoup plus par des facteurs historiques, politiques et économiques que par des considérations d'ordre idéologique. Ainsi les lois sur les nationalisations ont été votées à l'unanimité, à une époque où les conservateurs disposaient de la majorité absolue au Parlement. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, confrontés aux destructions, à la désorganisation et à la pénurie de machines et de capitaux privés, les responsables du pays se sont rapidement entendus sur la nécessité de l'intervention de l'Etat. S'ajoutaient le souci d'éviter l'afflux massif de capitaux étrangers et celui de remplacer le plus vite possible sous le contrôle de l'Autriche les « biens rémanents ». Les Alliés avaient répondu, à la conférence de Potsdam, au paiement de réparations de guerre, mais, en contrepartie, s'étaient attribués les biens ayant appartenu à des Allemands dans leur zone d'occupation respective.

Par les deux lois de nationalisation votées le 26 juillet 1946 et le 26 mars 1947, l'Etat est devenu propriétaire de soixante-dix entreprises industrielles qui lui permettaient de contrôler 90 % des industries de base (fer et acier, charbon, métaux non ferreux, construction mécanique et navale, extraction et raffinage du pétrole, centrales électriques) et des trois plus grandes banques de l'époque : Creditanstalt-Bankverein, Laenderbank et Oesterreichische Creditanstalt.

A la proportionnelle

A la suite du refus de l'Union soviétique de reconnaître les lois autrichiennes, le programme des nationalisations ne fut réalisé, dans l'immédiat, qu'à moitié. Les Soviétiques continuaient avant tout à exploiter les gisements pétroliers, à cette époque les plus grands connus en Europe centrale. Alors que la production annuelle de pétrole n'avait guère dépassé 1 million de tonnes avant 1943, les Soviétiques la firent monter à 3,5 millions en 1955. L'industrie pétrolière et une série d'autres entreprises furent sous contrôle soviétique jusqu'à l'entrée en vigueur du traité d'Etat qui reconnaît à l'Autriche sa pleine souveraineté. Au fil des ans, certaines entreprises furent réintégrées au secteur privé — notamment 40 % du capital des banques nationalisées — fermées ou fusionnées.

L'idée des nationalisations était un impératif de l'heure.

Elle correspondait aussi parfaitement aux intentions idéologiques des socialistes. Ceux-ci, au temps de la grande coalition gouvernementale avec les conservateurs, de 1945 à 1965, avaient droit, selon le système du « propose », à un nombre bien défini de postes dirigeants dans le secteur nationalisé, ce qui leur a permis d'élargir leur influence sur l'économie. Les premiers vingt ans de l'histoire du secteur nationalisé furent

Les concentrations

● Dans le secteur des métaux non ferreux, les concentrations industrielles ont abouti à la création de deux sociétés, la Vereinigte Metallwerke - Ranshofen-Berndorf, avec 5 500 salariés et un chiffre d'affaires de 6 milliards de schillings, et le Bleiberg-Union, avec 1 500 salariés et un chiffre d'affaires de 1,2 milliard. Le Bleiberg-Union produit essentiellement du plomb et du zinc pour le marché intérieur.

● Dans le secteur de la chimie, deux sociétés sont sorties d'une série de fusions. La Chemische, avec 7 400 salariés et 11,1 milliards de chiffre d'affaires (dont plus de 60 % réalisés à l'étranger), et l'Oe.M.V. (Oesterreichische Mineralöelverwaltung, administration nationale du pétrole) qui jouit d'une position particulière et fonctionne sur la base de contrats internationaux avec les compagnies de pétrole internationales. L'Oe.M.V., qui emploie quelque 5 000 personnes, assure les importations du pétrole, son raffinage et l'exploitation des gisements nationaux, qui couvrent environ 19 % des besoins du pays.

● Dans le secteur électrique, deux sociétés prédominent : Elfin-Union, avec 8 000 salariés et 5,4 milliards de chiffre d'affaires, et Siemens-Autriche. Nationalisée à 100 % après la guerre, il s'est avéré que cette entreprise dépendait trop du savoir-faire de la maison mère allemande et, à la suite de difficiles négociations sur une reprise, l'Oe.I.A.G. et Siemens ont signé un accord de coopération réduisant la participation autrichienne à 43,6 %.

marqués par une controverse permanente entre conservateurs et socialistes sur la meilleure forme de gestion des biens publics. Ces querelles sur la forme portaient souvent, en fait, sur le principe même des nationalisations et, avant tout, sur le rôle du secteur étatisé dans l'économie nationale.

Le 1^{er} janvier 1970, la République d'Autriche a cédé ses parts dans les sociétés nationalisées au holding d'Etat Oe.I.A.G. (Oesterreichische Industrieverwaltung A.G.), dont elle est devenue l'unique actionnaire. L'Oe.I.A.G. est soumise à la législation sur les sociétés par actions et gère les biens de l'Etat selon les principes de l'économie de marché. Comme toute autre société anonyme, il est pourvu d'une assemblée générale des actionnaires, d'un conseil de surveillance et d'un directeur. Les vingt et un membres du conseil de surveillance sont nommés par le chancelier fédéral, proportionnellement à l'importance numérique des partis politiques au Parlement — théoriquement, c'est le seul moyen pour le gouvernement d'exercer son influence sur le secteur étatisé. Les fonctions de membre du conseil de surveillance sont incompatibles avec des emplois politiques.

Depuis le vote de la nouvelle

constitution du travail, en 1974, le conseil de surveillance fonctionne selon le système de la « parité des deux tiers » (valable pour toutes les sociétés anonymes, contrôlées par l'Etat ou non) : un tiers des conseillers doit se recruter parmi les représentants du personnel, s'il a d'étendre les droits des travailleurs dans la gestion de leur entreprise. Les quatre membres du conseil de surveillance sont, eux, formellement nommés par le conseil de surveillance, mais il est admis que ce sont les partis politiques qui président à ces nominations. A l'assemblée générale des actionnaires, le chancelier fédéral représente le seul actionnaire, l'Etat.

La gestion de l'Oe.I.A.G. est fondée sur la décentralisation, qui laisse l'initiative des décisions aux sociétés filiales. Le holding a cependant son mot à dire, quand il s'agit de décisions de principe relatives à la coordination de la production et des investissements, à la planification et au financement.

L'Oe.I.A.G., qui a versé à son unique actionnaire un dividende de 130 millions de schillings (1) en 1980, regroupe aujourd'hui les participations publiques dans six secteurs : la sidérurgie, de loin le plus important, l'industrie des métaux non ferreux, la construction mécanique et navale, l'industrie électrique, l'industrie pétrolière et la chimie, les mines de charbon.

Le secteur nationalisé connaît actuellement des difficultés. Ainsi l'entreprise la plus importante, la Voest-Alpine A.G., née, en 1972, de la fusion des quatre « géants » de la sidérurgie autrichienne (Oesterreichische Alpine Montangesellschaft, Vereinigte Oesterreichische Eisen- und Stahlwerke, Gebrüder Boehler et Schoeller-Bleckmann), emploie environ quarante-deux mille salariés et a réalisé, en 1980, un chiffre d'affaires de 32,9 milliards de schillings. Ses exportations ont totalisé 21,8 milliards, dont 18,1 pour les seuls produits sidérurgiques. L'an dernier, les pertes de la société ont représenté 1 milliard de schillings, et ce chiffre risque d'être multiplié par trois en 1981. Au total, depuis 1975, les pertes ont atteint environ 6 milliards de schillings. La situation n'est pas meilleure dans le secteur de l'acier spécial. Les mines Vereinigte Eisenerzwerke ont été subventionnées par l'Etat, en 1980, à raison de 1 milliard de schillings. Elles emploient quelque dix-neuf mille salariés et ont réalisé, en 1980, un chiffre d'affaires de 11 milliards de schillings, dont 8,8 milliards à l'exportation.

WALTRAND BARYLL.

(1) Un schilling = 0,34 franc.
(Suite page 26.)

Chaque semaine faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

LOTO

c'est facile c'est pas cher ça peut rapporter gros

LO 781

R.F.A. :

Comme des firmes « capitalistes »

Quand Paris nationalise, Bonn ne jure que par la privatisation. Alors que les socialistes français étendent considérablement le secteur public, leurs amis allemands rejettent plus que jamais cette solution. Pourquoi ? Sur les bords du Rhin, les entreprises publiques ont la même mission que les firmes privées, faire des profits. Or, au royaume de l'« économie sociale de marché », on est persuadé que l'Etat est moins apte à gonfler les bénéfices que le patronat.

Ce credo libéral conduit même les sociaux-démocrates à envisager la privatisation comme remède radical aux déficits de certaines « nationalisées ». Le ministre des transports a étudié de très près la remise au secteur « capitaliste » du réseau des chemins de fer, « Bundesbahn ». L'Etat en conservant seulement la propriété, a causé d'une forte opposition syndicale, ce projet « révolutionnaire » a été mis en sommeil.

Les entreprises publiques « sont gérées bien sûr comme des firmes privées ». Ce haut fonctionnaire du ministère des Finances s'élève presque de la question. Paradoxalement, cette religion est aussi celle des syndicats. « Nous ne voulons pas que Volkswagen joue un rôle social pilote », reconnaît un responsable du puissant IG Metall. Chez « VW », où l'Etat fédéral détient 20 % du capital comme le Land (région) de Basse-Saxe, « les conditions de travail sont presque identiques à celles de Mercedes ou d'autres constructeurs privés », enchaine-t-il.

Du reste, ni les sociaux-démocrates d'Helmut Schmidt ni a fortiori les chrétiens démocrates de Konrad Adenauer n'ont véritablement « nationalisé » des entreprises. Ils ont seulement hérité de « sociétés d'Etat », créées sous la Troisième République, ou sous le troisième Reich. Veba, ou sous le troisième Reich, comme Volkswagen. Un legs de taille, puisque au total l'Etat fédéral participe au capital de neuf cent quatre-vingt-cinq firmes employant cinq cent trente mille salariés.

Avec six Konzern, Bonn « contrôle » 40,3 % de la production automobile allemande, la moitié de celle d'Allemagne ou de l'ensemble de la production d'acier, 25 % de celle d'électricité ou de verrerie, 19 %

de la construction navale et 12 % de l'extraction de houille. Au total, l'Etat fédéral peut avoir une emprise sur 9 % de la production industrielle. Et ajoutant les chemins de fer (Bundesbahn), la compagnie aérienne Lufthansa, les principaux ports, les P.T.T. et une quarantaine de compagnies d'assurances, sans oublier — fédéralisme oblige — les banques détenues par les Länder (85 % de l'activité bancaire), les caisses d'épargne leur appartenant ainsi qu'aux communes, et les entreprises de construction (40 % des logements).

Mais il n'est pas question pour la puissance publique de prendre elle-même les rênes de cet « empire ». Bonn se refuse à nommer des hauts fonctionnaires à la tête des Konzern. « Toutes les firmes publiques sont dirigées par des hommes d'affaires, car eux seuls ont l'expérience du marché », explique-t-on. Aucun représentant de l'Etat ou des

sonnalités du secteur privé. Au conseil de Volkswagen deux secrétaires d'Etat du cabinet Schmidt sont « noyés » parmi vingt industriels et syndicalistes. Cette volonté affichée d'une gestion libérale se manifeste encore dans la liberté de manœuvre qui est laissée aux « nationalisées ». En aucun cas, le secteur public ne joue le rôle d'un instrument chargé de soutenir une activité déclinante ou de lutter contre l'inflation. Les entreprises publiques décident leurs investissements selon leurs propres critères et n'ont pas la mission de relayer un effort d'équipement privé défectueux.

De même, le gouvernement social-démocrate n'empêchera pas un Konzern de licencier et de grossir ainsi le flot du chômage. Même la Bundesbahn ne peut pas donner l'exemple du plein emploi, en ayant réduit ses effectifs de quatre-vingt mille personnes depuis 1974. « Le gouvernement ne s'est pas

SIX « KONZERN » D'ETAT

● **Salzgitter**, groupe sidérurgique créé en 1941 par Hermann Goering et détenu à 100 % par l'Etat. 10 milliards de DM de chiffre d'affaires en 1980; 58 600 salariés.

● **Industrieverwaltungsgesellschaft - I.V.G.**, S.A.R.L., possédée à 100 % par l'Etat et gérant notamment des portefeuilles dans des sociétés immobilières et de transport pétrolier. 508 millions de DM de chiffre d'affaires; 4 000 salariés.

● **Vierg**, société fondée en 1923 et détenue aujourd'hui à 85 % par l'Etat pour gérer des participations détenues dans la production d'aluminium, le chimie, l'électricité et l'industrie de transformation. 4,9 milliards de DM de chiffre d'affaires; 26 200 salariés.

● **Saarbergwerke**, société de charbonnages créée par le III^e Reich et possédée à 74 % par l'Etat, exploitant des mines

de houille et produisant des huiles minérales et autres carburants. 5,5 milliards de DM de chiffre d'affaires; 32 500 salariés.

● **Vereinigte Elektrizitäts und Bergwerke - VEB**, fondée en 1929 et devenue, après de nombreuses fusions, la première société de R.F.A. pour la production d'électricité (42 milliards de DM). Possédée à 43,8 % par l'Etat, « VEB » produit 15 % de l'électricité consommée, 24 % de l'essence dont elle distribue 90 % de la consommation totale par la filiale, « Aral ».

● **Volkswagen**, créé par le III^e Reich, est devenu le deuxième groupe industriel ouest-allemand, avec un chiffre d'affaires de 33,3 milliards de DM. Detenu à 20 % par l'Etat, « VW », qui emploie 257 390 salariés, a racheté Auto Union, Audi, NSU, et possède de nombreuses filiales à l'étranger.

Laender ne siège aux directrices. Dans les conseils de surveillance, leur présence est réduite à des quasi-estrépones.

Chez Salzgitter, l'Etat a le droit de nommer dix fonctionnaires. Il en a désigné deux seulement et a choisi six per-

sonnel aux négociations de Volkswagen, avec Nissan, fait remarquer un responsable du premier constructeur automobile allemand. Pourtant, le prix de ce pacte avec les Japonais risque bien d'être la suppression d'emplois à Wolfsburg.

Pragmatisme

Le gouvernement ne pèse pas davantage sur les prix que sur l'emploi des « nationalisées ». Ainsi, la Bundesbahn a pu cette année relever ses tarifs sensiblement plus que le taux d'inflation moyen en R.F.A. pour réduire son déficit. « Si l'Etat bloquait les prix ou les effectifs, il devrait prendre la responsabilité des pertes des entreprises », ajoute ce haut fonctionnaire du ministère des finances, en revanche, les firmes publiques doivent, comme les compagnies privées, compter sur leurs propres forces. Les six Konzern ne bénéficient pas de taux d'intérêt moins élevés, d'exonérations fiscales, ou de subventions, interdites au secteur « capitaliste », affirme-t-on au ministère des finances. L'Etat se limite à jouer son rôle d'actionnaire et participe aux augmentations de capital lorsqu'elles sont décidées.

Cependant, cette prédominance accordée au marché ne signifie pas que l'Etat s'abstient de toute intervention. Bonn fera entendre sa voix, s'il estime que les lois de la concurrence sont tournées. Jamais il ne se substituerait aux Konzern; mais il agit de manière très pragmatique pour que le marché fonctionne au sens le plus libéral. Par exemple, l'Etat a incité Veba à absorber la société Gelanberg pour créer un grand groupe de raffinage capable de se mesurer aux compagnies pétrolières et aux pays producteurs.

De même, Bonn est intervenu pour que Salzgitter développe ses activités dans une région peu favorisée, le Nord-Est de l'Allemagne. Mais cette « politique d'intérêt général » ne va jamais jusqu'à remettre en cause la rentabilité des Konzern. S'il y a une politique du secteur public outre-Rhin, c'est bien avant tout de lui faire faire des profits. Ce choix ne résonne pas trop mal à l'Etat qui encaisse chaque année plus de 100 millions de marks (1) de dividendes.

EMMANUEL FESSY.

(1) 1 mark = 24 francs.

GRANDE-BRETAGNE :

La vogue des privatisations

En Grande-Bretagne, ce ne sont plus les nationalisations qui sont aujourd'hui en vogue, mais les dénationalisations ou, pour employer l'expression à la mode, les « privatisations ». Le gouvernement de Mme Thatcher, qui se veut le champion du libéralisme économique, a entrepris depuis deux ans un programme de dénationalisation partielle, en partie pour se procurer des revenus qui l'aident à réduire le déficit budgétaire, mais surtout pour remédier à l'inefficacité de la plupart des entreprises publiques. Les progrès dans cette voie sont cependant très lents, car il n'a pas été évident de faire participer les investisseurs privés à la prise de participation dans des firmes défectueuses — et la plupart accusent actuellement des pertes records, la récession et la hausse des taux d'intérêt ayant encore venues aggraver leurs problèmes fondamentaux.

tribuer largement à la défaite du Labour aux élections de 1981, au lendemain desquelles le gouvernement de Winston Churchill s'empresse de dénationaliser la sidérurgie et les transports routiers.

Par la suite, les travaillistes, conscients de l'impopularité des nationalisations, freinent de plus en plus leurs aspirations. Bien qu'ils publient, de temps à autres, d'ambitieux programmes d'action (visant entre autres les quatre grandes banques de dépôt, les sept principales compagnies d'assurances, les principales sociétés industrielles, l'industrie du bâtiment et la production pharmaceutique), ils limitent essentiellement leur action à la renationalisation de la sidérurgie et à celle de la construction aéronautique (laquelle dépendait déjà dans une large mesure des commandes et des crédits de l'Etat) et des chantiers maritimes (menacés de ruine par la concurrence

teurs par l'Etat n'était pas toujours très appropriée, soit parce que les restrictions gouvernementales ne permettaient pas d'offrir des rémunérations comparables à celles du secteur privé. Les industries nationalisées ne pouvaient donc attirer des responsables de grand calibre, sauf lorsqu'ils acceptaient de se sacrifier — tel Peter Parker, président de British Rail — en se contentant de salaires de moitié inférieurs à ceux du secteur privé.

Des efforts ont été faits depuis quelques années pour remédier à ce défaut, en particulier la nomination du banquier Ian MacGregor à la tête de British Steel, et de Sir Michael Edwards aux commandes de British Leyland. Mais il est difficile de revaloriser rapidement les rémunérations des cadres supérieurs, tout en demandant au reste du personnel de se serrer la ceinture.

Les gestionnaires rejettent.

Déficits

● **British Steel Corporation** (sidérurgie), nationalisée en 1967, dénationalisée en 1980, renationalisée en 1981. 130 000 employés. En perte de 665 millions de livres en 1980-81.

● **National Coal Board** (charbonnages), nationalisée en 1946. 230 000 employés. Déficit de 57,8 millions de livres.

● **British Rail** (chemins de fer), nationalisée en 1947. 240 000 employés. Perte de 75,9 millions de livres en 1980-81.

● **British Airways** (aviation civile), nationalisée en 1946. 65 000 employés. Perte de 141 millions de livres.

● **British Gas**, nationalisée en 1949, favorisée par les découvertes en mer du Nord. 106 000 employés. Bénéfice de 381,1 millions de livres.

● **Electricity Council**, nationalisée en 1949. 190 000 employés. Perte de 272 millions de livres.

● **British Shipbuilders** (chantiers maritimes), nationalisés en 1977. 68 000 employés. Perte de 65,5 millions de livres avant subvention de 44,1 millions.

● **British Aerospace** (construction aéronautique), nationalisée en 1977, privatisée à environ 50 % en février 1981. 79 000 employés. Bénéfice de 52 millions de livres.

● **Rolls Royce** (moteurs d'avion), nationalisée en 1971 à la suite de la faillite de la société privée. 53 000 employés. Perte de 27 millions de livres.

● **British Leyland**, nationalisée en 1976 pour éviter la faillite. 140 000 employés. Perte de 535,5 millions de livres.

● **British National Oil Corporation**, fondée en 1975 pour participer à l'exploitation pétrolière. 2 000 employés. Bénéfice de 308 millions de livres.

● **Post Office**, nationalisée en 1967, scindée en 1980 en deux entreprises distinctes : postes (Post Office) et télécommunications (British Telecom). Employant respectivement 779 000 et 246 000 employés et ayant enregistré en 1980-81 des bénéfices de 29,2 et 181 millions de livres.

Le secteur nationalisé comprend aussi la **National Freight Corporation - Entrepôts** (100 véhicules), reste de la dénationalisation en 1963 des transports routiers nationalisés en 1946; ainsi que la plupart des ports, aéroports et canaux. La Banque d'Angleterre a été nationalisée en 1946, mais la reste de l'appareil bancaire continue de faire partie du secteur privé.

asiatique). Ils nationalisèrent aussi British Leyland pour la sauver de la faillite, mais les conservateurs, malgré leur opposition à l'extension du secteur public, s'étaient aussi résignés, quelques années auparavant, à agir de même pour secourir Rolls Royce.

Inefficacité

En fait, face aux contraintes électoralistes, la politique socialisante des travaillistes avait évolué sous leurs derniers gouvernements dans le sens de la coopération avec le secteur privé. Au lieu de nationaliser, l'Etat allait renforcer son influence sur lui, en concluant avec chacune des principales sociétés des accords de planification à long terme qui détermineraient leurs investissements et leurs investissements. Et ce dirigisme devait être accompagné de la création d'une « démocratie industrielle » grâce à la représentation du personnel sur un pied d'égalité avec les actionnaires au sein des conseils d'administration des moyennes et grandes entreprises.

Le fardeau qu'a constitué pour les contribuables le secteur nationalisé est difficile à chiffrer. Mais l'organisation Angus of Industry, dont la vocation est la défense du secteur privé, estime que, de 1946 à 1978, il a coûté à l'Etat plus de 6 milliards de livres (1) sous forme de subventions et autres versements et que, pendant la même période, l'Etat a passé l'éponge sur près de 4 milliards de livres de dettes envers lui. En outre, dans la mesure où l'inefficacité de ces industries, la plupart de base, a nui au reste de l'économie, la facture est encore bien plus lourde. Les nationalisations et dénationalisations ont été particulièrement nocives, paralysant pendant une dizaine d'années ses investissements au profit de la concurrence étrangère.

Les raisons de cette inefficacité sont multiples. Il est certain que la qualité des gestionnaires a laissé beaucoup à désirer, soit parce que le choix d'administra-

aussi une grande partie de leurs difficultés sur la lenteur administrative de l'Etat, l'ingérence constante des ministères et les changements successifs de politique. Chaque entreprise nationalisée dépend d'un ministre qui nomme son conseil d'administration, y compris le président, et à l'approbation duquel elle doit soumettre toutes ses grandes décisions. Les compétences des ministres et de leurs conseillers se sont souvent révélées insuffisantes.

Mais ce dont on se plaint surtout, c'est la manière dont les gouvernements ont, quels qu'ils soient, se servent de leurs firmes pour agir sur l'économie. Ils obligent par exemple à réduire subitement leurs investissements, à « geler » ou à limiter leurs hausses de prix et tarifs au détriment de leur rentabilité, ou à garder, pour des raisons sociales, leur personnel surmuniéré. La planification à long terme s'est révélée, de ce fait, impossible. S'est ajoutée bien souvent, un manque de motivation, de discipline financière et de concurrence.

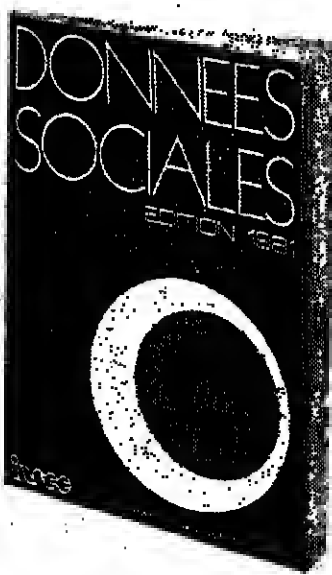
Au cours des récentes années, et surtout depuis l'avènement de l'actuel gouvernement, on grand effort d'assainissement a été entrepris. Les entreprises se sont vu fixer des objectifs de rentabilité, mais qu'elles ont rarement pu atteindre, en outre, moins récemment Thatcher a serré davantage les cordons de la bourse pour les obliger à améliorer leur efficacité, à éliminer le personnel en surmunière, à fermer les installations non rentables et à moderniser les hautes salariales.

Maintenant, il envisage de les doter d'un « objectif de performance » qui les empêcherait de trop compter sur le relèvement des prix pour améliorer la rentabilité. Toutefois, en réduisant les crédits, il empêche aussi les investissements, dont certaines ont grandement besoin. Qui sait ce que réserve l'avenir ? Comme dans le passé, ces firmes nationalisées restent à la merci du prochain changement de gouvernement et de politique.

JEAN DECLEMY.

Pour prendre la mesure de la réalité sociale

DONNÉES SOCIALES
La précision
pour le spécialiste



DONNÉES SOCIALES
La clarté
pour le profane

DONNÉES SOCIALES

Edition 1981 - un volume broché -
format 21 x 29,7 - 384 pages - 75 F

INSEE

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

● Pour Paris : Observatoire Economique de Paris, Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cédex 12.
● Pour la province : dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE.

500 من الأصل

ITALIE :

« Des majordomes non des managers »

Espagne où les industries à participation d'Etat servaient de modèle au « miracle économique » apparu au début des années 1960. A la « nationalisation », l'Etat italien avait préféré la prise d'imprimante participations dans des entreprises industrielles, bancaires ou commerciales — qui conservaient leur statut de sociétés par actions — par l'entremise des trois holdings IRI (Industrie pour la reconstruction industrielle), IRI (Industrie nationale des hydrocarbures) et IRI (Industrie pour le développement de l'industrie manufacturière).

Ces trois « Enti » sont devenues à peu le symbole même de l'absence de véritable gouvernement de l'économie, sinon de gabegie. A la fin 1980, leur endettement atteignait 37 500 milliards de lire (1). Chaque jour ouvrable, l'ensemble du secteur para-étatique perd 20 milliards de lire et paie 30 milliards d'intérêts aux banques. Selon les prévisions du ministère, à la fin de 1981, l'IRI aura enregistré 2 770 milliards de lire de pertes, l'ENI 554 milliards et l'EFIM 30 milliards.

Aucune force politique italienne ni aucun économiste ne parlent-ils d'étendement du secteur public. Le problème de l'ordre du jour est celui de la « restructuration » des participations d'Etat qui jouent un rôle dans l'économie italienne — quasi totalité de la production d'acier, 70 % de la production d'acier, 60 % de la chimie, 50 % de l'électronique, dépend des trois holdings. Plus de 100 entreprises, dont neufs quinze plus importantes de la péninsule, sont contrôlées par l'Etat. A lui seul, l'IRI possède plus des trois quarts de ces entreprises, dont des entreprises de premier plan, comme Alfa Romeo, Italcristal et Sif. Siemens.

Le secteur bancaire, l'Etat est dominant. Trois des plus importantes banques italiennes, Banco di Roma, Credito Italiano et Banco di Napoli, ont été nationalisées. Le Banco di Santo Spirito dépend de l'IRI, tout en gardant une réelle autonomie de gestion. Leur fonctionnement est garanti en fait à celui des organisations bancaires de l'Etat et à celui des quatre-vingt-dix caisses d'épargne qui, elles, opèrent comme des banques normales. L'Etat a d'ailleurs ainsi directement 65 % de dépôts à court terme.

Empire hétéroclite

Le secteur para-public italien a été créé sous le fascisme, avec, en 1930, la création de l'IRI destinée à aider les entreprises en difficulté, en devenant leur principal actionnaire. Il s'est ainsi constitué peu à peu un empire hétéroclite, qui ne facilite guère une gestion économique rationnelle. En 1980, du fait de la volonté d'Enrico Mattei, qui voulait rendre l'Italie indépendante des grandes compagnies pétrolières, naissait l'ENI. La brèche était ouverte dans le « monopole » de l'IRI : furent créés en 1961 l'ENI pour le secteur minier, puis en 1962 l'EFIM. En 1971 a été en outre constituée la GEPI exclusivement destinée à prendre en charge des entreprises en crise, les remettre sur pied, et à les revendre.

La seule nationalisation proprement dite fut celle de l'énergie électrique en décembre 1962 sous la pression des socialistes. Les chemins de fer et les postes bénéficièrent, pour leur part, d'un statut d'entreprises autonomes d'Etat.

La formule IRI aurait pu permettre de combiner la nécessaire intervention de l'Etat avec le maintien de l'initiative privée, et assurer ainsi une saine gestion de fonctionnement à ces entreprises. Elles ont joué, en fait, un rôle-clé au cours des années 60 dans la gestion et la construction d'infrastructures essentielles, comme les autoroutes ou le téléphone. Elle ont aussi été l'outil privilégié des tentatives de développement du sud de la péninsule.

Dès 1959, une loi obligea les entreprises à participation d'Etat à réaliser 60 % de leurs nouveaux investissements dans le Mezzogiorno. En 1977, le secteur semi-public assura, à lui seul, 15 % de l'ensemble des emplois industriels dans cette région, et trois des cinq plus grosses industries du Sud — Italcristal de Tarente, Alfa-Sud et Sif-Siemens de la région napolitaine — dépendent de l'IRI.

Les résultats n'ont pourtant pas été à la mesure des espérances.

(1) 1 lire = 0,005 franc.

ces initiales et des capitaux investis. Ces grandes usines parachutées, surnommées « cathédrales dans le désert », n'ont pas réussi à créer autour d'elles un véritable tissu industriel de petites et moyennes entreprises. Des scandales retentissants — comme celui du projet inutile et jamais créé d'un centre sidérurgique à Gioia Tauro, en Calabre — marquèrent, dès le milieu des années 70, les limites de ces politiques d'intervention conjoncturelles, souvent dictées par d'occultes raisons de clientélisme local. Les pressions étaient d'autant plus fortes que jamais il n'y eut de véritable programmation ni de planification d'une politique industrielle.

Le secteur para-étatique est, en outre, devenu toujours plus dépendant pour ses financements d'un Etat qui est son principal client. IRI, ENI et EFIM ont été transformés en rouages essentiels du *sotto governo*. Les dirigeants de ces entités ont même des difficultés à obtenir des crédits, toujours plus fréquemment, choisis pour leur fidélité politique plus que pour leur compétence.

« Ce ne sont pas des managers, mais des majordomes », constate ironiquement M. Napoleone Colajanni, sénateur communiste et spécialiste du secteur. « La propriété publique n'est pas en elle-même un facteur de renouveau », affirme M. Colajanni, « si ce n'est pas de plein, les industries para-étatiques ou le comportement sur le marché exactement comme les autres, ou deviennent toujours plus assaillies par l'Etat ».

« Un luxe »

« Les entreprises para-étatiques sont un luxe au-dessus de nos moyens, mais que nous devons maintenir à tout prix », déclarait, sous forme de boutade, M. Gianni De Michelis (socialiste), actuel ministre du secteur. Au mois d'août 1981, l'Italier avait déclaré n'être pas en mesure de verser les salaires. Si l'on ne peut écarter une volonté de dramatisation de la part des dirigeants de l'entreprise, afin d'obtenir des nouveaux soutiens financiers de l'Etat, cet épisode n'est pas moins révélateur de la situation de l'IRI, désormais au bord de l'asphyxie financière. Les restrictions successives de crédits, décidées depuis un an par la Banque centrale, expliquent en partie ces difficultés. Les retards dans le versement des contributions de l'Etat par le biais du « fonds de dotation » n'ont guère simplifié la situation.

S'il est vrai, ainsi que le souligne le ministère, que l'essentiel du déficit de l'IRI se concentre sur certains secteurs, comme la sidérurgie, en crise dans toute la C.E.E., l'accumulation des pertes, ces dernières années, a entraîné un endettement qui arrive désormais à représenter 90 % des moyens propres (capital plus réserves) du holding. Son assainissement financier en devient d'autant plus difficile. M. De Michelis essaie d'obtenir 13 000 milliards de lire, afin d'augmenter le capital de l'ensemble des participations d'Etat. Mais ces financements, pour être efficaces, impliquent une profonde réforme du fonctionnement des entreprises. Selon le juriste Giuliano Amato qui préside une commission chargée d'étudier ce problème, la réforme du statut des participations d'Etat devrait viser à leur assurer une réelle autonomie de gestion.

On insiste aussi sur la nécessité de « redessiner l'ensemble de la carte des participations d'Etat » afin d'assurer une rationalité du processus productif. Suivant cette logique, le ministère décide, il y a trois mois, la vente au privé des parts minoritaires que détenait l'Etat (au travers de l'IRI et de l'ENI) dans la société chimique Montedison.

Les syndicats et le P.C.I. étaient réticents, non pas en fonction d'un refus par principe d'une privatisation, mais au nom de l'absence de véritable stratégie d'ensemble pour le secteur de chimie. La relance des participations d'Etat passe aussi par une collaboration accrue avec le secteur privé au niveau de la production. Aussi bien à l'échelle nationale par des accords entre Alfa Romeo et Fiat pour l'automobile, Italcristal (IRI) et Tecksid (Fiat) pour les aciers spéciaux, qu'à l'échelle internationale par des créations de sociétés mixtes (type Alfa-Nissan) ou des projets de collaboration, comme celui de l'Italie avec des firmes américaines et suédoises pour les technologies de pointe des télécommunications.

MARC SEMO.

ESPAGNE :

Davantage redistributeur que producteur

En Espagne comme dans tous les Etats européens en crise, la question du rôle du secteur public est à l'ordre du jour. La paralysie des investissements privés, dont souffre le pays depuis le début de l'après-franquisme, rend sa solution particulièrement urgente. Fastidieusement le patronat qui se plaint de l'interventionnisme « asphyxiant » de l'Etat et qui rappelle que la Constitution adoptée en 1978 proclame la « liberté d'entreprise dans le cadre de l'économie de marché » ? On faut-il au contraire suivre l'opposition de gauche pour qui il appartient au secteur public de suppléer aux carences de l'entreprise privée, inquiète et désorientée face aux mutations politiques de ces dernières années ?

L'ESPAGNE a un secteur public important. L'ensemble des revenus de l'administration publique (4 400 milliards de pesetas en 1980) (1) représente environ 30 % du P.N.B. Le déficit de ce secteur n'est pas non plus négligeable : en 1980, celui de l'administration seule équivalait à 3,44 % du P.N.B., et on atteignait 5,24 % en ajoutant celui des entreprises publiques. Pour 1981, la Banque d'Espagne prévoit respectivement 4,56 % et 6,55 %.

L'Etat joue notamment un grand rôle dans l'appareil de production. Il participe au capital d'un tiers des 50 plus grandes entreprises opérant en Espagne (de façon majoritaire ou totale dans dix d'entre elles). La majeure partie des entreprises publiques du secteur industriel sont regroupées au sein de l'INI, l'Institut national de l'industrie, qui est présent dans soixante-deux entreprises.

Ce secteur public espagnol est né et s'est développé avec le franquisme, et cette origine explique les problèmes dont il a hérité et n'a guère réussi jusqu'à présent à se libérer. A l'issue de la guerre civile, dans un pays économiquement brisé par le conflit qui ne connaissait guère de développement capitaliste autonome, sinon dans quelques zones du Pays Basque et de Catalogne et qui se voyait de plus en plus soumis à une quarantaine internationale, le recours à l'intervention publique fut pour assurer la croissance, fut plus que l'expression d'un choix, le fruit d'une nécessité.

L'INI naquit en 1941, avec pour objectif de « promouvoir et financer, au service de la nation, la création et la renaissance de nos industries », suivant les termes de la loi qui le créa. Face à l'ostracisme imposé par le monde occidental, le régime franquiste avait alors fait de l'autarcie le principal de ses objectifs en matière économique. Ce contexte affecta les entreprises du secteur public, tout comme celles du secteur privé : l'absence de concurrence étrangère permit le développement et le maintien d'unités économiquement non rentables, trop petites ou technologiquement dépassées. Le principal mérite de l'INI, à l'époque, fut cependant d'assurer la production dans certains secteurs-clés face aux insuffisances du secteur privé, encore très faible dans les années 40-50 du total des investissements correspondait au secteur public.

Mutation

A la fin des années 50, avec l'arrivée au gouvernement des « Harvard Boys », les économistes formés dans cette université américaine et liés pour la plupart à l'Opus Dei, la politique espagnole connut sa mutation la plus importante. En accord avec les préceptes du F.M.I. et de la Banque mondiale, les nouveaux venus entreprirent une reconversion totale de l'appareil économique, fondée sur un mot d'ordre : libéralisation et ouverture au capital étranger, impliquant une sérieuse restriction du rôle du secteur public.

Certaines des corrections alors apportées au mode de fonctionnement du secteur public furent positives. Les institutions d'épargne de crédit se voyaient justifiées légalement, obligées de réserver à ce dernier 65 % du total de leurs crédits. Ces facilités anormales de financement contribuèrent à assurer le maintien d'entreprises non rentables au sein de l'INI. Désormais, celui-ci allait se voir tenu de recourir davantage au marché des capitaux, et d'y rivaliser avec le secteur privé. Les « recommandations » de la Banque mondiale, cependant, eurent d'autres effets. D'une part, vu la faible compétitivité du patronat espagnol, la libéralisation promise se traduisit par une internatio-

nalisation, plutôt que par une privatisation, de l'économie. De l'autre, le secteur public dut faire face à un nouvel handicap : il se vit contraint d'absorber les entreprises privées en difficulté ou en faillite.

Sauvetage

Un exemple sectoriel illustre ce phénomène : celui de l'industrie du charbon. Lorsque ce secteur était rentable (il s'agissait, après la guerre civile, de la principale source d'énergie du pays), on comptait plusieurs centaines de petites entreprises privées se partageant l'extraction et la distribution de la houille. Dans les années 60, vint la crise, avec l'épuisement des gisements et la concurrence croissante de l'électricité et du pétrole importé. Les faillites se multiplièrent et, en 1967, une entreprise mixte, « Huososa », fut constituée par l'INI et quelques sociétés privées. Deux ans plus tard, l'INI en assurait le contrôle total et, depuis, la crise du charbon ne cesse de grever les finances de l'Institut.

Le panorama est le même dans le secteur de la construction navale. Alors que cette industrie, traditionnellement importante en Espagne, commençait à s'essouffier et que le secteur privé s'en détachait, l'INI participait, en 1970, à la constitution d'une grande entreprise mixte, « Astilleros Españoles S.A. », qui couvre aujourd'hui 60 % de la production nationale. La demande, depuis, n'a pas cessé de stagner dans ce secteur, et la crise de surproduction de l'industrie navale est venue à son tour peser sur la comptabilité de l'INI.

La quasi-totalité des pertes de ce dernier proviennent d'entreprises appartenant à des secteurs en crise dans l'Europe occidentale tout entière, et dont beaucoup ont été rachetées au secteur privé.

« Il y a quatre INI », affirme un des dirigeants, M. Enrique Badia. « Il y a d'abord l'INI de l'énergie, qui enregistre tous les ans des bénéfices très importants. Il y a l'INI de la crise, qui correspond à certains secteurs en difficulté, surtout en Espagne, comme le charbon, la sidérurgie ou les chantiers navals. Il y a aussi l'INI normale, c'est-à-dire la grande majorité de nos entreprises publiques, dont les comptes d'exploitation sont globalement en équilibre, et l'INI du futur, représenté par les investissements que nous faisons désormais dans les secteurs de pointe, comme l'électronique ».

et l'informatique. Le déficit que nous avons enregistré en 1980 — 58 milliards de pesetas — est dû exclusivement à une demi-douzaine d'entreprises de l'INI de la crise, le reste ayant une comptabilité en équilibre ».

Le secteur privé critique la structure même des dépenses de l'Etat : entre 1974 et 1980, constaté-t-on à la C.E.O.E., la confédération patronale, les dépenses non productives du secteur public ont augmenté de 350 %, tandis que ses investissements n'ont crû que de 225 %, ce qui conduit à alimenter l'inflation, au lieu de relancer la production. Du côté du gouvernement, on rétorque que ce ne sont pas les frais de fonctionnement de l'Etat qui augmentent, mais les « transferts » que la crise rend indispensables : ce sont les cotisations à la Sécurité sociale, les aides et les subventions aux entreprises privées et publiques — dont le patronat profite également lorsqu'il obtient à sa demande des crédits subventionnés, des dégrèvements fiscaux ou des aides pour les secteurs en difficulté.

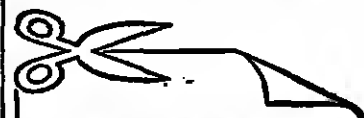
En d'autres termes, l'intervention de l'Etat espagnol dans l'économie a changé de nature, puisqu'il agit aujourd'hui davantage comme agent de redistribution du revenu que comme producteur. Une telle évolution est sans doute indispensable, alors que la crise économique aggrave la situation sur le « front social » et que l'ouverture politique permet désormais l'expression des revendications. Mais elle détourne certains secteurs dans ce pays qui, après quarante ans de dictature, n'a guère de connaissance pratique de la signification d'un modèle social-démocrate, fût-il des plus tempérés.

THIERRY MALINIAK.

(1) 1 peseta = 0,06 franc.

ILS ONT DÉCIDÉ DE SE BATTRE

Voulez-vous réussir avec eux ?



Des chefs d'entreprise, conscients des difficultés qui existent aujourd'hui pour créer, implanter ou transposer une entreprise, ont décidé de se battre avec l'aide d'un partenaire exclusif et performant : le G.A.P.-Aube.

Voulez-vous réussir avec eux ?

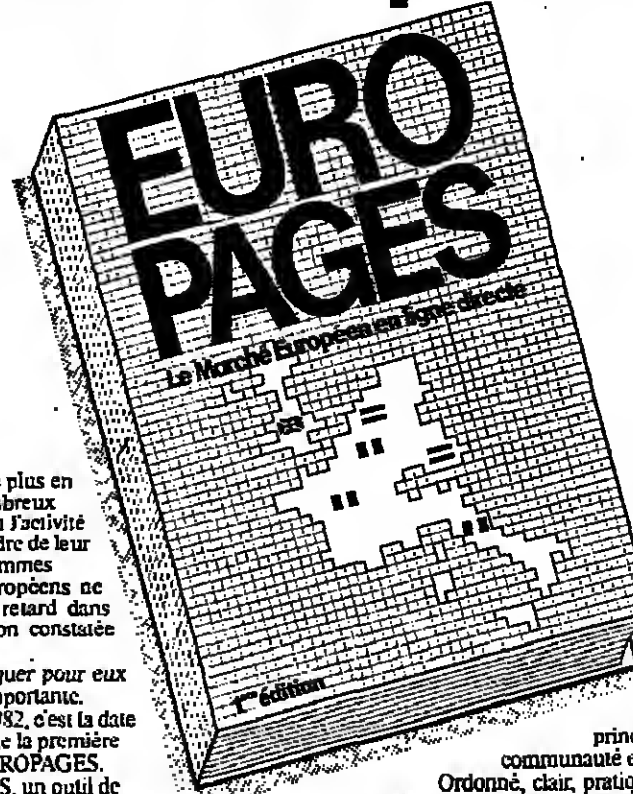
Pour recevoir un dossier complet sur les capacités de l'Aube en faveur des entreprises, retournez cette annonce à : G.A.P.-Aube, 24, bd Victor-Hugo 10000 Troyes.

Nom : _____
Prénom : _____
Société : _____
Adresse : _____
Tél. : _____



L'ESPRIT ET LES MOYENS D'ENTREPRENDRE

1982 L'Europe des affaires va avoir son passeport.



Il sont de plus en plus nombreux ceux dont l'activité dépasse le cadre de leur pays. Les hommes d'affaires européens ne sont pas en retard dans cette évolution constatée partout. 1982 va marquer pour eux une étape importante. Septembre 1982, c'est la date de parution de la première édition d'EUROPAGES, EUROPAGES, un outil de travail indispensable pour tous ceux dont la dimension c'est l'Europe. Pour tous les exportateurs, EUROPAGES sera le meilleur moyen de se faire connaître, d'exporter leur nom, donc

d'exporter leurs produits. Pour les hommes d'affaires, EUROPAGES sera le plus court chemin pour rencontrer 140 000 partenaires dans plus de 450 secteurs d'activité dans les six principaux pays de la communauté européenne. Ordonné, clair, pratique, EUROPAGES sera lire à 250 000 exemplaires. Moyen de connaître ou de se faire connaître, EUROPAGES est le meilleur raccourci pour l'Europe des affaires, une sorte d'indispensable passeport.



Le marché européen en ligne directe.

Promedia, Deutsche Postvertriebs GmbH, Office d'annonces, British Telecom, S.E.A.T. Publication.

OFFRES D'EMPLOI	140,00	164,64
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
ALIMENTS	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PSP, COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	140,00	164,64
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
ALIMENTS	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PSP, COMM. CAPITAUX	140,00	164,64



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



N° 1 MONDIAL DE L'OUTILLAGE ELECTRO PORTATIF
Recherche pour sa SOCIÉTÉ FRANÇAISE (2 unités de production - CA 800 MF - forte croissance)

CONTRÔLEUR DE GESTION

Besé au siège près de LYON, il sera intégré au Département Contrôle de Gestion où il assurera une mission d'analyse et de conseil : planification, suivi de performances, recommandations, amélioration des outils informatiques de gestion.

Coposte conviendrait à un candidat justifiant d'un diplôme d'une école supérieure de commerce (H.E.C., B.S.E.C., E.S.C.P.) ou d'ingénieur complété par une formation de type MBA ou INSEAD et présentant une expérience similaire.

L'élaboration de la carrière offre de réelles opportunités de développement de carrière.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Ecrire sous référence n° 712 avec C.V. + prétentions à BLACK & DECKER à l'attention de G. NICOLAZZI B.P. 417 69218-LYON CEDEX 1.

Compta géné en Touraine

Songer à s'installer dans une ville plaisante et universitaire, c'est un critère non négligeable quand on pense à changer de job.

Quand, en plus, on vous offre de rejoindre le groupe SPRAGUE, qui vit en France et en Europe une croissance prometteuse dans une technologie de pointe, puisqu'il s'agit de composants électroniques professionnels, c'est une autre raison pour étudier de près la question.

Nous vous proposons le poste de Chef de la Comptabilité Générale. Vous en maîtrisez parfaitement la technique grâce à une formation DECS et une pratique professionnelle conséquente. Des notions de comptabilité anglo-saxonne seraient un atout. Sachez que ce poste, loin d'être statique, vous permettra de vivre l'évolution en finesses de notre système comptable.

Un vrai travail de création comptable vous sera confié. Nous comptons sur votre autonomie, votre sens de la décision face aux urgences, vos capacités d'animateur, et votre goût pour le challenge toujours renouvelé des délais à tenir. Bien sûr vous êtes sensibilisés à l'informatique de gestion et vous parlez couramment anglais.

Si vous vous sentez intéressés par ce poste, prenez vite contact avec notre conseil, le cabinet CLEAS qui étudiera avec vous votre candidature. Ecrivez-leur sous référence 223 M.

CLEAS

6 place de la République Dominicaine 75017 PARIS.



HUTCHINSON
transports

recherche pour son usine de CHATELLERAULT un

Ingénieur d'études

Diriger la section d'Etudes et de Calculs, c'est - à - dire concevoir, étudier et calculer (mini-ordinateur) des éléments de carrosserie automobile.

Assurer des relations étroites avec les Bureaux d'Etude des clients.

Rechercher sans cesse les innovations permettant d'être en pointe dans le domaine de l'absorption d'énergie.

Telles sont les principales missions de l'Ingénieur que nous recherchons.

De formation Grande Ecole (ECP, MINES, AM), aimant les études concrètes et le travail dans une équipe performante, il aura obligatoirement une première expérience, si possible dans les Plastiques ou l'Automobile.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photo), en précisant la référence M510, à HUTCHINSON - Direction des Relations Sociales - 2, rue Balzac - 75008 PARIS.

directeur de filiale

COTE D'AZUR 160 000 +

Le poste est à pourvoir dans une PME (CA 20 MF, effectif 50 personnes), spécialisée dans les équipements ferroviaires, devenue récemment filiale d'un groupe important en plein développement.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une grande école, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, lui ayant permis d'exercer avec autonomie des responsabilités de direction de PME ou de Centre de Profit à caractère industriel et commercial.

Situation d'avenir intéressante pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 4770-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

EVREUX
GROUPE INDUSTRIEL A VOCATION FORTEMENT EXPORTATRICE recherche

Directeur Administratif et Financier

DE TOUT PREMIER PLAN

en parfaite synergie avec le Président Directeur Général, il exercera ses responsabilités sur l'ensemble des Sociétés du Groupe.

Adresser CV détaillé, prétentions et photo, à : LAMCO Sélection - 10, rue Raspail - 92270 BOIS COLOMBES.



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

IMPORTANT GROUPEMENT D'ENTREPRISES DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour un chantier de Bâtiment Industriel au MOYEN-ORIENT

CHEFS DE SECTION de laboratoire

Pour prendre la responsabilité :
- du laboratoire du chantier (sols, matériaux et béton),
- des contrôles de travaux (terrassements, chaussées, revêtement),
- des prospections de matériaux et des reconnaissances de terrains (fondations d'ouvrages).
La connaissance des normes anglaises et U.S. serait appréciée.
Anglais souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et prétentions sous référence 3093 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220 - 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE SUISSE DE TRANSFORMATION DE PLASTIQUES

recherche pour son usine en

AFRIQUE de l'OUEST

CHEF de FABRICATION

Ingénieur A.M. ou E.N.P., OYONNAX, BTS (plastiques ou similaires).
5 ans d'expérience au moins dans l'extrusion de tuyaux en PVC l'Injection et le soufflage.
Bonne connaissance en électronique, électricité et mécanique.
Francophone de nationalité indifférente.

Nous assurons :
- une rémunération élevée et motivante en Afrique et en Europe.
- de bonnes prestations sociales.
- un logement et une voiture de fonction.
- un voyage familial annuel en Europe.

Merci d'adresser lettre manuscrite CV et photo récente sous référence n° 1744 à

DAREP conseil 59, RUE DE LA FONTAINE AU ROI 75011 PARIS (qui transmettra)

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

La Cour des Comptes des Communautés européennes

organise le concours général CC/A/9/81 sur titres et épreuves pour le recrutement d'

ADMINISTRATEURS (CONTRÔLEURS) - GRADE A 7

chargés de l'exécution des travaux de conception et d'analyse portant sur le contrôle et la vérification sur place et sur place des comptes et de la gestion communautaires. de la participation aux travaux de contrôle et de vérification confiés au secteur de la redaction des rapports de contrôle. Traitement de base mensuel, avant déduction d'impôt communautaire, entre FB 82.082 (A 7/1) et FB 90.178 (A 7/3). Les traitements de base sont augmentés, le cas échéant, des allocations et indemnités prévues par le Statut. Conditions spéciales d'admission : ☐ études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme en rapport avec les domaines des finances, de l'économie, du droit, de la comptabilité, des sciences politiques ou d'autres domaines similaires ou expérience professionnelle dans les domaines précités garantissant un niveau et une qualité équivalents : ☐ limite d'âge : les candidats doivent être nés après le 1.1.1949; la limite d'âge ne s'applique pas aux candidats qui, au 1.1.1981, sont depuis au moins un an fonctionnaires ou agents des Communautés européennes; ☐ deux années au moins d'expérience professionnelle post-universitaire ou supplémentaire en rapport avec les fonctions d'administrateur mentionnées ci-dessus; les études universitaires supplémentaires seront prises en considération comme expérience professionnelle, pour autant qu'elles présentent un rapport étroit avec les fonctions d'administrateur mentionnées ci-dessus; ☐ connaissance approfondie d'une des langues des Communautés et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

Les candidats doivent posséder la nationalité d'un des pays membres des Communautés. Lieu d'affectation : Luxembourg. Date limite pour la réception des candidatures : 13 novembre 1981. Le formulaire de candidature obligatoire ainsi que des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus en demandant la référence CC/A/9/81, auprès de l'adresse suivante : Concours de la Cour des Comptes, Division recrutement, Secteur concours généraux, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES.

Important GROUPE FRANÇAIS à VOCATION TEXTILE
dont les ACTIVITÉS (Production, Engineering, Participations/Gestio) et les ZONES D'OPÉRATIONS (Europe, Afrique, Moyen-Orient) sont fortement DIVERSIFIÉES

recherche un :

JEUNE INGÉNIEUR TEXTILE

Répondant au profil suivant :

- Formation : diplômé d'une Ecole Sup. Textile + (souhaité) connaissances Économie/Gestion type I.A.E.
- Expérience industrielle (7 à 10 ans) France et Étranger.
- Goût et Aptitudes aux problèmes de Gestion, Relations, Formation, Animation.

Pour lui confier la DIRECTION d'une nouvelle UNITÉ (Filature, Tissage, Finissage) réalisée en AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCOPHONE par son département Engineering.

Ce poste offre :

- Un cadre d'action aux aspects variés, dans lequel le sens des Responsabilités et des Initiatives est prépondérant.
- Une situation et des avantages en nature traités à un niveau de Direction.
- L'opportunité, pour un cadre aux ambitions justifiées, d'accéder à la Maturité d'une Direction d'Entreprise et la perspective d'une situation évolutive au sein d'un Groupe au développement constant.

Adresser C.V. détaillé, situation actuelle, prétentions à : n° 10.338 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra (en indiquant, le cas échéant, les Sociétés auxquelles votre C.V. ne devrait pas être remis).

TECHNICIEN D'EXTRACTION D'HUILE DE PALME

La Société HURACA (DUALA, CAMEROUN) recherche un technicien ayant au moins 5 ans d'expérience dans l'extraction d'huile de palme suivant le procédé de fractionnement par solvant, pour le poste de Directeur Adjoint. Avantages salariaux et sociaux substantiels. Envoyer C.V. avec photo récente à H.P. 3018, Douala, Cameroun. Pour ceux qui sont actuellement en France : possibilité de contact avec M. HAZIM JAZZI au 7 octobre 1981 au Grand Hôtel, tél. 290-33-50.

L'AFRIQUE DU SUD

Constituant un développement sans précédent, offre d'excellentes perspectives d'emploi pour :

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

dans les domaines :
ELECTRICITE - MECANIQUE - ELCTRICITE - METALLURGIE
Pour détails, écrire à Attaché (Immigration), 251, Ambassade Afrique du Sud, 50, rue d'Orsay, 75007 PARIS.

GROUPE IMPORTANT
recherche pour ses filiales en AFRIQUE (secteur d'exportation)

CADRE DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

DECS ou équivalent

3 à 4 ans d'expérience

Ad. C.V. et photo, n° 10582 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris, Cedex 01 qui transmettra.

Recherches pour Chantiers Moyen-Orient

INGÉNIEURS

CLIMATISATION et CHAUFFAGE CRIT Interim 13 337-80-01 20 bis, bd Arago

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressent et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



Génie Civil - Travaux Maritimes
Ouvrages d'Art - Travaux souterrains
Bâtiments - Routes
Spécialisés depuis 1/2 siècle dans les travaux outre-mer - Présent actuellement dans 26 pays recherche pour ses exploitations

Ingénieurs débutants

X. Centrale, Ponts, Mines, T.P.

débutants de 2 ou 3 ans expérience.

Futurs responsables de chantiers en FRANCE et OUTRE-MER après formation en Bureau d'Etudes (calculs, méthode, prix).

Anglais nécessaires.

Mobilité - Libres immédiatement ou dans 6 mois (service militaire).

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 9290 à L.T.P. 31, Boulevard Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

GROUPE FRANÇAIS
recherche pour Côte Occidentale d'Afrique

UN CHEF COMPTABLE

possédant D.E.C.S. ou équivalent.

5 ans d'expérience dans la fonction.

MAÎTRISE PARFAITE DE LA LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE

- Ce poste offre de larges possibilités d'évolution au sein du groupe de dimension internationale.
- Priorité d'intérêt aux candidats ayant déjà travaillé en Afrique.
- Situation intéressante comportant les nombreux avantages habituels de l'expatriation.

Envoyer curriculum vitae + photo à BRIO-GLOBE - Référence 1.778, 5, place des Victoires, 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	Le m²	Le m² T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m²	Le m² T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,40
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,00
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressif selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LABORATOIRE SUISSE
recherche
pour son équipe d'information médicale
DELEGUES MEDICAUX
DEBUTANTS HF
- pour 16 + 17 + 24
- pour 06 + 20
Bac scientifique minimum.
Veuillez personnaliser.
Lignes le 9 Novembre 1981 pour stage
5 semaines.
Envoyer lettre manuscrite, photo
récente avec CV détaillé à
LABORATOIRES ROBAPHARM
2, square Villaret de Joyeuse
75017 PARIS

ETABLISSEMENT PUBLIC DU VAUDREUIL
EURE
recrute

UN COLLABORATEUR LOGEMENT

Jeune cadre commercial, expérience de 3 à 5 ans
dans l'immobilier, pour s'intégrer à l'équipe chargée
de la promotion de l'habitat (montage d'opérations
nouvelles, négociations avec les promoteurs) dans la
ville nouvelle du VAUDREUIL.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions
à l'attention de Monsieur VICER
Boîte postale n° 5, 27690 LÉRY.

Message à un Jeune INGENIEUR MECANICIEN

Vous souhaitez entrer dans une société française (3500 personnes, C.A.
6 milliards). Nous proposons sur le marché mondial des résines thermo-
plastiques techniques très performantes dont les applications couvrent tous
les secteurs de l'industrie. Notre clientèle de transformateurs est donc
constituée de

Plasturgistes

Notre service assistance technique à la clientèle renforce son équipe et
cherche un jeune ingénieur mécanicien. Celui-ci, après formation, deviendra
un Responsable chargé d'une part d'assurer la clientèle transformatrice
pour tous les problèmes de mise en oeuvre et d'utilisation de nos produits,
d'autre part de développer et promouvoir les technologies et méthodes de
mise en oeuvre.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes ingénieur (A et M
ou équivalent) ayant acquis en spécialisation à l'Ecole ou au cours d'une
première expérience industrielle une connaissance significative de la plas-
turgie.

Vous parlez impérativement anglais, si possible allemand.
Vous êtes prêt à voyager en Europe à 50% de votre temps.
Résidence : NORMANDIE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle
sous référence M/203/W à notre conseil qui vous enverra plus d'informations
sur le poste avant de vous recevoir.

mcp

CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Message à un INGENIEUR ANALYSTE chimiste

Vous souhaitez entrer dans une société française (3300 personnes, C.A.
5 Milliards) d'un des secteurs industriels les plus dynamiques

la pétrochimie

Notre centre d'Etudes et de Recherche de Serquigny (27) est l'un des plus
modernes de France. Nous y faisons de la recherche fondamentale, de la
recherche appliquée et technologique, dans le domaine général des pro-
cédés et des macromolécules. Nos chercheurs sont de gros demandeurs
d'analyses. Nous souhaitons donc intégrer à notre équipe fonctionnelle
un nouvel ingénieur analyste.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes ingénieur chimiste
si vous avez au minimum 22 ans, une expérience significative d'analyse
incluant un travail important à la paillasse et l'utilisation des appareils
d'analyse les plus modernes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle
sous référence M/203/V à notre conseil qui vous enverra plus d'informations
sur le poste avant de vous recevoir.

mcp

CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

SON SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

chargé :
- dans un premier temps de l'élaboration d'un contrôle de gestion
- dans quelques mois, de la prise en charge des activités administratives
et de gestion du Centre (Comptabilité Générale et Analytique - Factu-
ration - Trésorerie - Finances - Economat - Entretien travaux).

PROFIL SOUHAITE
- expérience indispensable et réussite de la mise en place ou de l'utilisation
d'un système de gestion évolué, si possible en milieu hospitalier
- bonne connaissance de la gestion informatisée
- niveau DECS ou équivalent
- capacité à diriger une équipe d'une cinquantaine de personnes environ.

Adresser C.V. et prétentions à : No 10.625, CONTESSÉ PUBLICITE,
20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour son Département
«PIECES DETACHEES» OPEL

DELEGUE REGIONAL

REGION
ALSACE - LORRAINE

- Formation : BTS - DUT
- Expérience de 2 ans dans la fonction com-
merciale souhaitée
- Anglais indispensable
- Grande disponibilité
- Voiture fournie.

Adresser C.V. et prétentions à
Service Ressources Humaines, 5, bd Gallieni
92231 GENNEVILLIERS.

Notre société, située dans le JURA, à 80 km de LYON et de GENEVE, poursuit
développement grâce à une forte implantation régionale et internationale de ses prods.
Nous recherchons pour notre département Export, un

jeune cadre export

pour lui confier la responsabilité d'un groupe de marchés européens et extra-européens.
Il rejoindra notre équipe d'inspecteurs des ventes et aura, comme eux, la mission de
développer la commercialisation de nos produits (biens de consommation durables). Dans
le cadre d'un programme annuel d'activité, il aura une autonomie importante dans la mis-
se en oeuvre des moyens nécessaires pour parvenir à la réalisation de ses objectifs.
Le collaborateur que nous recherchons aura une formation commerciale supérieure, une
première expérience de la vente sur les marchés d'exportation et perlera couramment
l'anglais. Une bonne connaissance de l'allemand serait appréciée.
Il faut être disponible pour de fréquents voyages.
Nous vous remercions d'adresser vos dossiers
de candidature au Service du Personnel,
GROSFILLEX, BP 2, ARBENT,
01107 OYONNAX Cedex.

Grosfillex

Information de formation supérieure,
diplômé d'une école d'ingénieur ou d'université, le SUD-OUEST vous attire.

Un important organisme financier mutualiste souhaite vous confier la responsabilité de
son service

Etudes-organisation et méthodes informatiques

A la tête d'une équipe de 7 personnes, vous serez chargé d'animer et de coordonner les
études et la réalisation de logiciels d'application et d'organisation. En liaison avec
l'exploitation et les utilisateurs, il vous appartiendra de concevoir et de faire évoluer les
systèmes de traitement. Vous participerez à l'élaboration puis à l'application du plan
informatique.

Une expérience confirmée (4 ans minimum) dans une fonction similaire, avec conduite de
projets et pratique du traitement des données est indispensable.
La connaissance des problèmes d'organisation et des mécanismes bancaires constitue-
rait un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir rapidement, dans une ville importante (100 km de Bordeaux).
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec C.V., photo et pré-
tentions sous la réf. 2402 à O.C.S.

ocs

Conseil en Recrutement
37 Quai Richelieu
33024 BORDEAUX cedex

gérant de société

Transports

400.000 F +

Un important holding français de transports routiers
(CA = 200 MF) se structure et recherche, pour son siège situé en
région nord, le gérant de sa société TRANSIT et TRANSPORTS
INTERNATIONAUX, dont les activités sont l'acheminement de fret
de bout en bout et les opérations de transit, douane et transport.

Membre du comité de direction du holding, il dirigera son entreprise
dans le cadre d'une politique de groupe. Sa mission essentielle
concernera la définition et la réalisation d'une politique com-
merciale de développement ainsi que la gestion de sa société. Ce
poste conviendrait à un candidat de haut niveau, de 35 ans mini-
mum et de formation supérieure, possédant une solide expérience
de direction acquise dans une entreprise de transit et de transport
routier. Le sens naturel des affaires et l'aptitude aux responsabi-
lités de chef d'entreprise sont les qualités indispensables. Des ren-
seignements complémentaires seront fournis au cours d'un
entretien confidentiel.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la réf.
5115/M à C. Beauvillain, Sema-Selection: 43, rue Delory
59800 LILLE

sema selection Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse

HABIA

CABLE

Vous êtes un ingénieur inventif.
Vous avez déjà dirigé une petite équipe.
Vous parlez quelques mots d'anglais.

Nous sommes une société en pleine expansion
(50 % l'an)
et nous cherchons un

INGENIEUR

pour développer des produits nouveaux
et des machines nouvelles

Il dirigera une petite équipe, qu'il concevra
et qui deviendra un centre technique international
pour nos autres unités de production.

Envoyez ou téléphonez vite
(26) 42-22-10 M. PUZO
HABIA CABLE S.A., 61210 MONTMIRAIL

SOCIÉTÉ SEMI-CONDUCTEURS «SGS - ATE FRANCE» S.A.

recherche pour son usine de
RENNES

UN INGENIEUR QUALITÉ CONFIRMÉ

- Formation : Ecole d'Ingénieurs ou Université.
- Expérience exigée : 3 ans minimum.
- Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Le poste à pourvoir implique :
● Expérience sérieuse des contrôles sur composants
électroniques.

- Aptitude au travail en équipe.
- Contacts avec clients en Usine.

Evolution à terme vers poste à responsabilité.

Envoyer C.V., manuscrit, prétentions et photo d'identité à :
«SGS - ATE FRANCE» S.A.
Serv. du Personnel - B.P. 2.299 - 35022 RENNES Cedex.

E.F.C.I.S. CIRCUITS INTEGRES recrute

CADRE ORDONNANCEMENT

Intégré dans une ligne de produits de la Direction Industrielle,
le candidat sera responsable :
- de la gestion pluriannuelle prévisionnelle
- de l'acceptation des commandes correspondantes
- du déclenchement, du suivi et de la synthèse des opérations
- de la liaison avec le Marketing.

Le candidat devra avoir une formation supérieure en gestion,
complétée par des connaissances techniques ou une expérience
de l'ordonnancement.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. à :
E.F.C.I.S. - Service Recrutement - B.P. 217
38019 GRENOBLE Cedex.

INGENIEUR chef de service préventions conditions de travail

POUR UNE USINE MODERNE DE 3 000 PERSONNES (ratta-
chée à un des premiers groupes industriels français) nous recherchons un
Ingénieur pour lui confier l'importante responsabilité du service «Prévention -
Conditions de Travail».

Au sein de la fonction Personnel et Relations Sociales, il s'agit,
- d'une part, d'assurer l'application des dispositions légales concernant
l'hygiène et la sécurité et d'impulser des progrès significatifs en ce domaine
en sachant obtenir l'adhésion des individus et services concernés,
- d'autre part, de promouvoir et d'animer une politique d'amélioration des
conditions de travail en en faisant partager le souci constant à tous les
niveaux de l'entreprise.

Le titulaire devra être à même d'obtenir l'implication étroite du service autonome
de Médecine du Travail dans toute son action. Il disposera des moyens et des
ressources appropriées.

Ce poste conviendrait à un candidat désireux de valoriser une solide expérience
de la production, motivé par les relations humaines et témoignant des qualités
marquées d'animateur. Il requiert des connaissances approfondies de la régle-
mentation de la sécurité, des facultés d'autonomie et de gestionnaire.

Poste ville Nord France. Rémunération : 150 000 F/an +

Ecrire sous réf. RH 148 CM.

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

هكذا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	la semaine	la semaine
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	47,04
IMMOBILIER	12,00	14,10
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,54

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	la semaine	la semaine
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur mondial de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, recherche

pour MARSEILLE

ingénieurs logiciels

Ils interviendront suivant leurs affinités ou leur expérience dans des projets faisant appel aux techniques de :
● applications temps réel sur mini-ordinateur et microprocesseur
● études théoriques en automatique. Réf. 057 LM

chefs de projets

Vous êtes un ingénieur issu d'une grande école ayant plusieurs années d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques.
Nous vous offrons la possibilité de prendre en charge la responsabilité totale d'un projet dans les domaines :
● gestion de production
● informatique industrielle. Réf. 058 LM

Le développement actuel de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière.
Envoyer C.V. en précisant la référence du poste choisi à l'attention de M. HUSSET - SESA, 241, av. du Prado, 13008 MARSEILLE.



Premier fabricant européen de TÉLÉPHONES Filaires du Groupe MATRA poursuit son développement rapide dans la TÉLÉMATIQUE en FINISTÈRE SUP et recherche plusieurs

Jeunes ingénieurs électromécaniciens ou électroniciens

désirent valoriser leur première expérience dans une entreprise dynamique, en plein développement (doublement du C.A. en 2 ans).

Ingénieur qualité

Il participe à la définition de la politique de la qualité et connaît donc bien les méthodes statistiques de contrôle. Il établit les spécifications. Il définit et fait appliquer dans les deux usines la politique de contrôle-entrée. Il traite directement avec les clients et fournisseurs. Il a une expérience du contact avec les grandes administrations. Anglais indispensable. Réf. 888 LM.

Ingénieur automatismes et robotique

Il a pour mission d'automatiser progressivement les différentes usines (fabrication, contrôle, manutention). Il participe à la conception des produits nouveaux pour les rendre aptes à l'assemblage robotisé. Réf. 999 LM.

Ces postes se situent dans un cadre de vie agréable (usines à Douarnenez et Pont-de-Buis de 650 personnes chacune - Direction à Quimper). L'ambiance de travail est simple, directe mais pour réussir, il faut être prêt à s'impliquer à fond dans son travail. La délégation de responsabilité est réellement pratiquée.

Si vous désirez acquérir une expérience de grande valeur et avoir des possibilités d'évolution très larges dans l'une des filiales les plus dynamiques du Groupe MATRA...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel) en indiquant la référence du poste à notre conseil.



Raymond Poulin Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

Ingénieur contrôle en usine

Il prend en charge le contrôle-entrée dans le cadre de la politique de qualité de l'entreprise, depuis la définition des plans et des moyens de contrôle jusqu'au suivi de la qualité des livraisons des fournisseurs. En outre, il suit en atelier la fiabilité des composants utilisés. Réf. 75 LM.

Ingénieur service technique (produits)

Il améliore les produits existants et participe à la conception et au développement des produits nouveaux. Il négocie avec les administrations pour obtenir les agréments et dérogations. Il a déjà une expérience solide de la grande série et du développement des produits. Réf. 50 LM.

Il participe à la conception et au développement des produits nouveaux. Il négocie avec les administrations pour obtenir les agréments et dérogations. Il a déjà une expérience solide de la grande série et du développement des produits. Réf. 50 LM.

Il participe à la conception et au développement des produits nouveaux. Il négocie avec les administrations pour obtenir les agréments et dérogations. Il a déjà une expérience solide de la grande série et du développement des produits. Réf. 50 LM.

Il participe à la conception et au développement des produits nouveaux. Il négocie avec les administrations pour obtenir les agréments et dérogations. Il a déjà une expérience solide de la grande série et du développement des produits. Réf. 50 LM.

Vous êtes attiré par la conception et la réalisation de machines transfert, robots et par la gestion ?

Une première expérience industrielle méthodique et/ou production vous conduit à la recherche d'une réelle opportunité de carrière ? Un important groupe industriel français peut vous offrir de devenir en VENDEE un

Jeune ingénieur technique Ingénierie

Rattaché à la Direction Générale, ce gestionnaire aura pour mission l'animation de l'ensemble de la fonction : Etudes, montage, sous-traitance, achats, soit une équipe d'une vingtaine d'ingénieurs et Techniciens.

Le plan de développement évolutif du poste exige du jeune ingénieur mécanicien/électro-mécanicien recherché, une autorité naturelle s'appuyant sur une compétence technique reconnue, une large curiosité technologique, un sens aigu de la gestion et bien sûr, de solides qualités d'organisation et d'animation.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence SEP à notre conseil.

Michel AUBRY 10, Impasse Pierre Loti 85000 La Roche sur Yon

directeur commercial

PAP FEMININ 300.000 F

Nous commercialisons et fabriquons plusieurs lignes de produits de PAP féminin, sous une marque à forte notoriété. Nos clients sont des détaillants de très bon standing. Un important investissement publicitaire (T.V. en particulier), et promotionnel, une grande continuité dans la qualité de nos produits, la fiabilité de nos livraisons, sont les agents de notre développement et de notre rentabilité, qui est l'une des meilleures de la profession. Nous abordons une nouvelle phase de notre développement : 1) le renforcement de notre implantation sur les marchés américain et japonais, 2) le lancement de produits nouveaux, 3) la création d'une chaîne de magasins franchisés. Nous recherchons l'homme qui nous fera réussir. Rattaché au Directeur Général, il participe à la définition de la politique commerciale, il oriente les collections en liaison avec la création, avec l'aide d'un Chef des Ventes, il encadre et anime les représentants exclusifs en France, et les agents à l'exportation, et il gère le budget de communication. Nous aimerions que ce collaborateur puisse se prévaloir d'une expérience réussie d'homme de terrain. Nous voulons un professionnel de l'habillement - un vrai... qui parle l'anglais, et si possible une autre langue. Nous sommes installés dans une grande ville universitaire. Il y fait bon vivre.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 11381 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTec



Peintures Industrielles, Grand Public et Bâtiment (+ de 400 millions de F de C.A. - 1100 personnes 3 établissements)

NOTRE DIVISION CARROSSERIE AUTOMOBILE propose un poste de :

TECHNICO COMMERCIAL

DEPARTEMENT NORD (59)

Il lui est demandé :

● d'excellentes compétences techniques ● d'être un homme de terrain, avoir une expérience professionnelle minimum de 3 années de la peinture automobile.

Il sera :

● le Représentant exclusif «VALENTINE», chargé d'assister et de développer la clientèle existante, de réparateurs, carrossiers et distributeurs, ● de gagner de nouveaux clients ● de répondre aux demandes techniques de la clientèle, de le conseiller, de faire progresser ses ventes.

Il sera basé à LILLE, une rémunération adaptée (fixe + commissions + prime + remboursement de frais) et le statut Représentant lui assure une solide situation dans notre Société.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, photo et prétentions à Compagnie des Vernis VALENTINE Direction du Personnel - 185, av. des Grésillons 92231 GENNEVILLIERS

Les Hospices Civils de Lyon recherchent pour leur Département Informatique

Réf. A : un Ingénieur Système (Ecole d'ingénieur, Maîtrise) pour leurs systèmes D.P.S. 7 (expérience G.C.O.S. 64 apprécié).

Réf. B : un Ingénieur Application (Ecole d'ingénieur, Maîtrise) Expérience P.A.C. 700 et télétransmission appréciée. Pour projet Comptabilité.

Adresser lettre manuscrite (en précisant rémunération) curriculum vitae et photo.

HOSPICES CIVILS DE LYON DEPARTEMENT INFORMATIQUE 61, boulevard Fierl 69001 LYON CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE recherche pour villes moyennes du Sud-Ouest

ASSISTANTS ou EXPERTS-COMPTABLES stagiaires même débutants ESC ou niveau équivalent. Formation assurée. Ecrire K 8085 agence Havas 33075 BORDEAUX Cedex.

LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES organisme public à vocation internationale, recherche pour son complexe scientifique et technique

UN JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Il sera chargé au sein d'une petite équipe de participer à la conception d'équipements en géophysique et en appareils de mesure.

Les candidats, de formation grande école ou universitaire, devront présenter une expérience professionnelle d'environ 2 ans micro-informatique traitement du signal. Débuts acceptés.

Adresser lettre de candidature avec C.V., récépissé de présentation au BUREAU D'EMPLOI, 8 P. 8008, 45000 ORLÉANS Cedex.

Institut d'éducation permanente à Lille recherche spécialistes en économie et gestion financière pour assurer cours et responsabilité de formation, expérience petites entreprises souhaitée. Envoyer C.V. détaillé au journal qui transmettra.

Ecrire s/r 7151 Le Monde Pub. serv. ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RECHERCHE DIRECTEUR TECHNIQUE gestion pool de matériel, accueil diffusion sur plusieurs sites, conseil géographique, expérience confirmée décentralisation, rémunération convention collective.

Disponibilité immédiate. Envoyer C.V. : théâtre J.A.G.A.T. 1, place du Marché-Lecteur, 86000 Poitiers - (49) 41-28-33.

Important groupe industriel français, recherche pour son unité, à taille humaine, de VENDEE

Ingénieur qualité débutant ou presque

A.M., ENSI, INSA ou équivalent

Après avoir été formé à la connaissance de «toute la vie» des produits, il sera plus particulièrement responsable du CONTRÔLE.

Il devra pouvoir animer une équipe de 10 techniciens et contrôleurs et s'imposer auprès des autres services, des clients et des fournisseurs par sa solidité technique, son esprit d'organisation et sa diplomatie.

Bref, être un formateur et un conseil.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence IC à notre conseil.

Michel AUBRY 10, Impasse Pierre Loti 85000 La Roche sur Yon

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30

de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

Établissement Benoitte et Social Région Langue-d'Océan

Recherche ÉCONOME Formation supérieure hôtelière ou commerciale. Agé de 35 ans minimum. Expérience collective.

Ecr. s/r 7.180 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CENTRE SOCIO-CULTUREL RECRUTE :

Responsable secteur jeunes (poste à pourvoir à GRENOBLE) Axes principaux de travail : - Recherche emploi - formation - insertion professionnelle.

Qualités souhaitées : - Connaissance du monde du travail. - Expérience du contact avec les jeunes et sensibilisation à leurs problèmes.

Formation : - Annuaire, Educateur ou autre titulaire d'importance sera accordée à l'expérience professionnelle et personnelle qu'à la formation.

Age minimum : 30 ans. Adresser les candidatures avant le 17 octobre à : Monsieur le Secrétaire général Centre socio-culturel et sportif Chorier-Berliet-Vergara 10, rue Henri-Lachet 38100 GRENOBLE

Association Sémestre et Sociale Région Langue-d'Océan Recherche pour poste de Conseil Juridique d'Entreprise Homme de préférence 30 ans minimum du D.I.C.E. ou du doctorat en droit. Ecr. s/r 7.157 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SAFARE-CROUZET

Domaine électronique marine militaire, recherche pour son service d'études à Nice : 14 Ingénieur expérimenté ou faible expérience : analogique, radioélectronique, test automat. 24 Ingénieur expérimenté ou débutant : numérique, microproc. Adresser : C.V. et prétentions à : SAFARE-CROUZET, 6.P. 171 - NICE Cedex 06005. Tél. : (93) 84-72-79.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR SA DIVISION ENGINEERING

INGÉNIEURS D'AFFAIRES ET D'ÉTUDES

ayant quelques années d'expérience dans l'OFFSHORE

Plusieurs postes à pourvoir

Lieu de travail : LE HAVRE ou MARSEILLE

Formation : AM, ENSM, GM ou similaire. Anglais indispensable

Ces postes ne pourront convenir qu'à des candidats dynamiques ayant de solides références.

Ecrire sous le n° 7.184 Le Monde Publicité service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORTANTE ENTREPRISE À CARACTÈRE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL RÉGION SUD

recherche :

- UN INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE ÉTUDES-TRAVAUX

Assistant du Responsable de la Coordination des Maîtres d'œuvre.

- 30 ans environ.

Ayant expérience de coordination d'études des Maîtres d'œuvre et chantiers (spécialité ferroviaire, Courants Faibles ou Courants Forts).

Salaire brut annuel : 125 à 155.000 F.

- UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN-INFORMATICIEN

pour Service Courants Faibles (département Péage, poste de commande centralisé).

- 30 ans environ.

- Expérience microprocesseurs et mini-calculateurs.

- Expérience Péages automatiques (contrôle et distribution) et commandes centralisées coustées.

Salaire brut annuel : 125 à 155.000 F.

Envoyer à EUROSD N° 4993 2, RUE DE BRETEUIL, 13001 MARSEILLE.

RC RAO CONSEILS

Ecrire avec Salaire actuel et photo sous réf. 102 RC 39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mètre	Le mètre T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Région Lyonnaise

Leader européen sur le marché des produits qu'elle conçoit, fabrique et commercialise, notre Société poursuit son expansion. La croissance de sa Division de biens de consommation LOISIR (25% du CA de la Société) la conduit à créer le poste de

Chef de produit-marché futur chef de division

Chargé de concevoir des politiques et stratégies de produits, de les commercialiser et d'étendre les marchés, il détermine les objectifs, établit des prévisions et des budgets, construit le plan Marketing, coordonne les actions et oriente le développement technique et commercial vers les buts à atteindre. Dans une première phase, il assistera le Directeur Commercial de la Société. Ultérieurement, il assurera la direction complète de la Division qui comprend ses propres Services d'Etudes, de Fabrication et de Ventes. A la tête d'un CA actuel de 30 millions et d'une soixantaine de personnes, il sera un centre de gestion, d'impulsion et de créativité. Responsable de son compte d'exploitation, il siègera au Comité de Direction de la Société.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, connaissant bien les techniques de base du marketing et de la gestion prévisionnelle et financière, il possède 5 à 10 ans d'expérience en commercialisation de biens de consommation de grandes séries acquise dans une entreprise industrielle. Anglais nécessaire et notions d'allemand perfectibles. La formation complémentaire sera assurée notamment par une rotation dans divers postes du Siège Social et de l'usine.

Adr. lettre man. et C.V. en indiquant votre rémunération actuelle s'él. 81700 M à Jean GUYOT - 664-CEGOS Rhône-Alpes 76 bd du 11 Novembre - 68100 VILLEURBANNE. Réponse et discrétion assurées. Les entretiens auront lieu à Paris et Lyon.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

JEUNES HEC-ESSEC-SUP de CO

DEBUTANTS OU 2/3 ANS D'EXPERIENCE

Nous sommes un GROUPE PETROLIER et nous recherchons pour notre Direction Distribution de jeunes CADRES COMMERCIAUX.

Affectés en Province, dans un premier temps, ils auront la responsabilité d'un secteur de vente.

Larges perspectives ultérieures d'évolution, en France ou à l'Etranger.

Salaire d'embauche brut annuel : 105 000 à 132 000 F.
+ Accessoires + voiture + frais professionnels.

Adresser lettre, C.V., et photo sous référence 10558 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. Discrétion assurée.

LE CRÉDIT MUTUEL Océan

recherche pour son siège à La Roche-sur-Yon :

UN TECHNICIEN DES CRÉDITS PROFESSIONNELS

formation supérieure, si possible complétée par I.T.B., D.E.C.S., C.E.S.B. ...

Large expérience de la pratique des crédits professionnels. Adr. lettre manuscrite + C.V. et prétentions à direction des relations humaines.

CRÉDIT MUTUEL Océan

34, rue Léandre-Merle,

85001 La Roche-sur-Yon GARE. Cedex 27 X.



elf aquitaine

recherche

pour son Centre de Recherches de LACQ (64)

INGENIEUR CHEF DE PROJETS

PROFIL :
- Ingénieur grandes écoles avec spécialité génie chimique,
- expérience de laboratoire de plusieurs années exigée.

MISSION :
cet ingénieur est destiné à être le Chef des Projets de Recherche concernant le traitement des gaz naturels dans le domaine de la désulfuration et de la désacidification.

INTERET :
- situation d'avvenir pour un cadre soucieux d'une carrière au sein d'un Groupe à vocation nationale et internationale.

Envoyer CV et prétentions No 10.423 à SNEAP - DC Recrutement 26, Avenue des Lilas (Tour 12-04) - 94018 PAU CEDEX.

Jeune cadre financier

110.000 F

Nantes - Une société française de taille moyenne en pleine expansion, filiale d'importants groupes industriels, spécialisée dans la conception, la réalisation et la commercialisation de biens d'équipements destinés à l'industrie pétrolière, recherche un jeune cadre financier. Directement rattaché au Directeur Général, il aura comme objectif la supervision progressive de l'ensemble des domaines comptables et financiers de l'entreprise. Outre les tâches courantes découlant de ce genre de fonction (supervision de la comptabilité générale et analytique, budgets, paiements, trésorerie, informatisation, etc.), il sera responsable du traitement de problèmes liés à l'exportation (85% du CA de la société) : financements, relations avec organismes officiels et filiales, etc. Ce poste situé à Nantes, conviendrait à un jeune diplômé d'enseignement supérieur (type HEC, ESSEC, SUP de CO), possédant une parfaite maîtrise de la langue anglaise. Sans être indispensable, deux à trois ans d'expérience d'une fonction similaire dans le domaine des biens industriels, sera un atout apprécié. Le salaire, de l'ordre de 110.000 francs, sera essentiellement fonction du niveau de compétence du candidat retenu. Ecrire à D. DELBIEU - PS CONSEIL - 1 rue Duguesclin - 44000 NANTES - M. A181M.



Direction recherche et développement

PME basée à Dijon, SBM n'en est pas moins leader mondial dans sa spécialité (fabrication d'appareils de chauffage à gaz) et compte plusieurs filiales à l'étranger.

Elle propose aujourd'hui à un jeune Ingénieur généraliste (30 ans ou un peu plus), de créer sa Direction Recherche et Développement.

Centrale, A et M ou équivalent, sous l'autorité directe du PDG, vous êtes un véritable maître d'œuvre, prêt à prendre la responsabilité de la conception de divers projets : nouveaux produits, évolution de ceux existants, nouvelles applications... réalisés par votre B.E.

Votre expérience industrielle (de préférence secteur gaz ou électricité) ainsi que vos qualités de novateur et de communication vous ont préparé à assumer ce poste - clé.

Rémunération : 180 000 F +.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 81168 M à

telecom 225, rue du fbg Saint Honoré 75008 PARIS.



SPECIALISTE DE L'ALIMENTATION PREPAREE POUR ANIMAUX FAMILIERS

Leader sur son marché - Filiale d'un Groupe International

Nous recherchons notre

ACHETEUR TECHNIQUE

160.000+

SA MISSION : CONTRIBUER A L'OPTIMISATION DE NOS RELATIONS AVEC NOS FOURNISSEURS D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES, EN LIAISON AVEC L'ENSEMBLE DES UTILISATEURS.

VOUS AVEZ :
une formation supérieure
une expérience industrielle de 3 à 5 ans
une pratique courante de l'anglais
de solides capacités de communications à mettre au service de la négociation et du travail d'équipe.

VOUS CHERCHEZ :
une opportunité dans une société en développement où vous trouverez, politique de rémunération progressive, pratique avancée de la délégation, possibilités de développement et d'évolution.

Donnez-vous la possibilité de le faire, adressez-nous votre lettre de candidature avec C.V. et photo à : UNISABI - S.A. - B.P. 7 - Département du Personnel (PS) 45550 ST DENIS DE L'HOTEL.

F. SALMON

CA 80 MF (+ 30% l'an)
Leader en grande distribution du cadeau naissance et layette baby crée le poste de

RESPONSABLE LOGISTIQUE PRODUITS

A partir des prévisions commerciales, il assure le suivi des livraisons en fabrication, contrôle en qualité et quantité la réception des marchandises, aménage le magasin, optimise le stock, bâtit le planning de livraisons, dirige les expéditions et la distribution physique. Il anime un service de 25 personnes.

C'est un ingénieur déjà familiarisé avec l'ordonnement, la distribution, et la gestion physique du stock.

Lieu de travail : CHOLET.

Ecrire avec CV détaillé, en précisant la rémunération actuelle sous référence 72538 M à Denis JOUSSET

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 Paris
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

Notre société spécialisée dans le contrôle des matières premières agricoles, pétrochimiques et minérales, recherche pour son implantation de ROUEN

Chef de laboratoire

Ingénieur chimiste de formation et excellent technicien, il animer une équipe de 9 personnes et aura la responsabilité tant du fonctionnement du laboratoire que du développement commercial des activités de son secteur.

Une expérience préalable des fonctions d'encadrement est nécessaire ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire avec CV, prétentions à S.G.S. FRANCE Mademoiselle HERVE, Division du Personnel 16, rue du Louvre - 75001 PARIS

PS Conseil

IMPORTANTE ENTREPRISE DOMAINE PARAPHARMACEUTIQUE Région BOURGOGNE

recherche :

Jeune Cadre Commercial Débutant

LIBERE O.M.

pour lui confier le développement d'une gamme de produits destinés au secteur hospitalier.

IL DEVRA :

- assurer les contacts commerciaux

- étudier, rechercher, mettre en place de nouveaux produits dans la gamme.

ET EN CAS DE REUSSITE :

- développer les moyens

- animer l'équipe en place.

Formation E.S.C. ou similaire.

Nombreux déplacements à prévoir.

Possession d'un véhicule souhaitable.

Envoyer C.V. détaillé, photo (retournée), et prétentions sous réf. 12413

JEAN REGNIER PUBLICITE 39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

Un Groupe Textile, leader français dans son Marché, situé dans le Limousin (zone rurale) recherche :

1 CONTROLEUR de GESTION

responsable des Services Financiers et Comptables. Ce cadre aura pour

missions :
- l'établissement et le suivi des budgets prévisionnels (analyse des coûts, justifications des écarts...), à partir d'une comptabilité informatisée,

- la responsabilité de l'établissement des bilans des trois sociétés du Groupe.

Une expérience professionnelle solide ainsi qu'une grande rigueur intellectuelle sont les éléments prépondérants pour ce poste.

Les candidats seront traités confidentiellement par

M. A. DANNENBERGER - CEPIAD

2, rue Joseph Sanzoulet 75008 PARIS.

550 من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mardi 6 octobre 1981 - Page 31

OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

La ligne	La ligne TTC
71,00	83,50
21,00	24,70
48,00	56,45
48,00	56,45
48,00	56,45
140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,70
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Juriste contrats internationaux

Le Chef du Service Juridique International recherche un adjoint pour l'assister dans ses activités.

Le poste exige :

- Maîtrise Droit Privé minimum (Droit des Affaires...),
- Première expérience en entreprise de 2 ou 3 ans,
- Anglois courant impératif,
- Disponibilité pour déplacements de courte durée.

Il devra pouvoir prendre en charge rapidement, entre autres activités, tous les aspects juridiques relatifs à la préparation et au suivi des contrats de sous-traitance.

BOUYGUES

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5791 JI
à G. Desruelles - Direction du Personnel - BOUYGUES
B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

Un homme de valeur a sa place chez Bouygues.

INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU



Vous êtes ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, et votre expérience de 5 ans minimum fait de vous un spécialiste des problèmes de :

- Télécommunications et réseaux
- Interconnexions d'ordinateurs

et vous donne une bonne connaissance générale des problèmes de gestion.

CAP SOGETI SYSTEMES, première société européenne de services et de conseil en informatique vous propose d'étendre vos connaissances et d'élargir votre champ de responsabilités en vous confiant au sein d'une de ses divisions :

- le contrôle et l'inspection technique de l'ensemble des projets,
- l'élaboration des propositions concernant nos grands projets et nos interventions à haut niveau de technicité,
- des actions de conseil relevant de vos domaines de compétence.

La rémunération dépendra de votre expérience et peut être très élevée.

Poste à pourvoir à Paris. Fréquents déplacements de courte durée en province.

Adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 823, à Mme Muller - CAP SOGETI SYSTEMES - 92 boulevard du Montparnasse 75632 Paris Cedex 14. Tél. 320.13.81.

CAP SOGETI SYSTEMES

THOMSON-CSF

ACTIVITES SPATIALES

recrutement immédiat à Meudon-la-Forêt (92)
et transfert à TOULOUSE mi-1983

INGÉNIEUR

Position II BUREAU D'ETUDES

ÉCOLES NATIONALES OU INSTITUTS

Expér. supérieure 5 ans en bureau d'études aéronautiques.

MISSION :

- Piloter la réalisation des dossiers de définition d'équipements, d'électronique embarquée sur satellites.
- Interface avec bureau de calcul : mécanique, thermique, fiabilité.

Anglais lu, écrit, parlé.

Adr. C.V., photo, rémun. souhaitée (sous n° 10.773), au Service du Personnel, Département ESPACE-SATELLITES - B.P. 51 - 92360 MEUDON-LA-FORÊT.

un analyste organique tenté par le fonctionnel

Nous sommes une entreprise industrielle (3000 p., CA 1000 MF), installée à Paris-Est et disposons de deux gros CIT-HB et de MINIS 6.

Vous avez fait vos preuves comme analyste en réalisant, par exemple, une gestion de stocks dans l'industrie ou la distribution et acquis ainsi l'expérience de la mise en œuvre d'un SGBD sur haut de gamme HB ou IBM.

Venez prendre en mains nos applications commerciales réalisées en DB/DC et concevoir leurs extensions avec nos utilisateurs.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3890LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

AL conseil

Conseil en Recrutement

s'installe dans ses nouveaux locaux

102, boulevard Malesherbes

75017 PARIS

Tél. : 766-01-27 et 763-29-53

AL conseil

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ecoles de Commerce... + DECS

- Pour suivre et coordonner l'activité comptable de nos filiales françaises et européennes, en collaboration avec différents auditeurs externes et les structures comptables décentralisées,
- Pour assurer l'étude critique des procédures en place, proposer des actions d'organisation interne en matière de comptabilité générale et en assurer la réalisation pratique,

le Chef des Comptabilités cherche pour CASTRES dans le TARN un

Inspecteur comptable

Il a au minimum 28 ans, connaît de préférence l'anglais, a déjà à son actif une expérience de quelques années en Cabinet ou en Entreprise.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 191 LM à M. Claude PECH - B.P. 222 - 81106 CASTRES CEDEX.

groupe pierre fabre

Un des premiers laboratoires pharmaceutiques et cosmétiques français - C.A. 750 MF - de 2 000 personnes - 7 filiales à l'étranger.

le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises

Il recherche pour sa délégation Régionale NORMANDIE à ROUEN

UN JEUNE DIPLOME HF

sup de co, maîtrise, sciences éco...

ayant de bonnes connaissances en finances, comptabilité.

Il (ou elle) étudiera des dossiers de demandes de crédit émanant d'entreprises de divers secteurs, en relation avec les banques et les clients.

Un stage de formation de 3 mois est prévu à PARIS.

STATUT BANCAIRE

Envoyer C.V., photo et prétentions à : Monsieur BALLESTER - Directeur Régional CEPME

Immeuble Montmorency n° 1
Centre Régional St Saver
76048 ROUEN CEDEX.

le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises

POUR RENFORCER SON ACTION COMMERCIALE dans la région ILE DE FRANCE OUEST il recherche

UN JEUNE DIPLOME

sup de co, maîtrise, sciences éco...

ayant de bonnes connaissances en finances, comptabilité.

Après une formation approfondie, tant technique que commerciale, il sera chargé sur son secteur (VAL D'OISE), d'une mission d'information auprès des chefs d'entreprises et des banques.

Il proposera le montage d'opérations de financement.

STATUT BANCAIRE

Adresser C.V., photo et prétentions à :

Monsieur Claude NESPO
Directeur Régional CEPME
Ile de France Ouest - 5 rue Bellini
92800 PUTEAUX LA DÉFENSE

En VENDEE, importante société électromécanique, fabrication grande série, recrute

Ingénieur

Electricité/électronique

Ce jeune diplômé aura suivi une filière technique et possèdera une première expérience dans un service technique ou entretien.

Collaborateur direct du chef des services techniques production, il participera à l'amélioration des équipements techniques, à la création et à la réalisation de nouvelles lignes de production fortement automatisées.

Nous recherchons un jeune ingénieur, particulièrement motivé par les réalisations concrètes et l'évolution technologique.

Large possibilité d'évolution à l'intérieur du groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence IEE à notre conseil.

Michel AUBRY

10, impasse Pierre Loti
85000 Le Rocher sur Yeu

BREDERO

Pour compléter sa force de vente Recherche

Vendeurs Immobilier Loisirs

pour commercialiser ses appts de haute qualité

situés en montagne et Méditerranée.

Excellent salaire 7000 F garanti

+ forte commission sur CA TTC

+ avantages.

Vente exclusivement

sur coupon réponse.

Secteurs à pourvoir :

Paris - Lille - Strasbourg - Lyon

Envoyer CV + photo à :

URBIPLAN BREDERO

36, rue Tronchet 69006 Lyon

Ne pas téléphoner

Nous sommes un groupe multinational, leader sur son marché pour la production et la diffusion d'équipements mécaniques et d'accessoires.

Nous recherchons :

un GESTIONNAIRE

devant assurer la fixation des prix inter-compagnie et export en liaison permanente avec les unités concernées.

Les candidats doivent avoir :

- un BTS comptabilité ou niveau équivalent,
- une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire,
- UNE PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS.

Ils devront faire la preuve :

- de leurs capacités d'organisation,
- d'un esprit d'analyse et de synthèse,
- d'un sens aigu des contacts et relations.

Les candidatures de débutants seront examinées si, hors l'expérience, ils répondent aux autres exigences du poste.

Les appointements sont attractifs, une évolution intéressante est envisagée pour un élément de valeur.

Lieu de travail : ville agréable province grande région Nord Paris.

Facilités d'installation.

Adresser courrier de candidature à N. 1319

PUBLICITES REUNIES

112, Bd Voltaire - 75011 Paris

LE CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIKES SENILIS (OISE)

recherche

INGENIEUR DIPLOME

ECOLE DE MECANIQUE

ayant 2 ans minimum d'expérience en mise en œuvre de MACHINES OUTILS A COMMANDE NUMERIQUE.

Au sein d'une équipe de recherche et de conseil sur les méthodes modernes de production, cet ingénieur sera chargé dans un premier temps d'étudier les possibilités actuelles des machines outils à commande numérique et leurs applications dans les productions mécaniques, avec une possibilité d'évolution vers les études d'implantation d'ateliers flexibles.

Connaissances de l'anglais et de l'allemand souhaitées.

Adresser C.V., photo et prétentions sous

référence C.N. à CETIM - Service du

Personnel, B.P. 67, 60304 SENLIS.

LE 5 OCTOBRE
NOUS ALLONS DU 11 AU 13 L.
TOUT AUGMENTE !



publiscope
junior

13 rue Royale 75008 PARIS.

Nouveau numéro de téléphone :

742.44.10

Agence Conseil en Publicité

de Recrutement.

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

Le m/m. * Le m/m. TTC
71,00 83,50
21,00 24,70
48,00 56,45
48,00 56,45
48,00 56,45
140,00 164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
* Dégressifs selon surface ou nombre de peratures

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Well test interpretation

Ingénieur Réservoir

Spécialisée depuis 20 ans dans le Well test et leader mondial de cette activité, FLOPETROL a élargi (depuis 4 ans) ses services aux compagnies pétrolières par l'interprétation des essais de puits.

Pour diriger ce Service en pleine expansion (13 ingénieurs en 1981, effectif doublé en 1982), FLOPETROL recherche un INGENIEUR RESERVOIR CONFIRME.

Il participera à l'élaboration des nouvelles méthodes d'interprétation, à la formation des ingénieurs interprétation et à la coordination des services interprétation.

Basé au siège de Vaux-le-Pénil près de MELUN (77), il aura à effectuer des déplacements à l'étranger.

Outre une formation en « Petroleum Engineering » (Msc, Phd...) et une expérience de 5 à 10 ans dans l'étude de réservoir (de préférence, dans l'analyse des essais de puits), le candidat retenu possèdera une parfaite connaissance de la langue anglaise.

La rémunération proposée sera fonction de l'expérience et, de toute façon, très motivante.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions sous

référence EX 100 à SERVICES TECHNIQUES

FLOPETROL - Service Recrutement - B.P. 592 -

77005 MELUN Cedex.



FLOPETROL

Schlumberger

SOLIDITE ET SECURITE

Dans un monde où l'on voit les situations les mieux établies souvent remises en cause au moindre accident, les Assurances du Groupe de Paris offrent des possibilités de carrière et de réussite aussi solides que variées.

C'est un avantage apprécié par les jeunes, qui estiment avoir le droit de compter sur l'entreprise et sur les moyens qu'elle mettra à leur disposition pour réussir leur vie professionnelle.

LA REUSSITE PASSE PAR LE COMMERCIAL

Pas de réussite professionnelle dans les années qui viennent sans une parfaite maîtrise des disciplines commerciales et notamment de la vente. Il suffit de consulter les offres d'emploi.

Or, à notre avis, la meilleure façon d'acquiescer cette maîtrise est l'expérience et, peut-être, l'épreuve du terrain. Elle seule permet à chacun de découvrir les exigences de l'action et, renforçant la volonté d'entreprendre, confirme les vocations personnelles.

UNE FORMATION ORIGINALE ET MOTIVANTE

Comment remplir ce programme ?

Les Assurances du Groupe de Paris offrent à tout jeune diplômé de l'enseignement supérieur (ES, ESCA, Sc. Eco) un stage de formation original de 24 mois.

Ce stage équilibre de façon équilibrée l'enseignement théorique et la formation pratique, permet d'acquiescer progressivement l'expérience nécessaire à la réussite.

C'est pourquoi il débouche sur des fonctions d'encadrement dans le secteur commercial de l'entreprise.

Si vous voulez en savoir plus sur les Assurances du Groupe de Paris et sur leur programme de formation, écrivez avec CV et photo sous référence C.F.C. à M. COSTE, 26 boulevard Haussmann 75008 Paris.



Nous sommes un Cabinet International d'AUDIT et de CONSEIL. Nous recherchons pour notre bureau à PARIS

UN AUDITEUR CONFIRMÉ

Vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet d'AUDIT et vous êtes titulaire d'un diplôme ou d'un certificat supérieur.

Adresser lettre et CV à Annick BRUGGEMAN HELIOS, 7, rue de Chaillot, 75116 PARIS.



Un jeune adjoint de direction à compétence juridique

An sein du mouvement HLM, nos cent quatre-vingts sociétés de crédit immobilier conduisent aujourd'hui, à côté de leur rôle traditionnel de prêteurs, une action vigoureuse de construction de logements en accession à la propriété. Notre organisme professionnel définit et anime cette action. Nous nous efforçons d'apporter à ces sociétés le soutien qu'elles attendent de nous, en particulier dans les domaines réglementaire et juridique.

Nous vous proposons de venir participer, comme adjoint à notre Directeur, à cet effort pour des prestations de toujours meilleure qualité. Vous réaliserez bien qu'une solide formation juridique (maîtrise minimum), éventuellement confortée par l'ICJ, vous est indispensable. Une première expérience de trois à quatre ans au milieu HLM - à l'exception dans le crédit immobilier - ou dans des fonctions juridiques ou financières liées à la promotion immobilière vous sera naturellement une bonne préparation pour prendre maintenant ce poste. Êtes-vous prêt(e) à rejoindre notre équipe, à Paris ? Faites-en part, sous réf. 812 611M, aux consultants de Sirca qui nous assisteront pour ce recrutement.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC



LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche dans le cadre du développement de ses activités « Radar militaires »

ingénieurs électroniciens

GRANDES ECOLES : ESE - ENST ENSERG - ENSEEHT - ENSEM

EXPERIMENTES en circuits numériques pour études et réalisation dans le domaine du traitement de signal.

Travail en équipe. La nationalité française est exigée.

Les candidatures (CV et prétentions) sont à adresser à : LCT, BP 40, 78141 Velizy-Villacoublay Cedex.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

Dans le cadre du développement de son activité, « Réseau » recherche :

Ingénieurs - Informaticiens expérimentés

ayant une bonne connaissance de l'un des domaines suivants :

- architecture de réseaux ;
- communication de messages ;
- communication de paquets.

Réf. ACRI/LM

Analystes-Programmeurs

Expérience assembleurs minis & micros dans un environnement temps réel, téléinformatique.

Réf. ACR2/LM

Écrire avec CV et prétentions, sous la référence correspondante, à SG2 12-14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour son Centre de Traitement des opérations bancaires

Ingénieur Analyste d'Exploitation

Pour encadrer équipe de 6 analystes, assurer la mise en service de nouvelles applications, créer des méthodes d'exploitation, des outils d'aide à l'exploitation et optimiser les traitements informatiques. ECOLE D'INGENIEUR, plusieurs années d'expérience sur IBM système MVS - TSO/SPF. Connaissance du langage de programmation.

Ad. CV, phot., sal. et prêt en précisant la réf. à CNCA Recrutement Carrière Cedex 25 75300 Paris France

THOMSON-CSF

INGENIEURS D'ETUDES

(ENSAE - ENST - ESE - ENSI - ISEP - ISEN...)

En expansion, en proche banlieue sud,

La Division Avionique

souhaite renforcer le potentiel de ses équipes techniques en y intégrant des

ELECTRONICIENS DEBUTANTS

pour leur confier des travaux de Conception et Réalisation d'Équipements Aéroportés.

A - PLUSIEURS postes sont offerts dans des secteurs de technologies avancées

1 - traitement du signal (algorithmes, numérique, analogique)

II - MICRO-ONDES : antennes et circuits en micro-électronique performante

III - Électronique de puissance

B - ENSEMBLES RADARS

conception et essais de systèmes, évolution vers des responsabilités de maîtrise d'œuvre impliquant le goût des contacts et le sens de l'organisation.

Merci d'envoyer C.V. et photo à THOMSON-CSF, Département RCM - Service du Personnel - 68, Avenue Pierre Brossolette - 92242 MALAKOFF Cedex.

GROUPE FRANCAIS

recherche pour l'un de ses établissements de DISTRIBUTION (800 personnes) proche de TRAPPES son

chef du service exploitation

Diplômé AM, INSA...

Il sera responsable d'installations logistiques récentes comprenant la réception et les différents magasins de stockage, d'expéditions et de manutention. Il aura à animer le personnel de ses services (100 personnes) en visant une optimisation des systèmes d'organisation et d'entretien préventif, dans un contexte technique et méthodologique faisant appel aux développements de l'automatique programmable.

Bon électromécanicien, votre expérience de 3 à 5 ans de direction de fabrication ou d'entretien ou de systèmes de gestion automatisés vous conduira à cette fonction d'organisation et de gestion industrielle moderne dans un groupe diversifié et en évolution.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à Média System, sous référence 672V, 104 rue de Valenciennes 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES PARIS LA DEFENSE

recherche

Rédacteur(trice) Juridique

Formation nécessaire - Maîtrise droit privé.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 10588 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Société leader produits alimentaires recherche pour PARIS

UN COLLABORATEUR RELATIONS FOURNISSEURS

27 ans minimum

Le poste sera placé sous la responsabilité du Secrétaire Général.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à No 10.715 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

هكذا من الأصل

	Le 1er	Le 2nd
OFFRES D'EMPLOI	71,00	63,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	55,45
AUTOMOBILES	48,00	55,45
AGENDA	48,00	55,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	Le 1er	Le 2nd
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	38,45
IMMOBILIER	31,00	38,45
AUTOMOBILES	31,00	38,45
AGENDA	31,00	38,45

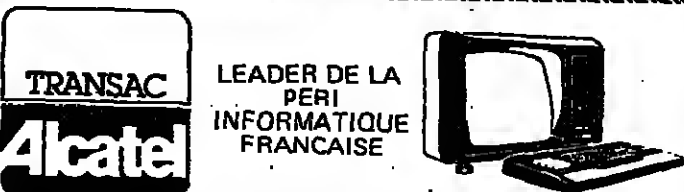
* Dégressifs selon surface ou nombre de pages

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LEADER DE LA PERI
INFORMATIQUE
FRANCAISE

recrute dans le cadre de son expansion pour renforcer la Direction Technique et la Direction des Applications des ingénieurs logiciens de haut niveau

Les candidats diplômés Grandes Ecoles devront avoir une expérience de quelques années en logiciel sur systèmes temps réel.
Une bonne connaissance des langages évolués et des réseaux serait très appréciée.
Nous leur confierons soit l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, soit la responsabilité de grands projets techniques.
Nous offrons à des candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution et une rémunération motivante.
Lieu de travail : Massy S. R.E.R.

Merci d'adresser votre candidature complète
(lettre manuscrite, CV, photo et prétentions)
à Michel BERNET-ROLLEND
TRANSAC ALCATEL
91680 BRUYERES-LE-CHATEL

UEER

UNION D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES RÉGIONALES
Holding d'Entreprises Électriques
C.A. HT 1,5 Milliard de F. Effectif : 6.500 personnes.

recherche :

A) pour l'ensemble de ses filiales

SON CONTROLEUR DE GESTION

Le titulaire de formation supérieure (HEC ou équivalent) 35 ans environ, est rattaché directement à la Direction Générale du Groupe.
Il est principalement chargé du contrôle de gestion des filiales en liaison avec les Présidents de ces dernières. Il assure en outre, avec l'aide des Services comptables et administratifs du Groupe, la présentation des comptes de la Société et l'établissement du bilan consolidé.
Il apporte son assistance en tant que de besoin à toutes les Sociétés du Groupe en matière financière, juridique et fiscale.
Une expérience de quelques années de gestion d'entreprise de travaux sur devis sera appréciée.
Des missions de courte durée sont prévues sur le territoire métropolitain et dans une moindre mesure à l'étranger.

B) pour sa filiale MORS JEAN ET BOUCHON mjb

UN INGÉNIEUR EN CHEF - ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

Le titulaire Ingénieur Électricien de formation (ESE ou équivalent), 35 ans environ, a une expérience de plusieurs années comme Ingénieur d'affaires dans l'entreprise électrique. Il connaît particulièrement bien les milieux industriels et tertiaires (Énergie, pétrole, chimie, bâtiments publics) ainsi que le milieu de l'entreprise.
Il est attiré par l'action commerciale et les contacts humains.
Il sera chargé de renforcer la pénétration de l'entreprise auprès de la clientèle désignée ci-dessus et d'assurer la liaison entre les Clients et les Unités opérationnelles.
De bonnes perspectives de promotion sont envisageables pour un candidat de valeur.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN TECHNIQUE-COMMERCIAL dans le domaine nucléaire

Le titulaire 35 ans environ Ingénieur Électricien de formation a une expérience d'Ingénieur d'affaires d'installations de contrôle commande d'Unités nucléaires.
Il est attiré par l'action commerciale et connaît bien le milieu des donneurs d'ordres.
Il établit le contact avec la Clientèle actuelle et potentielle et assiste les Unités opérationnelles dans la négociation des contrats et pendant leur réalisation.

LA SECRÉTAIRE DU PRÉSIDENT

Cette collaboratrice expérimentée effectue le travail classique de la fonction (Classement, prises de rendez-vous, sténos, frappe, etc.).
Elle assure également certaines responsabilités à caractère confidentiel et apporte au Président sa collaboration complète.
De bonne présentation et culture générale, elle a 35 ans minimum et une bonne expérience de Secrétariat de Direction.
La connaissance du droit des Sociétés dans le domaine des Conseils d'Administration et Assemblées Générales sera appréciée.
Les conditions sont à débattre mais de nature à motiver une candidate de qualité.

Les quatre postes sont à pourvoir au Siège de la Société à MONTESSON.

C) pour l'ensemble du Groupe

DEUX INGÉNIEURS HAUT NIVEAU (X, Centrale, Mines, P et C)

Les candidats ont 5 ans d'expérience environ dans l'entreprise de travaux, éventuellement électrique.
Après une période de formation à nos méthodes à Paris ou en Province, ils sont destinés à prendre en charge une Unité opérationnelle du Groupe avec perspectives d'accéder à terme, à un poste de direction dont l'un sera à Montesson et l'autre en Province (Le Mans ou Toulouse).

Les personnes intéressées devront envoyer une lettre de candidature manuscrite complétée d'un C.V. et d'une photo à l'adresse suivante : U.E.E.R. - Direction Générale - 280, RUE DU 6 MAI 1945 - 78360 MONTESSON

SOPAD Nestlé.

recherche de
JEUNES
DIPLOMÉS
pour son
Service Inspection

- H.E.C., ESSEC, SUP de CO ou équivalent possédant, si possible, le DECS.
- INGÉNIEURS E.C.P., INA, EN-SAM, désireux d'obtenir une formation complémentaire en gestion.
Au sein du service chargé de l'audit opérationnel des différents établissements, ces INSPECTEURS DE GESTION auront la possibilité de vivre une expérience valorisante en découvrant toutes les activités d'une grande entreprise.
Rattachés au Siège Social, à Courbevoie, ils effectueront, après un stage de familiarisation de quelques mois, des missions de contrôle et de conseil de 2 à 5 semaines sur l'ensemble de la France.
Par la suite, la diversité des connaissances acquises leur offrira, selon leurs aptitudes et leurs goûts, de larges débouchés en GESTION, MARKETING, PRODUCTION...
Ecr. avec cur. vitae à SOPAD Direction du personnel, 17, quai Paul-Doumer - 92411 Courbevoie, Cedex.

Ingénieur Méthodes

Un important Groupe industriel de matériels électromécaniques recherche pour l'un de ses établissements dont les produits intéressent l'industrie aéronautique un INGENIEUR METHODES.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs à dominante électromécanique, il secondera le chef de service, participera à l'établissement du dossier industriel, animera l'analyse de la valeur, et contribuera à la mise en application des nouveaux modes d'organisation.

Ce poste basé en proche Banlieue Nord conviendrait à un ingénieur, possédant au minimum quatre années d'expérience dans l'industrie.

Fonction évolutive et perspectives d'avenir assurées.

Merci d'adresser C.V. détaillé et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 977 M à



réponse et discrétion assurées.



COMPAGNIE GENERALE
DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications et consacrant 7 % de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement avancés recrute pour son activité télécommunications

INGENIEURS INFORMATIENS

Recherche dans une équipe technique de développement de très haut niveau et participer à la conception et à la programmation de systèmes en temps réel.

A des candidats confirmés ou même débutants, nous offrons des opportunités exceptionnelles de carrière, dans des domaines en constante évolution : commutation électronique avec intégration de services nouveaux, Télématique, traitement de la parole, etc.

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée
au Service du Personnel
251, rue de Vaugirard
75740 PARIS CEDEX 15.

THOMSON-CSF ACTIVITÉS SPATIALES

recrutement immédiat à Meudon-la-Forêt (92)
et transfert à TOULOUSE juillet 1983

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS Expérimentés POSITION II et III GRANDES ÉCOLES (ENST - ENSA - ESE)

MISSION :

- Conception.
- Développement.
- Gestion de projets spatiaux.

DOMAINES :

- Télécommunications.
- Hyperfréquences, antennes.
- Radar.
- Transmissions d'images.
- Électronique numérique ou analogique.

Anglais écrit et parlé.

Adresser C.V. photo, rémunération souhaitée (sous n° 10.632) au Service de Personnel département ESPACE-SATELLITES B.P. 51 - 92360 MEUDON-LA-FORÊT.

NUCLETUDES S.A. ORSAY (91)

Seule société en Europe spécialisée en durcissement nucléaire d'équipements, systèmes et engins

recherche pour renforcer son équipe d'essais

● JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS diplômés grandes écoles

● TECHNICIENS ÉLECTRONIENS

Diplômés B.T.S.-D.U.T.
Expérience de la mesure sur composants et équipements appréciée.
Les candidats devront être de nationalité française et dégages des oblig. militaires.

Ecrire avec curriculum vitae manuscrit.

B.P. 117, 91944 LES ULIS CEDEX

Directeur marketing Équipements de bureau

180 000 +

Sur ce marché très concurrentiel des équipements de bureau, notre société s'est construite une image de marque de forte notoriété. Elle y occupe une position de leader. Dans le contexte économique actuel, nous devons bien sûr assurer les positions acquises. Mais nous avons surtout à toujours gagner de nouvelles parts de marché.

Nous nous voulons agressifs et conquérants.
Notre Directeur Général veut placer auprès de lui un spécialiste du marketing mix pour faire bénéficier notre équipe de direction de son expérience et de son savoir-faire, remettre en cause mais aussi faire vivre les politiques stratégiques que nous entendons suivre dans les cinq prochaines années.

Définir de nouveaux produits avec nos designers et nos structures d'innovation, consolider notre image de marque, repenser notre système de distribution, conduire une politique publicitaire promotion cohérente, suivre notre marché et la concurrence, choisir avec nous les investissements techniques et commerciaux, rien ne doit échapper à son esprit critique et à son génie de la vente.
C'est donc un grand professionnel que nous recherchons. Il a fait ses preuves dans les études et la stratégie à moyen terme.
Il a aussi démontré ses capacités de vendeur et d'animateur.
Michel Collet vous remercie de lui écrire sous référence 3353 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec

Notre Entreprise intervient depuis plus de cinquante ans dans un domaine spécialisé des Travaux Publics; présente sur tout le territoire, elle occupe une place de premier plan dans son secteur.
Sa dimension (500 M.F. CA consolidé) et son indépendance financière lui donnent une liberté d'action et de développement susceptible de convenir au :

directeur-général-adjoint

que nous recherchons pour secondier directement le Président

Véritable manager :
- Il assurera l'animation et la gestion de l'entreprise ainsi que la coordination avec les filiales,
- il assurera personnellement le suivi du développement dans le cadre de la politique qu'il contribuera à définir.

Nous souhaitons une formation Grande Ecole, complétée par une expérience opérationnelle réussie à haut niveau en entreprise si possible dans le domaine des B.T.P.

Le poste est basé à PARIS.
Les candidatures seront traitées confidentiellement à PARIS, dans les plus brefs délais.

Adresser CV manuscrit, photo et niveau de rémunération souhaitée sous No 8.901 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Directeur administratif

Les laboratoires SEPTODONT sont les leaders mondiaux dans leurs spécialités : produits dentaires. Leurs effectifs sont d'environ 250 personnes. Leur expansion les amène à s'implanter dans une nouvelle Usine en région parisienne.

Ils souhaitent recruter un Directeur Administratif, qui rattaché au D.G.A. aura les responsabilités suivantes : Service du Personnel et de la Paye - Service Informatique (9 personnes - 2 IBM 34, IBM 38 dans 2 ans) - Services Administratifs et Généraux. De plus il supervisera lui-même 3 magasins d'emballage-expéditions.

Ce poste s'adresse à un Cadre confirmé, âgé d'environ 35 ans, ayant une excellente formation de base, et de très bonnes connaissances dans les domaines Personnel et Informatique. Le profil recherché est celui d'un homme à la fois diplomate et énergique. La solidité, la renommée et l'expansion de la Société sont de nature à motiver des candidatures d'un bon calibre.

Lieu de travail : Paris 10ème

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération sous réf 11819M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

SÉLÉ CEGOS
Séle-CEGOS Tour Chenonceaux
204, rond-point du Pont de Sèvres
92516 BOULOGNE CEDEX

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Liège, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Responsable de projets

Radio-communications - Traitement de signal

Ingénieur III B

Société de 3 000 personnes, appartenant au groupe C.G.E. recherche pour son secteur Radio-Communications en rapide expansion, un Ingénieur, responsable de projets.



En position fonctionnelle, il assumera la responsabilité des réponses aux consultations, projets techniques et devis avec le soutien des Chefs de laboratoire (Etudes prospectives sur matériels nouveaux, gammes VHF et UHF). Il s'agit d'un poste à créer. Seul dans un premier temps, il dirigera d'ici 2 ou 3 ans une petite équipe à recruter. Ce poste, de haut niveau, convient à un Ingénieur ENST ou ESE par exemple, ayant une dizaine d'années d'expérience dont au moins 5 ans en laboratoire. Il doit avoir des connaissances approfondies en radio-communications, traitement de signal et pilotage programmé de systèmes radio. Ce poste nécessite un esprit d'innovation et de synthèse et de bonnes facilités de rédaction de documents techniques. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé mentionnant niveau actuel de rémunération, sous référence 11.811/M à D. de LARIVIERE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Séle-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Liège, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE (PARIS)

recherche
pour son service commissariat aux comptes
COLLABORATEURS

ESC, environ 2 ans d'expérience en cabinet
Env. C.V. détaillé et prétentions s/n° T029508M
à Régie-Press 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS

CADRES

Trouver l'emploi qui vous convient : cela s'apprend
NE RESTEZ PAS ISOLÉS
Avec nos méthodes et la synergie du groupe
Vous serez plus sûr de vous !
Plus efficaces, vous trouverez plus vite
Association « CARRIÈRE et DÉVELOPPEMENT »
Tél. 296-64-76 (15 h/20 h).

Société de Service

psychologue industriel

FORMATION :
- maîtrise de psychologie ou sciences de l'éducation
POUR :
- sélection, orientation de personnel
- étude de postes
- animation des actions de formation pédagogique.
Aptitudes pédagogiques, anglais indispensable.
Lieu de travail : REGION PARISIENNE
Cours déplacements Etranger.
Adresser C.V., photo et prétentions à No 10.725,
CONTESSÉ Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

DIRECTION GÉNÉRALE

Filiale Groupe International
ou Entreprise taille Humaine,
ou Important Centre de Profit
en expansion
c'est ce que recherche le
DIRECTEUR INTERNATIONAL

d'un groupe industriel de 5 000 personnes, HEC-CPA,
40 ans, Anglais et Espagnol courant. Directeur
opérationnel en charge actuellement de la stratégie et de
la mise en œuvre : marketing, politique industrielle et
financière, gestion du Personnel et relations avec les
partenaires de l'entreprise.
Faire offre sous référence 5.817
ORGANISATION et PUBLICITE, 2, rue Marengo,
75001 PARIS qui transmettra.

CRCAM de l'Île-de-France analyste-programmeur, le 3600, vous connaissez ?

Nous disposons à notre siège d'un 3033/MVS qui supporte, avec IMS, un réseau de bientôt 500 terminaux financiers.
Vous participez activement à la refonte des applications interactives concernant les agences avec un groupe de deux à trois programmeurs en les faisant profiter de votre savoir-faire technique.

Vous disposez d'une formation supérieure en informatique et d'une expérience même courte qui a fait de vous un bon technicien du 3600.

Notre consultante, Mme S. HOFFMANN, vous remercie de lui écrire, ou de lui téléphoner au (1) 260.32.22, sous la référence 4050 LM à « Carrières de l'Informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



Programmeurs-Analystes

pour ses centres de Masy (91) et Valbonne (06, près d'Antibes) jeunes gens dégagés des O.M.

• Niveau DUT ou équivalent

- Salaire brut annuel : 80000 F

- après un an confirmation dans l'emploi : 86000 F

• Niveau Miage ou équivalent

- Salaire brut annuel : 84000 F

- après un an confirmation dans l'emploi : 94500 F

* barème au 1^{er} octobre 81

Adresser dès à présent C.V. et lettre manuscrite à :

AIR FRANCE
Direction du personnel et des Affaires Sociales
Division recrutement et orientation
3, square Max Hymans
75757 PARIS Cedex 15

CRIG

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES EN INFORMATIQUE
EN PLEINE EXPANSION

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

CONFIRMÉS

- région parisienne ;

- formation assurée ;

- rémunération motivante.

Adresser C.V. + photo + prétentions à

JONATHAN VISUALISATION
44 bis, rue Lucien-Sampaix, 75010 Paris, ss réf. 8109067.



IMPORTANT GROUPE
INTERNATIONAL
D'ASSURANCES I.A.R.D.

recherche pour son siège parisien

analystes - programmeurs CONFIRMÉS

pour participer au développement de nouvelles applications en DB/BC.
Matériel IBM 4331/DOS-VSE.
Logiciel COBOL - CICS DLI.
Anglais souhaité.
Horaire mobile - 37 h 30 par semaine, 5 semaines de congés.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
Compagnie SAINT PAUL - 14, rue Bollu - 75009 PARIS

Conseiller en achats de produits pétroliers

La Société :
• opère dans le monde entier ;
• est spécialisée depuis 48 ans dans le contrôle des dépenses d'énergie.

Le job :
• aider nos clients français à obtenir de meilleures conditions sur l'achat de leurs produits pétroliers ;
• le poste est basé à Paris-La Défense.

Le candidat :
• aura une connaissance étendue du marché des produits pétroliers aussi bien industriel que commercial, et parlera l'anglais ;
• une expérience réussie dans une grande compagnie pétrolière est un avantage.

La rémunération :
• elle sera fonction de l'expérience du candidat qui aura de réelles possibilités de promotion au sein d'une société en pleine expansion.

Le C.V. avec photo et prétentions doit être adressé en toute confiance à :

M. OTIN,
EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

Analyste expérimenté

Vous souhaitez prendre en charge la réalisation et l'évolution d'un système. Cette offre vous concerne.
Société financière de taille internationale, nous recherchons l'interlocuteur auquel sera confiée la réalisation du système informatique d'une de nos divisions.

Il représentera le département informatique auprès de cette division, il sera l'un des animateurs de la réorganisation de la gestion de cette unité.

Avec les utilisateurs, il définira le cahier des charges, puis procédera à l'analyse fonctionnelle. Il dirigera les analystes programmeurs qui lui seront confiés, effectuera le démarrage des applications et participera à l'élaboration du plan des travaux ultérieurs.

Il devra posséder la maîtrise des applications en mode conversationnel. Notre équipement informatique actuel est un IBM 4341 avec un important réseau de télétraitement.

Michel Collet vous remercie de lui écrire sous réf. B3303M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE

Grande banlieue NORD de PARIS

recherche pour son Département

MICRO ELECTRONIQUE

un Ingénieur

électronicien

Grande Ecole ou assimilé

Devra s'intégrer dans une équipe chargée

de la promotion et de la réalisation de

la micro électronique dans les produits

mécaniques. La connaissance et la pratique

des microprocesseurs de l'informatique

et de la mécanique ainsi que de l'anglais

sont vivement souhaitées.

Adresser C.V. photo et prétentions à

CONTESSÉ & Cie
20, avenue de l'Opéra 75040

Paris Cedex 01 qui transmettra

sous référence 10.521.

Comptabilité et contrôle de gestion:

un poste évolutif

Filiale d'une multinationale, c'est une moyenne entreprise commerciale dynamique. Face à son expansion, elle se réorganise et cherche le RESPONSABLE des SERVICES COMPTABLES et CONTRÔLE de GESTION.

Il aura à structurer la Comptabilité (en particulier comptabilité clients), organiser le bon fonctionnement des tâches administratives (fiscalité, législation de personnel, douane), suivre et prévoir la Trésorerie.

Il encadrera l'équipe existante, à former ou modifier à moyen terme. L'information sera une autre de ses responsabilités.

Après cette première réussite, une évolution est possible.

Ce poste convient à un homme disponible pour s'impliquer dans l'exécution autant que motivé par la mission de réorganisation.

Il a 28 ans minimum, une formation Sup. de Co. option Finances ou DECS complet, plusieurs années de pratique des comptabilités anglo-saxonne et française en PME ou Audit.

Son anglais s'il est moyen devra devenir constant dans l'avenir.

Ce poste est à pourvoir à PARIS.

Nous vous remercions de noter la réf. CO 1014M sur votre courrier, et d'être précis sur votre expérience professionnelle. Nous nous engageons à être rapides et d'une totale discrétion.

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

RESEAUX

DIRECTEUR DE PROJET

Importante Société de Conseil et d'Études Informatiques recherche un directeur de projet pour conduire la conception et la réalisation d'un réseau d'envergure nationale de connexions intercalculateurs. Ce projet demande une aptitude à l'encadrement d'une importante équipe d'ingénieurs et l'habitude des relations-clients.

Le candidat doit justifier d'au moins 5 ans d'expérience en téléinformatique et d'une connaissance des architectures de réseaux, des protocoles de communication et des systèmes temps réels. La connaissance d'une gamme étendue d'ordinateurs et des micro-processeurs serait appréciée.

La rémunération annuelle se situera entre 150 000 et 200 000 F, suivant l'expérience du candidat.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 72537 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Filiale d'un grand Groupe
recherche

DIRECTEUR DE FABRICATION D'ANNUAIRES

Sa mission :

Exercer un rôle de fonctionnel au sein du groupe, il aura, pour interlocuteurs internes, les responsables du marketing, de l'exploitation et de la gestion. Sa parfaite connaissance du marché lui permettra de traiter directement avec les sous-traitants externes les problèmes de :

- photocomposition,
- mise en page,
- impression,
- achat papier...

Son profil :

- il sera de formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs, Ecole Supérieure de Commerce, Sciences Po...),
- il justifiera d'une expérience d'au moins 5 ans dans les arts graphiques et/ou l'édition,
- s'il a une connaissance approfondie, théorique et pratique, de la photocomposition, elle sera très appréciée,
- il maîtrisera les techniques de fabrication et la connaissance du marché des sous-traitants,
- son rôle d'intermédiaire au sein d'un groupe important imposera sur une bonne aptitude à la négociation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions
ss n° 41287 HAVAS CONTACT, 156 Bd Haussmann, 75008 PARIS

QUELLE

le leader européen de la
VENTE PAR CORRESPONDANCE.
Nous connaissons en France une croissance continue et
importante (1300 personnes, 850 millions de C.A.). Nous
préparons l'avenir et nous souhaitons renforcer l'enca-
drement de notre CENTRALE D'ACHATS, en engageant

3 Jeunes Diplômés en Gestion

Au départ, vous participerez à l'établissement des prévisions de
vente, à la sélection des produits, à la gestion des stocks, au suivi
des résultats d'exploitation, pour un rayon d'achat.
A court terme, vous aurez la possibilité d'évoluer vers la fonction
d'ACHETEUR.

Ces postes nécessitent des qualités d'organisation et de rigueur, en
même temps qu'un sens commercial et une personnalité affirmée.
Nous souhaitons que vous ayez une formation de type E.S.C. avec
de bonnes connaissances en ANGLAIS et si possible en ALLEMAND.

Une première expérience professionnelle, même dans un secteur
différent, sera appréciée.
Pour l'un des postes, il faut être un "Fan" de Hi-Fi.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
Mademoiselle BLIN
QUELLE - B.P. 100
45403 FLEURY-LES-AUBRAIS CEDEX

La filiale d'un important groupe international
commence ses activités en France.
Elle recherche un

responsable financier

pour lui confier l'ensemble des activités financières de la
Société. Cette personne sera responsable de la comp-
tabilité générale et analytique, du contrôle de ges-
tion et de la trésorerie. Elle aura à mettre en place les
diverses procédures, dans le cadre des normes fixées
par la maison-mère.

Pour ce poste sont indispensables : une expérience d'au
moins 5 ans acquise dans une entreprise internationale,
la maîtrise de la langue anglaise et une bonne connais-
sance des méthodes comptables anglo-saxonnes.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre
salaire actuel sous réf. M 101 à Marie-Jo Martial,
6 avenue Marceau 75008 Paris.

INGENIEUR PROJETS COMPLEXES

Responsable des Etudes de projets et de systèmes mettant en œuvre
des techniques variées et de haut niveau (vol, guidage, optique,
électronique).
Il assure l'animation des projets, l'interface avec les essais, l'exécution
d'études particulières et approfondit les points techniques délicats.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation grande
école, avec une expérience significative dans le domaine de l'armement
ou de l'aéronautique.
Habitué aux plans de développement et à la pratique des études
paramétriques, il a déjà effectué des travaux approfondis dans les
techniques propres à son domaine (dynamique des gaz, mécanique
du vol, etc.).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous la référence choisie à notre conseil.

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berni 75008 Paris.

AERONAUTIQUE

Nous sommes une des plus importantes sociétés françaises spécialisée dans le domaine de l'industrie aéronautique.
Notre développement nous conduit à renforcer notre potentiel technique de haut niveau au sein de notre département Missiles.

INGENIEUR AERODYNAMICIEN

Directement rattaché au responsable des études aérodynamiques,
il est chargé des études théoriques, des essais et calculs dans le
domaine des engins et de la dynamique des gaz.
Il mène à bien des activités théoriques et expérimentales (exécution
et exploitation d'essais) liées aux études de concepts, de projets ou à
l'optimisation de prototypes.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation Grande
Ecole. Aérodynamicien confirmé, il justifie d'une expérience de
quelques années dans le domaine des engins ou dans celui de
l'aéronautique en général. Il est particulièrement spécialiste en
dynamique des gaz.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous la référence choisie à notre conseil.

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berni 75008 Paris.

Vous êtes demandeur d'emploi ou vous bénéficiez
en tant que salarié d'un congé-formation de
1200 heures.

L'Institut de Gestion Sociale vous propose
7 mois de préparation professionnelle et d'entraî-
nement, à des fonctions d'encadrement, dans les
cycles suivants :

- management avancé
- option marketing
- option contrôle de gestion

direction de surfaces de vente

gestion des organisations à but non lucratif

- Conçus en relation étroite avec des entreprises,
ces cycles sont destinés prioritairement à des
cadres ayant une expérience d'au moins 3 ans.

- Ces stages, rémunérés, débuteront le
22 OCTOBRE 1981 et se termineront fin mai
1982.

Les dossiers de candidature doivent être deman-
dés en précisant le cycle à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
25, rue François-1^{er}, 75008 Paris
Tél. : 723.72.94

DÉPÔT IMMÉDIAT DES CANDIDATURES

LE CENTRE NATIONAL
DE TRANSFUSION SANGUINE
cherche

UN DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Responsable de la coordination et de l'évolu-
tion des différents secteurs d'activité de l'entre-
prise : approvisionnement, production, contrôles,
expéditions, services généraux.

PROFIL :
- 30 à 35 ans
- Formation X, Mines ou Centrale
- Expérience industrielle pharmaceutique et
connaissances souhaitées en biologie
- Langue anglaise indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo
(confidentialité assurée), à :
C.N.T.S. - Service Recrutement
6, rue Alexandre Cabanel - 75015 PARIS

ADMINISTRATION recherche pour PARIS

INGENIEUR DIPLOMÉ ENSI ou formation équivalente

débutant ou quelques années d'expérience en optique ou en
électronique, chargé d'assurer au sein du MINISTÈRE
de la DÉFENSE LA COORDINATION DES
PROGRAMMES « OPTRONIQUES ».

Adresser C.V. manuscrit et prétentions au Service Central
des Télécommunications et de l'Informatique, Bureau du
Personnel, 14, rue Saint-Dominique, 75997 Paris-Armée.

BEFEC - CMS
BUREAU D'ÉTUDES FINANCIÈRES
ET DE CONTRÔLE COMPTABLE
MULQUIN ET ASSOCIÉS
recherche

Auditeurs Experts Comptables Stagiaires

HEC - ESSEC - ESC - IEP

expérience d'une année en entreprise, cabinet
d'expertise ou service militaire en coopération.
DECS et langue Anglaise ou Allemande appréciés.

Libre rapidement

Large possibilité de développement de carrière
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
BEFEC - CMS
Département du personnel, 12 rue Marguerite
75 017 PARIS, sous référence D5101

Télétection

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Au sein d'une des plus importantes sociétés françaises spécialisée dans le domaine de
l'aéronautique, le département Télétection connaît un développement particulier.
Ce ingénieur commercial, directement rattaché au Chef de Département Commercial Espace,
est le véritable responsable de l'activité de ce département, tant au plan de la politique
commerciale qu'à celui du suivi de réalisation des affaires.

A ce titre, il assure l'ensemble des relations en France et à l'étranger, anime le réseau international,
élaboré et négocie les contrats de vente. Il étudie les problèmes de garantie et de financement.
Interface avec la direction technique, c'est l'interlocuteur interne et externe à l'entreprise pour son
domaine.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ESE, Mines,
ECP...) justifiant d'une réelle expérience de la vente de biens d'équipements en
grande exportation. Il connaît plus particulièrement les marchés liés aux télécommunications, à la
communication, à l'électronique et à l'informatique.
Ce poste, à pourvoir à Paris Ouest, nécessite une mobilité internationale et une connaissance
parfaite de l'anglais.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 10152W à

EGOR SA
8 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ
FILIALE D'UN GRAND
CONSTRUCTEUR EUROPEEN
(BANLIEUE SUD DE PARIS)
recherche

CONSEILLER DE GESTION

28/30 ans

Niveau ESC - DECS

Bonne formation comptable, fiscale et juridique pour
assistance auprès de son réseau de concessionnaires.
Une expérience de 2 ans minimum sera exigée.

Déplacements fréquents.

Adresser lettre manuscrite, C.V.,
photo et prétentions sous No 10567
CONTESSÉ PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01
qui transmet.

DARTY

recrute

cadre comptable

DECS complet
(expérience cabinet souhaitée)
pour assurer la supervision des comptabilités des
29 S.A.V. décentralisées.

Le candidat devra avoir un sens développé des contacts.

Ce poste nécessite de fréquents déplacements
en Région Parisienne.

Envoyer C.V. + prétentions à DARTY,
Direction du Personnel - B.P. No 54 - 93140 BONDY.

Société internationale spécialisée dans la conception de réseaux et systèmes de
transmission de données recherche pour ses bureaux de PARIS un(e)

TELECOMMUNICATION CONSULTANT

(réf. 430)

Fonction :
■ Responsable de son marché, il assurera le bon développement des projets en cours
auprès des sociétés clientes ■ Il prendra contact avec les sociétés nouvelles suscep-
tibles de mettre en place des réseaux de télécommunication ou des systèmes de
transmission de données ■ Il négociera et mettra au point les projets en tenant compte
des besoins des utilisateurs et des technologies à mettre en œuvre ■ Il en assurera le
suivi en coordonnant l'action des responsables du logiciel et du matériel.

Profil :
■ Ingénieur, universitaire ou équivalent ■ 30 ans et + ■ connaissance le français et
l'anglais et si possible d'autres langues ■ ayant acquis une expérience de 2 à 5 ans
dans le domaine de la transmission de données sur les plans national et international,
soit chez un constructeur, soit auprès d'un exploitant de réseaux, soit dans une société
de service traitant de problèmes de télécommunication ■ habilité à traiter à haut niveau
■ capable de contrôler la réalisation de projets importants et de longue durée.

Nous offrons la réelle possibilité de construire une carrière dans une société tournée
vers l'avenir et développant une technologie de pointe.

Envoyez votre candidature + CV à Jerry RUBIN, Personnel
Consultant, 166, chaussée de La Hulpe 1170 Bruxelles
qui se fera un plaisir de vous rencontrer soit à Paris, soit à
Bruxelles, pour vous donner tous les détails sur cette fonction.
Toutes les candidatures seront traitées avec la plus grande
discretion.

JR

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

de haut niveau

3 responsables commerciaux

PILOT FRANCE, leader national sur son marché, est réputée pour la qualité et le sérieux de ses fabrications (systèmes de surimpression, d'étiquetage et fourniture d'étiquettes).

3^e européen de notre spécialité, nous employons plus de 1000 personnes et figurons parmi les 500 premières entreprises françaises. Pour faire face à notre développement (+ 30 % par an), nous renforçons notre équipe commerciale et offrons des opportunités certaines à :

2 Chefs de secteur
Paris - Lyon - 200 000 F

Ces postes s'adressent à des hommes ayant une dizaine d'années d'expérience commerciale dans un poste de vente (biens d'équipement de préférence).

Diplômés d'une Ecole Commerciale, ils prendront la responsabilité totale d'une équipe commerciale et de son S.A.V.

La rémunération proposée (environ 200 000 F/an) comprend un fixe, un intéressement et des avantages divers. Remboursement des frais et véhicule de fonction.

La connaissance de la langue anglaise serait un atout. Résidence sur secteur souhaitée.

Un poste à pourvoir Paris Ouest (20 km) (réf. LM 05.10.A). L'autre 70 km ouest de Lyon (réf. LM 05.10.B).

Merci d'adresser les dossiers de candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à Francis FEUGERE - PILOT FRANCE - 18, route de Grignon - 78450 CHAVENAY

Ingénieur
technico-commercial
Paris Ouest (20 km) - 150 000 F

Ce poste conviendrait à un candidat possédant une expérience technico-commerciale réussie de 4 à 5 ans.

Rattaché à la Direction Commerciale, il aura la responsabilité totale de la gestion et du développement d'un secteur.

Ingénieur diplômé électro-mécanique, il connaît, de préférence, la langue anglaise.

La rémunération proposée (environ 150 000 F/an) comprend un fixe, un intéressement et des avantages divers. Remboursement des frais et véhicule de fonction.

Poste à pourvoir à Paris Ouest (20 km) (réf. LM 05.10.C).

PILOT FRANCE

sema

Stratégie industrielle

Sema, première société d'études, de conseil et d'ingénierie en informatique et organisation, mène depuis de nombreuses années des études économiques et stratégiques dans le domaine industriel, à l'échelle nationale et internationale.

Pour renforcer ses équipes, semma recherche des consultants pour prendre en charge des études à caractère international et participer à des missions de conseil de haut niveau débouchant sur l'élaboration de politiques industrielles.

consultant secteur chimie

Le candidat recherché a un diplôme d'ingénieur chimiste et une formation complémentaire en marketing et gestion (Business School européenne ou américaine). Il a une expérience de 2 à 5 ans, dans le domaine de la chimie, acquise soit en entreprise, soit en conseil. Les langues de travail sont le français et l'anglais. La connaissance d'une autre langue européenne serait appréciée.

(réf. 10305 M)

consultant secteur agro-alimentaire

Le candidat recherché a une formation supérieure dans l'agro alimentaire, complétée par un diplôme d'études économiques et de gestion (Business School européenne ou américaine). Il a une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine, acquise soit en entreprise, soit en conseil. Les langues de travail sont l'anglais et l'espagnol.

(réf. 10306 M)

Adresser votre C.V. en précisant la référence à M. OLIVE, Directeur du Personnel, SEMA - 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex

sema selection

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN

Société Internationale spécialisée dans le matériel de pesage recherche pour son bureau d'études un

Il intégrera une équipe dynamique et performante de jeunes ingénieurs et techniciens.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé ayant acquis une première expérience de 1 à 2 ans en entreprise et possédant une bonne connaissance des circuits logiques et des microprocesseurs.

Des notions en analogique constitueraient un atout supplémentaire. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser CV + présentations à HAVAS CONTACT (sous réf. 72536/LM) 156, boulevard Hausmann, 75008 PARIS qui transmettra.

LA SOCIÉTÉ DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL
RECHERCHE POUR RENFORCER LES SERVICES DE SON
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE :

Programmeurs système

IBM 4341/370-138

(réf. 301 M)

- Formation : niveau IUT, Bac C, ou équivalent.
- Expérience : 3 ans dans le poste sur des matériels de différents constructeurs, bonne faculté d'adaptation.
- Connaissances : Assembleur, CICS/VSE, DOS/VSE.

Analyste programmeur

(réf. 302 M)

- Formation : IUT
- Expérience : 2 ans. Parfaite maîtrise des méthodes d'analyse.
- Connaissances : CICS/VSE, DLI, souhaitées.

Préparateur BATCH

(réf. 303 M)

- Formation : Bac, AFPA, ou équivalent
- Expérience : 2 à 3 ans dans le poste.
- Connaissances : Jeu DOS/VSE, VSAM indispensables.

Pupitreurs

(réf. 304 M)

- Formation : Bac, AFPA ou équivalent.
- Expérience : 2 à 3 ans dans le poste.
- Connaissances : CICS/VSE pour IBM 4341, 370-138, indispensables.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature en mentionnant vos prétentions et la référence du poste auquel vous postulez à :

L. GOURNAY - LOTO NATIONAL

Domaine des Guesnes Casées - Moussy le Vieux

77230 DAMMARTIN EN GOËLE

LOTO

Importante Société de
TRAVAUX PORTUAIRES ET OFFSHORE
filiale de l'un des premiers groupes industriels français,
fortement développée à l'étranger, recherche

cadre juridique assurances

Profil :

- maîtrise Droit + Institut des Assurances ou équivalent.
- Anglais courant et éventuellement Espagnol.
- première expérience souhaitée.

Mission :

il participera à l'étude et à la négociation des polices, puis à leur gestion ainsi qu'au règlement des sinistres et au suivi du contentieux.

Le poste est situé en banlieue Sud-Ouest de Paris.

Si vous correspondez à ce profil, écrivez sous référence 5774 à :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/ON TRAM.

FILIALE FRANÇAISE
D'UN GROUPE ANGLAIS
LEADER DANS SA BRANCHE

recherche

1) DIRECTEUR
COMMERCIAL

bien introduit dans composants électroniques hyperfréquences.

Anglais parlé et écrit nécessaire. Activité région parisienne et quelques déplacements en province.

2) INGÉNIEUR
TECHNICO-CIAL

pour composants électroniques hyperfréquences.

Connaissance Anglais. Activité région parisienne.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à :

ELCOP S.A.
Rue de l'Islande - ZA de Courtabœuf
91940 LES ULIS

GROUPE BANCAIRE MULTINATIONAL
ARABE/FRANÇAIS, SITUÉ À PARIS,
en pleine expansion, recherche

ÉCONOMISTE

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Minimum 2 ans d'expérience dans les études économiques.
- Parfaitement bilingue français/arabe.
- Connaissance de la langue arabe moyenne orientale appréciée.

Env. avec curriculum vitae, photo, s/référence 8.435 à :
P. LICHOU S.A. Boîte Postale 220,
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE NATIONAL
LEADER EN ÉLECTRONIQUE
recherche pour sa
DIRECTION FINANCIÈRE située en Banlieue OuestUN(e) ASSISTANT(e)
DE GESTION

niveau IV-V

TITULAIRE du DUT GESTION COMPTABLE ou du BTS

Les candidats (es) devront posséder une expérience de 2 années en comptabilité analytique et contrôle de gestion, de préférence en milieu industriel.

Il aura pour mission de participer à la mise en place de nouveaux systèmes comptables et de gestion informatisés.

A moyen terme le poste évoluera vers une fonction de contrôle de gestion ou de contrôle interne.

Prévoir des déplacements en province.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 10501
CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

S.S.C.I.

Filiale groupe bancaire important

INGÉNIEURS

Grandes Ecoles (X, Centrale, Mines...)
Débutants ou 1 à 2 ans d'expérience, pour participation à projets importants.

Connaissances bases de données, Matériel DEC appréciées. Possibilités d'évolution rapide vers postes de chef de projet pour candidats de valeur.

Adresser curriculum vitae à : SEGIN Centre
195, av. Charles-de-Gaulle - 92521 Neuilly/Seine Cedex.

VOUS avez une expérience de gestion de dossiers.

VOUS êtes méthodique.

VOUS êtes apte à organiser.

VOUS n'êtes pas rebuté par la technique.

VOUS avez une expérience import-export.

VOUS savez gérer un stock.

VOUS savez vous faire accepter dans une équipe enthousiaste et dynamique.

RESPONSABLE-ORDONNATEUR

est votre fonction chez nous

GRAPHIC-SYSTEMS
ZAC de Fontenay-sous-Bois
33, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
94127 FONTENAY-SOUS-BOIS

Env. C.V. et photo pour recrutement immédiat.

P.M.E. spécialisée dans les TRAVAUX D'ENTRETIEN IMMOBILIER (bâtiments et espaces verts) recherche pour son siège situé en proche banlieue Sud

attaché administratif
POSITION CADRE

Placé sous l'autorité du Directeur Général, il aura pour tâches principales :

- le suivi et la diffusion de la réglementation et de la jurisprudence, en matière de prix, de droit du travail,
- l'administration et la gestion du personnel (embauche, formation, relations avec les représentants du personnel, préparation de la paie...),
- le contrôle et la synthèse des états de gestion émanant des services opérationnels,
- le suivi de la situation de la société, sous l'angle juridique. (Contrats, contentieux, assurances...).

Le candidat devra posséder, outre une formation universitaire, des qualités de méthode, de rigueur et d'organisation. Son acquis professionnel (minimum 5 ans, de préférence, dans des fonctions similaires) devra lui permettre de prendre en charge rapidement, les tâches qui lui seront confiées.

Envoyer C.V. et prétentions, sous la référence 5782 à :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/ON TRAM.

502 من الأصل

مكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

débutants ou jusqu'à 5 ans d'expérience

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER conçoit et réalise des systèmes de haute technologie pour la recherche et l'exploitation pétrolières.

La forte croissance de ses activités l'a conduit à mettre en œuvre un important plan de développement informatique qui inclut l'informatique de gestion, la bureautique, la conception et la fabrication assistées par ordinateurs.

Pour renforcer notre équipe, nous recrutons deux

Ingénieurs grandes écoles (X, Mines, Centrale,...)

Ils assureront la conduite du projet de la conception au démarrage (spécifications fonctionnelles, besoins en personnel, matériel et logiciel). En relation avec les utilisateurs, le responsable des bases de données et l'exploitation, ils encadreront les équipes informatiques d'analyse, de réalisation et de mise en place.

Leur contribution à la réussite du projet leur permettra d'évoluer rapidement au sein du groupe SCHLUMBERGER en Europe ou aux USA. La rémunération correspondra aux attentes d'ingénieurs de haut niveau.

Les lettres de candidatures sont à adresser sous référence 8124/LM.

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

Schlumberger

26, rue de la Cavée 92142 CLAMART

DIPLOMÉS de L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR un emploi, une carrière

La Direction Générale des Impôts offre aux jeunes diplômés une carrière aux possibilités multiples, en prise directe sur les réalités économiques et humaines. La Direction Générale des Impôts recrute par voie de concours, avec LICENCE, DEUG, DUT, BTS, ...

800 inspecteurs des impôts

Epreuves les 6, 7, 8 janvier 1982. Clôture des inscriptions le 2 novembre 1981. Formation et affectation possibles en Ile-de-France.

Renseignements et inscriptions, pour Paris et les départements de la région Ile-de-France : Centre d'Etudes de Paris 15 rue Scribe 75436 Paris Cédex 08, tel 265-93-46 poste 328 ou 742-10-00 en permanence ; pour les autres départements et notamment la Seine-et-Marne : Direction des Services Fiscaux.

dgi DIRECTION GENERALE DES IMPOTS



la Fnac une informatique en temps réel

PRECURSEURS voici plus de 5 ans, nous avons, à travers un réseau de terminaux installés en magasins (plus de 300), continué à développer notre informatique en temps réel.

En 1980-81 l'évolution tout entière de nos systèmes centraux nous a conduits à remplacer une partie importante de notre équipement et à réfléchir sur de nouveaux projets informatiques.

A ce jour, nous poursuivons notre développement par l'installation de systèmes autonomes dans nos unités de province et étudions la conception de nouveaux projets.

Diplômé d'une grande école (X, Centrale, Mines...), vous pourrez faire valoir une connaissance de l'informatique de gestion sur gros systèmes IBM (VS/1 ou MVS) et rejoindre notre équipe "Projets nouveaux" comme :

chef de projet

Ce poste est à pourvoir dans le centre de Paris

Nous vous demandons d'adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae à Philippe Vuittey, Fnac, Service Recrutement et Formation, 101, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

Chef comptable ou chef du personnel

- Vous avez entre 30 et 40 ans, - Vous souhaitez faire évoluer votre carrière vers une vie plus active et mieux rémunérée.

Société filiale d'un Groupe international offre : 5 POSTES à pourvoir rapidement à PARIS. 150 à 190 000 F

Pour négocier avec vos homologues de firmes importantes des prestations informatiques basées sur l'utilisation de produits logiciels conversationnels de très grande qualité. Formation assurée par nos soins.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 81.10.20M à Jean-Pierre TRICARD SELECTION 24 rue Ravignan - 75018 Paris

JPTS Jean Pierre Tricard Sélection

comptabilité et audit responsable pour le groupe H ou F 150 000 +

Adjoint au Secrétaire Général du Groupe, à Paris, vous dirigez une équipe performante de 5 personnes, avec pour missions : la comptabilité et l'administration du siège, celle de quelques filiales extérieures rattachées, la consolidation comptable du groupe et l'audit des sociétés qui le composent.

Décentralisme actuellement les responsabilités au niveau de chaque unité, nous attendons de vous un conseil dans l'élaboration de procédures (qui feront largement appel à l'informatique) et un appui aux filiales dans leur mise en place.

A 30 ans au moins, votre formation supérieure a été complétée par un perfectionnement comptable et fiscal niveau expert et une expérience de plusieurs années en cabinet et/ou entreprise. Adresser lettre et C.V. sous la référence M 518 à M. d'Abouville, Résonance, 80 rue Talbot 75009 Paris, qui vous assure discrétion et réponse.

SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE CADRE JURISTE ET ECONOMISTE D'ENTREPRISE

Bureau d'études et de documentation d'Entreprises siège Paris, recherche un

Mission : - Mettre en place la documentation juridique et économique (nationale et communautaire) des branches professionnelles concernées. - Assurer un service permanent d'information juridique auprès des adhérents. Conduire des études particulières. Participer aux commissions internes. - Représenter l'organisation dans des instances diverses.

Profil : - Maîtrise ou Doctorat en Droit privé avec connaissances financières et comptables approfondies. - Expérience dans Cabinets d'Affaires ou de Commissariat aux Comptes, etc., ou passage en entreprise. - Age 30 ans minimum.

Adresser C.V. détaillé avec souhaits de rémunération sous no 120/35.951, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

TEKELEC AIRTRONIC

S.A. au capital de 16 800 000 F dans le cadre de son nouveau département automatique, régulation, contrôle, recherche pour la commercialisation de séquenceurs et automates programmables de renommée mondiale

un INGENIEUR Technico-Commercial EXPERIMENTE

anglais lu et parlé indispensable.

un Technico-Commercial

ayant une bonne connaissance de la technique des automates. Anglais lu indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé à TEKELEC - AIRTRONIC, Service du Personnel rue Carlo-Vernet - 92310 Sèvres

ENDEVCO FRANCE

Société Multinationale, spécialisée en instrumentation de mesures de vibrations, démarre une unité de production à Paris 20ème et recherche

Technicien en Electronique ou Mesures Physiques

BTS/DUT - 2 à 3 ans d'expérience souhaités pour mesures, étalonnages, dépannages de conditionneurs de vibrations pour essais de contrôle qualité, et étalonnages d'accéléromètres

anglais technique lu, au minimum. Adresser CV et photo à : M. MERLE - ENDEVCO FRANCE 76 rue des Grands Champs 75020 Paris

LABORATOIRE DE RECHERCHE SPATIALE CNRS

recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

- Diplômé des Ecoles IESE, SUP-AERO, ENSIET, ENREA, INSA, ou diplôme équivalent. - Dérogé des O.M.

Pour conception de système électronique : étude, mise au point et recette de prototype ; connaissance des circuits électroniques analogiques digitaux et des systèmes à microprocesseurs indispensables.

- Expérience des techniques spatiales souhaitée. Envoyer curriculum vitae à : CNRS AERONAUTIQUE BP 3 - 91370 VERRIERES-LE-BUSSON

Jeune société de Publicité cherche JEUNE FEMME ou Homme jeune

Tres bonne presentation combattif motivé pour VENDRE

auprès agences conseil en publicité et annonceurs MEDIA DE POINTE. Rémunération à la commission. Possibilité gains importants. Envoyez votre manuscrite, C.V. et photo à : A. D. M. 164, r. de Croix-Nivert 75 015 Paris - sous réf. : SIM 1877

Importante Société de Transport recherche pour son Siège Parisien

Adjoint au Directeur Commercial

DEBUTANT ESC ou MAITRISE DE GESTION Mission : Etudes Marketing - Analyses commerciales - Négociations de haut niveau. Formation assurée.

Adresser CV et photo - Monsieur GRAS C.F.T.A., 4, Cité de Londres 75009 PARIS.

COMMISSARIAT A L'ENERGIE SOLAIRE

recrute un Cadre Administratif

Minimum 5 ans d'expérience. Formation juridique (niveau DES Droit) comptable et financière souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée, à : COMES

208, rue Raymond-Losserand 75014 PARIS.

Administr. d'immeubles, 17e ch.

EMPLOYEE QUALIFIEE

Scripte, av. CAP AIDE-COMPTABLE, DACTYLO, connaissance de la législation du travail. Exp. souhaitée. Env. C.V. et photo n° 429 PUBLI GR, 27, faubourg Montmartre, 9e.

Tres spécialisée dans les domaines des ETUDES et de la fabrication de CIRCUITS. Nous souhaitons confier le développement de notre département à un

COLLABORATEUR COMMERCIAL

120.000 F + voiture Ayant une grande expérience de la vente en gros et de la négociation (Paris et R.P.).

Merci d'adresser C.V. man. à C. POPESCO S.C.L.P. 160, bd de la République, 92210 SAINT-CLOUD chargé de recrutement. Discrétion, réponse assurée.

SPECIALISTE

BOURSE - PLACEMENTS Ce poste conviendrait à un professionnel très expérimenté en bourse et en gestion de patrimoine ayant démontré sa compétence dans l'analyse boursière et financière dans banque, chargé d'agent de change ou dans le cadre d'une fonction similaire. Aptitude à la rédaction indispensable.

Situation, rémunération et perspective très motivantes. Adresser C.V. photo et prêtant, sous réf. 873 à Alain FORT, 6, rue d'Anjou, Paris-9e.

Cabinet International d'Expertise Comptable (quartier Étoile) recherche

TRADUCTEUR (TRICE) Français-Anglais

de langue maternelle anglaise, pour traductions rapports, textes comptables et financiers. Possibilité autres travaux techniques selon expérience et connaissances.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 6274 à :

PIERRE LICHOU SA B.P. 220-75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

THE LINCOLN ELECTRIC CO (EUROPE) S.A.

Leader Mondial Soudage à l'Arc recherche pour son département « Ventes »

UN TECHNICO-COMMERCIAL

- Formation : BTS ou équivalent (électro-mécanique de préférence). - Expérience : quelques années de vente de produits industriels (soudage ou métallurgie souhaitées).

- Secteur activité : région parisienne. Rémunération : fixe.

Adresser CV, photo et prétentions 7, boulevard Ney, 75018 PARIS à l'attention de M. Le Franc.

	le gsm	le gsm TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	le gsm	le gsm TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

secrétaires

Important organisme public
PARIS équipé matériel
IBM OS/MVS
recherche

HOMME SYSTEME

H. ou F. 4 à 5 ans d'expérience

Il sera chargé :
- d'étudier, tester et valider tout nouveau logiciel et matériel devant être mis en place dans les différents centres (10) de Paris et la Province.
Il lui sera demandé :
- une bonne pratique MVS (2 ans)
- le sens des responsabilités
- une autonomie technique.

Envoyer CV et prétentions à
Mme JACOB Conseil en recrutement
Europ Facilities 30 rue du Château
92200 Neuilly s/Seine

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
BANLIEUE SUD PARIS
300 MF CA
recherche

Chef comptable

D.E.C.S. ou équivalent

Agé d'environ 45 ans, cette personne sera plus particulièrement chargée d'assurer la préparation, le suivi et le contrôle, sous l'autorité du Directeur Financier, des états comptables et fiscaux, et de coordonner le travail de l'équipe comptable d'une vingtaine de personnes, dans un environnement nouvellement informatisé.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence C300 à :

COFFINOIR
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

SSCI de tout premier plan
recherche un

ingénieur commercial

avant 3 à 4 ans d'expérience dans cette fonction et possédant de bonnes connaissances en mini et micro-informatique.

Pour créer, mettre en place et développer une activité commerciale dans le domaine de la gestion en s'appuyant sur des méthodes de prospection nouvelles.

Adresser C.V. détaillé sous réf. DCA 142 G à Yolande VILLARS
ANSWARE 135 rue de la Pompe, 75116 Paris.

Recherchers

1) PROFESSEURS
éducation artisanale (horaire 8 h et d'éducation manuelle et technique (horaire 7 h 30) pour classes de 6^e, 5^e, 4^e.

2) UN EDUCATEUR
DE GROUPE
(garçons 11-16 ans)
Etablissement enfance handicapée avec scolarité sous contrat d'association - enfants intelligents mais difficiles - petits effectifs - internat de semaine. Env. C.V., réf., photo à M. le directeur de l'Institut psychopédagogique, place de l'Église, 92740 ST-MAZIMIN.

Tél. (4) 424-06-10.

CIE AMERICAINE A PARIS
recherche

CONSULTANT EN
TELECOMMUNICATIONS

BILINGUE ANGLAIS
Connaissances et pratique du TEXEL indispensables.

Expériences récentes spécialisées internationales télégraphiques et éventuellement téléphoniques souh.

VOITURE INDISPENSABLE.
Scr. av. C.V., photo et prêt. à : Western Union International, 34, rue Boissière, 75018 Paris.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
COBOL - DL1 - COCS
ECCO - INFORMATIQUE
80, bd Sébastien, Paris-20.
272-38-28.

Société d'expertise comptable et commerciale aux comptes RECHERCHE

STAGIAIRES
COLLABORATEURS

TOUT NIVEAU
Envoyer C.V. et photo à
ALBERT DE FRANCE-SCOP
80, rue du Renard-Vieux,
75012 PARIS.

PROJETS 1 et 2
ELECTRICITE
Bâtiment et industrie
connaissances régulation
appréciées

IF - ETI
15, rue Jussieu, 75006 Paris.
Métro Assoluto, 707-57-59.

Nous sommes une Société Française de première importance

Nous recherchons
quelques

PERSONNES
DE CARACTERE

Capables après STAGE
d'atteindre en quelques mois
de 5.000 à 7.000 F
MENSUELS

Nous leur offrons :

- Une formation complète.
- Une activité permanente.
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire
« PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo
à : 1418 Publications Réunies
112, bd Voltaire, 75011 Paris.
La préférence sera donnée à :

- SOIT de bonnes études
chargées de ce recrutement.

Société d'Enseignement
Privé
recherche

2 ASSISTANTES
Niveau Bac minimum
dactylo révisées.

Libre de suite de préférence pour
administration, relations promotion
d'activités nouvelles
(prépar. IDEC, 281-28-30,
16, rue Nord-Va, 281-28-30,
8 h 30 à 12 h, 14 h 30 à 18 h).

S.A. O.H.L.M. recherche
COLLABORATEUR
ADMINISTRATIF

SERVICE CONSTRUCTION
Formation supérieure, niveau licence. Expérience 5 ans souhaitée.

Env. C.V. et photo à
LA DEMEURE FAMILIALE
251, bd Paris, 75017 PARIS.

CONTROLEUR
pour fabrication et B.E.
expérience similaire souhaitée.
Tél. pour R.V., 569-40-17.

Société Parisienne recherche

SECRÉTAIRE
DE DIRECTION
Spécialisation commerciale
confirmée.

Envoyer C.V. et prétentions
APC, 1, bd Ney, 75018 PARIS.

S.E.T. GENE CIVIL
recherche

SECRÉTAIRE
DE DIRECTION

Envoyer C.V. et prétentions
à : 29534 M à
REGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ASSURANCE VIE 2^e ARRDT
recherche

SECRÉTAIRE STENO
DACTYLO

Parlement bilingue anglais.
Adr. C.V., photo et prétentions à
M. GALLIER
2, rue du 4-Septembre,
75008 PARIS CEDEX 02.

représentation
offres

PORCELAINE DE PARIS
10, rue de la Pierre-Levée
75011 Paris recherche

DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

Age min. 25 ans. 1^{re} expérience
de la vente souhaitée.

Niveau Bac commercial.
- pour région Sud-Est, habitant
région ou libre souhaité.
- pour région Est, habitant
Alsace-Moselle ou Alsace
souhaité.

Frais + intéressement + indemnité
kilométrique et prime.
Envoyer C.V. avec photo.

Cherchez
VENDEUR

1^{er} ordre, multiloaire,
secteur quinquennaire, pour vente
d'un produit, sans concurrence
et très sérieux.

Entre J. CHEVALIER S.A.
- PEPAS-SUR-DORDOGNE
33890 JENSAAC

Nous offrons des opportunités
de carrière à

2 COLLABORATEURS
COMMERCIAUX

150.000 F. +

Ayant pour mission de développer
et de développer une clientèle
d'utilisateurs directs d'imprimantes
administratives et publicitaires.

Très réputée par la
RAPIDITÉ D'EXÉCUTION
des travaux de grande qualité,
cette S.A. ne recherche pas des
techniciens commerciaux, mais des
VENDEURS capables d'imagination,
de bon sens, et ayant un
goût prononcé pour l'argent.

Frais + pourcentage sur C.A.
Merid d'adresser C.V. manuscrit
à C. POPESCO.

Société d'intervention,
160, boulevard de la République,
chargée de ce recrutement.
Classement, réponse assurée.

Importante Société Française de
Print-à-Porter féminin Sportwear
leader dans la spécialité, pantalons,
jupes, ensembles
cherche

V.R.P.
à la COMMISSION
de préférence EXCLUSIVE

Pour explorer clientèle existante
et la développer

1. Paris, région parisienne.
2. Nord.
3. Centre-Ouest.

Très bonnes commissions assurées,
mais très sérieuses référ.
dans la branche sur le secteur
souhaité.

Adresser C.V. et photo à
26.662 M BLEU, 17, r. Labat,
94300 Vincennes.

LE CARBONE - LORRAINE
Groupe industriel français
à vocation internationale
recherche

INGENIEUR DEBUTANT
(X, Mines, Centrale, Physique - Chimie)

possédant si possible une formation complémentaire
en sciences économiques ou administration des
entreprises.

Après une rapide formation, le candidat sera affecté
à la Division Technique Semi-Produits et chargé de
la conception des gammes et procédés de nouveaux
produits.

Puis, il se verra confier la responsabilité d'ateliers et
de Services de fabrication.

Possibilité sera offerte au candidat d'accéder par la
suite, selon ses qualités personnelles, à des responsabilités
plus élevées, susceptibles de lui permettre
d'évoluer vers des postes de haut niveau.

Connaissance de l'ANGLAIS impérative,
ALLEMAND souhaité.

Lieu de travail : GENNEVILLIERS et AMIENS
ultérieurement.

Adresser curriculum-vitae, photo et prétentions,
sous la référence 442 M à la Direction du Personnel
et des Relations Sociales, Tour Manhattan Cedex
21 F, 92085 PARIS LA DEFENSE 2.

IL EST PREVU :

• Formation technique et commerciale
• Salaire fixe, primes, participation aux
bénéfices
• Frais de déplacements, voiture société.

Adresser candidature manuscrite, C.V., photo
et prétentions à RUBSON - Boite Postale 215
92502 RUEIL MALMAISON.
Il sera répondu rapidement
à toutes candidatures.

MAIRIE
D'ISSY-LES-MOULINEAUX
(Heure de Séine)

Recrute
à compter du 1^{er} Octobre 1981
UN SOUS-DIRECTEUR
titulaire du C.A.F.P. Optien
jeunesse, suivant les conditions
prévues par le statut du
personnel communal.

Expérience souhaitée.
Adresser candidature et C.V.
à Monsieur le maire.

Société de distribution de
matériel technique allouant
implémenté bandes Est
recherche

pour diriger le secteur de PARIS
Comprendre une trentaine de
collaborateurs, dont vingt
vendeurs son

DIRECTEUR
D'AGENCE

La candidate idéale sera un homme
mûr, de bonne culture générale
et technique ; il aura assumé des
responsabilités durables
équivalentes, sera capable de
relations commerciales ;
dynamique et entreprenant,
désireux d'être engagé à long terme
pour la long terme et à garantir
une croissance importante, il
rendant apte à animer et
stimuler l'équipe de vente sur le
terrain.

SITUATION STABLE
Adresser curriculum vitae +
photo + prétentions
sous n° 9891 à CONTESSA
PUBLIS, 20, av. de l'Opéra,
75004 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

COMITÉ ÉTABLISSEMENT
RECHERCHE

ANIMATEUR (TRICE)
ORGANISATEUR (TRICE)
ENFANCE

Formation souhaitée : CAPASE
+ BAFO ou OPA + BAFO
Quelques années d'expérience
professionnelle dans le cadre
de l'enfance souhaitées.

Adresser C.V. et prétentions
sous n° 7122 le Monde Pub.
Service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75008 Paris

- RADIAL -
Recherche
pour Rosny-sous-Bois

ADJOINT AU CHEF

• Analyste programmeur.
Minimum 30 ans.
• Formation BAC + 2.
• Expérience indispensable
dans une B.M. 24.

Envoyer C.V. et prétentions à
RADIAL, 101, r. Hoffmann,
93116 ROSNY-SOUS-BOIS.

Jeune diplômé
études supérieures
(DUT Gestion, Sciences Eco, ESC)

Jouvenel et Cordier société française de réputation
internationale en matière d'équipement
industriel recherche pour sa principale usine,
située à 100 km à l'Ouest de Paris, jeune
diplômé d'études supérieures (DUT Gestion,
Sciences Eco, ESC).

Cette personne sera chargée au sein du service
« Gestion de Production » de définir les paramètres
de gestion des stocks de composants et
d'assister les équipes opérationnelles dans l'utilisation
de l'informatique.

Le candidat saura allier la rigueur à l'aptitude au
dialogue. Il sera motivé pour une action en milieu
industriel, et bénéficiera si possible, d'une première
expérience.

Ecrire avec C.V. et photo à

Jouvenel & Cordier
Direction Relations Humaines B.P. 312
92506 RUEIL-MALMAISON Cedex.

Rubson
S.A.

vend des produits d'étanchéité utilisés pour
l'entretien du bâtiment et recherche pour
compléter son équipe commerciale :

un délégué
technico-commercial

Le candidat retenu (25 ans minimum) a un
bon niveau général et une expérience confirmée
de la vente aux revendeurs

Il est domicilié à Paris ou proche banlieue mais
travaille du lundi au vendredi sur son secteur
de province (Nord).

IL EST PREVU :

• Formation technique et commerciale
• Salaire fixe, primes, participation aux
bénéfices
• Frais de déplacements, voiture société.

Adresser candidature manuscrite, C.V., photo
et prétentions à RUBSON - Boite Postale 215
92502 RUEIL MALMAISON.
Il sera répondu rapidement
à toutes candidatures.

MAIRIE
D'ISSY-LES-MOULINEAUX
(Heure de Séine)

Recrute
à compter du 1^{er} Octobre 1981
UN SOUS-DIRECTEUR
titulaire du C.A.F.P. Optien
jeunesse, suivant les conditions
prévues par le statut du
personnel communal.

Expérience souhaitée.
Adresser candidature et C.V.
à Monsieur le maire.

Société de distribution de
matériel technique allouant
implémenté bandes Est
recherche

pour diriger le secteur de PARIS
Comprendre une trentaine de
collaborateurs, dont vingt
vendeurs son

DIRECTEUR
D'AGENCE

La candidate idéale sera un homme
mûr, de bonne culture générale
et technique ; il aura assumé des
responsabilités durables
équivalentes, sera capable de
relations commerciales ;
dynamique et entreprenant,
désireux d'être engagé à long terme
pour la long terme et à garantir
une croissance importante, il
rendant apte à animer et
stimuler l'équipe de vente sur le
terrain.

SITUATION STABLE
Adresser curriculum vitae +
photo + prétentions
sous n° 9891 à CONTESSA
PUBLIS, 20, av. de l'Opéra,
75004 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

COMITÉ ÉTABLISSEMENT
RECHERCHE

ANIMATEUR (TRICE)
ORGANISATEUR (TRICE)
ENFANCE

Formation souhaitée : CAPASE
+ BAFO ou OPA + BAFO
Quelques années d'expérience
professionnelle dans le cadre
de l'enfance souhaitées.

Adresser C.V. et prétentions
sous n° 7122 le Monde Pub.
Service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75008 Paris

- RADIAL -
Recherche
pour Rosny-sous-Bois

ADJOINT AU CHEF

• Analyste programmeur.
Minimum 30 ans.
• Formation BAC + 2.
• Expérience indispensable
dans une B.M. 24.

Envoyer C.V. et prétentions à
RADIAL, 101, r. Hoffmann,
93116 ROSNY-SOUS-BOIS.

Jeune diplômé
études supérieures
(DUT Gestion, Sciences Eco, ESC)

Jouvenel et Cordier société française de réputation
internationale en matière d'équipement
industriel recherche pour sa principale usine,
située à 100 km à l'Ouest de Paris, jeune
diplômé d'études supérieures (DUT Gestion,
Sciences Eco, ESC).

Cette personne sera chargée au sein du service
« Gestion de Production » de définir les paramètres
de gestion des stocks de composants et
d'assister les équipes opérationnelles dans l'utilisation
de l'informatique.

Le candidat saura allier la rigueur à l'aptitude au
dialogue. Il sera motivé pour une action en milieu
industriel, et bénéficiera si possible, d'une première
expérience.

Ecrire avec C.V. et photo à

Jouvenel & Cordier
Direction Relations Humaines B.P. 312
92506 RUEIL-MALMAISON Cedex.

QUARTIER ST-LAZARE
BANQUE
recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Diplômés IUT ou équivalent, débutants ou
possédant une ou deux années d'expérience
COBOL, ils participeront à la mise en place
d'applications en télétraitement.

Formation DL1 et CICS assurée.
Merci d'adresser votre C.V. détaillé sous
référence 4054/M à Jean PORRACCHIA

Adresser C.V. photo et prétentions à
149, rue SAINT-HONORE 75001 Paris

ENTREPRISE BANLIEUE NORD-OUEST
recherche

PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

Formation CII - HB - série 62

connaissances télécommunications
(I.P.S.) très appréciées.

Adr. C.V., photo et prétentions à N° 10.429
Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES rech.
J.H., délégué O.M., niveau Bac
ou COLLABORATEUR GESTION
CLIENTELE INDUSTRIELLE, form.
mat. assurée. Tél. : 284-02-88.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
recherche

ASSISTANT

- Analyse économique.
- Traitement statistique.
- Précision, rigueur, organisation.
- Déplacements.
- IUT Gestion, IFAG, DEUF.

Env. C.V., let. manus., prêt. à :
Société SOFRA
33, rue Reffet, 75018 PARIS.

En vue de développer activité plein-temps,
M.J.C. recherche animateur.
Expér. prat. sup. 5 ans. C.V. à :
MJC Orgermont, rue Tiba-Saint-Médard,
63000 EPINAY S/S.

Encyclopédie Universelle, SCS.
CULTURELLES

25 ans min., bonne éducation,
excellente présent. Dynamiques,
stage de formation gratuit. Rémun.
importante. Post. réelle de
promot. dans un proche avenir.
Tél. au 538-68-28 de 10 h 30 à
12 h 30 et de 16 h à 17 h 30.

Bibliothèque Sciences
sociales recherche

BIBLIOTHÉCAIRE
MATRIÈRE SCIENCES ECO
ou équivalent et O.S.B.
C.A.F.E. ou équivalent
Tél. : 250-39-80, M^{me} Lecoq.

Lynde technique privé
recherche pour enseignement

1 ÉLECTROMÉCANICIEN
titulaire d'un DUT
ou diplôme d'ingénieur

1 CHAUDRONNIER
titulaire d'un CAP + B.P.
5 ans d'expérience.
Téléphone : 222-68-60.

PARLEZ ANGLAIS
et toutes langues vivantes
3 formules à votre choix

LOGOS
INTERNATIONAL
nouvelle adresse :
31, bd Haussmann, 75008 PARIS

Téléphone : 268-04-02

UNIVERSITÉ DE PARIS XII
Faculté de droit

Le Monde

économie

LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

Une mesure qui devrait permettre de relancer la coopération entre les Dix

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La session du conseil des ministres de dimanche, dont la convocation avait été demandée conjointement par la France et l'Allemagne, avait été attendue avec intérêt par les Dix. Les Allemands, et surtout les Français et les Belges, étaient venus de la capitale allemande sachant parfaitement à quel s'en tenir : la poursuite par les États-Unis d'une politique monétaire rigoureuse pour les pays européens, et surtout les divergences des taux d'inflation entre la R.F.A. et la France, obligeant à recourir à un mouvement de parité. Il fallait apaiser le passé, remettre les pendules à l'heure, et comment M. Delors, il a fait remarquer que c'était là la conséquence de l'échec de la politique de lutte contre l'inflation entreprise par le précédent gouvernement pulqué, à la veille des élections, le rythme annuel des hausses de prix était de 14 %.

L'ajustement monétaire était inévitable ; la France tenait à ce qu'il soit collectif. C'était, en effet, constater ainsi que l'ensemble des pays de la Communauté et non pas seulement notre pays étaient secoués par l'ouragan venu de l'Ouest et, de surcroît, illustrer la volonté des Dix d'agir de concert. Il n'y eut, apparemment, aucun problème franco-allemand. M. Matthöfer, le ministre fédéral, était d'entrée de jeu décidé à faire un geste dans le sens souhaité par Paris en acceptant une réévaluation substantielle du mark allemand. Les Belges qui, dans ce genre de circonstance, hésitent d'habitude à faire un geste dans le sens souhaité par Paris en acceptant une réévaluation substantielle du mark allemand. Les Belges qui, dans ce genre de circonstance, hésitent d'habitude à faire un geste dans le sens souhaité par Paris en acceptant une réévaluation substantielle du mark allemand.

La lutte contre l'inflation, qui peut être précisée maintenant que l'hypothèse d'un réajustement monétaire est levée, bénéficie de la même priorité que celle contre le chômage. Au reste — a-t-il souligné — chaque point gagné sur la hausse des prix signifie des emplois créés. Les prévisions tablent sur un taux de hausse des prix de 12,5 % en 1982 ; il faut que les Français fassent un effort pour arriver à 10 % ; le problème est d'atténuer les disparités, de nous désinfecter de l'inflation, a noté M. Delors, qui a ajouté que les objectifs sociaux et économiques que s'était fixés le gouvernement ne seraient atteints que si les mesures d'accompagnement anti-inflationnistes. M. Delors, convaincu que les marchés des changes vont réagir favorablement aux ajustements venant d'être décidés, estime que les taux du crédit vont pouvoir, à nou-

veau, être progressivement diminués. M. Delors considère que la France n'aura pas à adopter des mesures destinées à freiner les importations (du type du système de caution obligatoire appliqué depuis mai par l'Italie), car — affirme-t-il — la nouvelle parité du franc est réaliste. Vis-à-vis du dollar, de la livre et du yen, il n'y a pas de problème — expliquant en substance M. Delors. On a assisté au cours des derniers mois à une dévaluation de fait des monnaies européennes vis-à-vis de ces devises. Et nos exportateurs en ont profité. Mais — a continué M. Delors — nous soutenons sur le marché allemand, et nous avons pu voir y retourner notre compétitivité, ce qui est très important, notamment pour notre industrie automobile. Ce réajustement des parités — a-t-il conclu — sera une contribution de plus à une relance qui est amorcée et qui se traduira dans les prochains chiffres sur le chômage. Les bases de l'action commune étant assainies, il devient à nouveau possible d'évoquer le problème de relancer la coopération européenne. MM. Mitterrand et Schmidt ont parlé de Latché. Le mémorandum français sur ce sujet, annoncé voici quelques semaines, est prêt. M. Delors en a indiqué les têtes de chapitres : une politique extérieure et commerciale commune renforcée ; une politique agricole commune actualisée ; une restructuration du budget européen équilibrée ; des avancées dans la coopération énergétique et industrielle, à savoir les secteurs d'Europe sans la plus dette et des avancées communes sur le plan social.

PHILIPPE LEMAITRE

Dix ans de coopération monétaire européenne

Le Système monétaire européen (S.M.E.) a été créé par un accord conclu les 4 et 5 décembre 1978, à Bruxelles, et est entré en vigueur le 13 mars 1979. Il s'agissait de mettre en place un système de changes fixes qui permette d'établir des rapports stables entre les monnaies européennes.

Apparait — et depuis avril 1979 — les pays européens étaient liés dans un « serpent » monétaire qui limitait à 2,25 % les marges de fluctuation l'une par rapport à l'autre des monnaies de six pays de la Communauté : Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas.

Le 19 janvier 1979, victime d'une spéculation amorcée par la réévaluation du florin néerlandais, et accélérée par les incertitudes concernant l'état de santé du président Pompidou, le franc français quittait le « serpent » après que la Banque de France eut perdu le tiers de ses réserves pour défendre les parités officielles.

Le 10 juillet 1979, le franc réintégrait l'ensemble européen, mais, trois mois plus tard, sous la pression de la spéculation, il devait, le 15 mars 1980, quitter le « serpent » pour la seconde fois. M. Fournade, alors ministre des Finances de M. Giscard d'Estaing, expliquait que la Banque de France avait dû engager l'équivalent de 14 milliards de francs pour maintenir la devise française dans l'ensemble monétaire européen.

Quatre réévaluations du deutschemark sont intervenues dans le cadre de ce mécanisme communautaire.

Le S.M.E. Le système monétaire européen qui a remplacé le « serpent » en est une version améliorée. Huit pays y participent : la R.F.A., la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark et l'Irlande. La Grande-Bretagne a certes adhéré à l'accord créant le S.M.E., mais elle ne participe pas à son dispositif le plus important : le mécanisme de change. Quant à la Grèce, elle n'est pas encore rattachée au S.M.E.

L'ECU. Au sein de ce système monétaire européen, les parités des monnaies sont déterminées suivant une procédure à deux niveaux. Chaque monnaie est d'abord exprimée en « unités de compte », l'ECU (European Currency Unit), calculée chaque jour sur la base des neuf monnaies livres sterling comprise — des pays adhérents.

Chaque des monnaies est affectée d'un coefficient de pondération qui tient compte du poids relatif des économies nationales dans l'ensemble européen, soit 33 % environ pour le mark, 20 % pour le franc français, etc. Pour chaque monnaie, la valeur

Gagner la confiance

(Suite de la première page.)

Faute de quoi un nouveau changement de parité se révélerait très vite nécessaire et ce d'autant plus que nombre d'observateurs français et étrangers ont immédiatement réagi en affirmant que la nouvelle parité du franc était encore surévaluée par rapport à celle du deutschemark. Passons sur ces commentaires qui traduisent la croyance — probablement dépassée — de certains milieux d'affaires, persuadés qu'une baisse de la parité du franc stimulerait nos exportations sans bien en voir les inconvénients ; passons aussi sur les jugements pessimistes des milieux internationaux de l'égard du franc.

L'essentiel va maintenant consister en trois points : accroître nos exportations en volume pour maintenir en 1982 le déficit de nos comptes extérieurs au niveau atteint cette année (98 milliards de francs pour la balance commerciale, 40 milliards de francs pour les paiements courants), cela en contenant nos coûts de production, et cela en stabilisant le pouvoir d'achat ; enfin, faire en sorte que les marchés des changes ne soient pas perturbés, l'économie française étant sérieusement gérée, les « grands équilibres » vont commencer à se rétablir.

Ces trois propositions sont étroitement complémentaires : l'offre et la demande qui se portent sur une monnaie sont, en effet, fonction de données de base que sont les échanges commerciaux et le balance des paiements courants. En ce sens, la tenue du franc résulte mécaniquement de nos succès ou de nos déboires en matière de commerce extérieur ou de grande consommation.

La volonté de relance du gouvernement est passée ici avant le souci de rigueur affichée ; personne ne sait comment sera financée cette impasse, qui représente, à elle seule, la quasi-totalité des ressources du marché obligataire. Il n'est pas douteux qu'un tel déficit a fait mauvaise impression sur le communisme international.

D'autre part, de nombreuses réformes de structure annoncées par le gouvernement (nationalisations, fiscalité...) ne pourraient avoir d'effets très positifs sur le tissu du franc. En arrivant à la fin de l'année, M. Delors avait demandé « une pause des innovations pendant six mois ». Il n'a pas été entendu. On pourra toujours appliquer sur ce qu'on appelle un « effet de levier » l'annonce de projets aussi « sensibles » que l'impôt sur l'outil de travail, l'impôt foncier, les nationalisations...

Celui qui a maintenant la charge de stabiliser le franc estime que mieux vaudrait d'abord régler les problèmes de conjoncture (mouvements) et de gestion courante (difficile). Bref, qu'il fallait en premier lieu prouver à la communauté patronale et internationale qu'un gouvernement de gauche pouvait conduire une bonne politique économique. Il n'a pas été entendu sans qu'on puisse pour autant affirmer que la décision de reporter à plus tard certaines réformes technocratiques aurait permis d'éviter une dévaluation.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le gouvernement va devoir infléchir son comportement économique pour tenir davantage compte des analyses de M. Delors. À l'évidence, des dépenses publiques de 15 milliards de francs environ (1). Une semaine après l'annonce officielle du projet de budget pour 1982 et son examen en conseil des ministres.

Le projet de budget pour 1982 prévoit une augmentation de presque 20 % des dépenses publiques (10 % par rapport à l'état actuel du budget de 1981). La volonté de relance du gouvernement est passée ici avant le souci de rigueur affichée ; personne ne sait comment sera financée cette impasse, qui représente, à elle seule, la quasi-totalité des ressources du marché obligataire. Il n'est pas douteux qu'un tel déficit a fait mauvaise impression sur le communisme international.

D'autre part, de nombreuses réformes de structure annoncées par le gouvernement (nationalisations, fiscalité...) ne pourraient avoir d'effets très positifs sur le tissu du franc. En arrivant à la fin de l'année, M. Delors avait demandé « une pause des innovations pendant six mois ». Il n'a pas été entendu. On pourra toujours appliquer sur ce qu'on appelle un « effet de levier » l'annonce de projets aussi « sensibles » que l'impôt sur l'outil de travail, l'impôt foncier, les nationalisations...

Celui qui a maintenant la charge de stabiliser le franc estime que mieux vaudrait d'abord régler les problèmes de conjoncture (mouvements) et de gestion courante (difficile). Bref, qu'il fallait en premier lieu prouver à la communauté patronale et internationale qu'un gouvernement de gauche pouvait conduire une bonne politique économique. Il n'a pas été entendu sans qu'on puisse pour autant affirmer que la décision de reporter à plus tard certaines réformes technocratiques aurait permis d'éviter une dévaluation.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le gouvernement va devoir infléchir son comportement économique pour tenir davantage compte des analyses de M. Delors. À l'évidence, des dépenses publiques de 15 milliards de francs environ (1). Une semaine après l'annonce officielle du projet de budget pour 1982 et son examen en conseil des ministres.

Le problème qui va se poser sera de savoir si ces mesures de rigueur seront suffisantes pour rendre crédible la nouvelle parité du franc. M. Delors devra évaluer trois données. La première sera celle de décisions spectaculaires mais inadéquates : il serait, par exemple, dangereux de bloquer les prix industriels alors même que les entreprises, laminées par une mauvaise année, doivent reconstruire leur marge d'autofinancement en relevant leurs tarifs (les prix des services et du commerce alimentaire (en partie) vont en revanche, faire l'objet de blocages temporaires). Le deuxième écueil sera d'éviter des mesures trop économiques qui, pour rassurer le marché international sur notre sérieux, n'en auraient pas moins l'inconvénient majeur de casser la reprise économique déjà en marche. La troisième difficulté sera pour M. Delors de persuader les autres membres du gouvernement du bien-fondé d'une politique de rigueur qui risque de faire l'effet d'une douche froide. Mais sur ce point il semble bien que le ministre de l'Économie et des Finances ait l'appui du chef de l'État, extrêmement soucieux du jugement porté sur la France par l'opinion internationale.

ALAIN VERNHOLLES

BLOCAGE DES PRIX DES SERVICES ET DE CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES

Les prix des services vont être bloqués à leur niveau du 3 octobre 1981 pour une durée de six mois, a annoncé lundi 5 octobre M. Delors. Si des accords de modération sont conclus avec les professionnels pour l'année 1982, la loi ou la taxation prendra fin en 1er janvier prochain. Les prix des produits sensibles, comme le pain, le lait, le beurre, la margarine, le sucre et le café vont être stabilisés pour trois mois à un niveau fixé par voie réglementaire. Les marges de quarante à cinquante produits sensibles seront

surveillées au moyen d'un indice spécial et les marges abusives seront réprimées. Des pourparlers vont être engagés avec la grande distribution pour que des efforts soient réalisés sur certains produits.

En ce qui concerne les produits, des recommandations seront faites aux entreprises pour que le rythme annuel de la hausse des prix soit ramené à 8 % l'an. Une concentration branchée par branche sera mise en place. Enfin, un effort similaire à celui du secteur industriel sera accompli pour les tarifs publics, sauf pour l'énergie.

Le ministre a indiqué que les marges des importateurs seraient bloquées en valeur absolue pendant trois mois au niveau pratiqué le 3 octobre.

Ces mesures, qui seront proposées au conseil des prix mardi 6 octobre, visent à ramener le taux d'inflation de 14 % à 10 % en rythme annuel. Il s'agit de mesures exceptionnelles, a précisé le ministre, qui s'ajoutent à celles qu'il ne s'agit pas d'en faire un retour insidieux au déséquilibre.

LE DÉFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE À L'ÉGARD DE LA R.F.A. ET DES PAYS-BAS A AUGMENTÉ D'UN TIERS

	8 mois 1981	8 mois 1980	Variation
R.F.A.	-12,9	-18,9	+15,3 %
Pays-Bas	-7,9	-9,9	+11,2 %
Belgique-Luxembourg	-10,9	-12,9	+15,5 %
Grande-Bretagne	-2,9	-3,9	+26,3 %
Italie	-1,9	-2,9	+33,3 %
Autres pays C.E.E.	-1,9	-2,9	+33,3 %
C.E.E.	-32,5	-40,5	+19,4 %

— En données corrigées des variations saisonnières. Entre parenthèses, les taux de conversion des importations par les exportations. Les importations sont comptabilisées C.A.F., c'est-à-dire incluant coût, assurance et fret.

LES NOUVELLES VALEURS DE L'ECU

Les nouvelles valeurs de l'unité de compte européenne (ECU), après le réajustement décidé dimanche 4 octobre, sont les suivantes, exprimées dans les différentes devises du S.M.E. :

Franc belgo-luxembourgeois 40,7972 (contre 40,7227) ;
Deutschemark 2,46389 (contre 2,46463) ;
Florin 2,65382 (contre 2,76674) ;
Franc français 6,57343 (contre 6,55665) ;
Livre 1,369,67 (contre 1,365,36) ;
Livre irlandaise 0,654452 (contre 0,650352).

LES NOUVEAUX COURS-PIVOTS DU FRANC

Les nouveaux cours-pivots du franc s'établissent ainsi :

— 1 deutschemark vaut 2,58212 F (contre 2,55588 F précédemment), le cours-planche étant de 2,9205 et le cours-planche de 2,9200 ;

— 1 franc belge vaut 14,1403 F, le cours-planche étant de 15,4940 et le cours-planche de 14,9125 ;

— 1 couronne danoise vaut 78,47 F, le cours-planche étant de 78,829 et le cours-planche de 78,31 ;

— 1 livre irlandaise vaut 9,0288 F, le cours-planche étant de 9,2205 et le cours-planche de 8,8205 ;

La lire italienne, enfin, reste inchangée, valant 0,0047474 F, avec un cours-planche de 0,0050405 et un cours-planche de 0,004477.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Favet, directeur de la publication.
Claude Jolly.

Imprimerie de « Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-13

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 97 621.

هكذا من الأصل

AU SEIN DU S.M.E.

Pour combien de temps ?

(Suite de la première page.)

Au-delà de ces querelles, il s'agit plutôt de savoir si cet « ajustement » était inéluctable, s'il est suffisant, et quelles en seront les conséquences pour la France. En d'autres termes, pour combien de temps et à quelles conditions la mesure « hypothèque » peut-elle rester lavée ? C'est là tout le problème, et la seule véritablement intéressante.

Des ajustements périodiques nécessaires

Pour l'histoire des faits, il était absolument évident, dès le début de 1981, qu'un « réajustement » du S.M.E. devait prendre place fin 1981 ou début 1982, en raison de la disparité des comportements des pays membres et des tensions croissantes qui en résultaient. Comme disait l'ancien président de la Bundesbank, M. Oskar Emminger, une zone de stabilité monétaire n'est pas une zone de fixité monétaire, et des ajustements périodiques sont nécessaires. Le dernier avait eu lieu en septembre 1979, et sans l'accès de faiblesse du mark à partir de décembre 1980 avait empêché qu'il y en ait un autre. Par ailleurs, les milieux financiers internationaux étaient unanimes à le penser : le franc, après un artifice artificiellement par d'énormes rentrées de capitaux qu'attirent la politique extérieure de M. Giscard d'Estaing et le rigorisme de M. Raymond Barre, devenait peu à peu surévalué, et mûr pour un « réajustement ». De quelle ampleur serait-il ? Tout le problème était là. Si la majorité se trouvait rassemblée, M. Barre ne le serait pas, et une légère relance aurait été décidée, au prix d'une dérive du franc relativement réduite. Si la gauche l'emportait, avec son programme de relance massive et de déficit budgétaire élevé, c'était le décalage obligatoirement dans les esprits des opérateurs internationaux, rappelés.

Au reste, les pertes françaises de devises avaient commencé dès le 15 février 1981, comme le souligne, à juste titre, M. Mauroy, en partie parce que les chances de réélection de M. Giscard d'Estaing commencent à diminuer sérieusement. La sortie médiocre de l'élection de M. Mitterrand, les jeux étaient faits, toujours dans l'esprit des gens, et les sorties de devises s'accroissent dangereusement.

A la prise de pouvoir du nouveau président, deux thèmes s'affrontent. La première réclamation est une dévaluation du franc immédiate, mise sur le compte de « l'héritage » du gouvernement précédent. Cela aurait permis d'éviter les maux liés tout de suite, sans avoir à prendre de mesures désagréables sur les changes et la laiz d'intérêt, tout en sachant que le résultat final serait

le même, à savoir un décalage du franc. La seconde, sous-entendue, refusait tout ajustement, estimant d'abord que les conditions n'étaient pas réunies et que, ensuite, on pouvait peut-être l'éviter.

On se dit qu'il en a été. L'hémorragie de devises s'arrêtait grâce aux mesures contrainteuses prises le 27 mai, mais une série de facteurs allaient précipiter les choses. L'annonce, à la fin juillet, d'un déficit budgétaire triant les 100 milliards de francs, au moment où l'Allemagne fédérale décidait de réduire le sien, énorme il est vrai, et surtout, à partir du début septembre, la baisse du dollar rendait la position du franc de plus en plus difficile face à un mark de nouveau puissant, et que le franc ne pouvait plus suivre. Une forte étiquette fut mise le vendredi 18 septembre, au coût de 1,5 milliard de dollars, et les semaines suivantes le franc fut affecté par le « syndrome du week-end » (peur d'une dévaluation pendant ce laps de temps). Les réserves françaises de devises fondaient, le gouvernement avait utilisé les derniers moyens légaux de soutien de la monnaie, avec un renforcement draconien et insupportable du contrôle des changes, avec aussi la perspective de maintenir des taux d'intérêt élevés. Ce n'était plus tenable. Au surplus, les conditions d'un décalage du franc se trouvent enfin réunies début octobre. La dollar a baissé après les cours élevés du milieu de l'été qui rendaient prohibitive toute dévaluation, et l'Allemagne fédérale, dont la balance des paiements s'est améliorée, peut se permettre de « faire un geste » vis-à-vis de la France en réévaluant sa monnaie.

Cela a donc été fait, à la cheville, dira-t-on, mais, depuis le 16 août, et surtout depuis le 18 septembre, le « compte à rebours » avait commencé, et le gouvernement français n'avait plus beaucoup de choix.

Le bilan de l'opération

La problématique maintenant est de savoir quel va être le bilan de l'opération. Pour la France, l'état immédiat, l'« effet pervers », va être de renchérir certaines importations, et d'abord celles en provenance de l'Allemagne fédérale, pays avec lequel nos échanges sont de plus en plus déficitaire. Ce renchérinement ne manquera pas de ravir beaucoup d'industriels français, qui se plaignent que les exportateurs allemands soient « heureux comme Dieu en France », pouvant se permettre une politique de rabais propre à accroître leur part dans le marché intérieur français, notamment dans l'automobile. Par ailleurs, le coût des matières premières payées en dollars, notamment le pétrole, va augmenter, mais dans une proportion moindre que les 8,5 % de la dévaluation du mark par rapport au franc.

car celui-ci a baissé déjà par rapport au dollar, dont le cours à Paris monte finalement assez peu.

Les exportations françaises, en revanche, s'en trouveront facilitées, mais il faudra un certain temps pour en percevoir le développement.

Quant à l'avenir du franc et aux conditions dans lesquelles l'hypothèque pourra demeurer levée, le problème reste posé. Pour les milieux financiers internationaux, une dévaluation de 8,5 % par rapport au mark est absolument insuffisante. Elle compense à peine le retard pris par la France sur l'Allemagne depuis le début 1980, du fait des différences d'inflation, et, surtout, elle ne prend aucun « évanouissement » sur l'écart qui, selon eux, ne peut manquer de se creuser encore davantage entre les deux pays du fait de leurs politiques divergentes. Ils estiment que la réévaluation du mark, en dépit des pertes relatives que subissent les exportations allemandes sur le marché de la C.E.E., est tout à l'avantage de la R.F.A.

Le « cercle vertueux »

Déjà, lundi matin 5 octobre, le dollar chutait à Francfort, ce qui va diminuer le coût des importations outre-Rhin, notamment celui de l'énergie, un des grands facteurs d'inflation depuis deux ans. A l'inverse, notre grand voisin rentre dans le « cercle vertueux » à nos dépens, et la force du Deutschmark risque d'affaiblir le franc ultérieurement. Pour les milieux financiers internationaux donc, une dévaluation de 15 % du franc, accompagnée de mesures draconiennes, aurait peut-être permis de donner au gouvernement un répit suffisant pour laisser à sa politique le temps de recueillir ses fruits éventuels. Mais, d'un côté, l'esprit du S.M.E. est prohibé un décalage d'une telle ampleur, sans oublier l'opposition des partenaires. D'un autre côté, un plus fort renchérinement des importations eût été de nature à accélérer la progression de l'inflation en France. Déjà, l'annonce d'une « dévaluation » du franc par les médias a dévalorisé l'impression de la population, qui l'assimile, trop rapidement, à une dévaluation de ses actifs, et se trouve incitée à anticiper sur une hausse éventuelle des prix, relâche exorbitante certes, mais tristement habituel et traditionnel depuis quarante ans.

L'« hypothèque » est levée, mais dans l'immédiat seulement, et tout dépendra des mesures que va prendre le gouvernement dans les perspectives, peu confortables, qui s'ouvrent à lui. La bataille sera grande, pour les socialistes, de donner la priorité à la lutte contre le chômage, le soul de défendre à tout prix la monnaie ne devant pas entraver l'effort de relance.

FRANÇOIS RENARD.

En 1969 déjà...

Le 8 août 1969, soit moins de deux mois après l'élection à la présidence de la République de Georges Pompidou, le franc était dévalué de 12,3 %. Une mesure bien différente de celle du 4 octobre puisque la parité du franc était modifiée à l'égard de toutes les autres monnaies. La coopération monétaire européenne était inexistante et le système international en vigueur — le Gold Exchange Standard — fondé sur la convertibilité des monnaies de réserve (principalement dollar et livre) en or vivait ses derniers mois.

Les réactions à cette dévaluation, en revanche, n'étaient guère différentes de ce que l'on entend aujourd'hui selon que l'on est dans la majorité ou dans l'opposition. Cette dernière partie — c'est une formule de M. Sarrazin alors premier secrétaire du parti socialiste — de « constats d'échec » — M. Mitterrand trouve que l'opération n'aurait pas dû précéder la dévaluation. Quant au P.S.U., il estime que le refus du général de Gaulle en novembre 1968, de procéder à la dévaluation était une des causes du « lâchage » de la livre et de son remplacement par Georges Pompidou. Celui-ci a compris la leçon. « Enfin », l'« hypothèque » sous le titre « Les monnaies », signifie la violation des promesses données.

Dans le « Figaro », M. Raymond Aron parle en revanche, de « décision juste à un moment bien choisi ».

Les échanges franco-allemands : un déséquilibre constant

Le déficit des échanges extérieurs de la France avec l'Allemagne fédérale est d'une telle ampleur et d'une telle nature qu'un simple ajustement monétaire ne saurait en venir à bout ni même en provoquer une sensibilité et surtout durable diminution. Ce solde négatif, constant depuis 1959 (exception faite de l'année 1965) et en forte augmentation depuis 1973, traduit plus l'ingérence entre les deux économies qu'il ne subit les effets d'une disparité entre les deux devises. La situation à l'égard de la R.F.A. — premier fournisseur et premier client de la France — en représentant environ 15 % du total du commerce extérieur, illustre les faiblesses de l'économie française, globalement déficitaire par rapport aux pays industrialisés (— 32,7 milliards de francs pour les huit premiers mois de 1981) de l'O.C.D.E. — 43 milliards à l'égard de l'O.P.E.C.

Le ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, M. Jobert, a inquiété récemment de l'aggravation du déséquilibre enregistré par la France à l'égard de l'Allemagne fédérale. En fait, ce phénomène est surtout intervenu en 1980, puisque le déficit com-

merce de l'Allemagne fédérale, des industries japonaises. Il ne faut pas oublier non plus, en dehors même de la différence de la hausse des prix entre les deux pays, le comportement des consommateurs qu'une stratégie de reconquête du marché intérieur se doit de prendre en compte.

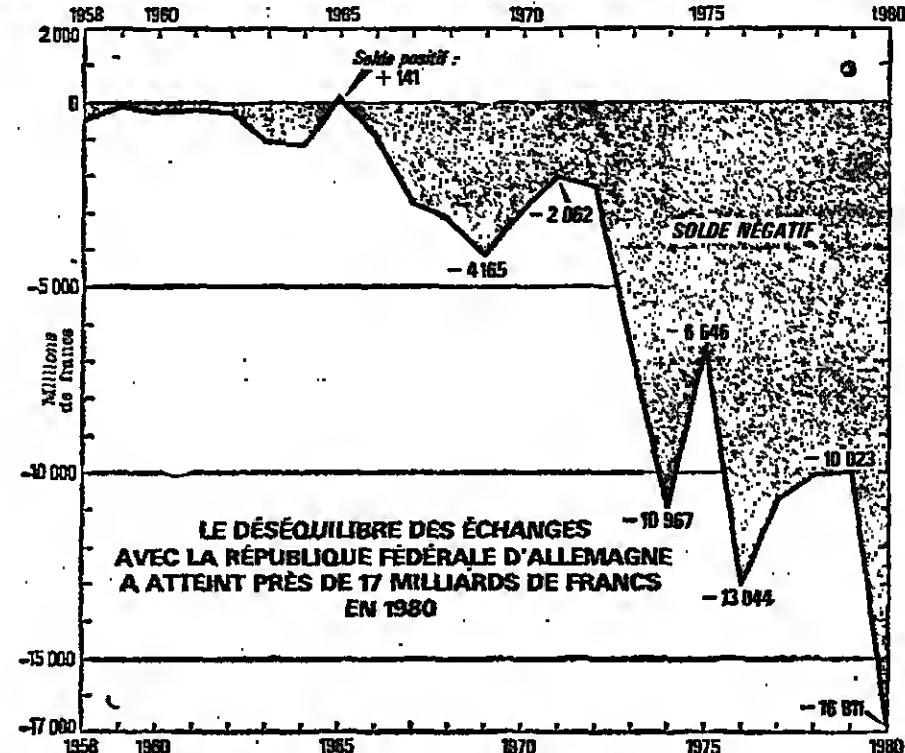
Un effet de change peut, certes, se faire sentir : après la dévaluation de 12,5 % du franc intervenus le 8 août 1969, le déficit à l'égard de l'Allemagne fédérale est revenu de 4,2 milliards cette année-là à 3 milliards en 1970, sans qu'il soit possible de chiffrer l'impact de cette opération. Trois ans après, il était cependant remonté à 5,8 milliards de francs.

En fait, la balance commerciale française apparaît structurellement déficitaire à l'égard de l'Allemagne fédérale. Ainsi, dans le domaine des biens d'équipement industriel, la solda négatif a atteint l'an dernier 4,4 milliards de francs, le taux de couverture des achats par les ventes se situant à 40,8 %. Pour l'ensemble des produits industriels (machines, matériel électrique, appa-

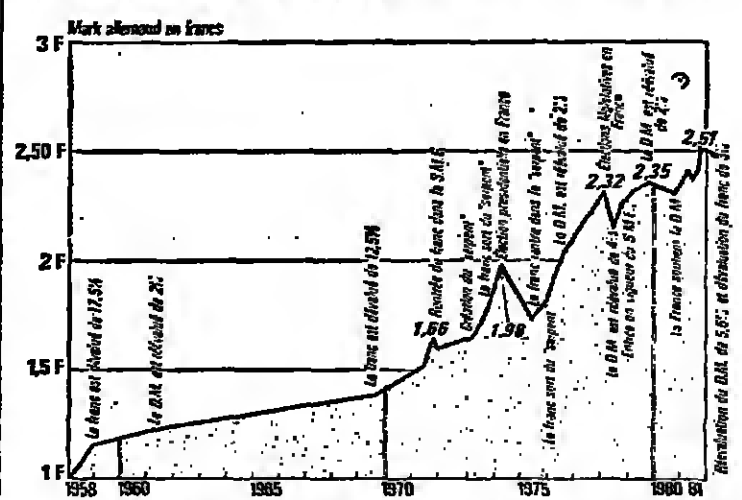
reils électroniques...), il était de 10,5 milliards. En outre, le déficit se représentait 3 milliards pour les véhicules utilitaires et les pièces et équipements pour véhicules, et 1,6 milliard en matière d'équipement ménager.

Le commerce extérieur se joue actuellement surtout au niveau de la spécialisation. Comme l'écrit le comité de l'économie internationale mis en place pour la préparation du VIII^e Plan, la France « s'est moins engagée dans les secteurs de haute technologie que les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne fédérale », alors que « l'évolution des échanges extérieurs en volume est moins sensible aux prix », surtout en ce qui concerne les produits à forte valeur ajoutée. Le comité conclut, é propos il est vrai de la dévaluation, que celle-ci n'apparaît pas plus pratique et devait être écartée comme tactique de rééquilibrage des échanges extérieurs. Toutefois, ce qui apparaît juste pour une dévaluation n'est pas obligatoirement laux pour un ajustement monétaire.

MICHEL BOYER.



Depuis 1960 LA VALEUR DU MARK A AUGMENTÉ DE PRÈS DE 120 % A PARIS



C'est la neuvième fois que le mark est réévalué depuis 1948. Trois de ces réévaluations furent effectuées avant la création du premier « serpent » européen, le 24 mars 1972, la première ayant eu lieu en 1961 et les deux suivantes en 1971. Quatre furent décidées dans le cadre de ce mécanisme communautaire, et deux dans celui qui l'a suivi, à savoir le système monétaire européen (S.M.E.), mis en vigueur le 13 mars 1979. La dernière réévaluation remonte au 24 septembre 1976, le mark ayant alors été réévalué de 2 %. Depuis 1969, le cours de cette monnaie à Paris a augmenté de près de 120 %.

Depuis cette même année, le franc n'a été dévalué, au sens strict du terme, qu'une seule fois. Ce 12,5 % en août 1969. Le reste du temps, en dehors des réévaluations officielles du mark, la monnaie française a perdu du terrain vis-à-vis de la monnaie allemande du fait de sa dépréciation officielle pendant ses périodes de flottement.

LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN AU TRÉSOR SOUHAITE « UN RELACHEMENT DES RÈNES MONÉTAIRES »

Washington (A.F.P.). — Le secrétaire américain au Trésor souhaite que la Réserve fédérale assouplisse très prochainement le contrôle strict qu'elle exerce sur la masse monétaire. Dans un entretien publié le 4 octobre par le Washington Post, il fait remarquer que la Banque centrale n'a fait qu'aggraver les récessions passées, en conservant trop longtemps un contrôle de cette nature.

M. Regan ne donne pas d'indication sur la conduite qu'il souhaite voir adopter par la Réserve fédérale, mais estime « qu'un relâchement des rênes monétaires serait de nature à faire réapparaître l'économie actuellement en récession ». La Réserve fédérale avait souhaité en début d'année que la masse monétaire, calculée sur la base des billets verts et des dépôts à vue et à « prêt », augmente de 3,5 % à 8 % en 1981.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Opp. + ou Dép. -	Opp. + ou Dép. -	Opp. + ou Dép. -
\$ E.-U. ...	5,6930 - 5,6900	+ 65 + 100	+ 65 + 100	+ 175 + 50
£ can. ...	4,6790 - 4,6750	- 25 - 20	- 45 - 60	+ 115 - 105
Yen (100) ...	2,4490 - 2,4400	+ 230 + 265	+ 405 + 435	+ 1055 + 1190
D.M.	2,4975 - 2,5000	+ 90 + 95	+ 185 + 190	+ 565 + 580
Florin ...	2,2415 - 2,2530	+ 35 + 120	+ 175 + 210	+ 430 + 540
F.S. (100) ...	14,9000 - 15,0240	+ 15 + 65	+ 105 + 135	+ 255 + 370
F.S.	2,5920 - 2,5940	+ 90 + 95	+ 190 + 205	+ 580 + 610
L. (1 000) ...	4,7110 - 4,7255	- 100 - 535	- 1215 - 1010	- 2830 - 2450
S.	16,5220 - 16,5275	+ 125 + 335	+ 210 + 385	+ 70 + 400

TAUX DES EURO-MONNAIES

	11 1/8	12 1/8	13 1/8	14 1/8	15 1/8	16 1/8	17 1/8	18 1/8	19 1/8
\$ E.-U. ...	16	16 1/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	17 1/8	17 1/2	17 3/4	18 1/4
Florin ...	12 1/8	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/4	13 1/8	13 1/4	13 1/2	13 3/4
F.S. (100) ...	15	15 1/4	15 1/2	15 3/4	15 1/4	16 1/8	16 1/4	16 1/2	16 3/4
F.S.	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 1/2	2 1/4	2 3/4	2 1/2	2 1/4	2 3/4
L. (1 000) ...	18	18 1/4	18 1/2	18 3/4	18 1/4	19 1/8	19 1/4	19 1/2	19 3/4
S.	16 3/4	16 1/4	16 1/2	16 3/4	16 1/4	17 1/8	17 1/4	17 1/2	17 3/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises les plus récents indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

POINT DE VUE

Seuls

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

Depuis mai, ce n'était pas la tempête ni l'engorgement d'une succession de politiques comme à l'automne 1980, et ce devait être la solidarité européenne pour poser les vraies questions qui sont celles du décalage monétaire international depuis la réévaluation du dollar américain de 1971. Ce ne serait donc pas une dévaluation, mais des ajustements à la hausse et à la baisse de la plupart des monnaies de la Communauté, les unes par rapport aux autres. Le gouvernement l'avait laissé entendre depuis des semaines : l'écart de dix points entre le taux d'inflation français et allemand, de plus de vingt entre le déficit budgétaire sur chaque bord du Rhin, fixait la leçon.

Nous sommes seuls dès lors que nous ne prenons en compte que nos intérêts, que nos comportements ne sont que nationaux. Nous avons été seuls à voter pour le changement cette année ; nous sommes seuls à donner la priorité à la lutte pour l'emploi quand nos partenaires s'attachent aux équilibres monétaire et budgétaire ; nous sommes seuls à nationaliser des groupes bancaires et industriels qui, à entendre les réactions de l'étranger, devaient donc jouer de moins en moins la carte française et les pouvoirs publics ne

représentent les choses : nous sommes seuls à faire passer les communistes au conseil des ministres. Nous sommes seuls, ce n'est pas la première fois, ce n'est pas la laus du président de la République ; c'est notre destin dès lors que nous voulons être indépendants à l'intérieur comme à l'extérieur. Nous le savons tous de Gaulle.

Les partenaires de M. Delors ne réalisent peut-être pas à quel point ils nous rendent service en nous comprenant si mal ; ils nous écartent de cas chemins atlantiques et européens dont on disait que les socialistes seraient si désireux de les reprendre pour se faire pardonner le reste. Nous sommes seuls ; comme nous allons l'être dans le débat sur le budget communautaire et pour le réajustement de la politique agricole commune. C'est le début du réajustement et ce peut être la chance pour tous, nous et les autres, de discuter enfin sérieusement l'échelle des valeurs en économie internationale : qui, du chômeur ou du spéculateur, du pauvre ou du riche, doit avoir l'oreille des banques centrales ? Car à Bruxelles on n'a l'air qu'enfêter ce qui avait été convenu au F.M.I. sous la dictée de M. Raegan gouverné par l'arrogance et le dogmatisme de ses séigneurs.

LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

DANS LES PAYS DE LA C.E.E.

Les ventes de voitures françaises sont en baisse sensible

Les constructeurs français d'automobiles appellent de leurs vœux depuis plusieurs semaines une dévaluation de la monnaie française. A présent, ils constatent que la décision est tardive, que sa portée est insuffisante et que les avantages qu'ils pourrout en retirer sur les marchés d'exportation seront rapidement « gâtés ».

Depuis deux ans au moins, si le total des exportations de voitures françaises se maintenait autour de 53 % de la production, il était de plus en plus difficile pour les constructeurs de vendre leurs modèles dans les pays du marché commun : leurs exportations y avaient diminué de 3 % en 1980 par rapport à 1979 (346 000 véhicules en 1980 : 1 100 000 en 1979). Dans les deux pays de la C.E.E. à monnaie forte, l'Allemagne fédérale (232 000 voitures en 1980) et les Pays-Bas (84 000), le recul a été respectivement de 3 et de 5 points.

Depuis le début de l'année, les affaires ne se sont pas arrangées, tout au contraire. Ainsi, sur le marché de l'Allemagne fédérale

au cours des huit premiers mois de cette année, les immatriculations de voitures neuves françaises (143 000) représentaient 87 % du marché contre 97 % pendant la même période de 1980.

Tous les constructeurs français ont peu ou prou payé tribut à cette diminution. Renault (4,3 % du marché d'outre-Rhin) perd un demi-point ; Peugeot recule de 1,2 point, Citroën et Talbot restent relativement stables. Cette diminution est intervenue alors que la part des ventes étrangères en R.F.A. progresse : 28,50 % du total des immatriculations de janvier à août dernier contre 27,7 % un an auparavant.

En France, par exemple, au cours des huit premiers mois de cette année, les ventes de voitures d'automobiles ont représenté 6,5 % des immatriculations (il y a un an). Au reste, le constructeur allemand a ravi à Talbot (3,7 % des immatriculations) la quatrième place au tableau d'honneur des constructeurs. Il y est précédé par Renault, 39,5 % des immatriculations (- 7 %), Citroën : 14,8 % (- 6,1 %) et Peugeot, 14,1 % (- 15 %).

Une explication complémentaire aux difficultés de la construction française d'automobiles sur les marchés d'exportations : les Japonais y ont fait une nette percée : voici la part des ventes japonaises dans les pays de la C.E.E. au cours du premier semestre de 1981 : Allemagne fédérale : 10,2 % ; Grande-Bretagne : 11,3 % ; Irlande : 33 % ; Italie : 0 % ; Belgique-Luxembourg : 28,1 % ; Pays-Bas : 35,8 % ; Danemark : 25,8 % ; France : 2,3 % — A.T.

STAGES D'ANGLAIS à OXFORD
Formation continue toute l'année, tous niveaux
Oxford Intensive School of English
21, rue Théophraste Renaudot
75015 Paris - Tél. 533.13.02.

Une nouvelle grille pour les montants compensatoires monétaires agricoles

Les ajustements des cours-pivots de quatre monnaies, au sein du S.M.E., ont des répercussions importantes sur le fonctionnement du Marché commun agricole. La Commission européenne devrait tirer, ce lundi ou mardi 6 octobre, les conséquences « techniques » de l'accord des Dix. Les ministres de l'Agriculture ensuite — il est question d'une session du Conseil de la C.E.E. dans les prochains jours — prendront acte des mesures d'ajustement proposées par Bruxelles soit pour les avaliser, soit pour les modifier en partie ou en totalité.

Pour les monnaies dévaluées, la Commission va instaurer des Montants compensatoires monétaires (M.C.M.), dits négatifs, qui couvrent la différence, soit environ 3 %, entre le nouveau cours-pivot et le taux applicable à la conversion des prix agricoles européens (exprimés en ECU) en monnaie nationale.

Compte tenu de l'abattement d'une franchise de 1,5 point, la France, dont les M.C.M. étaient nuls depuis juin 1980, devra donc appliquer un taux de 1,5 % dans ses échanges agricoles. L'Italie se trouve exactement dans le même cas, puisque le

pourcentage actuel devrait passer à un peu moins de 5 %.

Dans le cas des monnaies réévaluées, les effets sont strictement inverses. Les M.C.M. allemands vont passer de 3,2 % à 8 % ou 9 %, et les Pays-Bas vont de nouveau appliquer des « montants positifs » (de l'ordre de 4 % en raison de la franchise). En principe, ces deux pays peuvent réévaluer leur « taux vert », c'est-à-dire aligner les prix agricoles sur la nouvelle valeur du marché, ce qui aboutit à une diminution des prix garantis.

Cet inconvénient, sans compter l'avantage commercial qu'ils tirent de l'application des M.C.M., ne devrait pas amener Bonn et La Haye à procéder, dans l'immédiat, à cet ajustement. D'autant que l'accord accompagnant la décision sur la création du S.M.E. prévoit un délai de deux ans pour éliminer les nouveaux montants compensatoires. Les Allemands peuvent également faire valoir qu'ils ont consenti un effort substantiel, en mars dernier, en réduisant déjà de 5,5 points le taux applicable avant la fixation des prix pour la campagne en cours.

Comment choisir entre deux maux ?

Seule, au sein des différentes branches de la production, l'agriculture est soumise en Europe à des règles strictes et communes. Ainsi, chaque année, les prix agricoles sont fixés à des titres divers, pour ceux des produits qui disposent d'un règlement communautaire, c'est-à-dire d'un engagement de la Communauté vis-à-vis de ceux qui obtiennent ces marchandises.

Le réajustement monétaire a des conséquences mécaniques sur les prix agricoles. Et c'est d'ailleurs, la tâche méritoire d'être relevée, le seul secteur pour lequel il existe un tel lien.

Les prix agricoles sont aujourd'hui fixés en ECU ou UCE, c'est-à-dire en unités de compte européennes. La valeur de cette unité de compte est traduite en monnaie nationale, franc, mark, florin ou lire, et c'est cette traduction qui correspond le prix des produits agricoles à la production. Lequel prix, dans la règle adoptée

par les dix pays membres de la Communauté, doit être commun, quel qu'il advienne.

Il arrive précisément que les valeurs du franc et de la lire sont diminuées et que celles du mark et du florin sont augmentées. Dans le cas de la dévaluation, pour que l'unité de prix soit respectée, il faudrait que, pour une même quantité de produit, on paie avec un peu plus de francs, puisque sa valeur a diminué. Mais en France cela correspond à une augmentation du prix en francs.

Jusqu'à présent, lors des dévaluations précédentes, le gouvernement s'était abstenu de réajuster par une augmentation immédiate des prix agricoles l'effet de la dévaluation (1). Pour la raison simple que cela conduisait à un renchérissement des denrées de base et donc à une hausse immédiate du coût de la vie, contraire aux impératifs anti-inflationnistes. La seconde raison résidait

dans le fait que le pouvoir pouvait choisir le moment électoralement le plus payant, pour procéder à l'ajustement jusqu'alors reporté.

Dans le cas d'une dévaluation, cet ajustement sera toujours le bienvenu. Dans l'hypothèse inverse — la réévaluation du mark et du florin — il faudrait, pour respecter l'unité européenne de prix, que la production allemande ou néerlandaise soit moins rémunérée en marks ou en florins, puisque le pouvoir d'achat de ceux-ci est amoindri. Cette mesure apparaît inacceptable dans les faits, car elle revient à baisser les prix en R.F.A. ou aux Pays-Bas.

Que faire dès lors ? La politique agricole commune repose sur le postulat de la libre circulation de marchandises, payées à des prix identiques dans la Communauté. Quand le franc est dévalué et que cette dévaluation n'est pas compensée par une augmentation en monnaie nationale, le prix du produit obtenu est

théoriquement plus compétitif, mais que moins élevé que le prix ancien correspondant à la valeur en ECU traduite par l'ancienne valeur du franc. Quand la monnaie est réévaluée et que cette réévaluation n'est pas compensée par une diminution en monnaie nationale, le prix du produit est, théoriquement encore, plus élevé, et donc moins compétitif qu'auparavant.

Comme, pour des raisons de politique intérieure, nous l'avons vu, les ajustements des prix agricoles exprimés en monnaie nationale sont soit inexistant, soit retardés, on a inventé les montants compensatoires monétaires. Ceux-ci corrigent l'exportation le gain de compétitivité obtenu dans un pays dont la monnaie a été dévaluée par une taxe sur les ventes à l'extérieur. Pour le pays où la monnaie a été réévaluée, le M.C.M. corrige la perte de compétitivité par une subvention à l'exportation.

Logique sur le papier

Logique sur le papier, ce mécanisme revient à subventionner les exportations des pays à monnaie forte et à pénaliser celles des pays à monnaie faible ; en d'autres termes, la mécanique européenne fait perdre, au métier agricole, au pays qui dévalue le bénéfice de cet abaissement du taux de change.

Depuis l'adoption du système monétaire européen, l'ECU à la valeur du taux-pivot moyen de l'ensemble des monnaies de la Communauté. A la faveur des ajustements de parité des monnaies européennes, et compte tenu de la pondération adoptée pour chaque monnaie dans le panier communautaire, on recalcule le niveau de l'ECU. Celui-ci détermine le nouveau niveau des prix communs agricoles, fixé en ECU. Et c'est par rapport à ce nouveau prix que sont

calculés pour chacun des pays les montants compensatoires monétaires.

Au sein de la C.E.E., ces M.C.M., qui ne devaient être que des correctifs momentanés, ont joué un rôle structurel : ils ont permis aux industries agro-alimentaires des pays à monnaie forte, protégées par les subventions aux exportations et par les taxes contre la concurrence des pays à monnaie faible, d'offrir aux producteurs des prix suffisamment attractifs pour que soit favorisé le développement de la production. C'est ce qu'on a appelé les effets pervers des M.C.M.

Mais, bien que tous les intervenants politiques ou syndicaux en France aient dénoncé ces effets pervers, on découvre aujourd'hui sinon le rôle bénéfique, du moins l'utilité de cette marge de hausse que représentaient les M.C.M.

Gerçets vicieux

Les producteurs qui profitent d'une inflation plus faible bénéficient par là même des coûts de production moins élevés que ceux de leurs concurrents. Ces derniers, agriculteurs français ou italiens par exemple, exigent des hausses de prix qui correspondent à celles de leurs coûts de production. Dans une communauté où le volume de cette production s'accroît et où le pletond du budget affecté à cette garantie est en passe d'être atteint, on conçoit que les augmentations de prix soient à tout le moins modérées, c'est-à-dire incapables de satisfaire les exigences des producteurs des pays à monnaie faible.

Le jeu de la réorption du stock de M.C.M., quand il existe, permet pour un temps de compenser ce handicap : la suppression de M.C.M. négatifs en France a permis d'augmenter les prix nationaux au-dessus des prix communs, et donc de réduire l'inégalité devant les coûts de production due à la différence d'inflation.

Il est encore trop tôt pour savoir, dans la négociation qui va s'ouvrir à Bruxelles, quel parti choisira le gouvernement français entre deux maux : soit l'effet pervers des M.C.M. obligatoirement et méritement, soit la compensation immédiate de la dévaluation en tout ou partie, qui se traduit alors par une hausse des prix à la production. Celle-ci satisfera les agriculteurs. Mais l'augmentation du prix des produits alimentaires qui en résultera viendra à son tour « alimenter » l'inflation. On voit dès lors dans quel cercle vicieux les mécanismes communautaires nous entraînent.

Peut-on en sortir ? Oui, si l'on veut bien considérer que ce qui a été décrit précédemment ne concerne que les échanges intracommunautaires, alors que l'on assiste à une réorientation de notre commerce agro-alimentaire. Bien que les ventes de la France à ses partenaires européens soient largement majoritaires, les exportations à destination des pays tiers progressent aujourd'hui plus vite. Sur ces marchés, l'effet classique de la dévaluation, coup de fouet aux exportations, peut jouer à plein. Il faut cependant tempérer cette remarque par le fait

que les plus gros négociants, qui ont récemment effectué une percée sur le marché américain, travaillant en dollars, étaient jusqu'à présent plutôt satisfaits de la hausse du billet vert, laquelle, on le voit avec les excellents résultats du poste agro-alimentaire dans la balance commerciale française, n'a pas pesé que des effets négatifs pour notre économie.

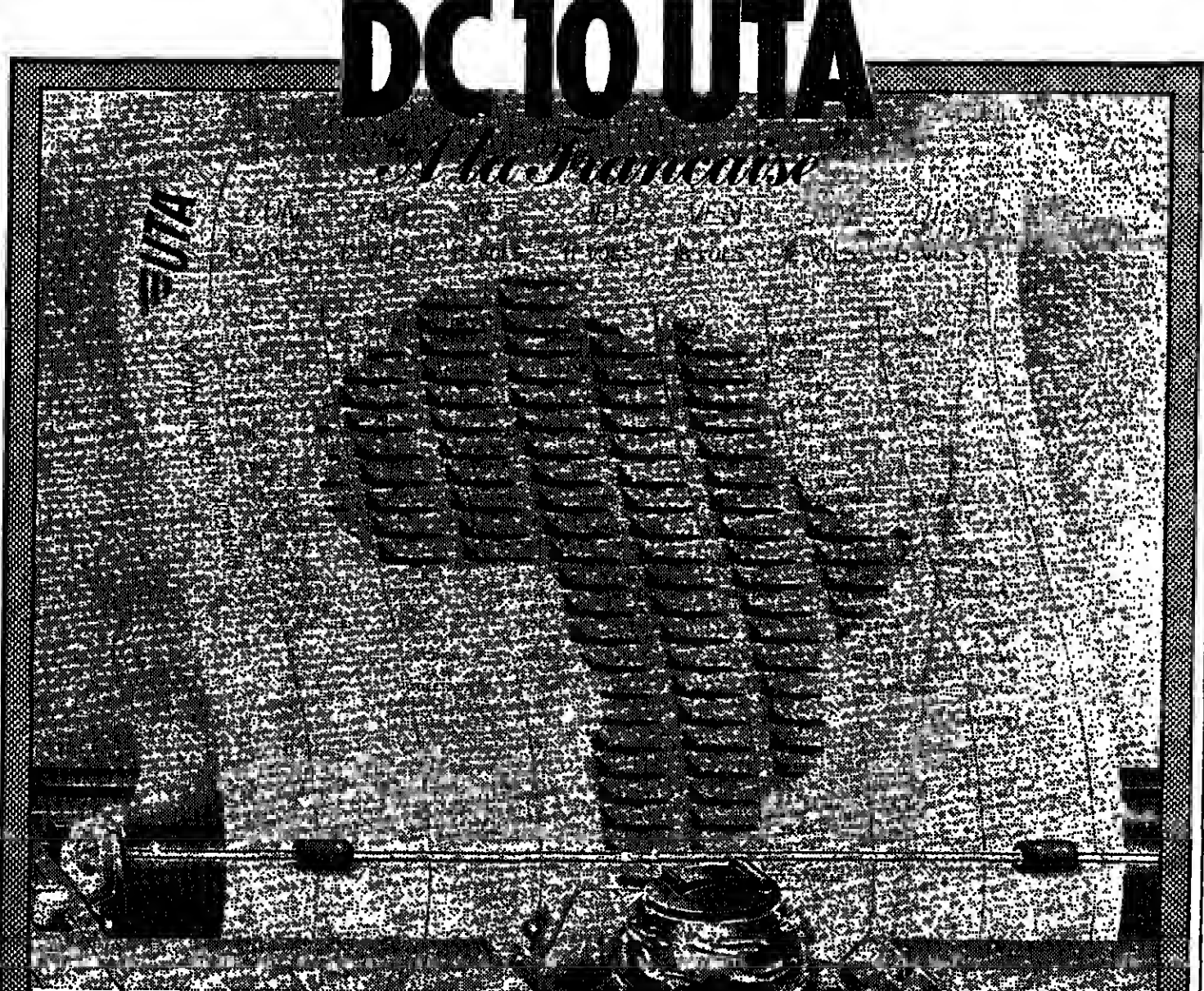
JACQUES GRALL

(1) On maintenait pour les prix agricoles la valeur ancienne de la monnaie, avant dévaluation ou réévaluation, qu'on appelle également « taux vert ».

CONTRE LE FROID ET LE BRUIT
DOUBLEZ VOS VITRAGES EN GLACE PLINILUX SAINT-GOBAIN
(déductible des impôts)



Comptez 600 F le m² en glace de 8 mm. d'épaisseur
10 ANS DE GARANTIE
Crédit gratuit en 3 versements
Pose PARIS et BANLIEUE
Sté PARIS ISOLATION PROTECTION
55, av. de la Motte-Picquet 75015 PARIS
Tél. : 566-65-20 et 306-35-12
DEVIS GRATUIT
DEJÀ PLUS DE 15 000 SURVITRAGES POSÉS



87 DC10 PAR SEMAINE EN AFRIQUE

Chaque semaine, les DC10 UTA atterrissent dans 25 capitales du continent africain. Souvent : 87 fois (*). Cela témoigne bien du dynamisme d'une compagnie comme la nôtre. A compagnie performante, avion performant : le DC10. Spacieux et confortable, il vous assure d'un véritable repos tout au long du voyage. A bord, ambiance « à la française ». Mets choisis, fines bouteilles, hôtesse et stewards chaleureux autant qu'efficaces. A destination, encore l'efficacité UTA. Une organisation et une équipe connaissant bien l'Afrique est à votre service pour faciliter vos contacts locaux. Aussi, plus que jamais, depuis Paris vers l'Afrique, choisissez UTA.

(* En association avec Air Afrique.



هكذا من الأصل

ONÉTAIRE

AU SEIN DU S.M.E.

Les réactions

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : la préservation de la coopération européenne

De notre correspondant

Bonn. — Si le réajustement des parités monétaires provoque un peu de surprise à Bonn et au centre financier de Francfort, c'est parce qu'il intervient aussi tardivement. Depuis des semaines, la dévaluation du franc était considérée comme inévitable. Au vrai dire, cette opinion prévalait déjà avant que M. Giscard d'Estaing n'ait passé la main à M. Mitterrand. Aussi se demande-t-on aujourd'hui si le nouveau président français n'a pas commis la même erreur que M. Wilson, qui, en 1917, s'obstina trop longtemps à défendre le taux de la livre pour tenter, bien en vain, de « sauver la face » de son gouvernement.

Une surprise plus réelle tient au fait que les termes de l'opération attendue ne sont pas conformes aux positions des experts. Ceux-ci croyaient qu'il y aurait d'un côté une hausse de 4 % et de l'autre une baisse de la même envergure. La réévaluation du deutschemark et du florin est donc supérieure à ce qui était envisagé ici, alors que du côté français, en revanche, on n'a pas été aussi loin que les spécialistes ouest-allemands le souhaitaient. Le ministre fédéral des finances, M. Matthäfer, a néanmoins cédé. Il a craint, semble-t-il, que les Français ne se contentent pas seulement de recourir à des mesures administratives pour limiter les importations, mais qu'ils viennent à quitter le système monétaire européen, ce qui porterait un coup encore plus sévère à la Communauté.

Le rythme de l'inflation en France, a-t-on toujours estimé ici, devait rendre impossible le maintien du taux de change au sein du S.M.E. A ce stade, d'importantes considérations « idéologiques ». Même dans les milieux sociaux-démocrates, on considère qu'un gouvernement qui proclame son attachement au socialisme « classique » et qui se lance dans un vaste programme de nationalisations doit nécessairement mettre en péril la confiance dans sa monnaie.

La preuve vient d'être faite : en sens inverse, qu'en dépit de certains accidents de parcours, le mark reste une devise forte. Cela peut certes fournir aux Allemands quelque matière de s'orgueillir. Toutefois, les voix ne manquent pas pour soutenir qu'une fois de plus, la R.F.A. serait « pénalisée » parce que son système économique est plus stable, ou plus raisonnable, que celui des autres partenaires européens. Le fait est que les dirigeants de Bonn n'éprouvent pas trop d'enthousiasme pour un réajustement monétaire. Cette opération comporte des avantages pour l'Allemagne fédérale, dans la mesure où elle contri-

PAYS-BAS : une décision

qui ne satisfait pas le patronat

Amsterdam. — Selon une boutade des cercles financiers néerlandais, ce n'est jamais le gouvernement de La Haye qui décide du sort du florin, mais le président de la Bundesbank ouest-allemande. En tout cas, le ministre néerlandais des finances, M. F. van der Stee, a affirmé dimanche soir à Bruxelles, que les Pays-Bas « n'ont pas demandé » les ajustements monétaires au sein du S.M.E.

Sur l'axe 35 % du commerce extérieur néerlandais se voit avec la R.F.A. (19 % avec la Belgique et le Luxembourg, 10 % avec la France). Aussi est-ce avec un certain mécontentement que le ministre a affirmé que « les effets des événements monétaires resteront limités pour les Pays-Bas ». Comme d'habitude, le florin embolisé le pas du mark surregistrait une réévaluation de 5,5 %.

Dans cette opération, le ministre des finances a déclaré ne voir au fond que des avantages pour les Pays-Bas. Selon lui, « le renouveau des relations avec les Pays-Bas parmi les bailleurs de fonds à l'étranger vient d'être conforté, aspect extrêmement important à ses yeux pour un pays qui, étant donné un déficit financier important, doit recourir à des emprunts annuels d'une valeur de plusieurs milliards de florins ».

Si l'ajustement du florin a été bien accueilli dans les milieux bancaires, il n'en va pas de même pour le patronat. Selon un porte-parole de l'Association des employeurs chrétiens (N.C.W.), la réévaluation du florin n'est pas du tout le résultat de la prétendue santé de l'économie néerlandaise, mais le fait du rapport au deutschemark. L'autre grande centrale patronale, l'Association des entrepreneurs néerlandais (V.N.D.), prévoit une détériora-

tion de la compétitivité néerlandaise par rapport aux pays qui ont dévalué leur monnaie, comme la France.

Selon le patronat, la réévaluation du florin constitue en fait une baisse de la valeur du dollar par rapport à la monnaie néerlandaise. Cela pourrait avoir des conséquences négatives sur la vente de gaz naturel et pour les raffineries du pétrole, le moyen de paiement universel pour les hydrocarbures. Or le gaz naturel finit par être le pivot de l'économie néerlandaise, financée en grande partie par l'Etat providence.

RENÉ TER STEEG.

Dans la majorité

M. HERZOG (P.C.F.) s'attache aux véritables causes de l'inflation.

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., constate que « le renforcement du contrôle des changes et les interventions de la Banque de France n'ont pas suffi à défendre la monnaie nationale ». Il déclare : « Les difficultés sur le front des prix ont tout fait pour l'inflation excessive qui sévit chez nous. C'est la recherche forcée du profit financier, les gaspillages financiers, les sorties de capitaux qui, héritage du régime gauchiste, ont entraîné la dévaluation ». Il déclare : « Tout au contraire, il faut plus que jamais défendre le franc sur des bases saines. Loin de mettre en cause la juste balance de la consommation populaire, il est nécessaire de s'attaquer aux véritables causes de l'inflation : profits financiers et redéploiement des capitaux. D'autre part, avec les peuples qui souffrent de l'hégémonie du dollar et des mouvements sociaux-

aux à une stabilisation des prix. Mais, à un moment où les exportations ouest-allemandes viennent, après une pause déjà trop longue, de retrouver un nouvel élan, la réévaluation du mark pourrait porter un coup aux espoirs de reprise économique. Au surplus, on craint que le relèvement du taux du mark n'entraîne inévitablement des charges nouvelles au sein du marché commun agricole.

La réévaluation du mark éveille l'espoir que les taux d'intérêt puissent être réduits. La relance y trouverait son compte. Pourtant, si le président de la Bundesbank, M. Boeck, n'est pas une telle démarche dans un « aperçu proche », il estime qu'il est encore trop tôt pour réagir au relèvement monétaire en assouplissant les taux d'intérêt. Quant aux répercussions sur la balance des paiements, elles sont encore incertaines : un recul des exportations vers la France, notamment, est probable ; en revanche, le mark devrait se voir renforcé vis-à-vis du dollar, ce qui allègerait la note pétrolière. Toutefois, des incertitudes subsistent : ceux qui, durant les derniers mois, ont placé leurs capitaux en R.F.A. pourraient maintenant les retirer après avoir encaissé le bénéfice du relèvement. Dans ce cas, le mark, même révalué, risque de ne pas se trouver en position de force vis-à-vis de la devise américaine.

JEAN WETZ.

Dans les capitales européennes

BELGIQUE : une situation vulnérable

De notre correspondant

Bruxelles. — Divisé sur le plan politique et économique, le gouvernement belge démissionnaire a resserré les rangs devant la menace sur la monnaie. Selon certains observateurs, il s'agit déjà d'un signe précurseur d'une réaction de la coalition actuelle au lendemain des élections anticipées du 8 novembre.

Le gouvernement belge n'a eu aucun raison de s'émouvoir devant les exigences françaises, a dit-on ou 16, rue de la Loi. « Le franc belge est resté au point zéro, alors que les monnaies ont continué à évoluer ». On dément aussi une dévaluation « de fait » de la monnaie belge.

La stabilité du franc belge est-elle tenable ? Les experts considèrent que celui-ci continue à être très vulnérable, mais le gouvernement se veut rassurant. L'inflation, fait-il remarquer, reste relativement basse. Elle était de 8 % en 1980 et ne dépasserait pas 12 % en 1981. Si l'Etat prend un certain nombre de mesures dans les mois qui viennent, le taux actuel pourrait être maintenu sans trop de difficultés. Tout dépendra de la volonté du gouvernement qui succédera à celui de M. Eyskens vers la fin de l'année. Aura-t-il la cohésion sur le plan monétaire ?

Le premier ministre démissionnaire a estimé, dimanche soir, que les décisions européennes vont entraîner la consolidation du système monétaire et un retour au calme sur les places financières. « Il est faux, dit-il, d'affirmer que

le franc belge est dévalué de fait, car il s'agit d'une décision unilatérale de la République fédérale qui ne constitue pas une nouveauté ». Il a précisé que l'arsenal habituel de défense sera opérationnel et pour casser toute tentative de spéculation sans lendemain contre le franc belge. Les autres ministres ont, de leur côté, mis l'accent sur leur unité totale en matière monétaire.

PIERRE DE VOS.

DANEMARK : le poids des emprunts en R.F.A.

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Les décisions ministérielles n'ont guère surpris au Danemark. Il y a déjà longtemps qu'on y prévoyait la dévaluation du franc. Mais c'est moins le sort du franc que celui du mark qui intéresse ici.

Le commerce extérieur avec la France ne représente en effet qu'environ 5 % à 8 % du total des échanges. L'ardente politique fédérale, qui est devenue le premier partenaire économique, absorbe près de 20 % des exportations du royaume. Les hommes d'affaires espèrent que le relèvement en hausse du mark leur offrira plus de possibilités de vente. Toutefois, le Danemark, qui a, ces dernières années, beaucoup emprunté, sera donc gonflé le service de sa dette à l'égard de la R.F.A. — C.O.

ITALIE : une marge de manœuvre réduite

De notre correspondant

Rome. — Le réajustement des monnaies européennes, qui a pour effet une dévaluation de 3 % de la lire, devrait avoir des conséquences limitées sur l'économie italienne. Minimiser les effets de cette nouvelle dévaluation de la lire en un peu plus de six mois (la précédente, le 22 mars, avait été de 6 %) est, en tout cas, la position adoptée dimanche 4 octobre par le président du conseil.

Dans un communiqué, M. Spadolini écrit notamment : « Pour ce qui nous concerne, il n'y avait aucune nécessité de procéder à un réajustement : d'abord, parce que notre gouvernement avait arrêté, avec la récession italienne, une politique rigoureuse pour réduire l'inflation ; ensuite, en raison de la situation de nos réserves en devises ». La Communauté précise que l'Italie, afin d'éviter une position d'isolement, a accepté une solution qui réduit au minimum la variation en baisse de la lire.

La dévaluation de la monnaie italienne ne devrait avoir que des effets mineurs sur la hausse des prix (de l'ordre de 0,5 %, 0,6 % selon les premiers calculs de la Banque d'Italie). Cependant, le nouveau cours des monnaies européennes, indique la Communauté, « continue plus que jamais le nécessaire de lutter tout à la fois contre

l'inflation et la récession ». Les propos du président du conseil visent avant tout à pallier les effets psychologiques de la dévaluation de la lire sur le marché des changes. On ne s'attend certes guère à ce que s'y produisent des mouvements d'emploi. En fait, pour mener à bien sa politique de relance, tout en liquidant l'inflation, le gouvernement Spadolini voit réduire sa marge de manœuvre.

Sur le plan international, la dévaluation de la lire devrait avoir des effets positifs sur la compétitivité des produits italiens, notamment en Allemagne fédérale, le principal client européen de l'Italie, et accroître la valeur des rentrées en devises — non négligeables — dues au tourisme. Mais cela signifie aussi que les produits étrangers, notamment ceux en provenance de l'E.E.C., qui est aussi l'un des principaux fournisseurs de l'Italie, coûteront plus cher. Globalement, le réajustement des monnaies conduirait vraisemblablement l'Italie à un déficit plus important de ses échanges (sans doute 2 000 milliards de lire). Il s'ajoute l'inconcompréhension du comportement du dollar, devises requises sont régies, la majorité des importations, notamment le pétrole et les matières premières.

PHILIPPE PONS.

Dans l'opposition

M. CHIRAC : Les choix du gouvernement isolent la France

M. Jacques Chirac, au cours de sa conférence de presse, lundi 4 octobre, a notamment déclaré : « La dévaluation d'une monnaie, c'est d'abord la sanction d'un échec. Le gouvernement socialiste a échoué dans ses tentatives pour endiguer une vague de méfiance à l'égard du franc ». Il a insisté sur le fait que M. Mitterrand adopte à l'égard de l'Union soviétique une attitude semblable à celle des dirigeants de Bonn. M. Matthäfer a expliqué l'attitude du gouvernement de Bonn de la manière la plus franche : le République fédérale se devait de trouver un déséquilibre monétaire une solution acceptable pour la France et pour les autres partenaires, parce qu'un échec du S.M.E. pourrait conduire tout droit au protectionnisme tellement redouté. Ce système, ajoutait Matthäfer, « nous contraindrait à rester ensemble ». Encore s'agit-il d'un espoir autant que d'une constatation.

JEAN WETZ.

M. GISCARD D'ESTAING DEVRAIT COMMENTER MARDI LA DÉVALUATION

Le cabinet de M. Valéry Giscard d'Estaing a publié, lundi 5 octobre, en fin de matinée, le communiqué suivant : « Le chef de l'Etat Giscard d'Estaing, qui s'est interdit toute intervention sur des sujets politiques mais qui reste attentif à ce qui touche l'intérêt de la France, remettra mardi à la presse une déclaration sur la dévaluation du franc. Cette déclaration de l'ancien chef de l'Etat pourrait être rendue publique en fin d'après-midi ».

M. RENE MONORY : une sanction.

Il s'agit d'une « sanction de la politique économique et financière du gouvernement », a déclaré M. René Monory, ancien ministre de l'économie au « Club de la Presse » d'Europe 1. « Il y a eu il y a pas une confiance internationale : il y a eu il y a pas une politique économique et financière qui s'inscrit dans le camp de la liberté économique. Je crois que la sanction que subit malheureusement aujourd'hui notre monnaie, c'est la conséquence d'un jugement extérieur qui n'est pas favorable ».

Ce qui a aggravé la situation du franc, qui n'était déjà pas très brillante il y a quelques semaines, c'est la présentation, il y a dix jours, du budget par M. Fabius [avec] un déficit de 95 milliards de francs. Ce n'était pas l'état de grâce pour le franc. (...) Une dévaluation sans changement de politique économique et financière est une dévaluation qui en appelle une autre.

M. JACQUES BLANC : la France humiliée.

« La fierté du peuple français est atteinte puisque la France est humiliée. La France de Giscard d'Estaing était au premier rang des puissances mondiales. La France de Mitterrand est à la remorque de la première puissance mondiale, la France de M. Jacques Blanc, secrétaire général du Parti républicain. Mais, les réserves financières accumulées, il a fallu moins de cinq mois pour ramener la France au niveau d'une Italie immobilisée depuis de nombreuses années d'isolement. Cette dévaluation est la première grave épreuve de la spirale des catastrophes ».

Dans la presse

L'HUMANITE, le lourd héritage.

« Ce réajustement est le produit d'un lourd héritage. La politique gauchiste, en soulevant les exportations de capitaux au détriment de notre tissu industriel et de l'emploi, en aggravant délibérément le prélèvement inflationniste sur les travailleurs, a conduit à miner en profondeur notre économie et sa contrepartie monétaire. (...) Il faut faire payer ceux qui ont provoqué la dévaluation et qui continuent à tirer profit. Réduire les pécunies de capital, stopper les hémorragies d'argent hors des circuits français de production, voilà une tâche qui est à entreprendre. De même, il s'agit de mettre fin à un redéploiement qui entraîne de massives sorties de capitaux, sans contrepartie positive pour l'économie ».

LE MATIN : effet psychologique néfaste.

« Qu'on l'admette ou non, l'économie du pays est sérieusement atteinte par le choc des nationalisations, la pression fiscale, le déficit budgétaire, etc., provoquant troubles ou irritations dans les milieux d'affaires et chez nombre de cadres. La dévaluation, si faible soit-elle, risque d'avoir un effet psychologique néfaste, qui s'étendra, cette fois, à l'ensemble de la population ».

LIBERATION : le piège monétaire.

« La gauche n'a finalement pas échappé à la tentation monétaire qui la hantait depuis son arrivée au pouvoir le 19 mai, à moins que ce ne soit depuis 1936. Le franc, cet objet pressenti d'après la France, Mitterrand il y a dix jours, au cours de sa conférence de presse, a perdu hier un peu de sa valeur. Puisqu'il faut bien rendre le dollar à sa « dévotion », il faut aussi lui rendre la monnaie. (...) D'autres options étaient dès le 10 mai ouvertes au gouvernement, et on peut se demander si celui-ci ne regrette pas d'avoir choisi la dévaluation. (...) Il faut se rendre compte que la dévaluation est un piège libéral, et que le gouvernement a consenti que tombe, finalement, le gouvernement ».

LE FIGARO : une catastrophe.

« En théorie, une dévaluation n'est pas une catastrophe. Celle-ci en est une. Pourquoi ? Parce que, pour réussir, la dévaluation doit s'accompagner d'un plan de redressement économique et d'une gestion rigoureuse des finances publiques. Il n'existe aucun plan de ce genre, et tout montre que M. Mauroy va persévérer dans sa politique. (...) Quelles que soient les conceptions politiques, aucun Français ne peut se réjouir du revers essuyé par les socialistes. Parce qu'il s'agit de tout autre chose que de politique ! (...) Mais, enfin, quand le commandant dirige le navire droit sur les rochers, peut-on espérer de l'équipage qu'il applaudisse ? »

FRANCE-SOIR : la crédibilité des nouvelles parties.

« Afin de rétablir l'équilibre des paiements avec l'étranger, on doit consommer moins et se posséder plus, de manière à pouvoir vendre davantage de mar-

chandises à l'étranger. Pour y parvenir, on doit réduire les dépenses publiques et freiner la distribution du crédit. (...) Au nom de la « priorité à l'emploi », François Mitterrand s'est engagé dans une toute autre direction. Son gouvernement aggrave le déficit budgétaire et desserre largement les écrous du crédit. (...) Les « masses d'accompagnement », qui vont être annoncées par le gouvernement au cours des jours à venir, seront donc une autre nature. Jacques Delors devra faire valoir la solidarité européenne pour accroître la crédibilité des nouvelles parties monétaires ».

(GABRIEL FARKAS.)

LES ECHOS : risque d'isolement.

« Le refus de la Belgique de participer à l'opération et les réticences italiennes indiquent que la France risque de s'isoler à vouloir jouer de la solidarité européenne pour faire entendre les faiblesses de sa politique monétaire. Il est axiomatique que l'unité européenne en ce domaine passe par la convergence des politiques économiques. Mais la France, jointe en cela par la Belgique et le Danemark, s'est opposée au dernier conseil européen des ministres des finances, le 17 septembre, à un projet assurant à la politique monétaire le rôle directeur pour l'économie des dix au cours des cinq prochaines années ».

Porte est également en opposition avec le courant majoritaire sur ce point dans les principales enceintes économiques du monde occidental, telles que l'O.C.D.E. ou le F.M.I. Le risque d'une telle attitude a abouti aux décisions annoncées hier à Bruxelles ».

(YVES DIMICOLI.)

M. ANDRÉ BERGERON : inévitable.

La décision prise à Bruxelles était « inévitable », estime M. André Bergeron, secrétaire général de l'U.C. qui se demande pourquoi elle n'est pas venue plus tôt. « Elle n'est pas venue plus tôt parce que les élections législatives ».

Le secrétaire général de l'U.C. invite le gouvernement à se préoccuper des conséquences psychologiques de la dévaluation, et lui suggère de « prendre tout de suite des mesures énergiques en vue d'empêcher le drainage des capitaux qui annihilerait l'effort attendu de l'ensemble monétaire. Peut-être devrions-nous aller jusqu'à bloquer temporairement des prix au détail ».

M. ALAIN CHEVALIER : rétablir la confiance.

La dévaluation « qui ne fait que refléter l'affaiblissement du franc depuis quelques mois » doit, selon M. Alain Chevalier, vice-président du C.N.P.F., s'inscrire dans le cadre d'une politique de rigueur qui rétablisse la confiance. « Il faut que les prix, les charges et les salaires n'augmentent pas plus vite que le taux de dévaluation aujourd'hui choisis ». C'est donc au gouvernement de faire la preuve qu'il est capable par une politique économique, monétaire et budgétaire adaptée d'assurer le succès de cette dévaluation. « Celle-ci sera-t-elle le point de départ d'un assainissement économique ou le prélude à une accélération de l'inflation ? Nous le saurons dans six mois ».

Dictiez vos télex 24 heures sur 24
TELEX ET TELECOPIE ASSOCIÉS
IBOS - 15, Avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS
Tél. : 502.18.00 Télex : 620893 F

CONTRE LE
EN
SAISON
ROSE ORANGE
PARIS
DEVIS GRATUIT
DEJA PLUS DE 1500
SURVITRAGES POSS

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

Le Monde de la
MUSIQUE
Télérama



Les apaches colonisés par Jim Morrison.

SOCIAL

LA PRÉPARATION DU PROCHAIN CONGRÈS DE LA C.G.T.

La préparation du prochain congrès de la C.G.T., en juin 1982, est à l'ordre du jour du comité confédéral national, qui va siéger du 6 au 8 octobre. Ce congrès se tiendra à Lille et, lors d'une récente conversation entre MM. Pierre Mauroy et Henri Krasucki, le premier ministre aurait promis au leader syndicaliste le concours que celui-ci

lui avait demandé pour tenir les assises confédérales dans la capitale du Nord.

Les militants « unitaires » ont l'intention d'intervenir devant le C.C.N. avec force car ils estiment que la direction de la Confédération les a écartés des commissions préparatoires ; ils réclament un large débat pré-

liminaire. Certains membres du bureau confédéral pourraient exprimer avec écart leur désaccord. Enfin, M. Georges Séguin (cinquante-cinq ans) doit annoncer qu'il ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat, cédant le secrétariat général à M. Krasucki, l'actuel numéro deux de la centrale.

Une atmosphère tendue

M. Henri Krasucki, pour la troisième fois consécutive, va présenter au Comité confédéral national de la C.G.T. le rapport traitant tout ensemble de la situation actuelle et de la préparation du quarantième et unième congrès. Celui-ci doit être présenté comme la continuation du quarantième congrès, qui s'était tenu à Lille en 1978 pour justifier les positions prises au C.C.N. de décembre 1980, qui fixèrent l'attitude durant la campagne présidentielle.

Le même argument n'a cessé d'être opposé à ceux qui estimaient, au contraire, que la C.G.T. tournait le dos au service du candidat communiste à l'Élysée, et réclamaient de larges discussions à tous les niveaux de la Confédération. Ces débats furent repoussés, bien que le nombre des contestataires qui se réclamaient de l'unité ait atteint plusieurs dizaines de milliers à la veille du scrutin du 10 mai.

Une fois de plus, au comité confédéral du 8 juillet 1981, les unitaires réclamaient vainement des explications sur le revirement total apporté

à l'égard de M. Mitterrand et du parti socialiste. La direction confédérale obtint, ce jour-là, une approbation massive (il n'y eut que trois abstentions : finances, marins, capitaines et officiers). M. Krasucki, en effet, avait obtenu un vote bloqué en rejetant la demande de la fédération des finances, qui souhaitait un scrutin sur le passé et un autre sur l'avenir, ce qui aurait fait apparaître qu'un certain nombre de délégués condamnaient la période récente mais approuvaient le nouveau langage de la C.G.T.

Aucun débat à la base

Cet aggrégement de la centrale vis-à-vis d'un gouvernement où siègent des communistes n'est pas mis en cause par les unitaires. Certes, certains militants commencent à trouver que des revendications jugées naguère impératives ont été un peu trop adoucies ou ne sont pas assez relancées, tandis que sur les lieux de travail, çà et là, à Marseille et ailleurs, l'impatience monte en voyant que le changement de pouvoir n'a guère fait sentir ses effets pour les salariés éprouvés par le chômage et la hausse des prix. D'autres considèrent dangereux que les

syndicalistes n'occupent pas davantage le terrain. Mais pour le faire avec efficacité, il faudrait réellement l'unité d'actions, qui est au point mort depuis longtemps.

Toutefois, bien que ces considérations ne soient pas négligeables, l'inquiétude grandissante des courants contestataires résulte surtout de la préparation du quarantième et unième congrès. En effet, les unitaires constatent qu'aucun débat n'a été ouvert à la base pour préparer le C.C.N. d'octobre, qui va prendre des décisions très importantes pour la construction et les conclusions des assises qui se dérouleront dans neuf mois. Aucune tribune n'a été ouverte dans la presse confédérale, comme, cependant, le préconisait le quarantième congrès. Tout, estiment les opposants, va se décider au sommet. Les discussions, les analyses relatives aux trois dernières années, la présentation des propositions, risquent d'être réduites à la période qui précède immédiatement le quarantième et unième congrès. Celui-ci ne va-t-il pas être préfabriqué et, en dépit des déclarations de l'état-major, ne sera-t-il pas le contre-pied des assises de 1978 ?

Autre source d'alarme : M. Krasucki et ses amis auraient déjà mis sur pied l'essentiel des commissions chargées d'élaborer les documents qui seront soumis aux congressistes (projets concernant la motion d'orientation, les compositions des commissions exécutives, et du nouveau bureau, les textes sur les cadres, etc.). Or, ces commissions seraient à peu près totalement constituées par des éléments de « bonne obédience » : communistes et « compagnons de route ».

M. Pierre Feuille et les autres représentants socialistes en sont écartés, ainsi que les communistes critiques. Il en va de même pour Mme Jacqueline Lambert et M. René Buhl (unitaires sans appartenance politique), anciens membres du bureau confédéral. Qui plus

est, parmi les secrétaires confédéraux en activité, M. Jean-Louis Moynet est également exclu, sans doute Mme Christiane Gilles (sans deux communistes). « Pour assurer avec efficacité la composition des commissions doit être homogène », aurait-on répondu aux protestataires.

D'autre part, le climat semble s'être beaucoup assourdi dans les équipes dirigeantes, où les majoritaires n'admettent guère qu'on s'interroge sur l'unité d'actions, sur les traditionnelles théories économiques de la C.G.T., ou que l'on évoque les affaires de la Pologne.

L'atmosphère, dit-on, s'est encore épaissie après l'annonce de la prochaine retraite de M. Séguin, dans les années 70, s'était efforcé d'ouvrir les fenêtres.

Dans de telles conditions, et compte tenu des traditions célestes, les unitaires estiment qu'ils doivent se garder de toute initiative qui risquerait de les faire accuser de constituer une « tendance ».

Pour défendre leur conception, briser l'intolérance et le monolithisme, ils ne peuvent, disent-ils, chacun pour leur part, que parler clair et qu'affirmer leur droit à des « sensibilités » différentes.

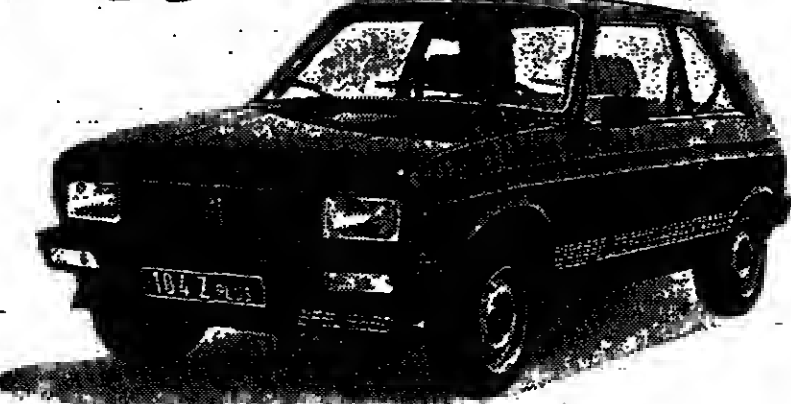
M. Buhl et Mme Lambert, en ce qui les concerne, ont l'intention d'intervenir avec vigueur au C.C.N. De leur côté, M. Jean-Louis Moynet et M. Gilles manifesteront spectaculairement leur désaccord.

Cependant, les minoritaires, avec ou sans étiquette, s'affirment résolus à poursuivre leur action à l'intérieur de la centrale, car, au-delà des divergences plus ou moins politiques, ce qui importe, répliquent-ils, est de sauvegarder la confiance que la C.G.T. inspire à la classe ouvrière. Confiance qui, après l'effritement déjà enregistré, se lézarderait sans remède si la vieille Confédération abandonnait totalement son pluralisme.

JOANNE ROY.

SI VOUS AVEZ VU UNE 104 Z PLUS
AVEC SPOILER AVANT
PLUS 4 PNEUS LARGES PLUS
VOLANT SPORT PLUS
ESSUIE-GLACE ET
DÉGIVRAGE DE VITRE ARRIÈRE
PLUS RADIO FM PLUS
APPUIS-TÊTE.
VOUS NE RÊVEZ PLUS ! C'EST
UNE 104 Z PLUS
ÉDITION ANNÉE MODÈLE 82
DÉPÊCHEZ-VOUS
AVANT QU'IL N'EN RESTE PLUS

104 Z PLUS. POUR 32.500* ET RIEN DE PLUS



PEUGEOT

*SAUF CORSE - Tarif au 2.10.81. Année modèle 82.

PEUGEOT fait confiance à

Cinquante mille de plus... non comptés les départs

« Une accélération du nombre des adhésions se dessine depuis le 10 mai. Cinquante mille travailleurs se sont reconnus dans le syndicat du changement, ils ont rejoint la C.G.T. », a écrit M. Michel Warcholek, secrétaire de la C.G.T., dans l'Humanité du 1^{er} Octobre.

Cela fait dix mille souscriptions en moyenne par mois et cent vingt mille par an. Compte tenu du « creux » des vacances, l'application du coefficient de 60 % porterait le recrutement à cent quatre-vingt mille par an. Or la direction de la C.G.T. annonce toujours quelque deux millions trois cent mille adhésions. Elle admet que 10 % à 15 % d'entre eux la quittent chaque année : départ en retraite, changement de domicile ou de profession, décès, chômage, ce dernier facteur allant, hélas, croissant. Pour maintenir ses effectifs, la grande centrale doit donc recruter entre deux cent cinquante mille et trois cent quarante mille nouveaux venus.

En outre « prendre sa carte » n'implique pas qu'on la conserve et qu'on paie ses douze timbres mensuels.

M. Warcholek, sans entrer dans ces considérations, conclut en lançant un appel à des milliers de nouveaux adhérents. Mais sont-ce des centaines de milliers qu'il importe de recruter pour que la C.G.T. ne se vide pas de sa substance ? Au mois de juillet dernier, à M. Charpiot (secrétaire des officiers de la marine marchande), qui l'interrogeait en faisant état d'un million deux cent mille membres en 1980, M. Henri Krasucki a répondu que le nombre des adhérents de la C.G.T. serait communiqué « comme d'habitude » au prochain congrès de la C.G.T. Mais « d'habitude », ce nombre n'est jamais fourni aux délégués... Il est vrai que M. Warcholek réplique que la C.G.T. « est le syndicat du changement ».

J. R.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
P. 3114

LA COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

lance un appel d'offres international pour l'acquisition de :
— Trois équipements complets pour longues tailles de 100 m. (soutènement, houeuse, blindés divers).

Les entreprises intéressées par cet avis et spécialisées dans ce genre d'équipement peuvent retirer le cahier des charges, à partir du 10 OCTOBRE 1981, contre le paiement de la somme de deux cents dinars (200 dinars), auprès du Service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume-d'Arabie-Séoudite, TUNIS.

Les offres établies en six exemplaires devront être adressées, sous plis scellés, au nom de M. le Chef du Département des Marchés de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 2130 Metlaoui (Tunisie).

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention ci-après :
SOUSSION POUR TROIS ÉQUIPEMENTS COMPLETS POUR LONGUES TAILLES DE 100 M.
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N.P. 3114
NE PAS OUVRIR AVANT LE 5 JANVIER 1982

L'ouverture des plis sera publique et aura lieu le 5 janvier 1982 à 9 heures au Département des Marchés à Metlaoui (TUNISIE).

Toute offre parvenant au Département des Marchés à Metlaoui après cette date ne sera pas prise en considération.

هكذا من الأصل

DE LA C.G.T.

Les membres du bureau...
M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

Après notre article sur le conflit...
à la FNAC-Forum (le Monde du 3 octobre), le personnel de ce magasin, réuni en assemblée générale, a approuvé le texte suivant, qui déclare notamment :
« La grève qui perturbe la FNAC-Forum depuis plusieurs jours est composée de la très large majorité du personnel syndiqué et non syndiqué. Rappelons que, si la grève est soutenue par les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T., celles-ci ne sont pas l'apanage d'une seule organisation politique, mais qu'elles sont composées de gens de tous horizons, organisés ou non. (...) Le mouvement que nous avons déclenché, basé sur des revendications légitimes (de réduction de la durée du travail et d'une révision des effectifs) au vu de nos conditions de travail (sous-emploi, climatisme, affluence, surcharge de travail, etc.), est exemplaire dans sa forme d'organisation. Les différentes assemblées générales...

D'autre part, les sections syndicales...
M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

L'atmosphère...
M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

Pour défendre...
M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

Cependant, en...
M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

ille de plus...
s les départs

En outre, à Paris...
M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

M. Enrie, M. Georges Ségur...
M. Enrie, M. Georges Ségur...

SOCIAL

Les grévistes de la FNAC-Forum :
« Des gens de tous horizons »

Après notre article sur le conflit à la FNAC-Forum (le Monde du 3 octobre), le personnel de ce magasin, réuni en assemblée générale, a approuvé le texte suivant, qui déclare notamment :
« La grève qui perturbe la FNAC-Forum depuis plusieurs jours est composée de la très large majorité du personnel syndiqué et non syndiqué. Rappelons que, si la grève est soutenue par les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T., celles-ci ne sont pas l'apanage d'une seule organisation politique, mais qu'elles sont composées de gens de tous horizons, organisés ou non. (...) Le mouvement que nous avons déclenché, basé sur des revendications légitimes (de réduction de la durée du travail et d'une révision des effectifs) au vu de nos conditions de travail (sous-emploi, climatisme, affluence, surcharge de travail, etc.), est exemplaire dans sa forme d'organisation. Les différentes assemblées générales...

LA GRÈVE DES ÉBOUEURS DU MANS

Réduction du temps de travail et repos du samedi

Le Mans. — La réduction et le partage du temps de travail devraient conduire à bouleverser les habitudes quotidiennes ? Les salariés sont prêts à certains efforts mais à condition de ne pas remettre en cause ce qui est devenu le temps fort des loisirs et de la vie familiale : le samedi et le dimanche. C'est en tout cas l'une des leçons qu'il faudra retenir du conflit qui oppose les éboueurs du Mans au président (socialiste) et au vice-président (communiste) de la communauté urbaine du Mans : ils sont en grève depuis le lundi 27 septembre sous la bannière de la C.F.D.T. et de P.O. Ils réclament un plan de réorganisation de leurs services qui leur permette de travailler neuf heures de moins par semaine.

Misant sur une mécanisation accrue, les responsables de la communauté urbaine pouvaient abandonner une collecte quotidienne des ordures ménagères et se limiter à un ramassage une fois tous les deux jours. C'est ce qui leur permettrait de ramasser les ordures de trente-neuf heures à trente heures en moyenne. Mais leur plan de réorganisation prévoyait un système de roulement où se trouvaient inclus le samedi et ce samedi congédié y a des années du temps d'une municipalité de droite. C'est la première explication à cette réaction de

● PRECISION. — M. Vincent Porelli, député (P.C.) des Bouches-du-Rhône, membre de la mission de l'Assemblée nationale chargée de préparer un rapport sur la politique énergétique, dont le Monde a rendu compte le 2 octobre 1981 sous le titre « Les divergences sont sensibles entre le gouvernement et les députés socialistes », nous écrit : « La partie du rapport relative aux quatre tranches du plan triennal, et surtout celle dans laquelle il est préconisé de suspendre pendant six mois la construction d'U.P.S., n'exprime que l'opinion du rapporteur, M. Quilès, et non celle de la mission, dont quatre membres sur sept ont formulé, sur ces deux points, leur désaccord avec le rapporteur » (que nous avons qualifié à tort de président de la mission).

LOTO
C'EST FACILE
C'EST PAS CHER
CA PEUT RAPPORTEZ GROS

Voilà en fait dix ans que les jeunes syndicalistes essaient de négocier pour faire progresser le règlement des boisements d'après un zonage agriculture-forêt. En effet, les Jeunes Agriculteurs demandent que soit dressé, en collaboration avec la profession, un inventaire des plantations effectuées soit légalement, soit sur des terrains à vocation agricole, et que toutes mesures nécessaires à la récupération de ces terrains pour l'agriculture soient mises en œuvre. Le C.D.J.A. milite en particulier pour que les sapins de Noël soient assimilés à des plantations et soient forestiers au regard du code rural et qu'une surveillance effective soit mise en place par l'administration conjointement avec la profession. Ainsi, dans le cadre d'une révision des zonages, toute demande d'autorisation de boisement serait soumise systématiquement à une commission cantonale des structures. Le zonage serait d'ailleurs obligatoire en montagne.

EPEC FORMATION
RÉVISION
PROBATOIRE
Dernière session : déc. 1981
3 Formules
JOUR - SOIR - SAMEDI
Bours. inscriptions : 246-59-14

ÉTRANGER

LA VISITE DE M. DREYFUS A MEXICO

La volonté de la France et du Mexique d'améliorer leurs relations sur tous les plans continue de buter sur le problème pétrolier

De notre correspondant

Mexico. — Le ministre français de l'Industrie, M. Pierre Dreyfus, a effectué au Mexique, du 30 septembre au 3 octobre, un voyage officiel au cours duquel il a été reçu par le président José López Portillo et plusieurs membres du gouvernement. La visite s'inscrivait dans le cadre de la coopération franco-mexicaine, mais avait pour but plus particulier de préparer la prochaine visite de M. Mitterrand. Au président mexicain, M. Pierre Dreyfus a dit de la part de son collègue français, que « la France compte sur un rapprochement très profond avec le Mexique à tout point de vue, qu'il s'agisse de relations diplomatiques, de la culture, de l'industrie, de l'agriculture ou de la technique ». Cette volonté doit, selon le ministre, « balayer » toutes les difficultés et, en tout cas, « engager à régler les problèmes sur l'achat de certains produits clés de la crise surgie en juin, lorsque la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) avait suspendu son approvisionnement en pétrole brut mexicain. La mesure avait entraîné une sorte d'embargo sur les compagnies françaises. Il avait certes rapidement levé mais certains effets secondaires demeuraient à craindre. Concrètement, les principaux dossiers en cours portent sur la construction par la France d'une usine de protéines animales pour l'alimentation animale, d'une centrale nucléaire, d'une nouvelle usine Renault et sur la fourniture d'équipements pétroliers et d'avions Airbus. Le développement de la région Renault était jusqu'à présent paralysé par un embargo juridique. Le gouvernement de M. López Portillo a noté à fait un cadeau bien choisi : en proposant une procédure de règlement du problème acceptable par la

France, a expliqué M. Dreyfus. Autre point positif : la France sera contrainte pour un appel d'offre lancé pour la construction d'une centrale nucléaire de 2 300 mégawatts. Le ministre de l'Industrie a d'autre part déclaré, à propos de l'Airbus, qu'il y avait là une « forte occasion de diversifier les sources d'approvisionnement du Mexique en matière d'avionique ». Les discussions ont, en outre, porté sur la coopération technique en matière de planification et sur la recherche de nouvelles procédures de financement adaptées aux contextes qui peuvent être signés. « J'ai expliqué que l'industrie comme tout est une affaire de longue haleine, nous a déclaré Pierre Dreyfus. L'important est d'entrer dans un processus, de multiplier les liens, de faire des choses ensemble. Ce n'est pas de jouer les représentants de commerce ou, comme cela était trop souvent le cas avec le pétrole, de signer des contrats qui n'étaient pas suivis d'effets », a conclu le ministre de l'Industrie française.

FRANCIS PISANI.

AGRICULTURE

Les Jeunes Agriculteurs avaient arraché des sapins de Noël : l'État est condamné aux dépens

De notre correspondant

Vesoul. — C'est aux applaudissements du public que le jugement de cinq juges du Tribunal de première instance de Vesoul a été prononcé. Les Jeunes Agriculteurs (C.D.J.A.) de Haute-Saône ont été accusés, mercredi 30 septembre à Vesoul, de prendre en compte des revendications », le C.D.J.A. avait décidé de passer à l'action directe. Pourquoi les épiques de Noël ? Parce que cette production n'est pas considérée comme une plantation, mais comme une culture soumise à simple déclaration préalable. Et parce que l'acidification des sols qu'elle entraîne rend impossible le retour à un usage agricole. Bref, les Jeunes Agriculteurs comtois ne voulaient pas que, devant « les sapins envahisseurs », le Haute-Saône « devienne comme la Corée, avec un paysan pour 5 000 hectares. D'ailleurs, M. Charles Galvin, président de la Fédération française d'économie montagnarde, a dit devant les juges : « La forêt elle-même est encore sous-exploitée ».

Mais à l'instar du secrétaire général du C.N.J.A., M. Luc Guyeu, les Jeunes Agriculteurs incrimés ont développé une autre explication de simple économie humaine : « Réglementer les boisements, c'est apporter une pierre supplémentaire à l'installation des jeunes pour maintenir et rénover l'aménagement rural ». Les cinquante-quatre incrimés estimant avoir été entendus par le tribunal, présidé par M. Lacourt. Non seulement le délit de dévastation des plants est disqualifié en contravention et amnistié, et les constitutions de partie civile ont été rejetées, mais encore l'État est condamné aux dépens.

Le C.D.J.A. ne crie pas encore victoire définitivement : il a ainsi Mme Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, pour que s'engagent pour toute la France des négociations de toutes les parties concernées par les boisements : forestiers, touristes et agriculteurs, afin qu'il n'y ait plus d'affaire d'arrachage de sapins.

EPEC FORMATION
RÉVISION
PROBATOIRE
Dernière session : déc. 1981
3 Formules
JOUR - SOIR - SAMEDI
Bours. inscriptions : 246-59-14

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DMC

SOCIÉTÉ DOLLFUS-MIEG ET Cie (holding)
Après 4 millions de francs de profits exceptionnels et 18,5 millions de francs de provisions, les comptes de la société Dollfus-Mieg et Cie, au 30 juin 1981, se soldent par une perte nette de 12,7 millions de francs contre un bénéfice net de 2,7 millions de francs, au 30 juin 1980. Établi avant toutes provisions.

GROUPES DMC
Au premier semestre 1981, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe DMC s'est élevé à 2 382 millions de francs, en augmentation de 3,1 % sur celui du premier semestre 1980. Cette progression limitée traduit, d'une part, l'effet de dégrèvement d'activités ou de usages de produits non rentables menés par le groupe dans le cadre de son plan de restructuration, d'autre part, l'impact d'une conjoncture française nettement défavorable. L'insuffisance de l'activité et les coûts sociaux des mesures engagées conduisent, au 30 juin 1981, à une



LAFITTE-BAR

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'encours des prêts bénéficiant d'une aide de l'État est passé de 44,3 milliards de francs à la fin de 1980 à 43,2 milliards au 30 juin 1981. Dans le même temps, l'encours des prêts non aidés a progressé de 12,3 milliards de francs à 13,1 milliards de francs. Par rapport au premier semestre 1980, les encours moyens des prêts de ces deux secteurs se sont accrus respectivement de 2,66 % et 14,47 %. Le résultat du premier semestre 1981 s'établit, avant impôt et provision, à 20,3 millions de francs, en diminution sensible par rapport au résultat exceptionnellement élevé du premier semestre 1980 (55 millions de francs). Les perspectives d'activité qui seront améliorées, en 1982, par la décision, prise récemment, de mettre en place 40 000 PAP supplémentaires, l'influence prévisible de la hausse des prix sur les dépenses de gestion et l'évolution des conditions de refinancement ne permettent pas, dans ces conditions, d'anticiper un retournement de tendance avant la fin de l'exercice.

SOMATS

La société SOMATS qui exploite les cinquante-huit magasins à l'épaveur, a fait valoir ses droits à la déduction, prise récemment, de mettre en place 40 000 PAP supplémentaires, l'influence prévisible de la hausse des prix sur les dépenses de gestion et l'évolution des conditions de refinancement ne permettent pas, dans ces conditions, d'anticiper un retournement de tendance avant la fin de l'exercice.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE



EMPRUNT 17,40 %

de 3 milliards de francs.

Prix d'émission :
Le pair soit 5000 F par obligation.
Date de jouissance :
19 octobre 1981.
Intérêt annuel :
17,40 %, soit 870 F par obligation payée le 19.10 de chacune des années 1982 à 1987.
Durée de l'emprunt :
6 ans

Amortissement :
par remboursement au pair en une seule fois le 19 octobre 1987.
Souscriptions :
Les souscriptions sont reçues, dans le limite des titres disponibles aux caisses désignées ci-après :
• Caisse Nationale de l'Énergie ;
• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications ;
• Caisses d'Épargne ;
• Caisses de Crédit Agricole Mutuel ;
• Caisses de Crédit Mutuel ;
• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée. Avis pour information publié au B.A.L.O. du 5 octobre 1981

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Établissement public national
20-22, RUE DE BERLIN - 75005 PARIS - TEL. 359 46 46

La France et l'Irak veulent développer leur coopération dans tous les domaines

Tantôt cité français guérilladen, on soulève la portée politique de la visite de M. Jobert en Irak au moment où les hostilités se poursuivent entre Bagdad et Téhéran. Il ne peut y avoir de politique arabe sans politique trahissante, forte de quoi toute la diplomatie française dans la maison arabe serait infirmée et émise. M. a déclaré M. Jobert, que les hostilités irak-iranien s'exprimer devant le président Saddam Hussein au nom d'une trentaine de ministres étrangers présents en Irak à l'occasion de la Foire de Bagdad.

**VERS UNE REMISE EN CAUSE
DES PRINCIPES FONDATEURS DE « LIBÉRATION »**

● La Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. appelle ses adhérents, de la presse et du labeur à observer un arrêt de travail d'au moins une heure le vendredi 9 octobre, journée nationale d'action de ce syndicat. Cette grève limitée est destinée à appuyer les revendications de ce syndicat en matière de réduction du temps de travail, les propositions patronales étant jugées « inacceptables ».

LOCATION DE VÉHICULES

Le grand loueur économique

10

ura 11e premier culture 13 et 14; Clemonville-Perfume 13
maximum enregistré en 19 13; Dijon 14 et 11; Grenoble.
journee du 4 octobre; le (min.); Lille, 14 et 9; Lyon.
minimum de la nuit en 19 e 14; Mareille, 21 et 18; Nante
Ajaccio, 25 et 14 degrés; 15 et 10; Nantes, 15 et 12; Nîmes
et 12; Bordeaux, 21 et 24 et 16; Paris-Le Bourget, 14
a. 15 et 13; Brest, 16 et 12; Pau, 25 et 9; Perpignan
a. 14 et 10; Cherbourg, et 15; Rennes, 15 et 11; Strasbourg

16 h 30, 62, rue Saint-Antoine
Mme Salot-Grona : « Constantine
ple » (« Art médiéval »).

17 h 30, 6, rue Faurus, N.
Naxos : « Pour un Etat pale-
stinien » (en anglais) (FRP).
Nicola : « Les châteaux de la
Normandie ».

19 h 30, amphithéâtre Rachel
la Borbonne, F. Lionel : « Du-
gès et la connaissance » (Université po-
lytechnique de Paris).

20 h 30, 26, rue Bergère, J. C.
Darius : « La gastronomie » ('Econo-
mie et Conscience').

20 h 30, 30, boulevard des In-
dulgences, R. Agazzi : « Hôtel Ma-
gnon, ambassade d'Autriche-Hongrie,
1889-1914 » (Institut autrichien).

1 Marius: Fleuret — 2

DENTELLE DU PUY. — Le Centre d'Initiation à la dentelle du Puy annonce que les cours de dentelle aux fuseaux ont repris le lundi 5 octobre, à 10 heures, 7, rue Louis-Le-Grand, 75002 Paris, tél. 261-56-29.

150

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. DÉFENSE : « L'impression d'incohérence », par Jean Combarieu ; « Gaullisme et giscardisme », par Loïc Bouvard ; « Faire des choix », par Yves Lanciau.

ÉTRANGER

3-4. EUROPE
— POLOGNE : au congrès de Solidarnosc, le ministre des Finances a minusculement tenté de justifier une hausse brutale du prix du tabac.
4-5. PROCHE-ORIENT
— Le gouvernement israélien approuve la proposition d'installation en Cisjordanie et à Gaza de fonctionnaires civils opérant des militaires.
— Égypte : la grande défilé du roi (1), par Jean-Pierre Pérochon-Huguez.

DIPLOMATIE

6-7. AFRIQUE
— Dans une interview au Washington Post, M. Jean-Pierre Cot demande à la Libye de retirer du Tchad ses troupes avant juillet 1982.

POLITIQUE

9. M. Chirac juge inacceptable l'échec de la politique suivie par les socialistes.
13. M. Fabius à l'émission « Le grand jury R.T.L.-Le Monde ».
— L'élection de M. Schwarzenberg à la présidence du M.R.G.

EQUIPEMENT

14. A propos de la discussion de la loi sur la décentralisation.
— Les manifestations antinucléaires.

SOCIÉTÉ

15. RELIGION
— Éducation : l'informatique à l'école.
— JUSTICE
16. Objecteurs et laoumis déçus par l'attitude du gouvernement après la parution de l'annuaire.
17. MÉDECINE : aux Entretiens de Bichat.

SPORTS

18. VOILE : le néerlandais Flyer premier au Cap.

CULTURE

19. MUSIQUE : le concours Liszt-Bartók à Budapest.
— THÉÂTRE : Beckett et David Warshaw au Festival d'automne.
21. ÉCHOS
22. COMMUNICATION : « Les télévisions étrangères face au pouvoir » (II) : aux États-Unis, d'abord faire du dollar.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

23 à 26. Le secteur public à l'étranger
26. Entre vents et marées.

ÉCONOMIE

40 à 43. Le réajustement monétaire au sein de S.M.E.
44-45. SOCIAL : la préparation du prochain congrès de la C.G.T.

RADIO-TELEVISION (21)
INFORMATIONS
« SERVICES » (46)
Météorologie : mots croisés.
Annonces classées (27 à 39) ; Carnat (21) ; Programmes spectacles (20) ; Bourse (47).

Le Monde

● IDÉES : L'énergie.
● MÉDECINE : Les hybridomes ; la psychiatrie de l'enfant aux Entretiens de Bichat.
● Égypte : La suite de l'enquête de J.-P. Pérochon-Huguez.
● ÉCONOMIE : Les clés de la conjoncture : En travail entre le dollar et le deutschemark, un article de Maurice Bonmesath.
[Cet article a été retardé d'un jour en raison de l'importance de l'actualité, comme le dossier sur les sociétés de transport privées en Ile de France, qui sera publié dans le Monde daté du 13 octobre.]

Le numéro du Monde daté 4-5 octobre 1981 a été tiré à 529 842 exemplaires.

A B C D E F G

La France est en bonne voie de maîtriser la technique de l'arme neutronique

déclare aux députés l'administrateur général du C.E.A.

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) est en bonne voie d'acquiescer la maîtrise de l'arme à rayonnements neutrons, autrement appelée bombe à neutrons. C'est l'assurance que vient de donner aux députés M. Michel Pequeur, administrateur général du C.E.A.

M. Pequeur a été entendu, mercredi 30 septembre au Palais-Bourbon, par les membres de la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Il était accompagné par M. Jacques Chevalier, directeur des applications militaires du C.E.A. et responsable des études, des recherches, des essais, de la fabrication des charges nucléaires et des chaufferies de propulsion nucléaire navale.

Aux députés, l'administrateur général du C.E.A. a indiqué que les armes à rayonnements neutrons, en raison des dégâts collatéraux réduits, pouvaient être utilisées à une moindre distance des troupes amies et sur une plus grande proportion du territoire défendu sans menacer les agglomérations. Ce qui en fait, a-t-il commenté, de bonnes armes défensives. M. Pequeur a souligné le fait que, si accroître l'efficacité des armes aboutit à accroître leur efficacité, il en résulte que plus l'arme est efficace, plus faible sera sa probabilité d'emploi, car plus dissuasive.

Indiquant que le C.E.A., après avoir beaucoup progressé dans le domaine des études, était en bonne voie d'acquiescer la maîtrise de la bombe à neutrons, M. Pequeur a ajouté que la décision de la fabriquer ou non était du domaine politique.

L'administrateur général du C.E.A. a ensuite insisté sur la nécessité de recourir à des expériences nucléaires en vraie grandeur. Depuis 1975, la France réalise en Polynésie des essais souterrains.

M. Pequeur a souligné que les phénomènes physiques qui se produisent dans une explosion nucléaire ont lieu dans des conditions de pression et de température voisines de celles qui régissent sur le soleil et, donc, que ces conditions ne peuvent être reconstituées en laboratoire. C'est, a-t-il expliqué, une des raisons qui justifient la nécessité de recourir à des expériences en vraie grandeur. Une autre est la nécessité d'acquiescer la maîtrise de l'arme à neutrons, car les armes à neutrons sont les seules qui pourraient échapper aux calculs et aux simulations.

Enfin, l'administrateur général du C.E.A. a donné des raisons qui expliquent, à ses yeux, pourquoi le budget de la direction des applications militaires doit cesser de diminuer en part relative. Globalement, a-t-il affirmé, après les efforts d'équipement des années 1966, 1968 et 1969, requis par la construction de l'usine de Pierrelatte, la part de la production intérieure brute affectée au C.E.A. militaire a décliné de 0,37 % en 1968 à 0,11 % en 1978. Cette proportion tend depuis à remonter, en raison de la nécessité d'acquiescer de nouveaux systèmes d'armes et de préparer l'avenir, sans compter qu'il faut remplacer des équipements d'expérimentation, conçus entre 1968 et 1973, qui ont vieilli et qui ont besoin d'être renouvelés.

NOUVELLES BRÈVES

● Radio - Paris - Actualité (95,3 MHz) devait diffuser, lundi 5 octobre, à 17 h. 30, un débat auquel participaient M. Henri Fréchet, Mme Yvonne Quélès, MM. Maurice Goldring et Jean Rony, membres du collectif fondateur de Rencontres communistes.

● Manifestation à Lacanèche, commune menacée de disparition par la fermeture de son unique usine. Les ouvriers de l'entreprise Far, de Lacanèche, la petite commune de Côte-d'Or menacée de disparition par la fermeture de son unique usine, ont manifesté, samedi 3 octobre, à l'appel de la C.G.T., devant leur lieu de travail pour protester contre les mesures de licenciement prises à leur rencontre le 30 septembre.

Le député de la circonscription, M. François Patriat, socialiste, siégeant parmi les non-inscrits, qui participait à la manifestation, devant être reçu, lundi, à l'hôtel Meurice, pour l'élaboration de la situation de cette entreprise de deux cent vingt-six salariés, filiale du groupe S.G. Valeo (accessoires automobiles, bâtiments industriels).

● Citroën (Rennes) : Recul de la C.S.I. chez les cadres et dans la médiane. Aux usines Citroën de Rennes, les résultats des élections de délégués du personnel dans le deuxième collège (cadres et maîtrise), qui ont eu lieu le 1^{er} octobre, ont confirmé le recul de la C.S.I. constaté dans le premier collège. Elle a recueilli 69,38 % des suffrages contre 84,94 % l'an dernier. F.O., seule autre organisation présente dans ce collège, a obtenu 30,61 % des voix contre 15,85 % l'an dernier.

Le C.G.O. inscrit, 1498 ; votants, 1408 ; exprimés, 1237. C.S.I., 883, cinq sièges ; F.O., 394, un siège. — (Corresp.)

● Saccage d'une agence immobilière. — Les bureaux de l'agence de travail intérimaire P.E.F. (P.E.F.-Est-Personnels), 16, avenue de Vendôme, à Paris (10^e), ont été saccagés dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 octobre par des inconnus. Une partie des dossiers ont été détruits et la carabine que détenait le directeur de l'agence, M. Fernand Cabellio, a été volée.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE, EXPORTATEURS, INVESTISSEURS
VOTRE SIÈGE À PARIS
Londres, Jérusalem
de 150 à 350 F par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 86 rue du Louvre
75001 PARIS
Tél. 329-41-12

Au Conseil de Paris

INCIDENTS ENTRE MM. CHIRAC ET SARRE A PROPOS DES RADIOS LIBRES

La séance du Conseil de Paris du lundi 5 octobre a été marquée par un vif incident entre M. Jacques Chirac et Georges Sarre, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville. A propos de la création par le maire de Paris de Radio-Service-tour Eiffel, M. Sarre a affirmé que cette radio était « municipale » et donc contraire à la loi telle que les députés l'ont votée récemment.

Cette déclaration a suscité de vifs échanges entre M. Chirac et la Mairie (R.P.R.), Gabriel Kaspareit (R.P.R.) et Claude Estier (P.S.). M. Chirac est intervenu alors et a affirmé qu'il présidait l'association Radio-Service-tour Eiffel « à titre personnel » et non « en sa qualité de maire de Paris ». « Cette radio », a-t-il ajouté, « sera uniquement une radio de service ». M. Chirac a conclu son propos en soulignant « la différence entre les engagements pris avant les élections par le candidat François Mitterrand sur les radios libres et les propositions faites actuellement par le ministre de la communication, M. Fillioud ».

● M. Valéry Giscard d'Estaing dira, mercredi soir 7 octobre, à Randonne, près de Saint-Amand-Tallende (Puy-de-Dôme), à l'auréole de la égerie. Il s'agit pour l'ancien président de la République, qui doit séjourner quelques jours dans la région, d'une « soirée privée ». Ce dîner-débat, qui aura lieu sur invitations (chaque participant payant sa part), est destiné à lui permettre de rencontrer des représentants des organisations socio-professionnelles et des élus locaux afin de connaître leur analyse de la conjoncture économique. En aucun cas, cette réunion ne peut être assimilée à une rentrée politique, indique-t-on au cabinet de M. Giscard d'Estaing. — (Corr.)

Fin septembre

PLUS DE 1,9 MILLION DE FRANÇAIS SE TROUVAIENT SANS TRAVAIL

Le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. (Agence nationale pour l'emploi) s'élevait fin septembre à 1 908 000 en données corrigées des variations saisonnières et à 1 907 000 en données brutes. C'est la première fois que le seuil de 1 900 000 est dépassé.

Ces résultats, encore provisoires, font apparaître, après correction des variations saisonnières, une baisse de 1,7 % en un mois et une hausse de 25,6 % en un an. En données brutes, le chômage a augmenté de 9,2 % en un mois.

Fin août, les demandeurs d'emploi étaient de 1 840 300 en données corrigées et de 1 748 100 en données brutes.

● M. Michel Crépeau à l'exposition européenne des articles de pêche. — M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, a inauguré samedi l'exposition européenne des articles de pêche, qui se tient pour la première fois à Paris.

M. Crépeau a affirmé la nécessité d'encourager les efforts à l'exportation des entreprises françaises du secteur qui font face à une concurrence déloyale. Le ministre a également annoncé la nomination de M. Jean-Claude Deboussy, président du GIPAF (Groupement des industries françaises d'articles de pêche) au conseil supérieur de la pêche.

M. Deboussy avait auparavant souligné la progression constante, depuis 1975, des importations françaises d'articles de pêche (86 millions de francs en 1980) et la forte concurrence du Japon, de Taiwan et de la Corée, pays qui reproduisent les techniques françaises de fabrication et exportent à faible prix.

M. JEAN SAINT-GEOURS

VA DIRIGER LA « MISSION NATIONALE DE LUTTE POUR L'EMPLOI »

M. Jean Saint-Geours, ancien directeur général du Crédit lyonnais, président de la commission chargée de préparer le plan intérimaire à la commission générale du Plan, va diriger la nouvelle « mission nationale de lutte pour l'emploi ». Cette mission aura pour but de faciliter la conclusion des « contrats de solidarité » avec les entreprises qui procèdent à de fortes réductions de la durée du travail ou à des départs volontaires en pré-retraite avec, en contrepartie, des embauches nouvelles. La désignation de M. Saint-Geours et d'autres personnalités pour constituer cette mission devrait devenir officielle mardi 6 octobre, et le premier ministre devrait la présenter à l'opinion, lundi 12 octobre. Entre-temps, M. Mauroy aura rencontré, mardi 6 octobre, les présidents pour le mobiliser, eux aussi, dans la lutte pour l'emploi.

[M. Jean Saint-Geours, âgé de cinquante-six ans, est ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances. Il fut chargé de mission au cabinet de M. Mendès France en 1954. Directeur de la prévision au ministère des finances de 1958 à 1959, directeur général adjoint puis directeur général du Crédit lyonnais de 1968 à 1975, président du groupe Sema-Metra International, M. Saint-Geours est aussi l'auteur de nombreux ouvrages.]

PANNE D'ÉLECTRICITÉ À PARIS

« L'explosion d'un transformateur à Villejuif, dans la banlieue parisienne, a entraîné une panne de courant, dimanche 4 octobre entre 13 h 44 et 14 h 14. 715 000 abonnés basse-tension de Paris, soit environ un sur deux, ont été touchés par cette interruption de courant.

parlez ANGLAIS

Allemand, Espagnol, Français,

LOGOS international

Centre privé de formation

61, Boulevard Haussmann - Paris 8^e

Tél. 268.04.02



LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...

LE CHARMÉ SUBLINE DES IMPRIMÉS D'HIVER DEPUIS 24,50F LE MÈTRE
LE COIN DES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES
LE CLUB CHIC-DES LAINAGES, TWEEDS, DRAPS, RÉVERSIBLES, ÉCOSAIS, JERSEYS, CACHEMIRES, MOHAIRS
LA FAMEUSE BOUTIQUE DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHES

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LATREUILLE
SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

Blousons
Quinzaine spéciale du 2 au 17 oct.
62, r. St-André-des-Arts 6^e
Tél. 329.44.10
PARKING ATTACHÉ À VOS MAGASINS

ILC
Soyez efficace avec l'anglais
ILC enseigne l'anglais international
Pour votre prochaine session : 225.41.37
ILC : International Language Centre - 20, passage Dauphine, 75006 Paris

ROCARD :
Le tiers secteur c'est la primauté de l'individu sur l'argent.



Une interview et une grande enquête de la revue "Autrement" sur les entreprises nouvelles. 240 pages. 49 francs. En librairie.

autrement
Réinventer le quotidien

Dix heures par jour... (avec passion)
Avec du chômage et du salariat, les problèmes d'une autre entreprise

la Règle à Calcul

Hewlett-Packard maintient haut le prestige de sa marque en lançant deux nouveaux calculateurs programmables de poche à mémoire permanente, le HP 11C scientifique et le HP 12C financier. De la technique à l'astuce, ils ont leur forme, leur taille (épaisseur 9,5 mm), leur légèreté (poids 112 g), leur autonomie (1 an) et leur affichage visible même au soleil.

La règle à Calcul
● distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP
55-67 Bd St Germain 75005 Paris, tél. 385 68 88
Ouvert : 10h-19h, dimanche 10h-18h

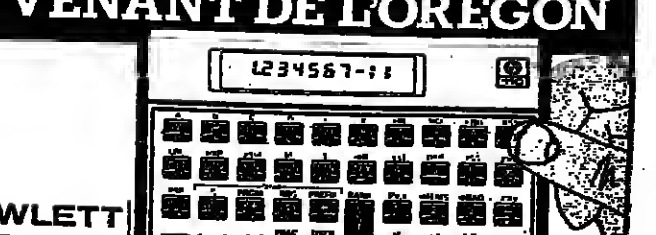
A LA RÈGLE À CALCUL

DEUX VOYAGEURS VENANT DE L'OREGON

HP 11C calculateur scientifique programmable
● 106 fonctions
● 15 labels jusqu'à 200 lignes de programme,
● 21 registres mémoire
HP 12C calculateur financier programmable
● 70 fonctions
● jusqu'à 99 lignes de programme
● 30 registres mémoire
HP 11C et HP 12C, les calculateurs pour gagner, sont à la règle à Calcul

HP 11C calculateur scientifique programmable
● 106 fonctions
● 15 labels jusqu'à 200 lignes de programme,
● 21 registres mémoire
HP 12C calculateur financier programmable
● 70 fonctions
● jusqu'à 99 lignes de programme
● 30 registres mémoire
HP 11C et HP 12C, les calculateurs pour gagner, sont à la règle à Calcul

HP 11C calculateur scientifique programmable
● 106 fonctions
● 15 labels jusqu'à 200 lignes de programme,
● 21 registres mémoire
HP 12C calculateur financier programmable
● 70 fonctions
● jusqu'à 99 lignes de programme
● 30 registres mémoire
HP 11C et HP 12C, les calculateurs pour gagner, sont à la règle à Calcul



HEWLETT PACKARD

50 من الأصل